

Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2024



Programme
Alimentaire
Mondial

SAUVER
DES VIES
CHANGER
LES VIES



Publié en 2025 par le Programme alimentaire mondial
Via CG Viola, 68-70, Rome 00148, Italie

Citation recommandée :

PAM. 2024. Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2024. Rome, Programme alimentaire mondial.
<https://doi.org/10.71958/wfp130772>
ISBN 978-92-95050-25-9 (version papier)
ISBN 978-92-95050-29-7 (en ligne)

Cette publication a été conçue par le personnel du Programme alimentaire mondial (PAM) avec l'apport de contributions extérieures. Les constatations, interprétations et conclusions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement la position officielle du PAM, de son directeur exécutif, de son Conseil d'administration ou de ses partenaires.

La mention ou l'omission d'entreprises spécifiques, leurs produits ou noms de marque n'implique pas d'approbation ou de jugement de la part du PAM.

Les appellations utilisées et la présentation des faits dans la présente publication, y compris dans les cartes, n'impliquent aucune prise de position de la part du PAM quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

- Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.
- Le tracé en pointillé représente de manière approximative la Ligne de contrôle en Jammu-et-Cachemire conformément à l'accord entre l'Inde et le Pakistan. Le statut définitif du Jammu-et-Cachemire n'a pas encore été déterminé par les parties.
- La frontière définitive entre la République du Soudan et la République du Soudan du Sud n'a pas encore été déterminée.

Le PAM a pris toutes les précautions raisonnables pour vérifier les informations contenues dans cette publication. Toutefois, le matériel publié est diffusé sans aucune garantie, expresse ou implicite. La responsabilité de l'interprétation et de l'utilisation du document incombe au lecteur. En aucun cas, le PAM ne pourra être tenu responsable de préjudices résultant de son utilisation.

© Programme alimentaire mondial 2025. Tous droits réservés.

Le matériel contenu dans ce document d'information peut être reproduit ou diffusé à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. La reproduction du matériel de ce document d'information à des fins de revente ou à d'autres fins commerciales est interdite sans autorisation écrite. Les demandes d'autorisation doivent être adressées au directeur de la Division de la communication, de l'action de plaidoyer et du marketing :
e-mail wfp.publications@wfp.org.

Photo de couverture: WFP/Joel Ekström/Ouganda - World Vision/Dara Chhim, Ben Adams, Elissa Webster/Cambodge - WFP/Gabriela Vivacqua/République du Congo - WFP/Sayed Asif Mahmud/Ukraine - WFP/Irshad Khan/Cuba - WFP/Darapech Chea/Cambodge

Achevé d'imprimer en septembre 2025

Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2024



Programme
Alimentaire
Mondial

SAUVER
DES VIES
CHANGER
LES VIES

Sommaire

Remerciements	10
Avant-propos	20
Messages clés	22
Résumé analytique	27
Introduction	39
Chapitre 1	
Programmes d'alimentation scolaire en 2024 : portée, couverture et tendances	47
1.1 Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	52
1.2 Couverture des programmes d'alimentation scolaire	60
1.3 Investissement financier annuel dans l'alimentation scolaire	68
1.4 Sources de financement	70
1.5 Institutionnalisation de l'alimentation scolaire : cadres politiques et conception de programmes	73
1.6 Alimentation scolaire et emploi	76
1.7 Programmes de santé et de nutrition scolaires intégrés	78
1.8 Solutions dirigées par les villes : faire progresser l'alimentation scolaire au niveau local	81
1.9 La voie à suivre	84
Chapitre 2	
Coalition pour l'alimentation scolaire : un mouvement mondial en faveur de l'alimentation scolaire	89
2.1 Coalition pour l'alimentation scolaire : les gouvernements réalisent des progrès sans précédent avec le soutien de leurs partenaires	92
2.2 Un nouveau modèle collaboratif : fonctionnement de la Coalition pour l'alimentation scolaire et ses réseaux	99
2.3 La Coalition pour l'alimentation scolaire en action : initiatives mondiales face aux défis	113
2.4 La Coalition pour l'alimentation scolaire en action : des partenaires au service du progrès	132
2.5 La voie à suivre : cap vers une alimentation scolaire universelle	142
Chapitre 3	
Nouvelles avancées dans la compréhension de l'alimentation scolaire : innovations et programmation durable	151
3.1 Nouvelles données probantes sur les avantages multisectoriels et le retour sur investissement des programmes d'alimentation scolaire	154
3.2 Nouvelles données probantes sur les pratiques de programmation	170
3.3 Financer une avancée décisive – le rôle des financements innovants	188
3.4 La voie à suivre	195

Chapitre 4

Rôle mondial et stratégique du PAM dans le domaine de la santé et de la nutrition scolaire	201
4.1 Le rôle du PAM en tant que secrétariat de la Coalition pour l'alimentation scolaire et le renforcement de ses capacités de plaidoyer	206
4.2 Contribution du PAM à l'expansion et au renforcement des programmes nationaux d'alimentation scolaire	210
4.3 Appui opérationnel du PAM aux pays	218
4.4 Rôle du PAM dans la mise en œuvre de l'alimentation scolaire en situation d'urgence	225
4.5 Autonomiser les femmes et les filles grâce à l'alimentation scolaire	229
4.6 L'innovation du PAM dans le domaine de l'alimentation scolaire	235
4.7 La voie à suivre	237

RAPPORT SPÉCIAL

Un nouveau cadre conceptuel et opérationnel pour l'alimentation scolaire et les systèmes alimentaires : repenser les implications des programmes nationaux d'alimentation scolaire pour le climat, l'environnement, la biodiversité et la souveraineté alimentaire	I
SR.1 Un nouveau cadre pour comprendre le rôle de l'alimentation scolaire dans le contexte des systèmes alimentaires	III
SR.2 Des repas scolaires respectueux de la planète – des politiques axées sur la demande pour une consommation saine et durable	VI
SR.3 Le pouvoir de l'approvisionnement : tirer parti de l'alimentation scolaire comme levier d'amélioration de l'agriculture locale, du développement durable économique et social et de la biodiversité	XVI
SR.4 Deux grandes questions de politique à traiter au croisement des systèmes alimentaires et de la santé publique	XXII

Conclusions	273
--------------------	------------

Références	280
-------------------	------------

Acronymes	295
-----------	-----

Glossaire	296
-----------	-----

Annexe

Annexe I Publications récentes du PAM et de ses partenaires	299
Annexe II Méthodologie et sources utilisées pour calculer le nombre d'enfants recevant une alimentation scolaire, la portée et l'investissement	312
Annexe III Indicateurs de l'alimentation scolaire par pays	327

Encadrés, études de cas, figures et tableaux

Encadrés

Encadré 1.1	Une étape importante pour les enfants d'âge scolaire : vers un indicateur mondial sur la couverture de l'alimentation scolaire	66
Encadré 1.2	Politiques, législation et cheminement vers un fondement juridique de l'alimentation scolaire	74
Encadré 2.1	Deuxième réunion ministérielle de la task force de la Coalition pour l'alimentation scolaire	101
Encadré 2.2	Premier Sommet mondial de la Coalition pour l'alimentation scolaire	103
Encadré 2.3	OSC – Food 4 Education à l'avant-garde de l'innovation et de la mise en œuvre	135
Encadré 2.4	Plaidoyer en action – La voie tracée par les organisations de la société civile vers le Programme alimentaire scolaire du Canada	136
Encadré 3.1	Le rôle des programmes d'alimentation scolaire dans la protection sociale et la facilitation d'une transition juste	164
Encadré 3.2	Tests de repas scolaires nutritionnellement optimaux au Cambodge	169
Encadré 3.3	Consortium de recherche pour la santé et la nutrition scolaires – Expérience de pays utilisant l'outil politique SABER pour l'auto-évaluation et l'analyse comparative des programmes nationaux de repas scolaires	179
Encadré 3.4	La Plateforme mondiale sur l'alimentation scolaire	182
Encadré 3.5	Indicateurs recommandés par l'Action mondiale pour la mesure de la santé des adolescents (GAMA) de l'Organisation mondiale de la santé	185
Encadré 4.1	Normes minimales et lignes directrices de l'ANASE pour le paquet nutrition scolaire	215
Encadré 4.2	Boîte à outils de la Communauté de développement de l'Afrique australe pour la Santé et Nutrition scolaires	217
Encadré 4.3	Activités du PAM en matière d'alimentation scolaire en 2023	224
Encadré 4.4	Enseignements tirés du projet « Éliminer les barrières d'accès à l'éducation des filles » – une approche multisectorielle de l'éducation des filles dans des contextes fragiles	231
Encadré 4.5	Autonomisation des filles et des garçons grâce à des programmes d'alimentation scolaire en Asie et dans le Pacifique	232
Encadré A2.1	Classification des pays par niveau de revenu	322

Études de cas

Étude de cas 1	L'ambitieuse vision du Kenya : nourrir 10 millions d'écoliers tout en renforçant les systèmes alimentaires locaux et la résilience aux chocs d'ici 2030	85
Étude de cas 2	De la vision à l'action : la feuille de route du Rwanda pour un programme d'alimentation scolaire universel et durable	87
Étude de cas 3	Milan à la pointe de l'innovation en matière d'alimentation scolaire	130

Étude de cas 4	La révolution de l'alimentation scolaire au Brésil : un exemple mondial pour lutter contre la faim, soutenir les agriculteurs et promouvoir la coopération internationale	144
Étude de cas 5	La vision audacieuse de la Somalie pour l'éducation grâce à son programme d'alimentation scolaire	147
Étude de cas 6	Action européenne en faveur de l'alimentation scolaire : promouvoir le changement au niveau national et international	149
Étude de cas 7	Investissement du Pérou dans la préparation aux catastrophes pour garantir l'alimentation scolaire aux populations vulnérables	196
Étude de cas 8	Réforme de la nutrition scolaire en Ukraine dans un contexte de guerre, se préparer à la reprise	197
Étude de cas 9	Le Guatemala passe au numérique : une nouvelle application mobile sur les repas scolaires stimule le programme d'alimentation scolaire	199
Étude de cas 10	Le Lesotho renforce son engagement multisectoriel en faveur de l'alimentation scolaire issue de la production locale grâce à une politique actualisée en matière d'alimentation scolaire	200
Étude de cas 11	Le Cambodge en route vers une alimentation durable et produite localement d'ici 2028	239
Étude de cas 12	L'Arménie prend pleinement en charge l'alimentation scolaire : un modèle d'engagement national et de développement durable	241
Étude de cas 13	Le pouvoir de l'alimentation scolaire dans la transformation d'Haïti	244
Étude de cas 14	Le parcours de l'Irak vers la pleine appropriation nationale de l'alimentation scolaire	246
Étude de cas 15	Transition vers la gestion nationale du programme d'alimentation scolaire au Bénin	249

Figures

Figure 1.1	Répartition des pays par source de données	55
Figure 1.2	Croissance du nombre d'enfants bénéficiant d'une alimentation scolaire dans certains pays de l'Union africaine	57
Figure 1.3	Évolution du nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire par région entre 2022 et 2024	59
Figure 1.4	Évolution du nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire par niveau de revenu entre 2022 et 2024	59
Figure 1.5	Enfants inscrits dans les écoles primaires dans le monde	61
Figure 1.6	Couverture des programmes d'alimentation scolaire par niveau de revenu des pays	62
Figure 1.7	Couverture en 2024 par catégorie de revenus	64
Figure 1.8	Sources d'investissement financier dans l'alimentation scolaire (uniquement 2024)	71

Figure 1.9	Sources d'investissement financier dans l'alimentation scolaire en 2022 et 2024	71
Figure 1.10	Part des pays disposant d'un cadre politique en matière d'alimentation scolaire, par niveau de revenu, en 2020, 2022 et 2024	73
Figure 1.11	Emplois créés pour 100 000 enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	77
Figure 1.12	Programmes complémentaires de santé et de nutrition	79
Figure 1.13	Adoption de programmes complémentaires de santé et de nutrition	80
Figure 2.1	Nombre de pays ayant rejoint la Coalition pour l'alimentation scolaire par année et par soumission d'engagement	92
Figure 2.2	Nombre total d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire dans les États membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire par rapport aux États non membres, Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022 et 2024 (en millions)	93
Figure 2.3	Engagements nationaux envers la Coalition pour l'alimentation scolaire, ventilés par catégorie	94
Figure 2.4	Fonctionnement de la Coalition pour l'alimentation scolaire	100
Figure 2.5	L'écosystème de la Coalition pour l'alimentation scolaire : collaboration multisectorielle du niveau local au niveau mondial	106
Figure 2.6	Événements clés de la Coalition pour l'alimentation scolaire 2023-2024	108
Figure 3.1	Estimation des rapports coûts-bénéfices des programmes d'alimentation scolaire sur l'éducation, la santé et la nutrition combinées, par sous-régions (districts) au Malawi	157
Figure 3.2	Comparaison des gains en termes de LAYS par 100 dollars américains investis dans différentes interventions sanitaires en milieu scolaire	161
Figure 3.3	Aperçu des phases et étapes d'élaboration de lignes directrices et normes nutritionnelles nationales pour l'alimentation scolaire	174
Figure 3.4	État d'avancement des lignes directrices et des normes nutritionnelles pour l'alimentation scolaire dans les pays ayant participé à l'exercice de bilan	175
Figure 3.5	Nombre de pays membres de la Coalition ayant pris des engagements relatifs aux lignes directrices et normes nutritionnelles pour l'alimentation scolaire	176
Figure 3.6	Nombre cumulé de rapports SABER sur la santé et l'alimentation scolaires réalisés depuis 2012 à l'échelle mondiale et en Afrique subsaharienne, par année	180
Figure 3.7	Domaines d'indicateurs de l'initiative GAMA	186
Figure 4.1	Nombre d'enfants bénéficiant des programmes d'alimentation scolaire dans les pays soutenus par le PAM	210
Figure 4.2	Nombre d'enfants bénéficiant des programmes d'alimentation scolaire dans les pays soutenus par le PAM (2020-2024) par groupe de revenu	211
Figure 4.3	Investissements dans les programmes d'alimentation scolaire dans les pays soutenus par le PAM	212
Figure 4.4	Évolution des sources de financement dans les pays bénéficiant de l'appui du PAM	213

Figure 4.5	Changement au niveau des cadres politiques dans les pays soutenus par le PAM	214
Figure 4.6	Évolution du nombre de bénéficiaires directs d'une alimentation scolaire du PAM entre 2013 et 2023 (par région)	222
Figure 4.7	Nombre d'élèves bénéficiant directement d'un programme d'alimentation scolaire du PAM au fil du temps (2013–2023), par contexte national	223
Figure 4.8	Progression de la couverture des programmes d'alimentation scolaire en Arménie	243
Figure 4.9	Budget alloué par le gouvernement pour l'année scolaire (180 jours de repas) en dollars américains	243
Figure 4.10	Historique de l'alimentation scolaire en Irak	248
Figure SR.1	Cadre conceptuel et opérationnel pour l'alimentation scolaire et les systèmes alimentaires	IV
Figure A2.1	Répartition des pays par source de données	314

Cartes

Carte 1.1	Nombre d'enfants bénéficiant d'une alimentation scolaire dans le monde (en millions)	52
Carte 1.2	Innovation au niveau des villes dans les programmes d'alimentation scolaire : un aperçu infranational	82
Carte 4.1	Aperçu des programmes d'alimentation scolaire mis en oeuvre par le PAM dans le monde en 2023	220

Tableaux

Tableau 1.1	Quatre estimations de l'investissement annuel total dans l'alimentation scolaire (en dollars américains)	69
Tableau 1.2	Comparaison des investissements financiers entre 2022 et 2024 (en dollars américains)	72
Tableau 2.1	Exemples d'engagements nationaux envers la Coalition pour l'alimentation scolaire	95
Tableau 2.2	Déclarations publiées ou influencées par la Coalition pour l'alimentation scolaire en 2023-2024	109
Tableau 2.3	Résumé des efforts régionaux	111
Tableau 2.4	Événements organisés par l'initiative « Les villes nourrissent l'avenir » de la Coalition pour l'alimentation scolaire	129
Tableau A2.1	Sources utilisées pour les données relatives à l'alimentation scolaire	315
Tableau A2.2	Configurations possibles des programmes d'alimentation scolaire aux fins du calcul du nombre total net d'enfants recevant une alimentation scolaire	318
Tableau A2.3	Estimations de la couverture dans les écoles publiques (pays sélectionnés de la région Amérique latine et Caraïbes)	321
Tableau A2.4	Quatre estimations de l'investissement annuel total dans l'alimentation scolaire	324
Tableau A2.5	Coût moyen par groupe de revenu utilisé pour estimer l'investissement mondial	325

Remerciements

La publication *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2024* est le résultat de la collaboration avec de nombreuses institutions et personnes. Nous apprécions leur soutien et remercions tous ceux qui ont contribué leur temps et leur expertise pour la réalisation de cette publication.

L'analyse et l'approche présentées dans la présente publication reposent sur une vision globale élaborée par Carmen Burbano de Lara (PAM) et Donald Bundy (London School of Hygiene and Tropical Medicine). Ils ont également guidé tous les aspects de la rédaction et de la production. La présente publication a été préparée sous la direction générale et l'approbation finale de Valeri Guarnieri, directrice générale adjointe du Département des opérations liées aux programmes. L'avant-propos a été rédigé par Cindy McCain, directrice générale, et le Bureau de la directrice générale.

Des contributions stratégiques à la publication ont été fournies par un comité consultatif. Nous remercions les membres du comité consultatif : Robert Jenkins (UNICEF), Victor Aguayo (UNICEF), Dr Francesco Branca (OMS), Lynnette Neufeld (FAO), Corinna Hawkes (FAO), Dr Priyadarshani Joshi (Rapport GEM, UNESCO), Arlene Mitchell (GCNF), Ayala Wineman (GCNF), Bibi Giyose (AUDA-NEPAD), Sarah Beardmore (GPE), Joseph Nhan-O'Reilly (IPNEd), Amanda Rives (WVI), Diane De Bernardo (USDA), Molly Kairn (USDA), Liesbet Steer (SFI) et Filippo Gavazzeni (Les villes nourrissent l'avenir).

Équipe éditoriale de publication

Situation de l'alimentation scolaire dans le monde

Directrice : Carmen Burbano de Lara

(Service de l'alimentation scolaire et de la protection sociale du PAM)

Conseiller principal : Donald Bundy

(London School of Hygiene and Tropical Medicine)

Marekh Khmaladze, Azinwi Ngum Nkwah, Espedito Nastro, Maria-José Rojas, Sophie Jenter, Peter Holtsberg, Soha Haky, Luis Benitez, Adeline Uwonkunda, Sasinat Chindapol et Anna Hamilton

La présente publication est un bien public mondial réalisé grâce au partenariat stratégique entre le Programme alimentaire mondial et Dubai Cares. Elle a été élaborée dans le cadre du projet Améliorer la santé et la nutrition scolaires

à travers l'Afrique – capacités techniques et des données probantes afin d'optimiser la programmation nationale – et avec le soutien financier de Dubai Cares. Le Programme alimentaire mondial est reconnaissant du soutien du conseil d'administration de Dubai Cares, du directeur général Tariq Al Gurg, du directeur des programmes et de son personnel.

Cette publication s'appuie sur plusieurs sources de données, dont l'enquête mondiale sur les programmes d'alimentation scolaire de la Fondation mondiale pour la nutrition infantile (GCNF). Cette enquête a permis de produire une base de données complète et normalisée sur l'alimentation scolaire dans le monde, détaillant un large éventail d'activités et de conditions liées aux repas scolaires dans chaque pays. L'enquête a été réalisée à trois reprises, ce qui permet de suivre l'évolution des programmes d'alimentation scolaire dans le monde depuis sa création. Nous remercions l'équipe de la GCNF, notamment Arlene Mitchell (directrice exécutive), Heidi Kessler, Ayala Wineman et Yale Warner pour leur soutien et leur collaboration à cette publication, ainsi que le Département de l'Agriculture des États-Unis et la Fondation Rockefeller pour le financement de ces travaux. Les autres sources de données utilisées dans cette publication sont citées à l'annexe II.

Cette publication a fait l'objet d'un examen indépendant par des pairs, à savoir : Sylvie Avallone (Université de Montpellier), Dirce Marchioni (Université de São Paulo), Sangchul Yoon (Université Yonsei) et Francis Zotor (Université du Ghana). Leurs précieux commentaires ont permis d'améliorer la qualité de la publication.

La publication *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde* est dirigée par Marekh Khmaladze, avec le soutien direct d'Azinwi Ngum Nkwah pour la gestion du projet. Espedito Nastro, Luis Benitez, Adeline Uwonkunda, Sophie Jenter, Soha Haky, Peter Holtsberg, Sasinat Chindapol, Anna Hamilton, Julia Kammermeier, Seoyoon Sofia Shin et Amadou Boucar Thiam ont également contribué à l'analyse des données et à la rédaction. Nous adressons nos plus sincères remerciements à Niamh O'Grady pour avoir jeté les bases de cette publication, ainsi qu'à Maria-José Rojas pour sa relecture et ses commentaires internes. Nous remercions également l'ensemble des bureaux régionaux et des bureaux de pays du PAM qui ont contribué au processus de validation des données. L'orientation stratégique générale, la révision, l'édition et les commentaires techniques ont été assurés par le professeur Donald Bundy (directeur du Consortium de recherche pour la santé et la nutrition scolaires, professeur d'épidémiologie et de développement à la London School of Hygiene and Tropical Medicine, et conseiller principal auprès du Programme alimentaire mondial).

Nous tenons à remercier les rédacteurs principaux et les contributeurs de chaque chapitre.

- **Chapitre 1** : Espedito Nastro, Luis Benitez, Adeline Uwonkunda, avec des contributions essentielles de :
 - Joseph Nhan-O'Reilly (cofondateur et directeur exécutif, Réseau parlementaire international pour l'éducation) sur l'encadré 1.2 Politiques, législation et cheminement vers un fondement juridique de l'alimentation scolaire.
 - Filippo Gavazzeni (directeur de l'initiative « Les villes nourrissent l'avenir », municipalité de Milan), Andrea Magarini (conseiller principal pour l'initiative « Les villes nourrissent l'avenir », municipalité de Milan), Serena Duraccio (responsable des partenariats pour l'initiative « Les villes nourrissent l'avenir », municipalité de Milan) et Mara Petruzzelli (responsable principale pour l'initiative « Les villes nourrissent l'avenir », municipalité de Milan) sur les solutions dirigées par la ville : faire progresser l'alimentation scolaire au niveau local et étude de cas de Milan.
- **Chapitre 2** : Sophie Jenter, avec des contributions importantes de Maria-José Rojas, Àngela Corbalán, Emilie Sidaner et Carlo Luciani. Par ailleurs :
 - Filippo Gavazzeni, Andrea Magarini, Serena Duraccio et Mara Petruzzelli sur la présentation générale de l'initiative « Les villes nourrissent l'avenir ».
 - Donald Bundy, Linda Schultz (responsable du Secrétariat, Consortium de recherche pour la santé et la nutrition scolaires), Kate Morris (responsable de la communication, Consortium de recherche pour la santé et la nutrition scolaires) et Jasmine Catmull (chargée de communication, Consortium de recherche pour la santé et la nutrition scolaires), pour leur contribution à la présentation d'ensemble du Consortium de recherche.
 - Espedito Nastro sur la présentation générale de l'Initiative sur le Suivi et les Données et les données pour la figure 2.2.
 - Mohamed Abdiweli (responsable du plaidoyer et de la recherche, Initiative pour le financement durable), Hélène Gourichon (responsable du financement au niveau des pays, Initiative pour le financement durable), Katherine Kullman (directrice associée de projet pour la santé et la nutrition scolaires, Initiative pour le financement durable) et Kevin Watkins (conseiller principal, Initiative pour le financement durable), pour leur contribution à la présentation d'ensemble de l'Initiative pour le financement durable.
 - Flavia Brunetti (Cheffe des partenariats, Secrétariat de la Coalition mondiale pour l'alimentation scolaire) et Antoine Chaussinand (Chargé des partenariats, Secrétariat de la Coalition mondiale pour l'alimentation scolaire).
 - Leonie Werner et Parviz Abduvahobov (UNESCO) sur la section consacrée aux agences des Nations Unies.

- Dr Amberley T. Ruetz (chercheuse postdoctorale, Université de Saskatchewan ; déléguée canadienne au Consortium mondial de recherche sur la santé et la nutrition scolaires ; coprésidente du Groupe de travail sur l'alimentation scolaire de l'Association canadienne d'études alimentaires) pour l'encadré 2.4 : Plaidoyer en action – La voie tracée par les organisations de la société civile vers le programme alimentaire scolaire du Canada
 - Charlotte Masiello-Riome (PAM) pour la section sur les organisations de la société civile et les données relatives à la communication.
 - Mirna Noaman pour la carte des systèmes de la Coalition pour l'alimentation scolaire et les données relatives à la communication.
- **Chapitre 3** : Donald Bundy et Linda Schultz, avec des contributions essentielles de :
- Stéphane Verguet (professeur associé en santé mondiale, Harvard T.H. Chan School of Public Health ; coprésident, Consortium de recherche, communauté de pratique sur l'analyse et les mesures) sur les Études de Retour sur Investissement des programmes nationaux d'alimentation scolaire dans la section 3.1.1.
 - Noam Angrist (directeur académique du What Works Hub for Global Education et chercheur principal à l'université d'Oxford ; coprésident de la communauté de pratique sur l'analyse et la mesure du Consortium de recherche) sur l'alimentation scolaire et les résultats scolaires dans la section 3.1.2.
 - Biniam Bedasso (chercheur au Centre for Global Development) sur l'alimentation scolaire et les résultats en matière de protection sociale dans la section 3.1.
 - Simone Lombardini (chargée de l'évaluation d'impact, PAM), qui dirige le volet Évaluation d'impact des programmes scolaires et a fourni le résumé des principales conclusions. Les conclusions sont le fruit des efforts collectifs de nombreux collègues travaillant sur le volet évaluation d'impact, notamment Jonas Heirman, Minh Phuong La et Armand Degla du PAM, ainsi que Florence Kondylis, Astrid Zwager, Roshni Khincha, Cox Bogaards, Dahyeon Jeong, Benedetta Lerva, Erin Kelley, Hannah Irmela Uckat, Paul Christian et Thiago De Gouvea Scot de Arruda de la Banque mondiale.
 - Dominic Richardson (directeur général, Learning for Well-being Institute) et Ian Orton (spécialiste régional de la protection sociale pour les États arabes, OIT) pour l'encadré 3.1 : Le rôle des programmes d'alimentation scolaire dans la protection sociale et la facilitation d'une transition juste.
 - Melissa Vargas Araya (FAO, conseillère technique pour les lignes directrices et normes en matière de nutrition) et Fatima Hachem (FAO, responsable principale de la nutrition et chef d'équipe du groupe Éducation nutritionnelle et sensibilisation des consommateurs) pour la section 3.2

sur l'établissement de nouvelles lignes directrices et normes holistiques en matière de nutrition pour les repas scolaires : le point de départ pour obtenir de meilleurs résultats nutritionnels, l'encadré 3.2 : Tests de repas scolaires nutritionnellement optimaux au Cambodge, et l'encadré 3.4 : La Plateforme mondiale sur l'alimentation scolaire.

- Linda Schultz pour l'encadré 3.3 : Expérience de pays utilisant l'outil politique SABER pour l'auto-évaluation et l'analyse comparative des programmes nationaux d'alimentation scolaire.
 - Sylvie Avallone (professeure, Institut Agro, Montpellier ; coprésidente de la communauté de pratique des bons exemples du Consortium de recherche), Heli Kuusipalo (chargée de recherche principale, Institut national pour la santé et le bien-être, Finlande ; coprésidente de la communauté de pratique des bonnes pratiques du Consortium de recherche) et Aurelie Fernandez (coordinatrice, communauté de pratique des bonnes pratiques du Consortium de recherche) pour la section 3.2.1 sur les exemples émergents de bonnes pratiques dans les programmes nationaux.
 - Filippo Gavazzeni, Andrea Magarini, Serena Duraccio et Mara Petruzzelli pour la section sur les pratiques de programmation au niveau municipal : nouvelles données probantes issues de l'initiative « Les villes nourrissent l'avenir ».
 - Dr Regina Guthold (Organisation mondiale de la Santé, Département de la santé maternelle, néonatale, infantile et adolescente et du vieillissement, scientifique) pour l'encadré 3.5 : Indicateurs recommandés par l'Action mondiale pour la mesure de la santé des adolescents (GAMA) de l'Organisation mondiale de la Santé.
 - Harold Alderman (chercheur émérite, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires) et Aulo Gelli (chercheur principal, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires) sur les données probantes relatives à l'impact et les lacunes de la recherche qui ont étayé l'élaboration du chapitre 3.
 - Mohamed Abdiweli, Hélène Gourichon, Katherine Kullman et Kevin Watkins, pour leur contribution à la section 3.3 sur « Financer une avancée décisive – le rôle des financements innovants ».
- **Chapitre 4** : Soha Haky, avec des contributions essentielles de Peter Holtsberg, Matthew Dearborn, Carolina Botter, Tristan Schouten, Peter Haag, Isabelle Lacson, Damien Fontaine, Ruusa Mushimba, Raffaella Bellanca, Genesis Maynard, Udaya Sharma, Ananda Paez, Julia Kammermeier, Thomas Deville, Karen Kestler, Maria Muradyan, Jacques Sezikeye et Giorgio Sirtorti. L'analyse et la représentation graphique des données pour ce chapitre ont été réalisées avec le soutien d'Espedito Nastro, Luis Benitez et Sasinat Chindapol. Les contributions aux études de cas régionales et nationales sont détaillées ci-dessous.

- **Rapport spécial** : Silvia Pastorino (London School of Hygiene and Tropical Medicine et coprésidente de la communauté de pratique sur l'alimentation et la santé planétaire du Consortium de recherche) et Samrat Singh (codirecteur du Partnership for Child Development, Imperial College London, et coprésident de la communauté de pratique sur la transformation des systèmes alimentaires du Consortium de recherche), avec les contributions clés de Luana F.J. Swensson (FAO, spécialiste des politiques pour les achats publics durables) et Florence Tartanac (FAO, cadre supérieure), ainsi que de l'équipe du programme Alimentation scolaire et protection sociale du PAM, sur la transformation des systèmes alimentaires par l'alimentation scolaire issue de la production locale.

Le rapport présente plusieurs études de cas par pays et par région. Nous souhaitons exprimer notre profonde gratitude à toutes les personnes ayant contribué par leurs données et leurs éclairages au processus de rédaction et de révision.

Arménie

- Satenik Mkrtchyan, directrice de l'Agence pour l'alimentation scolaire et le bien-être des enfants
- Équipe du PAM chargée de l'alimentation scolaire en Arménie

Asie et Pacifique

- Vera Mayer, conseillère régionale pour l'alimentation scolaire, Bureau régional du PAM pour l'Asie et le Pacifique
- Chitraporn Vanaspongse, chargée de programme pour l'alimentation scolaire, Bureau régional du PAM pour l'Asie et le Pacifique

Brésil

- Maria Giulia Senesi, chargée de programme, PAM/Brésil - Centre d'excellence contre la faim
- Daniel Balaban, directeur et représentant, PAM/Brésil - Centre d'excellence contre la faim
- Daniela Costa, responsable de la communication, PAM/Brésil - Centre d'excellence contre la faim
- Karine Silva dos Santos, fonctionnaire et coordinatrice générale du Programme national d'alimentation scolaire/Fonctionnaire spécialisée dans le financement et la mise en œuvre de programmes et de projets éducatifs, Fonds national pour le développement de l'éducation (FNDE), organisme autonome relevant du ministère de l'Éducation du Brésil

- Felipe Leal Ribeiro de Albuquerque, fonctionnaire spécialisé dans le financement et la mise en œuvre de programmes et projets éducatifs, Fonds national pour le développement de l'éducation (FNDE), organisme autonome relevant du ministère de l'Éducation du Brésil
- Saulo Ceolin, coordinateur général pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, ministère des Affaires étrangères du Brésil
- Laura Delamonica, cheffe adjointe du coordonnateur général pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, ministère des Affaires étrangères du Brésil (MRE)
- Cecilia Malaguti do Prado, point focal pour la coopération trilatérale Sud-Sud avec les organisations internationales, Agence brésilienne de coopération (ABC/MRE)
- Paola Barbieri, analyste de projet, coopération trilatérale Sud-Sud avec les organisations internationales, Agence brésilienne de coopération (ABC/MRE)

Bénin

- M. Ali Ouattara, Représentant résident, PAM Bénin
- M. Alain Hinkati, Directeur général, Agence nationale de l'alimentation et de la nutrition (ANAN)

Cambodge

- M. Ven Thol, vice-directeur, Département de l'enseignement primaire
- M. Kann Puthy, directeur, Département de l'enseignement primaire
- Bureau de pays du PAM au Cambodge

Pays européens

- Charlotte Cuny, chargée des partenariats, bureau du PAM à Bruxelles
- Camille Fogtdal, chargée des partenariats, bureau du PAM pour les pays nordiques (Danemark)
- Lina Nesheim, chargée des partenariats, bureau du PAM pour les pays nordiques (Norvège)
- Katariina Ainamo, chargée des partenariats, bureau du PAM pour les pays nordiques (Finlande)

Guatemala

- Direction générale du renforcement de la communauté éducative (DIGEFOCE)
- Direction générale de la participation communautaire et des services de soutien (DIGEPSA)

Haïti

- Programme National des Cantines Scolaires (PNCS)

Irak

- Aymen Abbas Aswad, directeur de l'éducation physique et des activités scolaires, ministère de l'Éducation
- Nahid Ayad, responsable du département de l'environnement, de l'éducation et de la santé scolaire, ministère de l'Éducation
- Samer Lateef, agent de la division de la nutrition scolaire, ministère de l'Éducation
- Juan Gonzalo Jaramillo Mejia, responsable de la protection sociale, PAM Irak
- Dina Abdulrazzaq, chargée de programme pour l'alimentation scolaire, PAM Irak
- Tara Khdahairi, assistante de programme pour la protection sociale, PAM Irak
- Soha Haky, chargée de politiques de programme – renforcement des capacités nationales, Service de l'alimentation scolaire et de la protection sociale du PAM
- Michael Abdalah, chargé de programme - Alimentation scolaire, Bureau régional du PAM pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et l'Europe de l'Est

Kenya

- Mme Carola Kenngott, responsable de la protection sociale et des filets de protection climatique, PAM Kenya
- Mme Lilian Matama, chargée de la gestion des connaissances en matière de protection sociale, PAM Kenya
- Gouvernement kényan

Lesotho

- Thuto Ntsekhe, responsable de l'enseignement primaire, ministère de l'Éducation et de la Formation
- M. Rats`iu Majara, secrétaire principal, ministère de l'Éducation et de la Formation

Moyen-Orient et Afrique du Nord

- Rizwan Bajwa, chargé de politiques de programme – Protection sociale et alimentation scolaire, Bureau régional du PAM pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et l'Europe de l'Est
- Stefano Santoro, responsable de la protection sociale et de l'alimentation scolaire, Bureau régional du PAM pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et l'Europe de l'Est
- Michael Abdalah, Chargé de politiques de programme – Alimentation scolaire, Bureau régional du PAM pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et l'Europe de l'Est

Pérou

- Lena Arias, responsable de programme, PAM Pérou
- Ivan Bottger, chargé de programme - Gestion des risques de catastrophe, protection sociale et adaptation aux changements climatiques, PAM Pérou
- Rolando Wilson, chef d'unité – Nutrition, santé publique et agriculture familiale, PAM Pérou
- Giulia Baldi, responsable de la protection sociale, Service de l'alimentation scolaire et de la protection sociale du PAM
- Manucheher Shafee, consultant en données probantes et innovation, Service de l'alimentation scolaire et de la protection sociale du PAM
- Clare O'Brien, conseillère principale en protection sociale, Service de l'alimentation scolaire et de la protection sociale du PAM

Rwanda

- M. Pascal Gatabazi, conseiller technique en chef, ministère de l'Éducation, gouvernement du Rwanda.

Somalie

- Saadiq Hurre Dirie, conseiller en alimentation scolaire, ministère fédéral de l'Éducation, de la Culture et de l'Enseignement supérieur de la Somalie
- Isse Mire Nor, coordinateur de l'alimentation scolaire, ministère fédéral de l'Éducation, de la Culture et de l'Enseignement supérieur de la Somalie
- Hannah Peterson, responsable des politiques de programme (alimentation scolaire), PAM Somali
- Ahmed Saney, responsable des politiques de programme (alimentation scolaire), PAM Somalie

Soudan

- Merlyn Chapfunga, responsable de la nutrition et des programmes en milieu scolaire, PAM Soudan
- Edna Kalaluka, responsable régionale de l'alimentation scolaire, Bureau régional du PAM pour l'Afrique orientale et australe

Afrique de l'Ouest

- Karen Ologoudou, Conseillère régionale pour l'alimentation scolaire, Bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Ukraine

- Andrii Stashkiv, vice-ministre, ministère de l'Éducation et des Sciences
- Orest Stepanyak, chef du Bureau de la réforme de la nutrition scolaire
- Juliana F.W. Cohen, professeure associée, Harvard T.H. Chan School of Public Health
- Myles Bremner, directeur général et consultant en politique alimentaire, Bremner & Co

Nous remercions les personnes suivantes qui ont facilité la soumission des contributions externes : Sophie Jenter, Soha Haky, Matthew Dearborn, Genesis Maynard, Carolina Botter, Giulia Baldi, Manucheher Shafee, Clare O'Brien, ainsi que tous les bureaux régionaux et bureaux de pays du PAM ayant coordonné ce travail. Nous tenons à remercier le ministère de l'Agriculture et des Affaires rurales de la République populaire de Chine pour son soutien dans la collecte de données en Chine.

Nous exprimons notre sincère reconnaissance aux membres du Service genre, protection et inclusion (GPI) du PAM, en particulier à Brenda Behan et Elizabeth Burges-Sims, pour leur orientation stratégique et leur engagement à intégrer les thématiques transversales tout au long du rapport. Nous remercions Amelia Stewart (responsable des politiques sur le changement climatique et la réduction des risques de catastrophe, Service Climat et Résilience, PAM) pour sa relecture terminologique sur les questions climatiques dans les chapitres 3 et 5. Le soutien administratif a été fourni par Constantine Akeibar, Madeline Tejada et Reverie Calibo, avec l'aide du PAM, Services d'approvisionnement en biens et services.

Nous tenons à remercier le Comité d'examen des publications du PAM et le Bureau de la communication et des médias du PAM pour leur soutien à la production et à la diffusion de cette publication.

Nous remercions les bureaux de pays du PAM et World Vision International pour avoir fourni le contenu photographique. Nos remerciements particuliers vont à Charlotte Masiello-Riome, Tsitsi Matope et Kaijie Yan pour la sélection des photos, la rédaction des légendes et la relecture de la mise en page générale de la publication. Nous tenons à remercier Asja Hadzihasanovic, Eleonora Dionisi et l'équipe INK Innovation and Knowledge Management pour leur soutien concernant l'ISBN, les droits d'auteur et les services de bibliothèque. La publication a été éditée par Catherine Simes et mise en page par Sixeleven s.r.l. Les traductions ont été fournies par Translated SRL. Les différentes versions linguistiques ont été relues et éditées par : Français : Antoine Chaussinand et Tiphaine Ferry ; Espagnol : Luis Benitez ; Russe : Nadya Frank ; Chinois : Xinyue Zhao ; Portugais : Vitoria Rufino et Beatriz Pimentel ; Arabe : Soha Haky et Michael Abdalah.

Avant-propos

Au cours des quatre dernières années, les gouvernements du monde entier ont fait preuve d'un leadership et d'un engagement inspirants pour façonner un avenir meilleur pour leurs enfants. Sur tous les continents et à tous les niveaux de revenus, les pays ont élargi leurs programmes d'alimentation scolaire afin d'augmenter de 20 % le nombre d'élèves qu'ils soutiennent, atteignant ainsi le chiffre historique de 466 millions. Leur portée est d'autant plus impressionnante qu'elles ont eu lieu pendant la période de profonde perturbation des économies et des systèmes éducatifs provoquée par la pandémie de COVID-19.

La détermination des gouvernements à maintenir le cap reflète le consensus mondial croissant sur la valeur des programmes d'alimentation scolaire,

qui offrent bien plus qu'un simple repas. L'alimentation scolaire offre le précieux cadeau de l'éducation et un passeport pour sortir de la pauvreté et accéder à une vie plus riche en opportunités. Ils permettent également aux gouvernements de renforcer les systèmes alimentaires, en soutenant les communautés, les petits agriculteurs et les économies nationales.

La Coalition pour l'alimentation scolaire a joué un rôle moteur dans cette dynamique, mobilisant les pays autour de l'agenda de l'alimentation scolaire. C'est une grande fierté de voir que le Programme alimentaire mondial a joué un rôle central dans le travail de la Coalition et qu'il continue à soutenir ce modèle innovant de partenariat multilatéral.

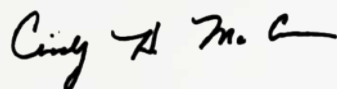


Des élèves cambodgiens lisent dans la bibliothèque de leur école PAM/Darapech Chea

À ce jour, 108 pays ont rejoint la Coalition, qui est également soutenue par 144 organisations partenaires et six organismes régionaux. Plus de 50 pays membres ont pris des engagements nationaux pour étendre ou améliorer leurs programmes d'alimentation scolaire, ce qui représente environ les deux tiers des progrès mondiaux réalisés ces dernières années. Plus encore, le travail collectif de la Coalition a contribué à changer les mentalités sur l'alimentation scolaire, bien au-delà de ses membres.

La Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2024 rend hommage aux réalisations des décideurs politiques, des institutions nationales et locales, des écoles, des éducateurs, des agriculteurs et des communautés locales. Leurs efforts collectifs et leurs voix transforment la vie des enfants du monde entier, un repas à la fois.

Il reste encore un long chemin à parcourir et beaucoup à faire avant que l'alimentation scolaire soit accessible à tous, en particulier dans les pays les plus pauvres et les plus fragiles. J'ai néanmoins la conviction que nous atteindrons notre objectif. Aujourd'hui plus que jamais, nous devons tirer parti de la dynamique de ces dernières années et collaborer pour que chaque enfant, partout dans le monde, puisse espérer un avenir meilleur, qui commence par un repas sain à l'école.



Cindy H. McCain
Directrice exécutive



Messages clés

Près de 80 millions d'enfants supplémentaires ont bénéficié de programmes nationaux d'alimentation scolaire au cours des quatre dernières années, pour atteindre un nouveau total mondial de 466 millions d'enfants.

- À l'échelle mondiale et à tous les niveaux de revenus, la plupart des programmes d'alimentation scolaire ont atteint une forte couverture ou continuent de se développer. Il est important de noter que les progrès les plus significatifs ont été réalisés là où les besoins sont les plus grands, les pays à faible revenu ayant enregistré le taux de croissance le plus rapide, atteignant près de 60 % au cours des deux dernières années.
- Le continent africain a enregistré les progrès les plus significatifs, avec près de 20 millions d'enfants supplémentaires bénéficiant d'un programme. Au cours des deux dernières années, l'Éthiopie, le Kenya, Madagascar et le Rwanda ont multiplié leur couverture par un facteur de 1,5 à 6.
- Plusieurs pays ont lancé pour la première fois des programmes nationaux d'alimentation scolaire, notamment le Canada, l'Indonésie et l'Ukraine. Parmi les pays qui prennent des mesures importantes en faveur des programmes nationaux d'alimentation scolaire, on trouve le Danemark, qui s'est engagé à mettre en place un programme pilote national d'alimentation scolaire, visant à constituer une base de connaissances et d'expériences qui servira de référence pour le futur programme national. La couverture de ces nouveaux programmes n'est pas encore prise en compte dans les estimations actuelles, mais elle jette les bases d'une expansion significative de la couverture mondiale d'alimentation scolaire à l'avenir.
- Les investissements mondiaux dans les programmes d'alimentation scolaire par pays ont augmenté pour soutenir cette nouvelle couverture élargie, et s'élèvent désormais à 84 milliards de dollars américains par an. Comme les années précédentes, il s'agit d'investissements nationaux provenant à 99 % des financements publics nationaux.
- Malgré ces progrès, d'importants défis restent à relever. En particulier, on estime que la moitié des enfants du primaire ne sont pas encore couverts, et ce sont en grande partie les plus vulnérables : la couverture n'est que de 27 % dans les pays à faible revenu, contre 80 % dans les pays à revenu élevé.
- Dans toutes les régions et tous les niveaux de revenu, les pays se sont attachés à renforcer la qualité de l'alimentation scolaire en institutionnalisant cette politique et en adoptant des cadres stratégiques et juridiques appropriés. À l'échelle mondiale, 107 pays ont déclaré avoir mis en place une politique d'alimentation scolaire, les pays à revenu intermédiaire inférieur affichant la plus forte progression depuis la précédente édition de cette publication.
- Si les gouvernements nationaux définissent les cadres d'action, les entités infranationales (y compris les municipalités) jouent souvent un rôle très direct dans la fourniture d'alimentation scolaire. Pour la première fois, cette publication met en avant des données et des exemples provenant de villes du monde entier.

- Les récentes modifications de l'architecture de l'aide internationale et la réduction de l'aide publique au développement risquent de freiner les progrès. Si le financement des donateurs internationaux a augmenté

de plus de 20 %, en particulier dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur, il ne représente toujours qu'un investissement modeste par rapport à l'ampleur des contributions gouvernementales.

L'expansion sans précédent des programmes nationaux reflète l'émergence de la Coalition pour l'alimentation scolaire, qui regroupe 108 pays et constitue l'une des initiatives multilatérales les plus efficaces et les opérationnelles issues de la pandémie de COVID.

- La Coalition poursuit sa croissance à un rythme rapide. Elle compte désormais 108 gouvernements membres, 144 organisations partenaires et six organismes régionaux qui œuvrent pour garantir à tous les enfants l'accès à des repas sains et nutritifs à l'école d'ici 2030.
- Les pays membres de la Coalition sont à la tête de l'action. À ce jour, près de la moitié des pays membres ont commencé à prendre des engagements ambitieux pour étendre et améliorer leurs programmes d'alimentation scolaire. Ce qui permet à quelque 32 millions d'enfants supplémentaires de bénéficier désormais de l'alimentation scolaire, soit environ les deux tiers de l'augmentation totale au niveau mondial au cours des deux dernières années.
- Les initiatives de la Coalition ont joué un rôle clé en attirant et en mettant en réseau l'expertise et les connaissances mondiales. Le *Consortium de recherche* bénéficie désormais d'une Académie mondiale regroupant près de 1 200 professeurs et praticiens issus d'environ 330 organisations dans 110 pays, tandis que l'initiative « *Les villes nourrissent l'avenir* » relie plus de 300 villes à travers le Pacte de Milan de politique alimentaire urbaine.
- Ce multilatéralisme fort, mené par les gouvernements et soutenu par des réseaux de connaissances, a conduit à une reconnaissance accrue de l'alimentation scolaire en tant qu'acteur clé de la politique publique. Par exemple, le Brésil et le Kenya se sont engagés à accroître la participation des agriculteurs à leurs programmes, en mettant l'accent sur une approche respectueuse de la planète ; l'Éthiopie, le Burundi et le Rwanda ont donné la priorité à la durabilité et à l'extension de leurs programmes grâce à une augmentation des allocations budgétaires nationales ; et l'Indonésie et l'Ukraine ont récemment introduit et se sont engagés à étendre rapidement leurs programmes nationaux d'alimentation scolaire afin de faire progresser de multiples objectifs de développement.

Les effets multisectoriels de l'alimentation scolaire en font un investissement particulièrement rentable pour le développement national.

- Les données issues des dernières études nationales sur le retour sur investissement, fondées sur les avantages cumulés dans tous les secteurs, montrent des coûts-efficacité constants aux niveaux national et infranational, compris entre 3 et 9 dollars américains pour chaque dollar américain dépensé.
- Il a été démontré que les programmes d'alimentation scolaire efficaces contribuent à tous les secteurs suivants :
 - **Acquis scolaires** : outre les récentes annonces de l'UNESCO sur l'importance du bien-être des apprenants pour la réussite scolaire, une analyse systématique des essais disponibles montre que les programmes d'alimentation scolaire ont un impact positif sur les acquis scolaires.
 - **Protection sociale** : les dernières données de la Banque mondiale confirment que l'alimentation scolaire reste le filet de protection sociale le plus répandu dans le monde. La pandémie de COVID-19 et la crise financière de 2008 ont toutes deux fourni des preuves concrètes du rôle de filet de protection sociale joué par l'alimentation scolaire, ainsi que des preuves de l'adaptabilité et de la résilience des programmes d'alimentation scolaire et de leur capacité à s'étendre temporairement et à absorber les chocs.
 - **Création d'emplois** : les programmes d'alimentation scolaire jouent un rôle clé dans la création directe et indirecte d'emplois. Les programmes nationaux génèrent généralement environ 1 500 emplois pour 100 000 enfants bénéficiant d'un programme d'alimentation scolaire. Cette estimation n'inclut pas les importantes possibilités d'emploi indirectes pour les agriculteurs locaux et les acteurs de la chaîne d'approvisionnement.
- **Santé et nutrition** : l'accès régulier à des repas nutritifs à l'école a été associé à une réduction des carences en micronutriments, à la lutte contre la dénutrition et à une diminution de l'incidence de l'anémie. L'amélioration de l'alimentation a été associée à une attention accrue, à de meilleures fonctions cognitives et à une réduction de l'absentéisme. Les programmes d'alimentation scolaire contribuent également à de meilleures pratiques d'hygiène et à la sécurité alimentaire, en particulier dans les milieux à faibles revenus.
- **Régimes alimentaires durables** : le livre blanc fondateur sur l'alimentation scolaire et le climat, rédigé par 164 personnes issues de 85 organisations, montre que l'alimentation scolaire peut influencer durablement les habitudes alimentaires tout au long de la vie en faveur d'une alimentation plus saine et plus durable. L'expérience directe d'aliments sains dans le cadre de l'alimentation scolaire, combinée à une éducation à l'alimentation pendant l'enfance et l'adolescence, peut être un facteur important de changement de comportement et contribuer à transformer la relation de la société à l'alimentation.
- **Agriculture et systèmes alimentaires** : l'approvisionnement alimentaire répondant à des régimes alimentaires plus sains et plus durables est également un facteur causal majeur pour aider à transformer les systèmes alimentaires. Un rôle important émerge également dans la promotion de pratiques agricoles durables et régénératrices. L'approvisionnement

local des écoles en denrées alimentaires peut créer des marchés fiables et prévisibles pour les petits exploitants et les agriculteurs familiaux, ce qui encourage la diversification des cultures et stimule les économies rurales.

- **Autonomisation des filles et des femmes** : les filles bénéficient davantage que les garçons des programmes d'alimentation scolaire, notamment en termes de fréquentation scolaire, de diversité

alimentaire et de santé globale et bien-être. Dans un certain nombre de contextes, l'alimentation scolaire contribue à surmonter les obstacles qui empêchent les filles de poursuivre leur scolarité. Pour les femmes, les programmes d'alimentation scolaire peuvent être liés à l'autonomisation économique, en renforçant leur participation aux chaînes d'approvisionnement alimentaire locales et en créant directement des emplois.



Un garçon cubain présente les pâtes aux légumes qu'il a cuisinées.
PAM/Yursys Miranda

Le rôle du PAM a évolué et continue de s'adapter à un nouveau modèle de développement mené par les pays et les communautés à travers le mouvement mondial multilatéral sur l'alimentation scolaire.

- Le PAM joue un rôle de soutien stratégique dans le domaine de l'alimentation scolaire mondiale, les gouvernements étant au centre de cette expansion remarquable. Le PAM renforce son rôle de rassembleur et de facilitateur de partenariats, de recherche et de plaidoyer, et investit dans le soutien aux systèmes nationaux par le biais d'une assistance technique et d'un soutien politique.
- En tant que secrétariat de la Coalition pour l'alimentation scolaire, le PAM a soutenu la Coalition à chaque étape depuis sa création en 2021, contribuant à créer les conditions propices à son fonctionnement et à son essor, et favorisant un écosystème collaboratif entre ses membres, toujours plus nombreux, et son réseau d'experts.
- Le PAM a renforcé ses investissements en soutien aux politiques publiques et contribué à l'institutionnalisation à long terme des programmes nationaux d'alimentation scolaire dans tous les contextes opérationnels. La part des pays à faible revenu soutenus par le PAM qui ne disposaient pas d'une politique nationale est passée de 40 % en 2020 à 15 % en 2024.
- En 2024, 139 millions d'enfants ont bénéficié d'une alimentation scolaire dans les pays soutenus par le PAM, contre 108 millions en 2020. Cette augmentation est principalement due à des programmes menés par les gouvernements avec l'assistance technique du PAM, ce qui souligne l'importance croissante des investissements nationaux et de la durabilité.
- En réponse à l'évolution du paysage politique et à l'appropriation nationale accrue de l'alimentation scolaire, le PAM a réorienté ses programmes dans les pays à revenu intermédiaire afin de donner la priorité aux contextes fragiles et aux pays à faible revenu. En 2023, 15 millions des 21 millions d'enfants directement soutenus par le PAM se trouvaient dans ces zones à besoins humanitaires élevés.
- Le PAM continuera de donner la priorité aux enfants des milieux les plus vulnérables et les plus fragiles pour la distribution directe d'alimentation scolaire afin de garantir leur accès à l'éducation et à la nutrition dans un contexte d'incertitudes mondiales accrues et de réduction des financements extérieurs. Parallèlement, le PAM collaborera avec les gouvernements et ses partenaires afin de renforcer la capacité des programmes nationaux à se développer rapidement et à absorber les chocs.

A photograph of five children lying on their stomachs on a grassy area, looking up at the camera and smiling. They are arranged in a circle. The child at the top wears a yellow t-shirt with a graphic. The child on the left wears a red t-shirt. The child on the right wears a striped polo shirt and a cap. The child at the bottom left wears a light blue t-shirt with 'L'AGU' printed on it. The child at the bottom right wears a striped shirt. The background is green grass with some dry leaves.

Résumé analytique

Des enfants jouant dehors au Venezuela.
World Vision/Luis Colmenarez

Résumé analytique

La Situation de l'alimentation scolaire dans le monde a été publiée pour la première fois en 2013. Depuis 2020, ce rapport est devenu la publication phare du PAM, publiée tous les deux ans. L'édition 2020 a célébré une décennie de croissance constante de l'alimentation scolaire, tout en soulignant l'arrivée de la COVID-19 et les inquiétudes liées à la fermeture des écoles qui s'en est suivie. L'édition 2022 a mis en évidence les conséquences destructrices de ces fermetures d'écoles : l'effondrement quasi total des programmes d'alimentation scolaire à l'échelle mondiale ; les conséquences sociales pour le développement du capital humain ; puis les efforts extraordinaires déployés par les pays pour rouvrir les écoles, reconstruire les systèmes (y compris l'alimentation scolaire) et non seulement rétablir, mais aussi élargir leurs programmes d'alimentation scolaire.

Dans cette édition de la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde*, nous examinons l'état des programmes d'alimentation scolaire deux ans plus tard, à l'aide des dernières données disponibles, alors que les pays ont eu l'occasion de réfléchir à leurs expériences passées et de prendre des décisions concernant leurs programmes d'alimentation scolaire. La combinaison des dernières données, études de cas, recherches et preuves présentées dans cette édition montre clairement un changement dans la façon dont les pays perçoivent l'alimentation scolaire, non seulement comme le filet de protection sociale le plus important et le plus efficace au monde, sur lequel les gouvernements s'appuient en temps de crise, mais aussi comme un contributeur majeur au développement national pour aider à résoudre des problèmes qui touchent l'ensemble de la société.

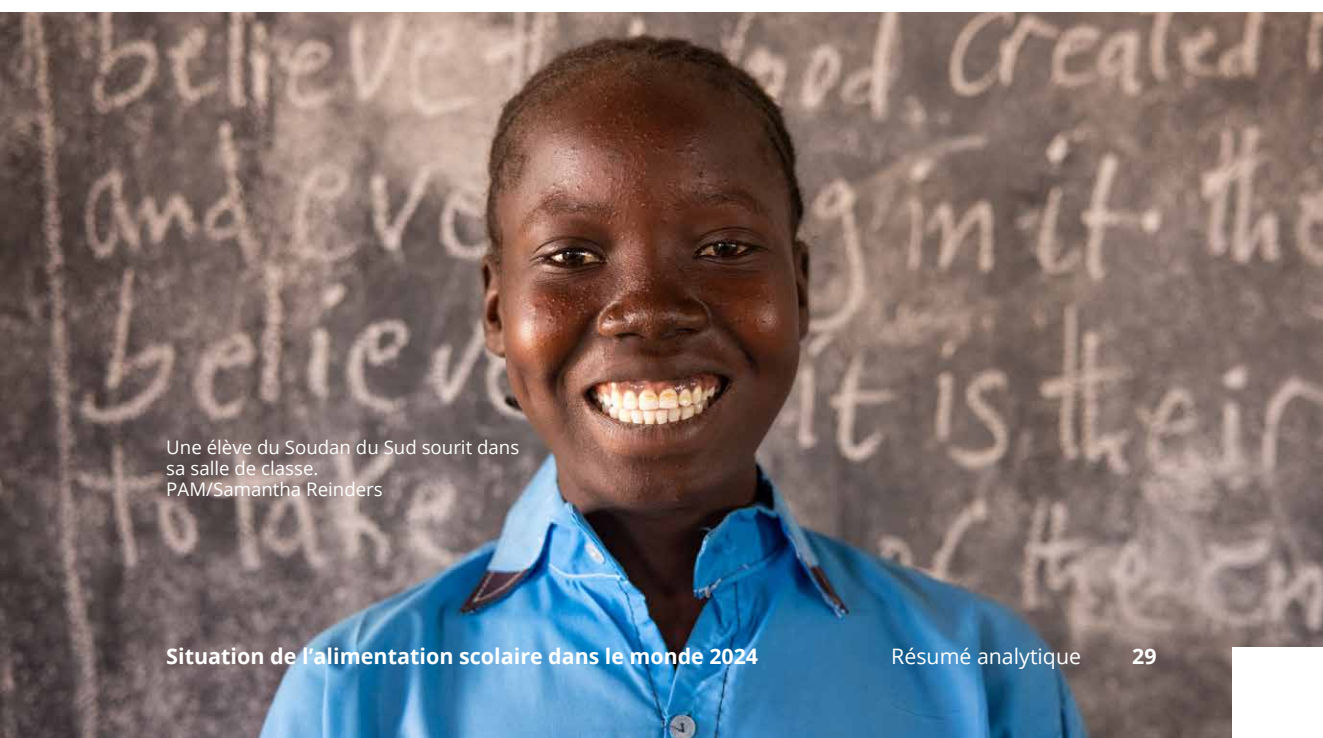
Les progrès globaux ont dépassé les attentes : les dernières données révèlent qu'environ 466 millions d'enfants bénéficient désormais d'une alimentation scolaire dans le monde. Au cours des quatre dernières années, cela représente une augmentation de près de 80 millions d'enfants, soit une progression de 20 %. Ces chiffres soulignent le succès sans précédent de l'agenda d'alimentation scolaire sur la scène politique et dans le domaine du développement international, un succès comparable à celui des campagnes mondiales de vaccination.

Cette tendance positive s'est poursuivie malgré les résultats mitigés du rapport précédent, qui soulignait que les pays à faible revenu n'avaient pas été en mesure de rétablir pleinement leurs programmes d'alimentation scolaire aux niveaux d'avant la COVID-19 et accusaient un retard. Les dernières données montrent qu'au cours des deux dernières années, les progrès les plus importants ont été réalisés là où les besoins sont les plus grands, les pays à faible revenu ayant augmenté la couverture de leurs programmes d'alimentation scolaire de près de 60 %.

Cette publication relate une réussite mondiale qui couvre des pays de différents niveaux de revenus et de différentes régions, avec de nouveaux pays adoptant des programmes nationaux d'alimentation scolaire, dont le Canada, l'Indonésie et l'Ukraine. Parmi les pays qui ont pris des mesures significatives pour mettre en place des programmes nationaux d'alimentation scolaire figure le Danemark, qui s'est engagé à établir un programme pilote national pour d'alimentation scolaire, visant à mettre en place une base de connaissances et d'expériences pour informer le futur programme national.

En termes d'expansion rapide récente, le continent africain représente la plus grande réussite, avec 20 millions d'enfants supplémentaires bénéficiant d'une alimentation scolaire au cours des deux dernières années. Parmi les champions continentaux, on peut citer le Kenya, Madagascar, l'Éthiopie, le Bénin et le Rwanda, dont les programmes nationaux d'alimentation scolaire ont une portée de 1,5 à 6 fois supérieure en seulement deux ans. Tous les succès ne sont pas visibles en termes de chiffres; par exemple, la plupart des pays à revenu élevé et intermédiaire ont des niveaux stables et élevés de couverture en matière d'alimentation scolaire et se concentrent plutôt sur l'efficacité et la qualité.

Cette réussite mondiale s'explique en grande partie par la mobilisation sans précédent des pays grâce à de nouveaux mécanismes multilatéraux, notamment la Coalition pour l'alimentation scolaire et l'Alliance mondiale contre la faim. Ces mouvements mondiaux, inspirés et dirigés par les gouvernements, marquent un tournant clair dans le dialogue mondial sur l'alimentation scolaire, passant de programmes pilotés et financés de l'extérieur par les donateurs à une politique désormais priorisée au niveau national.



Une élève du Soudan du Sud sourit dans sa salle de classe.
PAM/Samantha Reinders

La forte dynamique et la demande en faveur de ce multilatéralisme réinventé se traduisent par l'expansion rapide de la Coalition pour l'alimentation scolaire. Depuis sa création en 2021, la Coalition rassemble désormais 108 pays à différents stades de développement national, 144 partenaires et six organismes régionaux. La Coalition pour l'alimentation scolaire et ses initiatives ont consolidé le rôle de l'alimentation scolaire en tant qu'instrument de politique publique mondiale susceptible d'être l'une des meilleures solutions à certains des problèmes les plus complexes et les plus graves de la société mondiale. Dans divers contextes nationaux, les programmes d'alimentation scolaire sont désormais reconnus comme une politique publique à part entière, offrant aux gouvernements des leviers de politique publique dans de multiples secteurs, notamment l'éducation, la santé, les économies locales et les systèmes alimentaires.

Toutefois, il reste encore beaucoup à faire, car de fortes disparités persistent à travers le monde. Dans les pays à faible revenu, la couverture de l'alimentation scolaire au niveau primaire est estimée à seulement 27 %, contre 80 % dans les pays à revenu élevé. Les pays à faible revenu continuent également de dépendre fortement de l'aide étrangère pour leurs programmes d'alimentation scolaire. La communauté internationale du développement a répondu à l'appel à l'action lancé dans la précédente édition de cette publication et a augmenté l'Aide publique au développement en faveur de l'alimentation scolaire d'environ 20 %. Toutefois, en termes absolus, l'aide publique au développement ne représente qu'environ 1 % des investissements mondiaux dans l'alimentation scolaire, ce qui signifie que, sauf dans les pays à faible revenu et les contextes fragiles, l'alimentation scolaire est largement protégée des incertitudes et des variations de l'aide extérieure.

Au moment de la rédaction du présent rapport, la communauté internationale du développement traverse une période de changement de paradigme et l'aide publique au développement devrait fortement diminuer. Il est important de reconnaître à la fois les risques que ces changements représentent et les opportunités qu'elles offrent pour améliorer les pratiques de développement. Le nouvel appel à l'action adressé à la communauté internationale invite à concentrer l'aide extérieure sur les besoins les plus pressants, protéger les acquis et profiter de l'évolution du multilatéralisme et des formes de coopération en se concentrant sur un appui stratégique, cohérent et intégré, le financement de la recherche et la fourniture d'assistance technique.

Principaux résultats

La Coalition pour l'alimentation scolaire est apparue comme un mécanisme multilatéral unique de collaboration, d'innovation et d'apprentissage, contribuant à l'intégration de l'alimentation scolaire dans l'agenda politique mondial. La Coalition pour l'alimentation scolaire et d'autres mécanismes multilatéraux marquent un changement important qui a stimulé l'action mondiale, comme en témoigne l'expansion récente et sans précédent de l'alimentation scolaire.

La Coalition pour l'alimentation scolaire est un réseau de collaboration en pleine expansion qui comprend désormais 108 gouvernements membres, 144 organisations partenaires et six organismes régionaux unis pour garantir que tous les enfants aient accès à une alimentation saine et nutritive à l'école d'ici 2030. Depuis la création de la Coalition pour l'alimentation scolaire en 2021, l'expansion rapide de l'alimentation scolaire dans le monde s'est accélérée pour atteindre des niveaux comparables à ceux des plus grandes réussites récentes en matière de développement (campagnes mondiales de vaccination, amélioration de la scolarisation). Au total, près de 80 millions d'enfants supplémentaires ont bénéficié de repas scolaires depuis le rapport 2020 sur *la situation de l'alimentation scolaire dans le monde*, soit une augmentation de 20 %. Sur les 48 millions d'enfants supplémentaires bénéficiant de repas scolaires depuis la dernière édition en 2022, 32 millions vivent dans des pays membres de la Coalition. À ce jour, plus de 50 pays ont pris des engagements ambitieux pour développer et améliorer leurs programmes d'alimentation scolaire conformément aux objectifs de la Coalition. Grâce à leur adhésion active, les pays contribuent à un dialogue mondial et reconnaissent la Coalition pour l'alimentation scolaire comme un forum efficace d'échange et d'apprentissage.

Selon les dernières estimations mondiales, environ 466 millions d'enfants bénéficient actuellement de programmes d'alimentation scolaire dans le monde, ce qui illustre des réussites dans l'ensemble des catégories de revenus, avec des progrès particulièrement marqués dans les zones où les besoins sont les plus importants.

Les données recueillies auprès de 174 pays indiquent qu'environ 466 millions d'enfants des niveaux préscolaire, primaire et secondaire bénéficient désormais de programmes d'alimentation scolaire. Une partie de cette augmentation peut être attribuée à l'amélioration de la qualité des données. Une analyse plus approfondie révèle des différences significatives selon les niveaux de revenu et les zones géographiques. Les pays à faible revenu ayant la couverture la plus faible en matière d'alimentation scolaire ont enregistré la progression la plus

forte, avec près de 60 % au cours des deux dernières années. En termes de régions, l'Afrique a réalisé les progrès les plus significatifs, avec environ 20 millions d'enfants supplémentaires couverts par des programmes d'alimentation scolaire depuis le dernier rapport. Une nouvelle vague de pays a adopté des programmes nationaux d'alimentation scolaire, tous niveaux de revenu confondus. Dans les pays à revenu élevé et intermédiaire, où la couverture est déjà relativement élevée, les efforts se sont concentrés sur le renforcement de l'efficacité et l'institutionnalisation des programmes existants, notamment à travers l'adoption ou la consolidation de politiques nationales et de cadres juridiques en matière d'alimentation scolaire.

Les investissements dans l'alimentation scolaire ont considérablement augmenté, avec une nouvelle estimation mondiale de 84 milliards de dollars américains, soit une progression d'environ 36 milliards de dollars américains par rapport à la dernière estimation. Près de 99 % de cette augmentation provient des budgets nationaux.

La quasi-totalité de l'augmentation estimée des investissements dans l'alimentation scolaire est attribuable au financement national, qui continue de représenter la principale source de financement de l'alimentation scolaire à l'échelle mondiale. Bien que le financement des donateurs internationaux ait également augmenté de plus de 20 %, en particulier pour les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur, cela ne représente qu'une augmentation modeste de la valeur globale, qui passe de 364 millions de dollars à 445 millions de dollars, par rapport à l'ampleur des contributions gouvernementales. Cette faible dépendance globale à l'égard du financement extérieur indique qu'à l'échelle mondiale, l'alimentation scolaire n'est pas sensible aux incertitudes et aux variations des investissements internationaux en faveur du développement. Toutefois, une attention particulière est requise pour veiller à ce que les pays les plus dépendants de l'aide extérieure, et confrontés à des contraintes de capacité ou à des situations de fragilité, puissent continuer à élargir la portée de leurs programmes et bénéficier d'un accompagnement dans leur transition progressive vers une appropriation nationale.

Dans toutes les régions et tous les niveaux de revenu, les pays se sont attachés à renforcer la qualité des repas scolaires par l'institutionnalisation et l'adoption de politiques et de cadres juridiques.

À l'échelle mondiale, 107 pays ont déclaré avoir mis en place une politique d'alimentation scolaire, les pays à revenu intermédiaire inférieur affichant la plus forte augmentation depuis la précédente édition de cette publication.

De même, l'alimentation scolaire est généralement associée à d'autres activités complémentaires et interventions politiques afin de répondre aux besoins des apprenants, en fonction du contexte. Dans l'ensemble, seuls 8 % des pays ont déclaré ne disposer d'aucun programme complémentaire ; 23 % des pays disposaient d'entre un et trois programmes complémentaires ; et environ 69 % ont déclaré proposer quatre activités complémentaires ou plus dans le cadre de l'alimentation scolaire. Les engagements nationaux pris par la Coalition pour l'alimentation scolaire témoignent d'efforts plus ciblés et mieux structurés pour atteindre différents objectifs politiques par le biais de programmes d'alimentation scolaire.

Des recherches approfondies montrent que les programmes d'alimentation scolaire profitent à plusieurs secteurs et que les avantages cumulés dans l'ensemble des secteurs font de l'alimentation scolaire un investissement exceptionnellement rentable pour le développement national.

Les données récentes issues des dernières études sur le retour sur investissement, basées sur les bénéfices cumulés dans plusieurs secteurs (notamment la santé et la nutrition, l'éducation, la protection sociale, l'agriculture et les économies locales), montrent des ratios coût-bénéfice positifs dans toutes les études menées aux niveaux national et infranational, pouvant atteindre 30 dollars pour chaque dollar investi, la plupart des bénéfices se situant entre 3 et 9 dollars.

Outre les preuves bien établies de l'impact positif de l'alimentation scolaire sur les résultats scolaires, une revue systématique des essais disponibles sur les effets de l'alimentation scolaire sur l'apprentissage montre qu'en termes d'impact et de rapport coût-bénéfice, l'alimentation scolaire surpasse certaines autres interventions éducatives populaires telles que la formation des enseignants et les apports supplémentaires fournis séparément, comme les manuels scolaires ou la taille des classes. Les dernières revues systématiques confirment également les effets positifs et significatifs de l'alimentation scolaire sur la sécurité alimentaire, la diversité des régimes alimentaires et le bien-être mental, et renforcent le corpus de données montrant son impact favorable sur l'agriculture locale et les opportunités économiques pour les agriculteurs et les acteurs locaux des chaînes d'approvisionnement. Les données les plus récentes confirment également que l'alimentation scolaire contribue de manière significative à la création directe d'emplois, à raison de 1 000 à 2 000 emplois directs pour 100 000 écoliers bénéficiant d'un programme d'alimentation scolaire.

La Coalition pour l'alimentation scolaire et ses initiatives continuent d'attirer une expertise mondiale et de favoriser le partage des connaissances, ce qui a conduit à des découvertes et à des innovations reflétées dans les engagements pris par les gouvernements.

Les quatre initiatives de la Coalition ont continué à s'étendre et à progresser vers leurs objectifs respectifs.

- Le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire a poursuivi ses travaux à travers six communautés de pratique. Le Consortium de recherche a co-créé une Académie mondiale regroupant environ 1 200 universitaires et praticiens issus d'environ 330 organisations dans 110 pays. À ce jour, l'Académie mondiale a organisé plus de 40 événements virtuels pour plus de 4 000 experts. Plus de la moitié des pays membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire ont élaboré des études de cas sur leurs programmes nationaux d'alimentation scolaire afin d'aider à identifier et à partager les bonnes pratiques.
- L'Initiative sur le financement durable s'est concentrée sur l'exploration de nouvelles voies de financement pour garantir la durabilité des programmes d'alimentation scolaire. Depuis l'achèvement de la stratégie financière pour le Rwanda, la demande pour ce type de recherche pratique a rapidement augmenté, avec dix stratégies nationales financières supplémentaires en cours, notamment pour la Sierra Leone et le Ghana.
- L'Initiative sur le Suivi et les Données a mis en place des mécanismes de gouvernance multipartites, notamment un groupe de travail sur les indicateurs chargé d'examiner plus de 250 indicateurs existants sur l'alimentation scolaire ; elle a élaboré la méthodologie d'un indicateur sur l'alimentation scolaire pour le Cadre de référence de l'UNESCO pour une éducation de qualité ; et elle a lancé une première version de la base de données de la Coalition pour l'alimentation scolaire.
- Depuis son lancement, l'initiative « Les villes nourrissent l'avenir » a, pour la première fois, collecté des données sur le rôle et l'importance des entités infranationales dans la programmation et la fourniture des repas scolaires, tandis que le Pacte de Milan de politique alimentaire urbaine a mobilisé plus de 300 villes pour qu'elles apprennent les unes des autres.

Les engagements pris par les pays membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire varient considérablement en fonction du degré de maturité de leurs programmes d'alimentation scolaire. Par exemple :

- **Brésil** : engagement à accroître encore la participation des agriculteurs familiaux au Programme national d'alimentation scolaire en portant le pourcentage minimum des ressources financières allouées aux achats auprès de l'agriculture familiale dans le programme national au-delà du quota actuel de 30 %.
- **France** : engagement à élargir l'accès aux repas scolaires pour tous les enfants en créant une aide de 50 millions de dollars américains pour les cantines scolaires dans les municipalités rurales.
- **Kenya** : engagement à étendre son programme national de repas scolaires afin d'atteindre une couverture universelle d'ici 2030, en passant de 2,3 millions d'enfants bénéficiant de repas scolaires en 2022 à 10 millions d'ici 2030. Cette expansion devrait être menée d'une manière respectueuse de la planète, favorisant l'inclusion économique des petits agriculteurs.
- **Éthiopie** : investissement prévu de 110 millions de dollars américains en 2025. Le budget gouvernemental consacré à l'alimentation scolaire est passé de 45 millions de dollars américains en 2022 à 84 millions de dollars américains en 2024.
- **Burundi** : par le biais de la loi de finances, engagement à augmenter progressivement le budget national annuel consacré à l'alimentation scolaire afin d'atteindre une couverture de 50 % en 2027 et de 100 % d'ici 2032. Le Burundi a plus que triplé ses investissements depuis 2022 et consacre désormais 9,5 millions de dollars américains à son programme d'alimentation scolaire.
- **Rwanda** : engagement à maintenir le budget annuel alloué au programme national de repas scolaires. Le budget est passé de 25 millions de dollars américains en 2021 à 72 millions de dollars américains en 2024.
- **Ukraine** : accueil du Sommet régional européen sur l'alimentation scolaire en 2024, mettant en avant le rôle de premier plan joué par l'Ukraine dans la promotion de l'alimentation scolaire et du bien-être des enfants. La même année, l'Ukraine a introduit des repas gratuits pour tous les enfants du CP au CM1 prévoit d'étendre cette mesure à l'ensemble des élèves d'ici 2025
- **Indonésie** : lancement en janvier 2025 du programme « Makan Bergizi Gratis » (repas nutritifs gratuits), qui vise à atteindre 78 millions d'élèves d'ici 2029.

Ce rapport présente un nouveau cadre conceptuel et opérationnel sur la relation entre l'alimentation scolaire et les systèmes alimentaires afin de répondre à la demande croissante des gouvernements.

Le rapport spécial présente un nouveau cadre d'analyse sur la relation entre l'alimentation scolaire et les systèmes alimentaires qui l'approvisionnent. Ce cadre montre comment la passation des marchés publics pour l'approvisionnement des programmes nationaux d'alimentation scolaire peut contribuer de manière significative aux efforts mondiaux visant à relever certains des plus grands défis environnementaux mondiaux. Ce cadre est le fruit de deux années d'analyse et représente le travail conjoint de 164 auteurs issus de 85 organisations différentes à travers le monde, ce qui témoigne de l'importance extraordinaire et de la portée de ce sujet.

Les programmes d'alimentation scolaire sont de plus en plus reconnus comme un investissement clé pour les gouvernements afin de fournir une plateforme pour la transformation des systèmes alimentaires. Le principal défi consiste à évoluer vers des régimes alimentaires plus sains et à moindre impact environnemental, tout en renforçant l'économie locale et nationale, y compris les revenus des agriculteurs.

Le cadre conceptuel et opérationnel présenté dans ce chapitre spécial propose des adaptations à deux types de politiques publiques : (i) celles visant à apporter des changements immédiats aux programmes d'alimentation scolaire dans quatre domaines clés (les menus, l'énergie utilisée pour la cuisson, les déchets et l'éducation à l'alimentation) ; et (ii) les politiques d'approvisionnement respectueuses de la planète et fondées sur la demande, qui favorisent les pratiques agricoles agroécologiques et développent des systèmes alimentaires durables.

Le PAM continue d'adapter son rôle de chef de file dans les programmes d'alimentation scolaire en répondant à l'écosystème mondial florissant qu'il a contribué à créer.

En tant qu'organisme chef de file des Nations Unies dans le domaine de l'alimentation scolaire, le PAM continue de jouer de multiples rôles dans la promotion de l'agenda de l'alimentation scolaire à travers le monde. Depuis qu'il a contribué au lancement de la Coalition pour l'alimentation scolaire en 2021, le PAM a stratégiquement réorienté ses efforts vers le plaidoyer mondial, l'appropriation nationale et la transformation des systèmes par le biais d'une assistance technique, en partenariat avec d'autres parties prenantes, tout en continuant à mettre en œuvre des programmes multisectoriels intégrés dans des contextes d'urgence et de fragilité.

Le rôle du PAM en tant que secrétariat de la Coalition pour l'alimentation scolaire est emblématique de cette réorientation et de son rôle accru dans la promotion de l'alimentation scolaire à l'échelle mondiale, en favorisant

des réseaux collaboratifs et en facilitant les partenariats, la recherche et le plaidoyer. En outre, l'Initiative sur le Suivi et les Données de la Coalition pour l'alimentation scolaire, hébergée par le PAM, travaille avec les gouvernements et les partenaires pour améliorer l'architecture mondiale des données sur l'alimentation scolaire. L'Initiative sur le Suivi et les Données continuera de publier tous les deux ans le rapport *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde* et de maintenir et améliorer la Base de données mondiale sur l'alimentation scolaire afin de garantir que tous les gouvernements et partenaires aient accès à des données de qualité sur l'alimentation scolaire et aux dernières données et recherches disponibles.

Un changement supplémentaire au sein du portefeuille opérationnel du PAM se traduise par un engagement renouvelé en faveur de l'institutionnalisation des programmes d'alimentation scolaire à tous les niveaux de revenus, et par le soutien aux programmes nationaux mis en œuvre par les systèmes et institutions locaux. Depuis 2020, 31 millions d'enfants supplémentaires ont reçu des repas scolaires dans 78 pays soutenus par le PAM, principalement grâce à l'expansion des programmes pilotés et financés par les gouvernements, avec un soutien du PAM sous forme d'appui politique et d'assistance technique. Outre l'accent mis sur l'élargissement de la portée des programmes nationaux d'alimentation scolaire, le PAM appuie leur qualité et leur efficacité, notamment via la diversification et la localisation des denrées alimentaires nutritives, ainsi que par des améliorations nutritionnelles, telles que l'enrichissement.

En ce qui concerne la distribution directe de repas scolaires, le PAM a accéléré la transition des programmes dans les pays à revenu intermédiaire vers une prise en charge intégrale par les gouvernements, tout en continuant à donner la priorité aux contextes fragiles et à faible revenu présentant d'importantes contraintes en matière de sécurité et de capacités. En 2023, 15 millions des 21 millions d'enfants directement soutenus par le PAM se trouvaient dans ces zones vulnérables. Alors que les fonds consacrés au développement et à l'aide humanitaire diminuent et que l'insécurité alimentaire s'aggrave, avec le risque de crises nouvelles et aggravées, notamment dans le commerce et les chaînes d'approvisionnement mondiales, la fourniture de repas scolaires dans les contextes les plus fragiles demeurera essentielle pour préserver l'éducation, la nutrition et le bien-être des enfants. Le PAM continuera de donner la priorité aux enfants dans les situations les plus vulnérables. Parallèlement, les gouvernements reconnaissant que les repas scolaires constituent un filet de protection sociale efficace en temps de crise, la collaboration multisectorielle – entre les gouvernements, les communautés et les partenaires internationaux – sera essentielle pour étendre et pérenniser ces programmes. Ces programmes visent également à disposer de la capacité de réagir avec souplesse grâce à des systèmes évolutifs, à des financements d'urgence et à des modèles de prestation adaptables.

Priorités d'intervention

1. Continuer à étendre la couverture des programmes d'alimentation scolaire et à améliorer la qualité des repas servis.
2. Renforcer les réseaux et partenariats existants et déployer l'expertise nécessaire pour soutenir les efforts nationaux et locaux visant à trouver des solutions adaptées aux contextes afin d'améliorer les programmes d'alimentation scolaire.
3. Élargir la composition de la Coalition pour l'alimentation scolaire afin d'accélérer l'action des gouvernements, de favoriser l'apprentissage et d'améliorer la disponibilité des données factuelles pour éclairer les politiques et la programmation.
4. Libérer le potentiel des programmes de repas scolaires en tant que catalyseur essentiel de la transformation des systèmes alimentaires et stratégie d'investissement dans la prospérité économique et le capital humain de la prochaine génération.
5. Se préparer aux crises futures et aux perturbations des chaînes d'approvisionnement, et protéger les plus vulnérables grâce à l'alimentation scolaire, qui constitue le filet de protection sociale le plus étendu au monde.

Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2024

Cette publication fait partie d'une série de rapports élaborés par le PAM, annoncée dans la stratégie 2020, « Une chance pour chaque écolier » (*A Chance for Every Schoolchild*), visant à aider à garantir la disponibilité d'une base de connaissances à jour sur les programmes de repas scolaires. Les résultats de cette publication sont présentés dans les quatre chapitres suivants, suivis d'un rapport spécial à la fin de la publication :

Chapitre 1 - Les programmes d'alimentation scolaire en 2024 : portée, couverture et tendances

Chapitre 2 - Coalition pour l'alimentation scolaire : un mouvement mondial en faveur de l'alimentation scolaire

Chapitre 3 - Nouveaux progrès dans la compréhension de l'alimentation scolaire : innovation et programmation durable

Chapitre 4 - Le rôle global et stratégique du PAM dans la Santé et la Nutrition scolaires

Rapport spécial - Un nouveau cadre conceptuel et opérationnel pour les repas scolaires et les systèmes alimentaires : repenser les implications des programmes nationaux d'alimentation scolaire pour le climat, l'environnement, la biodiversité et la souveraineté alimentaire

Pour cette publication, des informations supplémentaires seront disponibles dans la version en ligne sur le site web du PAM. Chaque chapitre sera disponible sous forme de rapport autonome avec un contenu supplémentaire. Le lecteur pourra également extraire des études de cas par pays et des rapports sur des thèmes transversaux.

Introduction

Une élève étudie à l'école au Népal.
PAM/Samantha Reinders

Introduction

Ce document est la publication officielle du Programme alimentaire mondial des Nations Unies sur la *situation de l'alimentation scolaire dans le monde en 2024*.

Lors de la publication du rapport précédent en 2023, les écoles avaient rouvert leurs portes après une fermeture sans précédent due à la pandémie de COVID-19, qui avait entraîné une crise de l'apprentissage et la suppression d'un filet de protection sociale essentiel que constituaient l'alimentation scolaire. Les chiffres mondiaux de 2022 sur le nombre d'enfants bénéficiant de programmes d'alimentation scolaire étaient encourageants, avec une reprise de la couverture mondiale qui avait dépassé les niveaux d'avant la COVID. Toutefois, cette reprise s'est faite à un rythme inégal, les pays à faible revenu accusant un retard significatif. Dans le même temps, les gouvernements ont pris conscience de la nécessité d'adopter une nouvelle approche pour accompagner les enfants d'âge scolaire et de l'importance de l'alimentation scolaire en tant que programme contribuant à de nombreux objectifs essentiels. Le rapport de 2022 (WFP, 2022) annonçait la création de la Coalition pour l'alimentation scolaire en 2021, sa transformation rapide en un véritable mouvement mondial et ses premières contributions à l'agenda de l'alimentation scolaire.

Deux ans plus tard, l'accent ne porte plus seulement sur le redressement : un nouvel élan mondial est en train de renforcer le soutien aux programmes d'alimentation scolaire. Ceux-ci se sont développés au-delà de toutes les attentes et atteignent aujourd'hui un nouveau cap historique avec 466 millions d'enfants bénéficiaires dans le monde. Plusieurs pays commencent tout juste à annoncer ou à amorcer une montée en puissance rapide de leurs programmes, ce qui nourrit l'espoir pour l'avenir. Quatre ans après la création de la Coalition pour l'alimentation scolaire, le véritable potentiel transformateur de cette initiative est désormais évident. Au-delà des actions de ses membres, cette édition du rapport *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde* marque un changement net de perception au niveau mondial : l'alimentation scolaire n'est plus perçue comme une priorité dictée par les donateurs, mais comme un levier politique puissant porté par les États eux-mêmes, tous niveaux de revenu et contextes confondus.

La *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2024* explore l'état d'avancement des programmes d'alimentation scolaire à l'échelle mondiale, alors que les gouvernements et leurs partenaires, notamment le PAM et la société civile, continuent d'investir dans cette politique efficace pour le développement national. La publication 2024 fait également le point sur les engagements et les actions de la Coalition pour l'alimentation scolaire et sur la manière dont ce réseau complexe de partenariats a un impact mondial sur les enfants et les sociétés à travers le monde.

Le rôle de la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde* en tant que baromètre mondial des repas scolaires

Un rapport périodique fondé sur les données les plus récentes sur les programmes d'alimentation scolaire constitue un outil essentiel qui aide les décideurs politiques et le public à mieux comprendre les tendances et les chiffres clés au niveau mondial. Il met aussi en lumière l'évolution de la perception des repas scolaires en tant que levier stratégique pour le développement humain et économique. En 2013, le PAM a publié pour la première fois un rapport mondial sur l'alimentation mondiale, qui fait toujours référence comme base de données mondiale. Depuis 2020, la publication « *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde* » est devenue la publication phare du PAM, publiée tous les deux ans. Avec l'édition 2024 (la quatrième de la série), le PAM honore son engagement à rendre compte régulièrement de l'évolution des programmes d'alimentation scolaire à travers le monde.

Chaque rapport ultérieur conservera un format et une structure similaires, et s'appuiera sur les sources de données les plus récentes et les plus fiables disponibles pour décrire l'échelle et la couverture des programmes d'alimentation scolaire. Cette série ne vise pas à fournir un aperçu exhaustif de tous les progrès réalisés dans le domaine de l'alimentation scolaire, mais plutôt à faire le point et à résumer les avancées en matière de recherche et de pratique. Il ne s'agit pas d'un rapport sur les activités du PAM dans le domaine de l'alimentation scolaire, mais d'un aperçu de l'ensemble des travaux menés à l'échelle mondiale dans ce domaine, axé sur les réalisations des acteurs nationaux et infranationaux et sur le soutien de tous les partenaires et parties prenantes.

Retour sur les écoles et l'alimentation scolaire

L'alimentation scolaire possède une riche histoire ; même les toutes premières écoles ont dû réfléchir à la manière de nourrir les enfants pendant la journée scolaire. La réflexion moderne sur la Santé et la Nutrition scolaires va au-delà de ce simple concept et considère que l'alimentation scolaire présente des avantages spécifiques et plus larges pour les enfants et leurs communautés. Au début du XXe siècle, différentes tentatives géographiquement ciblées furent mises en place pour aborder la protection sociale, comme la loi de 1907 au Royaume-Uni qui visait à fournir de la nourriture par le biais des écoles au sein des communautés les plus pauvres. Dans les années 1940, cette approche avait été élargie pour inclure des programmes nationaux universels, comme en Finlande et en Suède, et était souvent associée à une vision considérant que l'alimentation scolaire était un stimulant pour la production agricole, comme aux États-Unis d'Amérique (États-Unis).

L'alimentation scolaire est de plus en plus considérée comme un droit humain : l'Inde a ouvert la voie en déclarant que les repas à l'école constituaient une obligation légale des responsables de l'éducation ; le Brésil et le Mexique ont intégré l'alimentation scolaire aux filets de protection sociale et au développement communautaire ; et les 100 premiers jours de planification de Nelson Mandela en Afrique du Sud considéraient que les repas scolaires pour les populations les plus pauvres étaient essentiels pour rattraper les occasions manquées et investir dans la prochaine génération.

En 2009, la Banque mondiale et le PAM, en collaboration avec le Partenariat pour le développement de l'enfant, ont publié une analyse intitulée *Rethinking School Feeding (Repenser l'alimentation scolaire)* (Bundy et al., 2009). Le point de départ de cette analyse est la crise alimentaire, énergétique et financière de 2008, au cours de laquelle les gouvernements ont reconnu que les programmes d'alimentation scolaire offraient de multiples avantages aux plus vulnérables, par exemple un soutien du revenu en nature aux familles, l'accès à l'éducation et à l'apprentissage, ainsi que le maintien de la santé et du bien-être. En conséquence, les gouvernements considèrent de plus en plus que l'alimentation scolaire est un investissement de protection sociale pertinent à long terme, ainsi qu'un filet de protection sociale à court terme. Des appels ont été lancés pour demander une plus grande rigueur dans l'analyse des questions liées aux politiques ainsi que dans l'ampleur et la qualité des évaluations et de la conception des études scientifiques (Alderman & Bundy, 2011; Kristjansson et al., 2007). Les gouvernements investissent dans l'alimentation scolaire non pas parce qu'ils atteignent ainsi un objectif unique, mais parce qu'ils en réalisent plusieurs.

Histoire des publications sur l'alimentation scolaire

Au cours de la dernière décennie, on a constaté une amélioration constante de la qualité et de la quantité des programmes d'alimentation scolaire mis en œuvre par les gouvernements et les partenaires du développement, ainsi qu'une augmentation concomitante de la quantité et de la qualité de la recherche. Les publications *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde* (WFP, 2013, 2020b) ont joué un rôle clé dans ce renouveau d'intérêt, tout comme le *School Feeding Sourcebook*, qui propose une analyse détaillée des programmes nationaux dans 14 pays (Drake et al., 2016). Le Partenariat pour le développement de l'enfant, avec l'aide de la Bill and Melinda Gates Foundation, entre autres, a soutenu de nouveaux essais randomisés sur l'alimentation scolaire, qui sont devenus déterminants pour la compréhension des programmes en contextes stables. Par exemple, le programme national d'alimentation scolaire au Ghana (Gelli et al., 2019) et les camps de personnes déplacées en Ouganda (Adelman et al., 2019) ; et dans les situations d'urgence, comme lorsque le programme national d'alimentation scolaire a été interrompu par un coup d'État au Mali (Aurino et al., 2018). En 2017, la troisième édition de *Disease Control Priorities* (Jamison et al., 2017) de la Banque mondiale comprenait une analyse détaillée des avantages et des coûts des programmes de santé et de nutrition scolaires ; elle a également expliqué les arguments soutenant que les programmes de santé et de nutrition scolaires constituaient un investissement dans le capital humain.

Cette évolution s'est reflétée dans l'approche du PAM en matière d'alimentation scolaire. Le PAM a adopté sa première politique mondiale d'alimentation scolaire en 2009, reconnaissant que les repas scolaires étaient essentiels à la sécurité alimentaire des ménages et constituaient un filet de protection sociale efficace pour les foyers vulnérables. Cette politique a été mise à jour en 2013 pour tirer davantage parti de l'alimentation scolaire en tant qu'intervention multisectorielle bénéfique à l'éducation, la santé et la nutrition, la protection sociale et l'agriculture locale ; un accent particulier a été mis sur l'assistance technique aux gouvernements et le renforcement des programmes nationaux d'alimentation scolaire dirigés par les gouvernements.

En 2020, le PAM a adopté une nouvelle stratégie d'alimentation scolaire, marquant son engagement renouvelé à diriger les efforts mondiaux. Cette stratégie décennale a renforcé le paradigme des 8 000 jours, consolidé l'approche visant à transférer l'appropriation des programmes d'alimentation scolaire aux pays et souligné le lien essentiel entre les repas scolaires et les systèmes alimentaires durables.

La politique actualisée de 2024 sur l'alimentation scolaire renforce le rôle du PAM en tant que chef de file au sein de l'écosystème mondial de l'alimentation scolaire, en favorisant les partenariats dans les contextes fragiles comme stables, tout en réaffirmant l'engagement du PAM à soutenir les enfants d'âge scolaire dans les situations de fragilité et d'urgence.

La présente publication s'inscrit dans le cadre d'un effort concerté visant à renforcer la base de connaissances et de données factuelles sur l'alimentation scolaire.

Structure de cette publication

Cette publication est composée de quatre chapitres et d'un rapport spécial couvrant les sujets suivants :

- **Chapitre 1. Programmes d'alimentation scolaire en 2024 : échelle, couverture et tendances** fournit une vue d'ensemble actualisée de l'état des programmes d'alimentation scolaire dans le monde, avec un échantillon plus large de pays, davantage de données provenant de sources officielles et d'enquêtes, ainsi qu'un nouvel aperçu des données infranationales sur l'alimentation scolaire au niveau municipal.
- **Chapitre 2. La Coalition pour l'alimentation scolaire – un mouvement mondial en faveur des repas scolaires** détaille le nouveau modèle de collaboration de la Coalition et les progrès accélérés réalisés par les gouvernements, les initiatives et les partenaires vers leurs objectifs communs.
- **Chapitre 3. Nouvelles avancées dans la compréhension des repas scolaires : innovations et programmation durable** résume les dernières données probantes et recherches sur les programmes d'alimentation scolaire, y compris des mises à jour sur les avantages multisectoriels et le retour sur investissement, les nouvelles pratiques de programmation et les financements innovants pour l'alimentation scolaire.

- **Chapitre 4. Le rôle mondial et stratégique du PAM en matière de Santé et de Nutrition scolaires** reflète son engagement constant en faveur des repas scolaires, à travers ses fonctions de secrétariat de la Coalition pour l'alimentation scolaire, de partenaire reconnu en assistance technique et d'acteur clé du soutien opérationnel.
- **Rapport spécial. Un nouveau cadre conceptuel et opérationnel pour les repas scolaires et les systèmes alimentaires : repenser les implications des programmes nationaux d'alimentation scolaire pour le climat, l'environnement, la biodiversité et la souveraineté alimentaire** présente un cadre d'analyse reliant l'alimentation scolaire aux systèmes alimentaires qui les approvisionnent, en illustrant le rôle des politiques axées sur la demande et la puissance de l'achat public dans la transformation des systèmes alimentaires.

La publication comprend également des études de cas par pays et par région à travers le monde, ainsi que des encadrés mettant en lumière des enjeux sectoriels et thématiques clés. Au-delà de l'analyse globale, ces contributions offrent un éclairage approfondi sur les expériences, défis et enseignements propres aux pays, aux décideurs, aux partenaires et aux experts techniques impliqués dans l'alimentation scolaire.

Les encadrés et études de cas mettent en avant :

- Les progrès et réalisations des programmes d'alimentation scolaire dans plus de 15 pays, toutes régions et catégories de revenu confondues, illustrant la diversité des approches et des pratiques.
- Les politiques, outils programmatiques et innovations visant à améliorer la qualité et la durabilité de l'alimentation scolaire, ainsi que ses bénéfices multisectoriels.
- Les efforts et événements aux niveaux mondial et régional qui contribuent à l'élan en faveur des repas scolaires.

Terminologie

La terminologie pose des difficultés particulières lorsque l'on rédige des documents portant sur les programmes d'alimentation scolaire et leur impact sur plusieurs secteurs. Les expressions alimentation scolaire, repas scolaires ou encore programmes scolaires sont toutes utilisées à l'échelle mondiale. Toutefois, l'expression la plus largement adoptée tend aujourd'hui à converger vers « repas scolaires » ou « programmes d'alimentation scolaire ». Cela dit, en fonction du contexte national, de l'intitulé et de l'ancienneté des programmes existants, ainsi que des activités complémentaires qui peuvent y être associées, des termes différents continuent d'être employés.

Si cette question avait déjà été soulevée dans les éditions précédentes de cette publication, le lien croissant entre les repas scolaires et la transformation des systèmes alimentaires soulève de nouveaux défis. Le nombre croissant d'organisations et de chercheurs investis dans ce domaine a conduit à une expansion du vocabulaire utilisé.

Certaines expressions, comme agriculture régénératrice ou même approvisionnement local, peuvent être interprétés de manière très différente selon les contextes. La présente édition s'efforce de concilier la richesse des réflexions et des recherches émergentes avec une terminologie claire. Néanmoins, un travail de normalisation linguistique plus poussé sera nécessaire à l'avenir.

Le PAM accueillera volontiers tous les commentaires en lien avec la présente publication. Les correspondances peuvent être adressées à wfp.publications@wfp.org ou au Programme alimentaire mondial, Via C.G. Viola, 68-70, 00148 Rome, Italie.

Chapitre 1

Programmes d'alimentation scolaire en 2024 : portée, couverture et tendances



Un garçon mange son repas scolaire en Ukraine.
PAM/Anastasiia Honcharuk

Ce premier chapitre, ainsi que les annexes II et III à la fin de la publication, donnent une vue générale de l'état actuel des programmes d'alimentation scolaire dans le monde, en s'appuyant sur des données provenant de 176 pays et États. L'annexe III présente des données détaillées par pays et par État, accompagnées de leurs sources.¹ Elle rend compte des progrès accomplis en vue d'atteindre l'objectif de la Coalition pour l'alimentation scolaire, à savoir offrir des repas scolaires nutritifs à tous les enfants. Les données et les idées contenues dans ce chapitre s'appuient sur la méthodologie et l'analyse utilisées dans les rapports *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2020* et *2022* (WFP, 2020b, 2022) et visent à fournir aux lecteurs une évaluation actualisée des principaux indicateurs mondiaux relatifs aux repas scolaires, notamment la proportion d'élèves bénéficiant d'une alimentation scolaire, la portée des initiatives nationales et l'ampleur des investissements nationaux (internes) et internationaux.

Les données fournies ici représentent les informations les plus récentes sur les repas scolaires. Par rapport aux publications précédentes, elles contiennent davantage de données provenant de sources officielles et d'enquêtes et moins d'estimations.

Le rapport 2024 constitue une étape supplémentaire dans la compréhension de la trajectoire des programmes d'alimentation scolaire à l'échelle mondiale, en s'appuyant sur les jeux de données collectés pour les rapports de 2020 et 2022. Une explication plus détaillée des méthodes de collecte et d'estimation des données est disponible à l'annexe II.

En 2013, le PAM publiait le tout premier rapport de cette série (WFP, 2013). Il marquait le tout premier effort véritablement mondial visant à documenter les programmes d'alimentation scolaire à l'échelle internationale. Ce rapport a servi de référence de base précieuse et unique. Toutefois, les méthodologies ont depuis évolué et gagné en rigueur. C'est pourquoi l'analyse principale de cette édition se concentre sur les évolutions observées depuis 2020.

¹ Les données relatives à au moins un indicateur clé des repas scolaires sont disponibles pour un total de 176 pays. Pour chaque indicateur spécifique, le total par pays variera.

Depuis la création de la Coalition pour l'alimentation scolaire en 2021, les données indiquent une augmentation significative du nombre d'enfants couverts par les programmes d'alimentation scolaire à travers le monde. Les données actuelles montrent qu'environ 466 millions d'enfants aux niveaux préscolaire, primaire et secondaire bénéficient désormais d'une alimentation scolaire, soit une hausse d'environ 48 millions par rapport aux 418 millions d'enfants recensés dans la publication 2022. L'augmentation enregistrée lors de la période précédente était de 30 millions, partant de 388 millions d'enfants en 2020. Cela représente une augmentation globale d'environ 20 % du nombre d'enfants bénéficiant de repas scolaires depuis le rapport 2020. Cette progression constante sur quatre ans — soit 78 millions d'enfants supplémentaires — témoigne d'une mobilisation réussie à grande échelle en faveur de l'expansion des programmes d'alimentation scolaire et de la priorité claire accordée par les gouvernements à la santé et au bien-être des enfants.

Il est important de noter qu'une partie de cette augmentation peut s'expliquer par une amélioration de la collecte de données et une couverture élargie à un plus grand nombre de pays ; de plus, même des variations mineures dans certains des plus grands programmes, tels que ceux de l'Inde, du Brésil et de la Chine, peuvent avoir une incidence sur les chiffres mondiaux.

Toutes les régions ont enregistré une augmentation du nombre d'enfants couverts par les repas scolaires ou ont maintenu un niveau de couverture stable. Les progrès les plus notables sont observés dans les pays à faible revenu, où les besoins sont les plus importants (avec une hausse de 60 % du nombre d'enfants couverts depuis le dernier rapport). Le continent africain, qui affiche la couverture la plus faible, a connu la plus forte montée en puissance des programmes (augmentation de 21,1 millions d'enfants, soit +32 % depuis le dernier rapport). D'autres régions bénéficiant d'une couverture plus étendue, notamment l'Amérique latine et les Caraïbes, où de nombreux pays ont atteint une couverture universelle ou quasi universelle, disposaient de marges de progression plus limitées. Dans ces pays, les études de cas et les données qualitatives suggèrent que l'accent est désormais mis sur l'amélioration de la qualité et de l'efficacité.

L'investissement mondial estimé dans l'alimentation scolaire est passé de 48 milliards de dollars américains en 2022 à 84 milliards de dollars en 2024. À l'échelle mondiale, 99 % du financement des programmes nationaux d'alimentation scolaire provient des budgets nationaux. Cela confirme une réalité persistante : les programmes d'alimentation scolaire sont majoritairement mis en œuvre et financés par les gouvernements nationaux.

Les dernières données disponibles indiquent une part relativement stable du financement national dans toutes les catégories de revenu, avec une légère baisse observée dans les pays à revenu intermédiaire inférieur, passant de 91 à 80 %.

Une analyse complémentaire est nécessaire pour déterminer si cette baisse apparente résulte de lacunes dans les données ou traduit effectivement une réduction de l'espace budgétaire dans ces pays. Le soutien international aux programmes d'alimentation scolaire est passé de 364 millions de dollars américains en 2022 à 445 millions de dollars américains en 2024.

Les gouvernements continuent de manifester un fort intérêt pour l'alimentation scolaire, comme en témoigne le rythme d'adoption des politiques et des lois les encadrant. La proportion de pays à revenu intermédiaire inférieur et supérieur mettant en œuvre des politiques spécifiques en matière de repas scolaires tend à se rapprocher de celle des pays à revenu élevé. En revanche, les pays à faible revenu accusent toujours un retard en matière d'adoption de politiques et de cadres juridiques relatifs aux repas scolaires.

Le présent rapport a réévalué le nombre d'emplois directs générés par les programmes d'alimentation scolaire, une estimation globalement équivalente à celle du rapport de 2022. Selon les dernières données, ces programmes ont permis la création d'environ 2,25 millions d'emplois directs (cuisiniers) dans 76 pays, ce qui correspond à 1 591 cuisiniers pour 100 000 enfants bénéficiaires. Dans cette édition, le calcul des emplois directs porte uniquement sur les cuisiniers, en raison du nombre limité de pays rapportant des données sur d'autres catégories d'emplois directs. Sur la base de ces données les plus récentes, on estime à environ 7,4 millions le nombre total de cuisiniers nécessaires pour servir les 466 millions d'enfants bénéficiant de repas scolaires à l'échelle mondiale.

Les programmes d'alimentation scolaire sont rarement déployés sous forme d'interventions isolées. Ils sont plutôt les plateformes par le biais desquelles les activités complémentaires majeures en matière d'éducation, de nutrition et de santé sont menées. La proportion de programmes nationaux assurant des interventions complémentaires en 2022 et 2024 était de 80 % et 92 % respectivement. Ceci vient confirmer le fait qu'une majorité des pays utilisent une approche intégrée de la santé scolaire pour assurer la santé, la nutrition et le bien-être des enfants et des adolescents.

Pour la première fois depuis la création de la publication *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde*, ce rapport propose un instantané des données infranationales sur les repas scolaires à l'échelle municipale. Cette nouveauté reconnaît l'importance de la territorialisation et le rôle essentiel des municipalités dans la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire. Depuis sa création en 2023, l'initiative « Les villes nourrissent l'avenir » de la Coalition pour l'alimentation scolaire trace une voie nouvelle au niveau municipal. Le chapitre 2 présente un aperçu détaillé de cette initiative, le chapitre 3 revient sur les efforts de collecte de données, et le présent chapitre met en lumière des données clés issues des villes participantes. À terme, les données infranationales seront intégrées et mises en valeur dans la base de données de la Coalition pour l'alimentation scolaire.

Une cuisinière prépare les repas scolaires dans un camp de réfugiés au Tchad.
World Vision/Amy Van Drunen



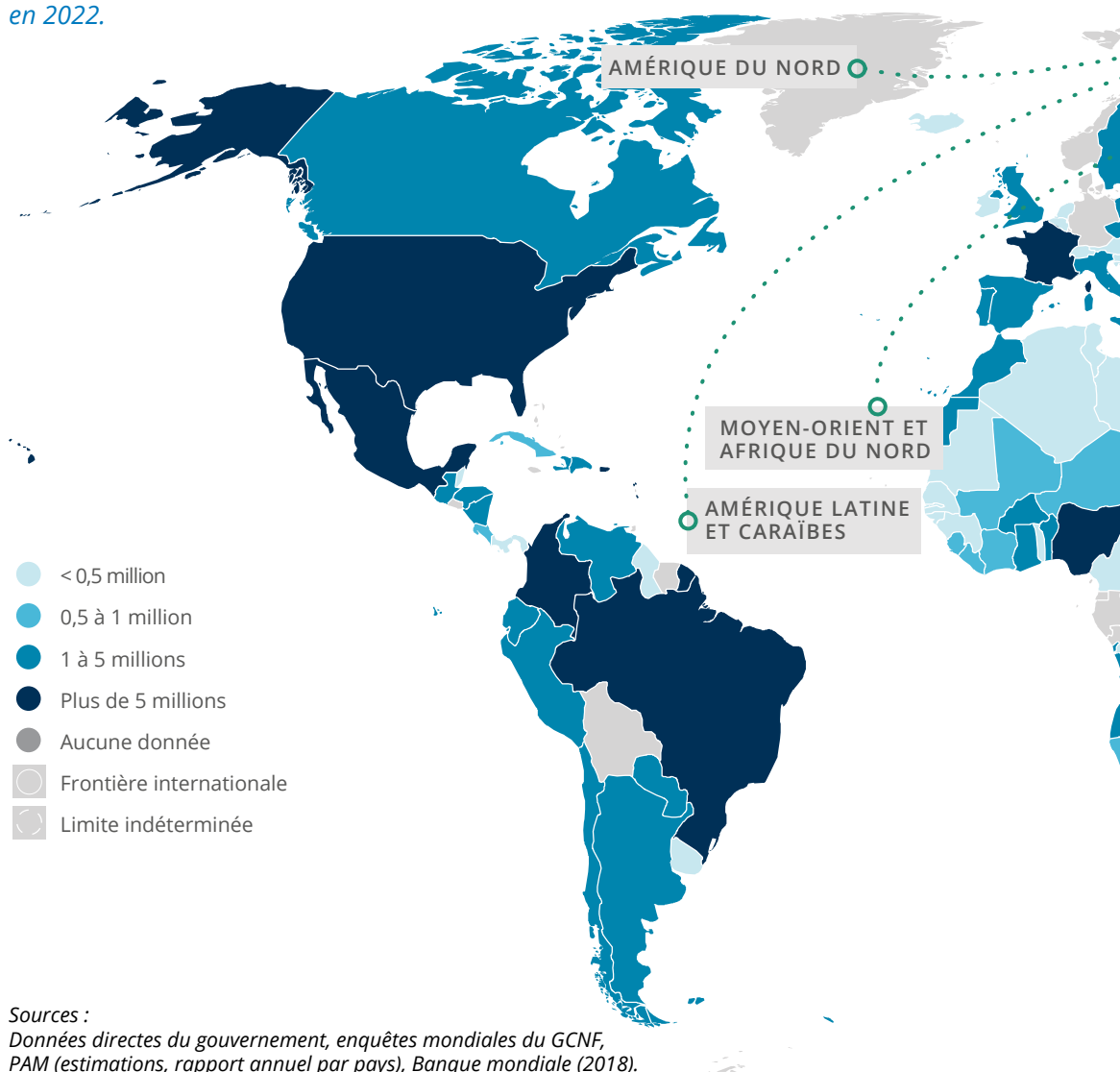
1.1 Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire

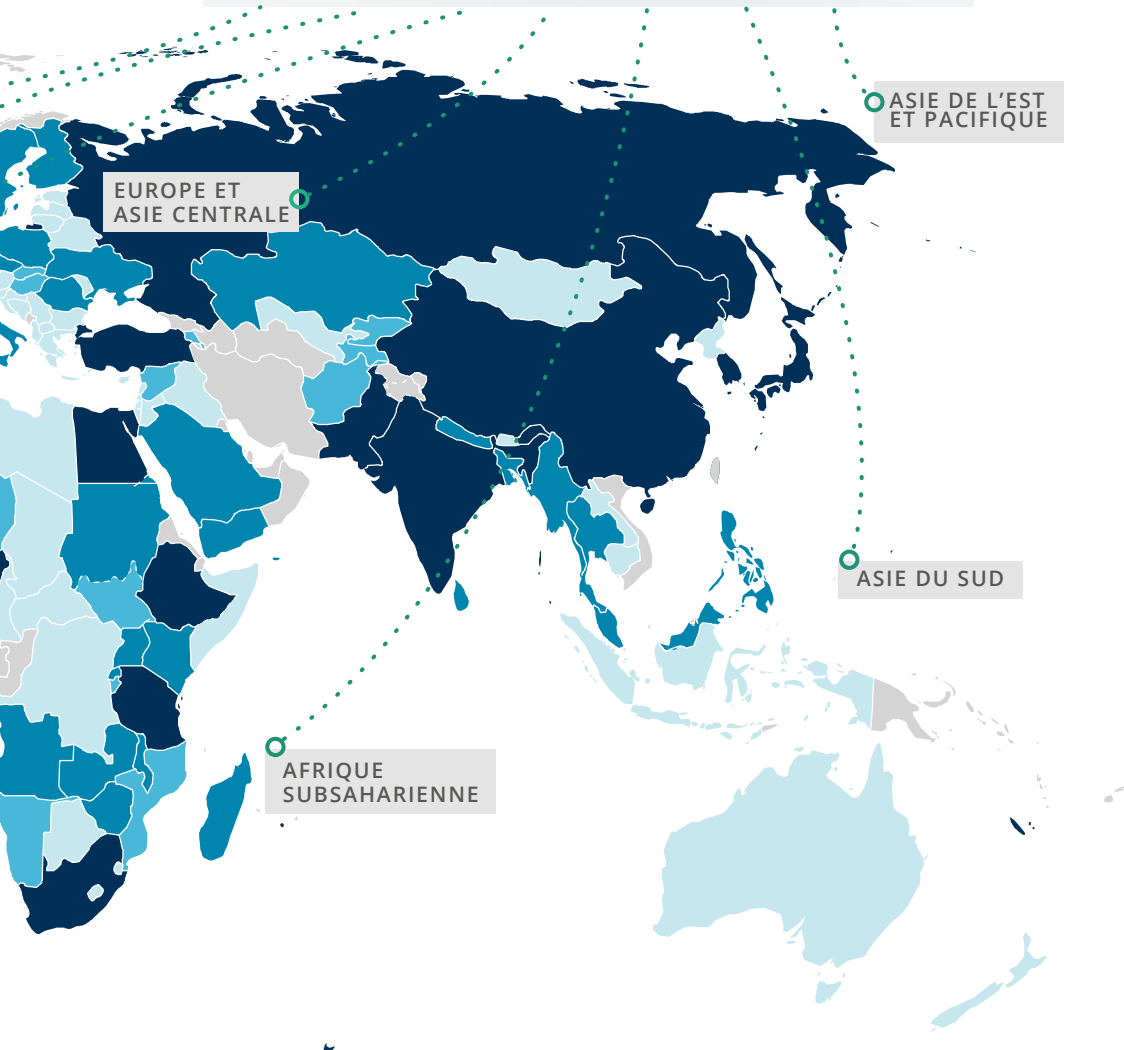
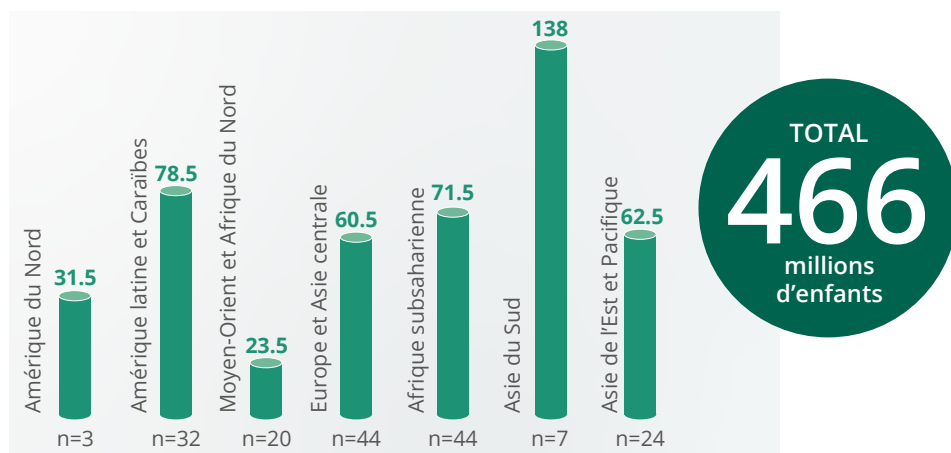
Les données mondiales les plus récentes indiquent qu'au moins 466 millions d'enfants d'âge préscolaire, primaire et secondaire bénéficient de repas scolaires, selon les informations disponibles pour 174 pays.

Carte 1.1

Nombre d'enfants bénéficiant d'une alimentation scolaire dans le monde (en millions)

Environ 466 millions d'enfants bénéficient d'une alimentation scolaire dans le monde, soit une augmentation de 48 millions par rapport aux 418 millions recensés en 2022.





Sources des données

Pour cette édition de *La situation de l'alimentation scolaire dans le monde*, les données présentées proviennent de sources officielles accessibles au public, notamment des statistiques gouvernementales officielles, de la Banque mondiale, du PAM et de l'enquête mondiale sur les programmes d'alimentation scolaire menée par le Global Child Nutrition Forum (GCNF), à travers ses trois vagues (2024, 2021 et 2019),² financées par le Département de l'agriculture des États-Unis (USDA).

Lorsqu'il existait plusieurs sources de données pour un même pays, les données les plus récentes ont été retenues (voir l'annexe III pour les années de référence). De même, les statistiques gouvernementales ont été privilégiées lorsqu'elles étaient disponibles. Sur les 176 pays inclus dans le présent rapport, 48 pays ne disposaient ni de données gouvernementales officielles ni de données issues de la dernière enquête du GCNF. Pour combler ces lacunes, un ensemble d'autres sources a été mobilisé, notamment des enquêtes précédentes du GCNF, des données de la Banque mondiale publiées dans des rapports antérieurs, les rapports annuels pays du PAM, des estimations du PAM fondées sur des données fournies par les gouvernements et leurs partenaires, ainsi que des estimations élaborées à l'aide d'une méthodologie reposant sur les moyennes mondiales par niveau de revenu.

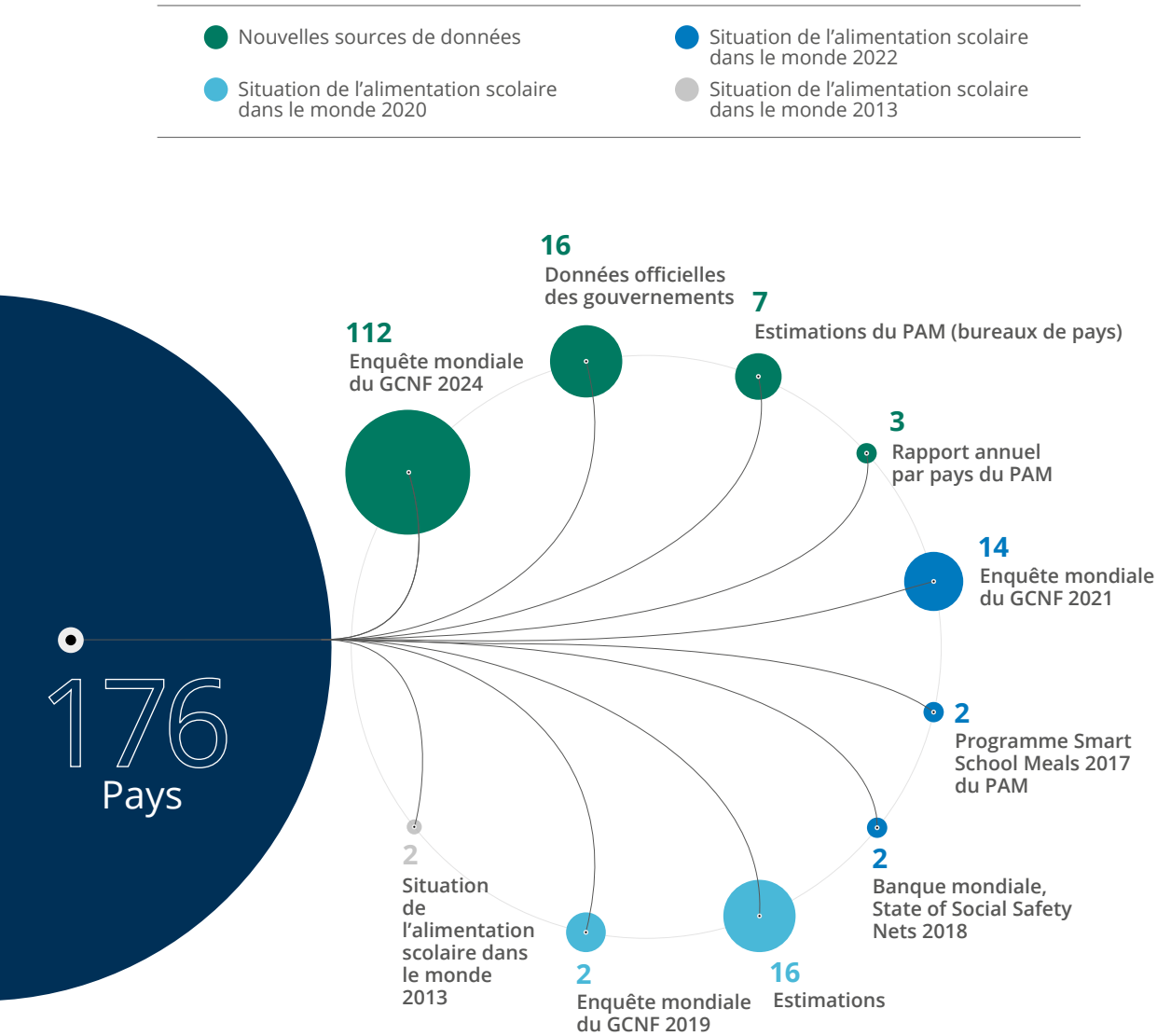
Dans l'ensemble, l'analyse de 2024 repose sur un échantillon de 176 pays. Par rapport à l'échantillon de 2022, elle s'appuie moins sur des données estimées. Le nombre de pays pour lesquels il a fallu recourir à une méthode d'estimation est passé de 73 en 2020 à 30 en 2022 et à 23 en 2024. Sur les 23 estimations restantes, 16 ont été conservées de l'édition 2020, tandis que pour sept pays, il a été possible de générer de nouvelles estimations à partir des données disponibles provenant des bureaux nationaux du PAM et des organisations partenaires. La méthodologie détaillée est décrite à l'annexe II.

² De plus amples informations sur l'enquête sont disponibles sur le site web de la [Global Child Nutrition Foundation | GCNF](#).

Figure 1.1

Répartition des pays par source de données

Environ 10 % des données proviennent des statistiques gouvernementales et environ 73 % de la dernière enquête mondiale du GCNF.



Source : Compilé par les auteurs à partir de données gouvernementales directes, d'enquêtes mondiales du GCNF, d'estimations du PAM, de rapports annuels par pays et de données de la Banque mondiale pour 2018.

Nombre d'enfants bénéficiant d'alimentation scolaire

Les données les plus récentes compilées dans le présent rapport indiquent qu'environ 466 millions d'enfants bénéficient d'une alimentation scolaire dans le monde (voir Carte 1.1). Cela représente une augmentation de 48 millions d'enfants (soit environ 12 %) par rapport aux 418 millions recensés dans l'édition 2022 de ce rapport (WFP, 2022). Depuis la création de la Coalition pour l'alimentation scolaire en 2021, il s'agit d'une progression remarquable de plus de 78 millions d'enfants supplémentaires bénéficiant de programmes d'alimentation scolaire à l'échelle mondiale, soulignant ainsi l'élan mondial en faveur de ces programmes.

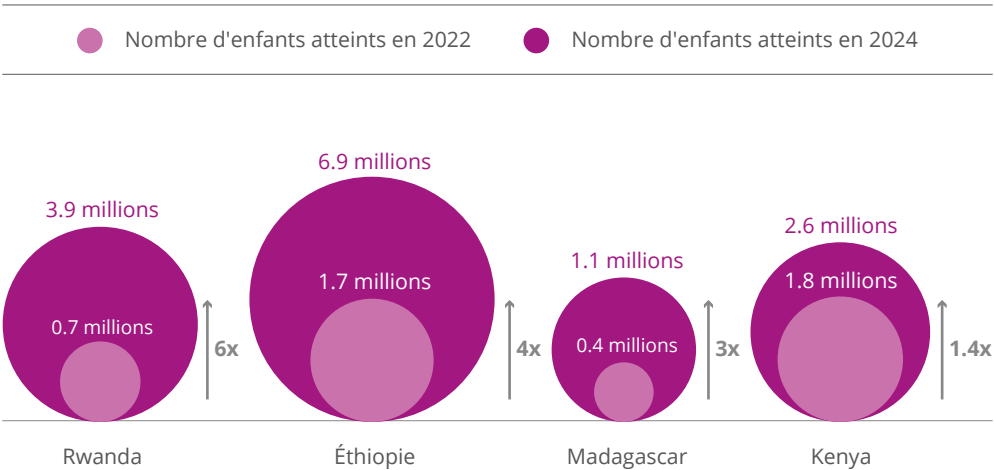
Plusieurs facteurs expliquent cette augmentation du nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire. Une analyse plus approfondie des données permet d'identifier les tendances suivantes :

- Sur les 48 millions d'enfants supplémentaires bénéficiaires de l'alimentation scolaire, environ 20 millions se trouvent en Afrique. Cela résulte d'importants efforts de montée en puissance de la part de nombreux pays du continent (la figure 1.2 présente des exemples d'initiatives dans les pays de l'Union africaine).
- Environ 32 millions d'enfants supplémentaires bénéficient de l'alimentation scolaire dans des pays membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire, conformément aux engagements nationaux pris lors de leur adhésion.
- Certaines variations s'expliquent par l'évolution du nombre d'enfants couverts dans des pays à forte population, tels que le Brésil, l'Afrique du Sud et la Chine. Les données du Brésil et de l'Afrique du Sud sont comparables à celles de l'édition 2022. Si le Brésil continue d'assurer une couverture universelle des enfants scolarisés dans les écoles publiques, la baisse observée s'inscrit dans une variation normale. En Chine, la baisse du nombre d'enfants couverts par les programmes d'alimentation scolaire se poursuit (comme au cours de la période précédente), passant de 40 millions en 2020, à 37 millions en 2022, puis à 34,5 millions en 2024. Les données pour la Chine concernent spécifiquement un programme ciblant les enfants pauvres et vulnérables en zone rurale, et cette diminution reflète l'urbanisation croissante ainsi que la sortie des ménages des programmes de lutte contre la pauvreté.
- Les réductions de couverture dans certains pays sont dues à la fin des programmes temporaires mis en place en complément dans le cadre de la réponse à la pandémie de COVID-19. Le Chili en est un exemple ; des recherches complémentaires sont nécessaires pour comprendre les variations liées à cette réponse.

Figure 1.2

Croissance du nombre d'enfants bénéficiant d'une alimentation scolaire dans certains pays de l'Union africaine

Les pays de l'Union africaine ont considérablement accru leur offre de repas scolaires, représentant 20 millions des 48 millions d'enfants supplémentaires bénéficiant de programmes d'alimentation scolaire dans le monde depuis 2022.



Sources : Données directes du gouvernement, enquêtes mondiales du GCNF (2021 et 2024).



Des filles dans une salle de classe en Haïti.
PAM/Maria Gallar

Évolution du nombre d'enfants bénéficiant de repas scolaires depuis 2022

Les figures 1.3 et 1.4 examinent l'évolution de l'ampleur des programmes d'alimentation scolaire entre 2022 et 2024, par région et par niveau de revenu. La comparaison n'inclut pas la Corée du Sud, car les données ne sont disponibles que pour 2024 ; l'Inde et la Chine sont exclues de l'analyse en raison de la taille de leur population. Par ailleurs, le Venezuela, faute de données récentes, n'a plus de classification de revenu par la Banque mondiale et est donc également exclu de l'analyse par niveau de revenu (voir annexe II).

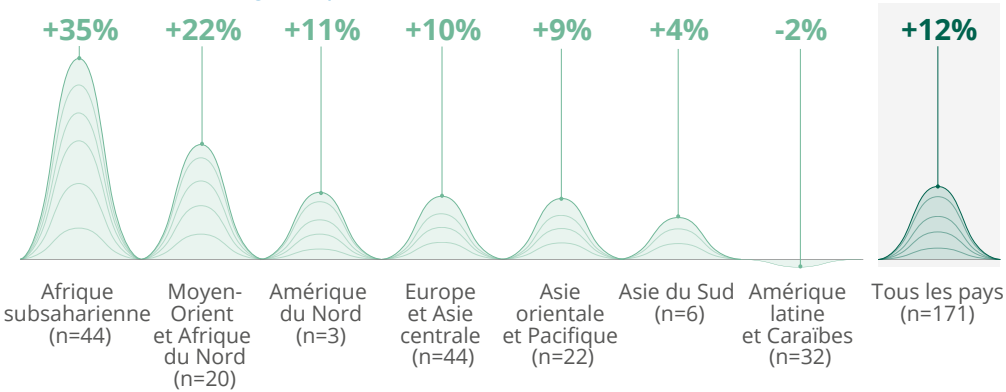
Les données les plus récentes indiquent que le nombre d'enfants bénéficiant de repas scolaires dans le monde a augmenté d'environ 12 % depuis 2022, mais cette tendance n'est pas homogène selon les régions et les groupes de revenu. Les pays à faible revenu, où les besoins sont les plus grands, ont enregistré une augmentation significative – près de 60 % – du nombre d'enfants bénéficiant de repas scolaires. Ce constat est d'autant plus remarquable que ces pays sont confrontés à des contraintes budgétaires importantes.

La région Amérique latine et Caraïbes a connu une légère baisse du nombre d'enfants bénéficiant de repas scolaires, principalement en raison des variations normales du nombre d'enfants couverts dans quelques grands pays de la région. Cette évolution doit donc être interprétée comme une « stabilité » par rapport à la période précédente. La région, qui affiche une couverture élevée en matière de programmes d'alimentation scolaire, a su maintenir cet acquis et poursuivre ses investissements dans ce filet de protection sociale essentiel, malgré les difficultés et la réduction de l'espace budgétaire. Une explication similaire peut être donnée à la légère variation observée dans les chiffres des pays à revenu intermédiaire supérieur.

Figure 1.3

Évolution du nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire par région entre 2022 et 2024

Entre 2022 et 2024, le nombre d'enfants recevant des repas scolaires dans le monde a augmenté de 12 %. La plus forte progression est observée en Afrique subsaharienne, atteignant près de 35 %.³

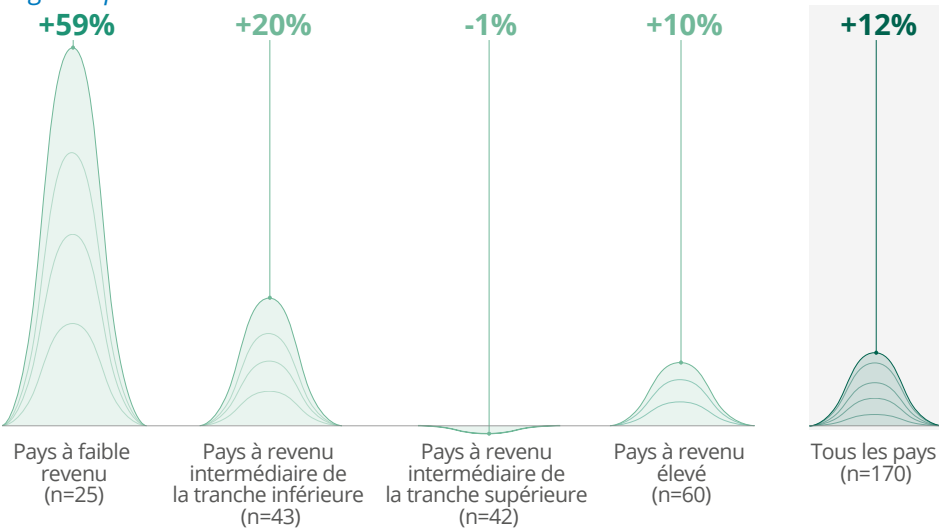


Sources : Données directes du gouvernement, enquêtes mondiales du GCNF, PAM (estimations, rapport annuel par pays), Banque mondiale (2018).

Figure 1.4

Évolution du nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire par niveau de revenu entre 2022 et 2024

Entre 2022 et 2024, le nombre d'enfants recevant des repas scolaires dans le monde a augmenté de 12 %. La plus forte augmentation concerne les pays à faible revenu, atteignant près de 60 %.⁴



Sources : Données directes du gouvernement, enquêtes mondiales du GCNF, PAM (estimations, rapport annuel par pays), Banque mondiale (2018).

³ L'Inde et la Chine sont exclues de l'analyse.

⁴ L'Inde et la Chine sont exclues de l'analyse. Le Venezuela ne dispose pas de classification des revenus.

1.2 Couverture des programmes d'alimentation scolaire

Comme dans l'édition 2022 de la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde*, la couverture est définie dans le présent rapport comme la proportion d'enfants scolarisés bénéficiant d'un programme d'alimentation scolaire. Si les données sur les repas scolaires présentées à la section 1.1 couvrent les enseignements préscolaire, primaire et secondaire, l'analyse des données sur la couverture est limitée aux enfants scolarisés dans le primaire, en raison de la disponibilité moindre de données cohérentes pour les deux deux niveaux scolaires.

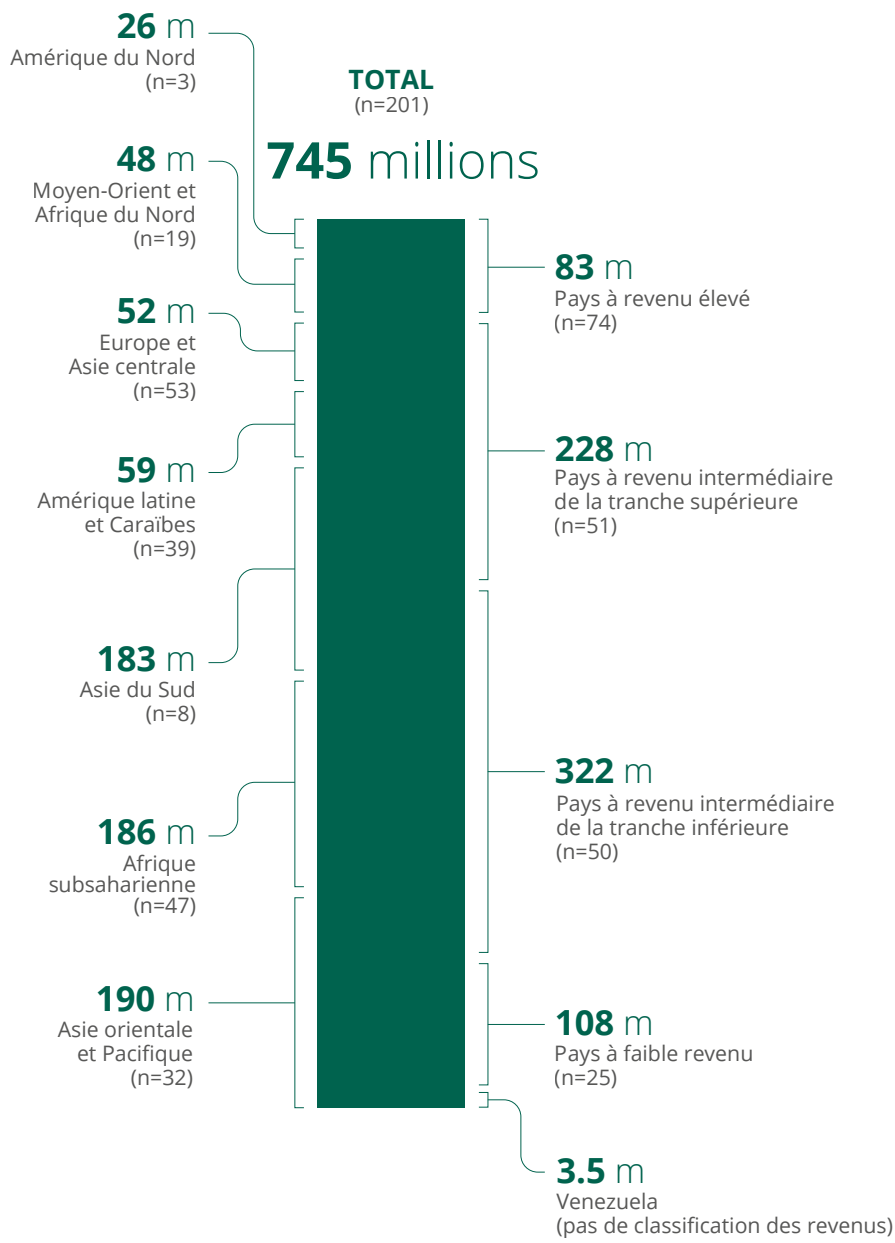
Afin d'améliorer la qualité des estimations de couverture depuis le rapport de 2022, les données de l'Institut de statistique de l'UNESCO sont utilisées pour le dénominateur (nombre d'enfants inscrits à l'école primaire – voir figure 1.5). Cela est conforme à la méthodologie proposée pour l'indicateur de l'Objectif de développement durable (ODD) 4 (voir encadré 1.1). Le changement méthodologique introduit dans le rapport de 2022 et la précision accrue ont eu pour effet de réduire la couverture apparente dans toutes les estimations par rapport à la publication de 2020. Les estimations de ce rapport utilisent la même méthodologie que celle du rapport de 2022, avec un plafond de couverture fixé à 100 % comme limite supérieure.⁵

⁵ Les estimations de la couverture ne sont calculées que pour les pays où le nombre d'enfants bénéficiant de repas scolaires (numérateur) et le nombre total d'inscriptions dans l'enseignement primaire (dénominateur) sont disponibles. Lorsque les données sur les inscriptions pour la même année de référence n'étaient pas disponibles, les estimations ont été calculées à partir des chiffres d'inscription de l'année précédant la période de référence des données sur les repas scolaires. Les pays pour lesquels cet ajustement a été appliqué sont signalés par un astérisque dans l'annexe III.

Une jeune Népalaise fait ses devoirs après l'école.
PAM/Samantha Reinders

Figure 1.5

Enfants inscrits dans les écoles primaires dans le monde
745 millions d'enfants sont inscrits à l'école primaire dans le monde, dont 108 millions dans les pays à faible revenu, 322 millions dans les pays à revenu intermédiaire inférieur, 228 millions dans les pays à revenu intermédiaire supérieur, et 83 millions dans les pays à revenu élevé.

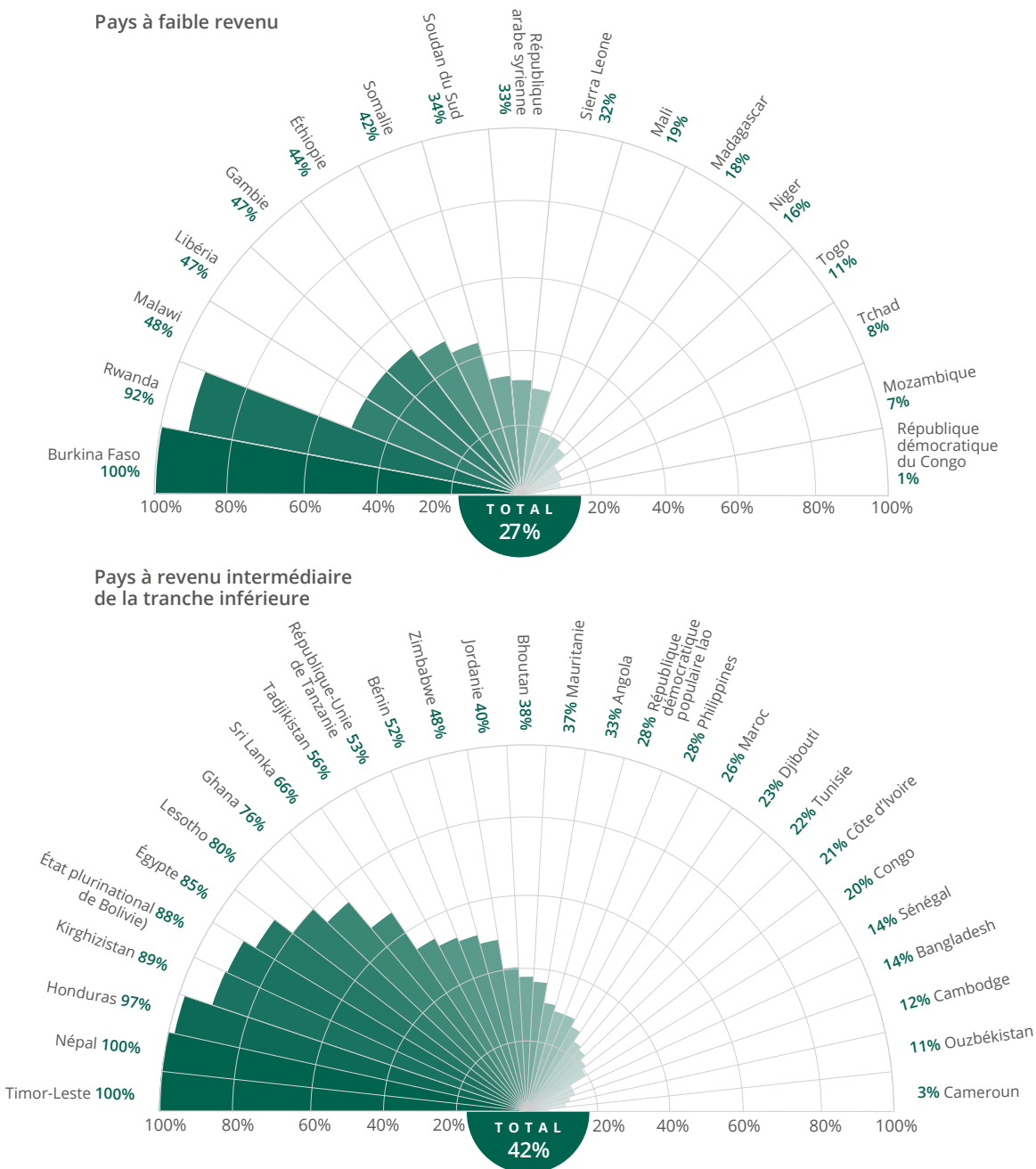


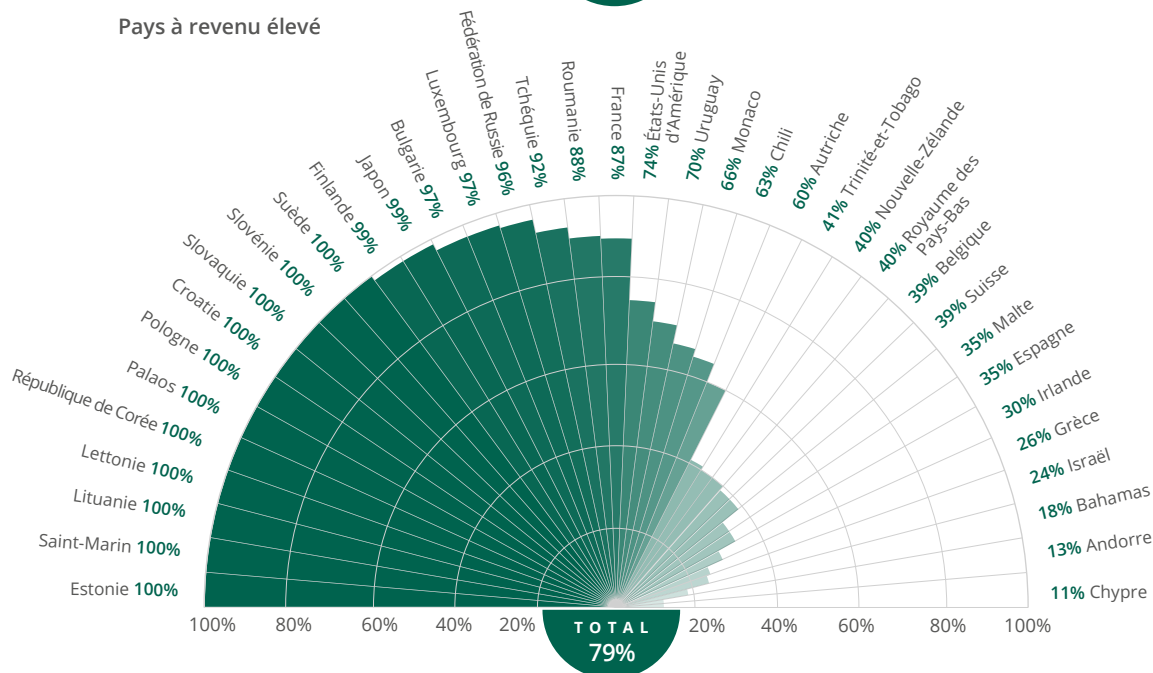
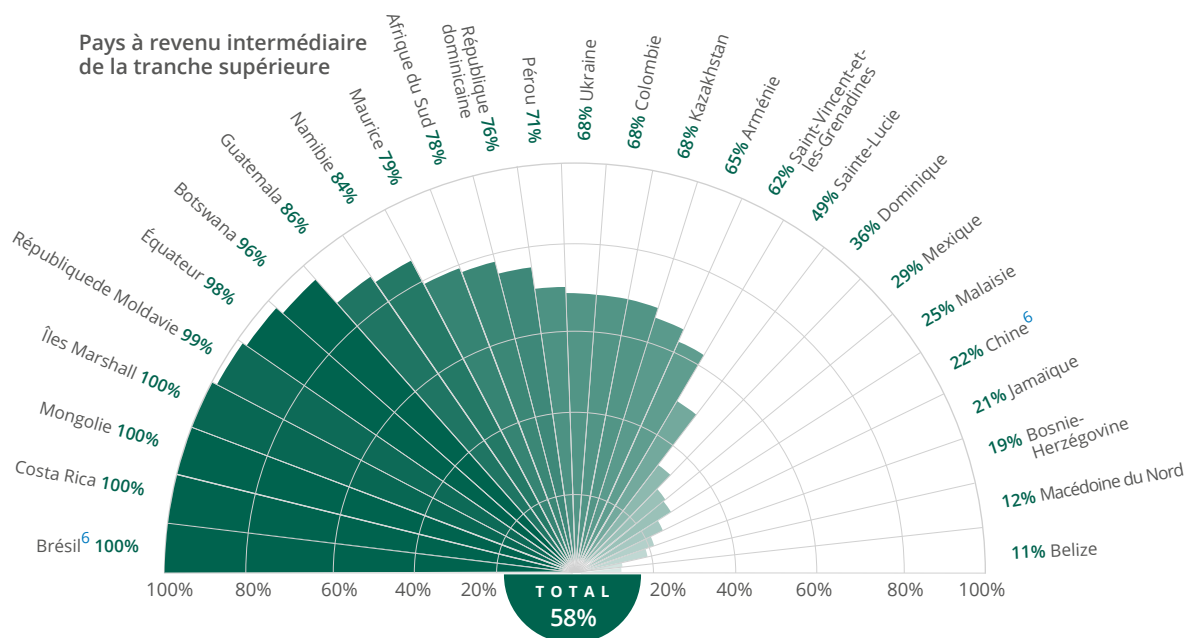
Sources : UNESCO.

Figure 1.6

Couverture des programmes d'alimentation scolaire par niveau de revenu des pays

En moyenne, 27 % des élèves de l'enseignement primaire dans les pays à faible revenu bénéficient de programmes d'alimentation scolaire, contre 42 % dans les pays à revenu intermédiaire inférieur, 58 % dans ceux à revenu intermédiaire supérieur et 79 % dans les pays à revenu élevé.





Sources : Données directes du gouvernement, Enquête Mondiale du GCNF 2024, estimations du PAM, UNESCO.

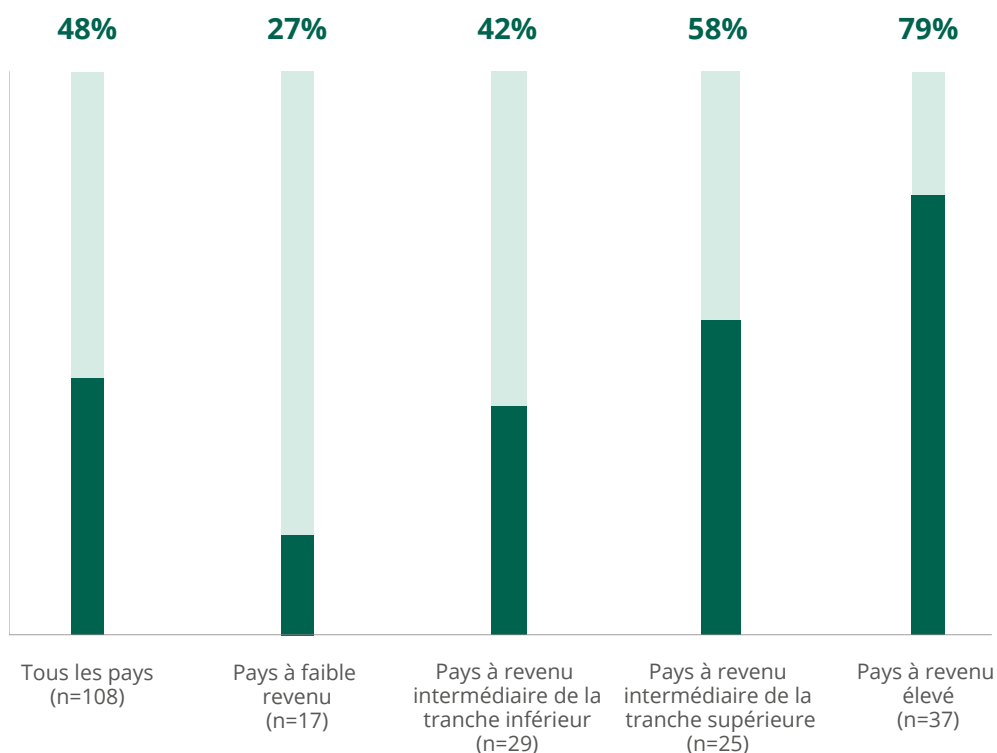
Dans l'ensemble, environ 50 % des enfants inscrits à l'école primaire bénéficient de programmes d'alimentation scolaire à l'échelle mondiale. Les données indiquent que la couverture augmente avec le niveau de revenu : les pays à revenu faible, intermédiaire inférieur, intermédiaire supérieur et élevé enregistrent respectivement des taux de couverture de 27 %, 42 %, 58 % et 79 % (voir figure 1.7).

⁶ Le Brésil et la Chine ne sont pas inclus dans l'estimation du total (58 %) de cette tranche de revenus.

Figure 1.7

Couverture en 2024 par catégorie de revenus

En moyenne, la couverture de l'alimentation scolaire pour les élèves du primaire reste la plus faible dans les pays à revenu faible et la plus élevée dans les pays à revenu élevé.⁷



Sources : Données directes du gouvernement, enquêtes mondiales du GCNF, estimations du PAM, UNESCO.

L'intégration de l'indicateur de couverture de l'alimentation scolaire dans le cadre de l'ODD 4 (voir encadré 1.1) constitue une étape majeure pour favoriser la collecte systématique de données harmonisées à l'échelle mondiale, renforcer la visibilité de l'alimentation scolaire, mesurer les progrès des engagements pris par les pays, et améliorer la qualité des données à l'échelle nationale. Cependant, cet indicateur est limité à l'enseignement primaire, en raison de la qualité inégale des données disponibles pour les autres niveaux d'enseignement. Il ne fournit donc qu'une image partielle de la couverture. Afin de fournir une image plus détaillée de la couverture globale, les efforts futurs de l'Initiative sur le Suivi et les Données de la Coalition pour l'alimentation scolaire se concentreront sur une ventilation supplémentaire des données par niveau scolaire et sur le recensement du nombre d'enfants non couverts car ils n'ont pas accès à l'école.

⁷ La Chine et le Brésil sont exclus de l'analyse. Le Venezuela n'a pas de classification des revenus.

Pour mieux comprendre ce que couvrent les programmes nationaux, des recherches complémentaires, des données qualitatives et des études de cas sont nécessaires. Les critères d'éligibilité et les stratégies de ciblage aux programmes d'alimentation scolaire varient selon les régions et les niveaux de revenu. Par exemple, dans un certain nombre de pays, l'alimentation scolaire cible principalement les communautés rurales. Pour évaluer si les programmes atteignent bien les publics cibles, une désagrégation plus fine est souhaitable. Dans les pays où la couverture est universelle, les données disponibles peuvent ne concerner que les écoles publiques. Une illustration plus détaillée de la couverture dans les écoles publiques est fournie à l'annexe II.4.

Une élève en Zambie a accès à l'eau potable à l'école. World Vision/Kambani Phiri



Encadré 1.1

Une étape importante pour les enfants d'âge scolaire : vers un indicateur mondial sur la couverture de l'alimentation scolaire

Pendant des décennies, les cadres mondiaux de suivi ne comprenaient aucun indicateur mesurant la portée des programmes d'alimentation scolaire, malgré les preuves de leurs effets multisectoriels positifs sur la santé, la nutrition, l'éducation des enfants ainsi que sur les économies locales et les systèmes alimentaires. L'introduction d'un indicateur mondial de couverture de l'alimentation scolaire dans le cadre de l'ODD 4 représente une avancée décisive : pour la première fois, la communauté internationale pourra suivre le nombre d'élèves du primaire bénéficiant de repas scolaires. Ce puissant mécanisme d'engagement mondial donne une nouvelle visibilité aux enfants d'âge scolaire et renforce l'incitation des gouvernements à suivre et à rendre compte des progrès réalisés en matière de couverture de l'alimentation scolaire.

Cette étape cruciale reflète les efforts coordonnés déployés par la Coalition pour l'alimentation scolaire, par l'intermédiaire du Consortium de recherche et de l'Initiative sur le Suivi et les Données, pour travailler avec les gouvernements et les partenaires afin de tester et d'introduire de nouveaux indicateurs permettant de mieux comprendre les résultats en matière de bien-être des enfants d'âge scolaire, de constituer une base de données probantes et d'améliorer les systèmes de données à l'échelle mondiale.

Contexte : la task force ministérielle de la Coalition pour l'alimentation scolaire a proposé l'inclusion de l'indicateur de couverture des programmes d'alimentation scolaire dans le cadre du programme pour une éducation de qualité. Le Groupe de coopération technique de l'UNESCO a approuvé l'inclusion de ce nouvel indicateur de l'alimentation scolaire en 2023. Au moment de la rédaction du présent rapport, la méthodologie de l'indicateur a été soumise à l'Institut de statistique de l'UNESCO et présentée à ses membres. Le jeu de données le plus récent sera transmis à l'UNESCO à la mi-2025 pour une publication prévue fin 2025.

Cible : d'ici à 2030, veiller à ce que tous les enfants aient la possibilité de recevoir un repas sûr, sain et nutritif à l'école

Indicateur : proportion d'enfants scolarisés dans le primaire bénéficiant de repas scolaires (couverture)

Définition : proportion d'enfants inscrits dans l'enseignement primaire bénéficiant de repas scolaires (couverture)

Formule de calcul de l'indicateur :

$$C_i = \frac{B_i}{P_i} * 100$$

C_i : taux de couverture des repas scolaires dans l'enseignement primaire du pays i

B_i : nombre d'enfants bénéficiant de repas scolaires dans l'enseignement primaire du pays i , pour une année donnée

P_i : nombre total d'enfants inscrits dans l'enseignement primaire du pays i , pour la même année

Sources de données

Numérateur : statistiques officielles gouvernementales ou enquête mondiale sur les programmes d'alimentation scolaire

Dénominateur : ISU de l'UNESCO⁸

Limites

Lacunes dans les données et absence de données désagrégées. L'Initiative sur le Suivi et les Données de la Coalition pour l'alimentation scolaire prévoit d'augmenter la fréquence de la collecte de données et d'introduire une ventilation supplémentaire au-delà du niveau primaire.

⁸ La base de données officielle de l'Institut de statistique de l'UNESCO est accessible via ce [lien](#).

1.3 Investissement financier annuel dans l'alimentation scolaire

Selon les dernières données disponibles, en 2024, l'investissement mondial dans les programmes d'alimentation scolaire se situait entre 65,6 et 84 milliards de dollars américains par an, la majeure partie provenant des budgets nationaux. Les estimations reposent sur les dépenses déclarées par 116 pays. La même méthodologie que dans les précédents rapports *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde* (2022 et 2020) a été utilisée pour estimer les dépenses manquantes à partir des coûts moyens présentés à l'annexe II. Les estimations pour 57 pays supplémentaires ont été calculées à partir du coût moyen par enfant (par groupe de revenu, dérivé des dépenses déclarées), multiplié par le nombre d'enfants bénéficiant de repas scolaires dans chacun de ces pays.

Le tableau 1.1 présente les investissements annuels dans 116 pays, fondés sur des dépenses déclarées effectives s'élevant à 65,6 milliards de dollars américains, ainsi qu'une combinaison de dépenses effectives et estimées pour 173 pays aboutissant à un montant global d'environ 84 milliards de dollars américains. Ces chiffres sont présentés selon quatre scénarios proposant des estimations des investissements annuels dans les programmes d'alimentation scolaire. Seuls 173 pays ont été inclus dans le total, deux pays ne disposant pas de données sur le nombre d'enfants bénéficiaires, et le Venezuela n'étant plus classé dans une catégorie de revenu par la Banque mondiale.

Il convient de noter que ces quatre scénarios ne peuvent être directement comparés, à ceux de l'édition précédente car ils sont fondés sur des échantillons différents de pays ayant fourni des chiffres. Toutefois, l'édition 2022 de *La situation de l'alimentation scolaire dans le monde* avait calculé un investissement mondial de référence de 48 milliards de dollars américains. La nouvelle estimation mondiale atteint aujourd'hui 84 milliards de dollars américains. Ce chiffre témoigne d'une augmentation significative du financement mondial en faveur de l'alimentation scolaire. Des recherches complémentaires sont nécessaires pour comprendre les facteurs à l'origine de cette augmentation, et pour évaluer la part imputable aux fluctuations des prix, à la composition des repas scolaires ou encore à l'ampleur des programmes. Il est également impératif de mettre à jour les estimations des coûts des repas scolaires.

Une nouvelle étude sera menée par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition scolaires et le PAM afin d'examiner cette question.

Tableau 1.1

Quatre estimations de l'investissement annuel total dans l'alimentation scolaire
(en dollars américains)

		Situation de l'alimentation scolaire 2022	Situation de l'alimentation scolaire 2024
		100 pays	116 pays
Pays ayant déclaré un financement	Scénario 1 Financement déclaré	35,3 milliards	65,6 milliards
	Scénario 2 Financement estimé basé sur le coût par groupe de revenu	34 milliards	65,6 milliards
		176 pays	173 pays
Tous les pays	Scénario 3 (Financement déclaré + estimations pour les pays restants en utilisant le coût par groupe de revenu)	49 milliards	84 milliards
	Scénario 4 (Estimation du financement pour tous les pays sur la base du coût par groupe de revenu)	48 milliards	84 milliards

Sources : Données directes du gouvernement, Enquête Mondiale du GCNF 2024, estimations du PAM, Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022.

1.4 Sources de financement

Comme dans le rapport de 2022, les données sur les sources de financement des programmes d'alimentation scolaire en 2024 proviennent principalement de l'enquête mondiale sur les repas scolaires 2024 (Global Child Nutrition Foundation (GCNF), 2024) menée par la Fondation mondiale pour la nutrition infantile. Les chiffres présentés portent sur trois types de financement, par ordre décroissant d'importance : le financement national provenant des budgets publics, les contributions des donateurs internationaux, acheminées par l'intermédiaire des agences des Nations Unies, y compris le PAM, et d'autres partenaires ; et les financements provenant de donateurs nationaux et du secteur privé (voir figure 1.9).

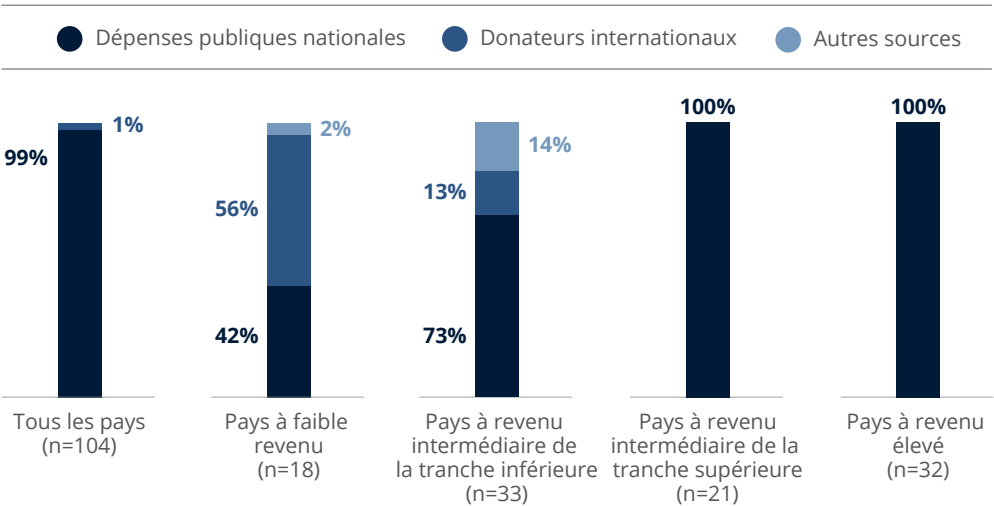
Les ressources nationales constituent la principale source de financement des programmes d'alimentation scolaire dans tous les pays, à l'exception des pays à faible revenu, où les donateurs internationaux restent les principaux investisseurs. Si l'on compare le même échantillon de pays de la catégorie des pays à faible revenu, entre 2022 et 2024, on ne constate pas de changement significatif dans la proportion du financement national, qui est restée stable à environ 34 % (voir le pourcentage du financement à la figure 1.10).

Par rapport aux données de 2022 (voir figure 1.10), la comparaison de l'échantillon de pays disposant de données pour toutes les années ne montre aucun changement notable dans les niveaux de revenu, à l'exception des pays à revenu intermédiaire inférieur, où la part des investissements provenant de sources nationales a légèrement diminué. Toutefois, cette évolution n'est pas statistiquement significative et s'explique principalement par une augmentation du financement extérieur pour ce groupe de revenu (voir tableau 1.2).

Figure 1.8

Sources d'investissement financier dans l'alimentation scolaire (uniquement 2024)

Le financement national reste la principale source d'investissement dans les programmes d'alimentation scolaire à l'échelle mondiale, à l'exception des pays à faible revenu, où les donateurs internationaux demeurent les principaux bailleurs de fonds.

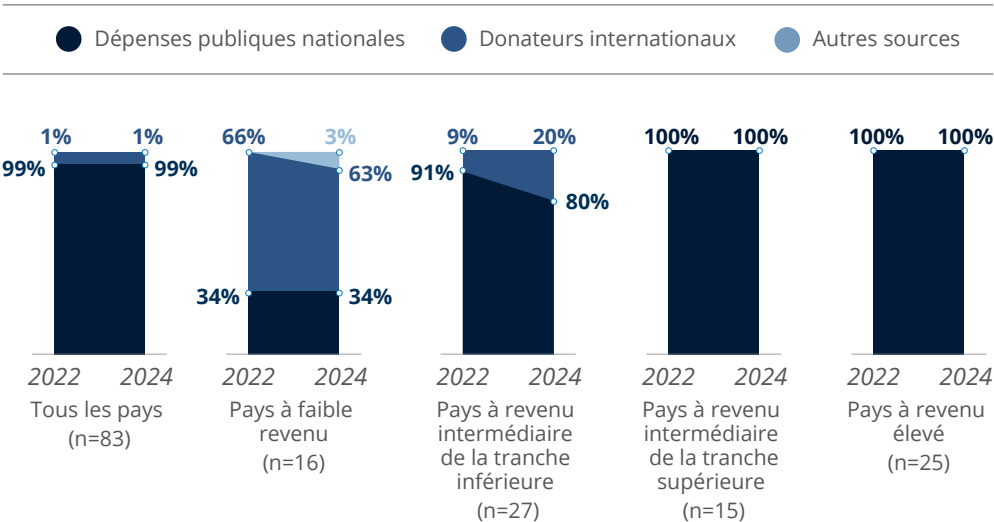


Sources : Données directes du gouvernement, Enquête Mondiale du GCNF 2024.

Figure 1.9

Sources d'investissement financier dans l'alimentation scolaire en 2022 et 2024

La répartition des sources d'investissement financier dans l'alimentation scolaire est restée stable entre 2022 et 2024.



Sources : Données directes du gouvernement, enquêtes mondiales du GCNF (2021 et 2024).

Tableau 1.2

Comparaison des investissements financiers entre 2022 et 2024
(en dollars américains)

Revenus level	Situation de l'alimentation scolaire 2022				
	Gouvernement budget	International bailleurs de fonds	Donateurs nationaux et secteur privé	Autres sources	Total
Faible revenu	107 millions	204 millions	-	-	311 millions
Revenu intermédiaire inférieur	778 millions	75 millions	2 millions	-	856 millions
Revenu intermédiaire supérieur	3 milliards	-	-	-	3 milliards
Revenu élevé	21 milliards	85 millions	-	-	21 milliards
Total	25 milliards	364 millions	2 millions	-	25 milliards

Revenus level	Situation de l'alimentation scolaire 2024				
	Gouvernement budget	International bailleurs de fonds	Donateurs nationaux et secteur privé	Autres sources	Total
Faible revenu	141 millions	264 millions	1 million	11 millions	417 millions
Revenu intermédiaire inférieur	674 millions	173 millions	0.5 million	1 million	848 millions
Revenu intermédiaire supérieur	3 milliards	4.5 millions	5 millions	-	3 milliards
Revenu élevé	32 milliards	3.5 millions	7 millions	77 millions	32 milliards
Total	36 milliards	445 millions	14 millions	89 millions	37 milliards

Sources : Données directes du gouvernement, enquêtes mondiales du GCNF (2021 et 2024).

Comme indiqué dans la section précédente de ce rapport, les investissements globaux dans l'alimentation scolaire ont augmenté à l'échelle mondiale, tandis que la part des investissements nationaux est restée globalement stable, témoignant de la priorité accordée par les gouvernements aux programmes d'alimentation scolaire, y compris dans les pays à faible revenu. Une partie de la hausse de la part du financement international dans les pays à Revenu intermédiaire inférieur peut s'expliquer par le soutien accru de la communauté internationale : une augmentation de 364 millions de dollars américains en 2022 à 445 millions de dollars américains en 2024. Bien que cela représente une hausse d'environ 20 %, en valeur absolue, la part globale des investissements extérieurs reste modeste.

Il convient également de souligner que les pays à revenu élevé ont sensiblement augmenté leurs allocations nationales aux programmes d'alimentation scolaire, passant de 21 milliards de dollars américains en 2022 à 32 milliards en 2024. Cette augmentation importante traduit une forte reconnaissance de l'alimentation scolaire comme un investissement public porteur d'impact.

1.5 Institutionnalisation de l'alimentation scolaire : cadres politiques et conception de programmes

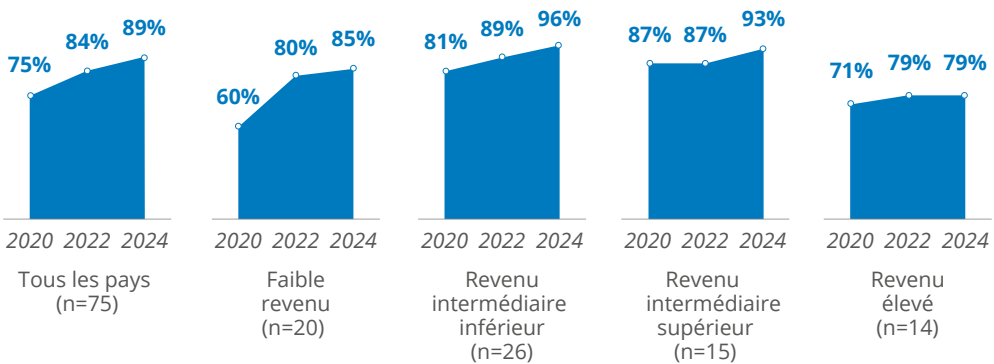
De nouvelles données disponibles confirment la tendance observée dans les deux rapports précédents : les pays continuent de renforcer et d'élargir leurs cadres politiques et juridiques encadrant les programmes d'alimentation scolaire. Au total, 107 pays ont déclaré disposer d'une politique d'alimentation scolaire, dont 19 pays à faible revenu, 36 pays à revenu intermédiaire inférieur, 22 pays à revenu intermédiaire supérieur et 30 pays à revenu élevé.

Comme le montre la figure 1.10, de nouveaux pays ont adopté des politiques en matière d'alimentation scolaire. Le pourcentage total de pays ayant mis en place une telle politique parmi ceux ayant fourni des données s'élève à 89 %, un chiffre toujours élevé toutes catégories de revenu confondues. Parmi les pays ayant récemment adopté de nouvelles politiques figurent l'Ukraine (voir étude de cas 8), la République centrafricaine, le Nigéria, le Sénégal et la Chine.

Figure 1.10

Part des pays disposant d'un cadre politique en matière d'alimentation scolaire, par niveau de revenu, en 2020, 2022 et 2024

Le nombre de pays disposant d'une politique d'alimentation scolaire a augmenté à l'échelle mondiale depuis 2020, tous niveaux de revenu confondus.



Sources : Enquêtes mondiales du GCNF, PAM.

L'augmentation continue du nombre de pays adoptant des politiques, stratégies et lois en matière d'alimentation scolaire est encourageante. Toutefois, toutes les politiques ne se valent pas et ne traduisent pas nécessairement un engagement à long terme, certaines étant limitées dans le temps. Un autre signe d'engagement fort est l'adhésion à la Coalition pour l'alimentation scolaire, dans le cadre de laquelle les pays prennent des engagements nationaux détaillés sur les améliorations qu'ils entendent apporter à leurs politiques et à leur législation (voir la figure 2.3 au chapitre 2 pour plus de détails et d'exemples). L'encadré 1.2 sur les politiques et la législation fournit des exemples de bonnes pratiques, notamment au Brésil (voir l'étude de cas 4).

Encadré 1.2

Politiques, législation et cheminement vers un fondement juridique de l'alimentation scolaire

Afin de soutenir l'adoption de lois plus solides et plus efficaces en matière d'alimentation scolaire, la Coalition pour l'alimentation scolaire s'est associée en 2024 au Réseau parlementaire international pour l'éducation afin d'élaborer une boîte à outils⁹ dédiée aux parlementaires, en collaboration avec le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire. Cette ressource fournit aux législateurs des conseils pratiques et des données probantes pour défendre des lois garantissant la durabilité à long terme des programmes d'alimentation scolaire.

Si les présidents et chefs d'État peuvent promouvoir les programmes d'alimentation scolaire en adoptant des politiques, ce sont les lois qui traduisent les engagements politiques en actions durables. Lorsqu'un programme d'alimentation scolaire est inscrit dans la législation, il présente plusieurs avantages, notamment :

- un financement prévisible et pérenne, au-delà des cycles politiques ;
- des rôles et responsabilités institutionnels clairement définis ;
- un contrôle législatif de la mise en œuvre du programme ;
- et une transparence, une participation publique et une appropriation communautaire renforcées.

⁹ «Alimentation scolaire : une boîte à outils pour les parlementaires», élaborée par le Réseau parlementaire international pour l'éducation, le PAM et le Consortium de recherche sur la santé et la nutrition en milieu, fournit des orientations détaillées pour l'élaboration de législations relatives à l'alimentation scolaire. Cette publication est accessible à l'adresse : www.ipned.org/schoolmeals.

Un cadre juridique solide en matière d'alimentation scolaire peut comprendre plusieurs types de législation, chacun traitant de différents aspects du programme. Ces textes peuvent être regroupés en trois grandes catégories :

- une loi-cadre visant à réglementer la fourniture des repas scolaires ainsi que d'autres services de santé et de nutrition en milieu scolaire éventuellement inclus dans le programme ;
- des lois établissant un droit aux repas scolaires, souvent intégrées sous forme de dispositions dans des législations plus générales ;
- des lois établissant des liens entre l'alimentation scolaire et plusieurs secteurs, tels que : la protection sociale, les normes alimentaires, les marchés publics, la production agricole ou encore l'aménagement du territoire.

De nombreux pays commencent par un cadre politique pour l'alimentation scolaire, puis instaurent progressivement des lois pour renforcer et institutionnaliser leurs programmes. Par exemple, en 1979, le petit État insulaire du Cap-Vert, situé au large des côtes ouest-africaines, a lancé un programme national d'alimentation scolaire avec l'appui du PAM. Trente-six ans plus tard, en 2015, le Cap-Vert a adopté une loi sur l'alimentation scolaire, consacrant ainsi pleinement l'appropriation nationale du programme.

La loi sur l'alimentation scolaire du Brésil est un exemple mondialement reconnu de législation réussie soutenant la qualité et la durabilité de l'alimentation scolaire. Cette loi a défini les lignes directrices du Programme national d'alimentation scolaire (PNAE — Programa Nacional de Alimentação Escolar) du Brésil et précise les principaux éléments du programme, notamment sa couverture, sa gestion, les normes de temps de distribution, les types d'aliments pouvant être servis, la participation du public, les modèles d'approvisionnement, le suivi et les outils pédagogiques tels que les jardins scolaires.

Alors que de plus en plus de pays créent, développent et améliorent leurs programmes d'alimentation scolaire, la mise en place d'une base législative peut représenter une étape essentielle pour garantir un impact à long terme. Dans le cadre de l'engagement de la Coalition pour l'alimentation scolaire à améliorer la disponibilité de données critiques sur les programmes d'alimentation scolaire, les prochaines éditions du rapport *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde* intégreront davantage de données qualitatives et d'analyses sur les politiques et la législation.

1.6 Alimentation scolaire et emploi

Dans le cadre de l'enquête mondiale 2024 sur les programmes d'alimentation scolaire menée par le GCNF, de nouvelles données ont été recueillies concernant les emplois directement créés par l'alimentation scolaire. Ces données visent à mieux comprendre la dynamique de l'emploi, ajoutant une dimension multisectorielle supplémentaire aux programmes d'alimentation scolaire.

Pour cette édition, l'analyse repose sur un échantillon de 76 pays, couvrant toutes les catégories de revenu, qui fournissent des repas scolaires à environ 141,5 millions d'enfants. Le calcul des emplois directs inclut uniquement les cuisiniers, en raison des données limitées fournies par les pays sur les autres catégories d'emplois directs, une situation liée aux difficultés de suivi et aux faiblesses des systèmes nationaux de surveillance.

Une cuisinière scolaire au Kenya
prépare le déjeuner. PAM/Lisa Murray

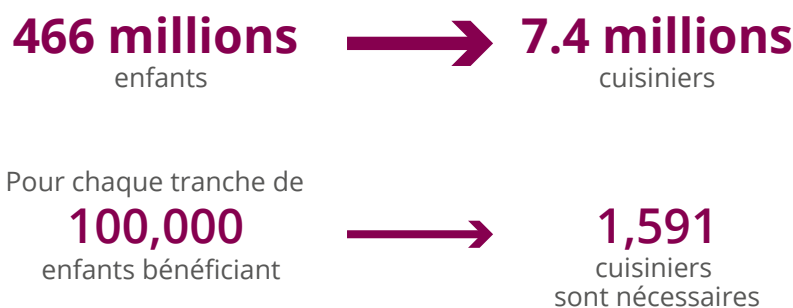


Ces 76 pays ont indiqué que leurs programmes d'alimentation scolaire avaient permis de créer environ 2,25 millions d'emplois de cuisiniers, soit l'équivalent de 1 591 cuisiniers pour 100 000 enfants bénéficiaires. Il est raisonnable de considérer ces chiffres comme des estimations prudentes, car ils ne couvrent qu'une seule catégorie d'emplois directs. Par ailleurs, les résultats rapportés et les moyennes calculées confirment à nouveau que les programmes d'alimentation scolaire représentent une source importante d'emploi direct. Ces chiffres s'inscrivent dans la continuité des estimations précédentes, qui variaient entre 1 000 et 2 000 emplois pour 100 000 enfants. En appliquant ces moyennes, le nombre estimé de cuisiniers nécessaires pour desservir les 466 millions d'enfants qui reçoivent actuellement des repas scolaires dans le monde s'élève à environ 7,4 millions.

Figure 1.11

Emplois créés pour 100 000 enfants bénéficiant de repas scolaires (n=76)

En moyenne, les programmes d'alimentation scolaire permettent de créer environ 1 591 emplois directs (cuisiniers) pour chaque tranche de 100 000 enfants bénéficiaires.



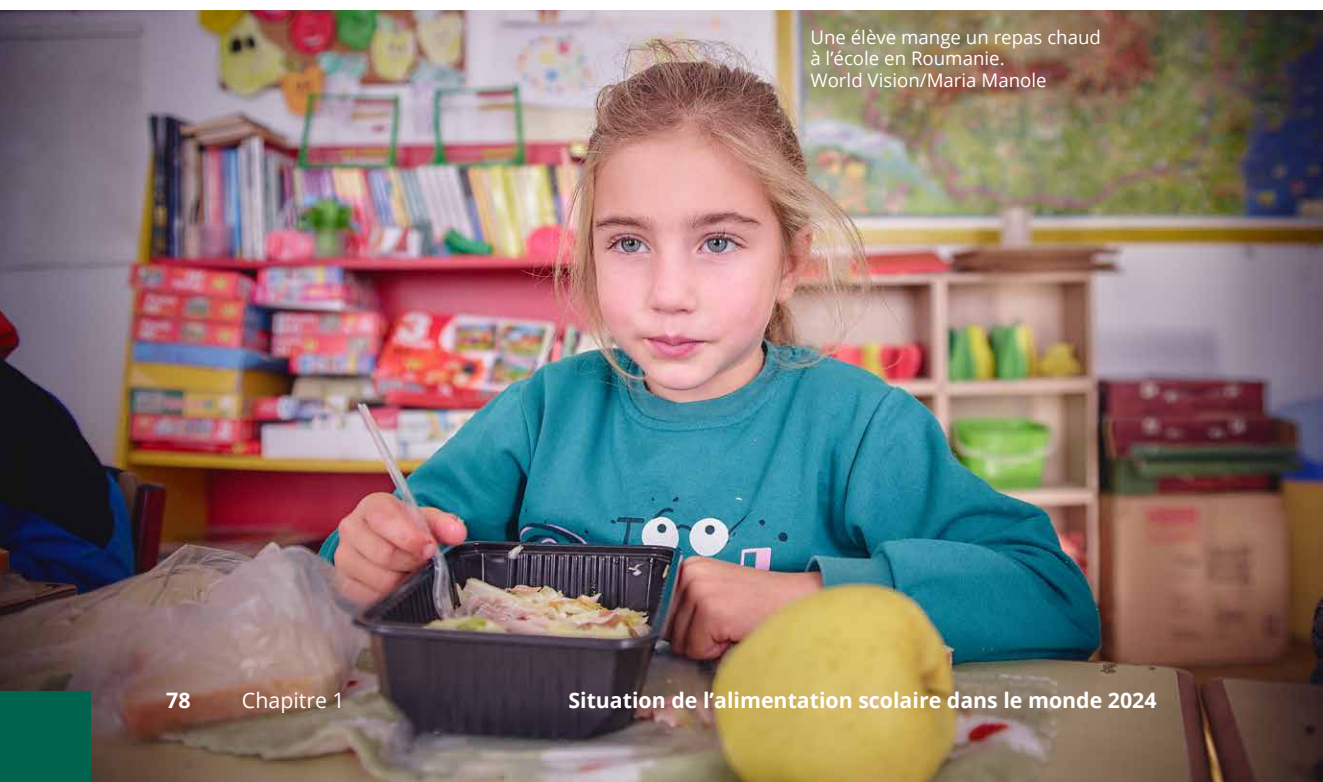
Sources : Données directes du gouvernement, enquêtes mondiales du GCNF, PAM (estimations, rapport annuel par pays), Banque mondiale (2018).

Ces estimations ne tiennent compte que d'une seule catégorie d'emplois directs. Elles n'incluent pas les emplois indirects ni les opportunités économiques créées par les repas scolaires. C'est le cas, par exemple, lorsque des agriculteurs locaux bénéficient de programmes mis en œuvre selon un modèle d'alimentation scolaire issue de la production locale. Des efforts supplémentaires sont nécessaires, non seulement pour mieux suivre et estimer les emplois directs et indirects liés à la fourniture des repas scolaires, mais aussi pour évaluer la qualité de ces emplois, notamment en ce qui concerne le niveau de rémunération et la stabilité de l'emploi.

1.7 Programmes de santé et de nutrition scolaires intégrés

Les programmes de santé et de nutrition en milieu scolaire comprennent généralement un ensemble intégré d'interventions visant à répondre aux besoins des élèves dans leur contexte local. Les repas scolaires peuvent constituer l'un de ces volets. Parmi les autres activités complémentaires figurent notamment : le lavage des mains avec du savon, le déparasitage, la mesure du poids, la mesure de la taille, l'hygiène menstruelle, le dépistage visuel, le nettoyage dentaire, le test auditif, le test de l'anémie, les jardins scolaires, l'eau potable et la purification de l'eau.

Dans le cadre de la dernière enquête mondiale du GCNF sur les programmes de repas scolaires, de nouvelles données ont été recueillies sur ces 12 activités complémentaires (voir figure 1.12). Les données ont été tirées d'un échantillon de 126 pays inclus dans l'enquête et sont résumées ci-dessous. Dans l'ensemble, seuls dix pays (8 %) ont déclaré ne disposer d'aucun programme complémentaire ; 23 % des pays disposaient d'un à trois programmes complémentaires ; et environ 69 % ont déclaré proposer quatre activités complémentaires ou plus en plus des repas scolaires. Comme le montre la figure 1.12, le programme complémentaire le plus courant était le lavage des mains au savon (N. 108, 86 %).

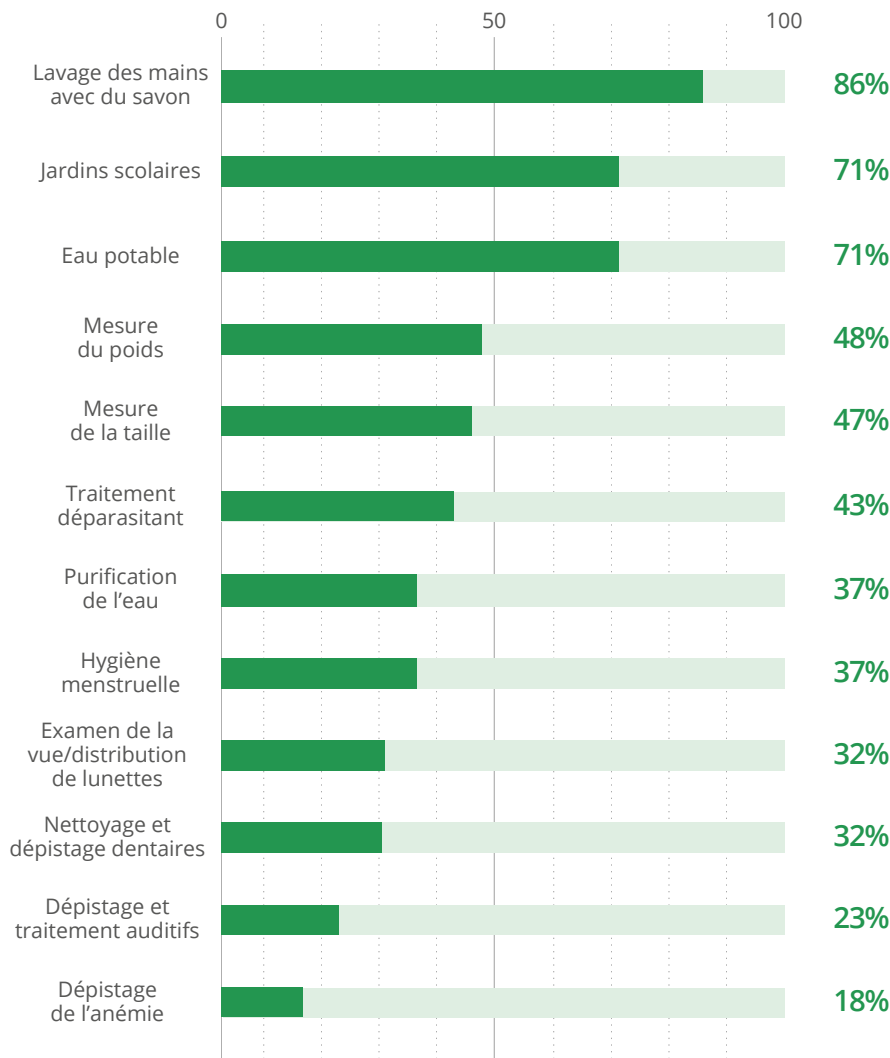


Une élève mange un repas chaud à l'école en Roumanie.
World Vision/Maria Manole

Figure 1.12

Programmes complémentaires de santé et de nutrition (n=126)

Le lavage des mains avec du savon demeure l'activité complémentaire la plus fréquemment mise en œuvre en parallèle de l'alimentation scolaire.



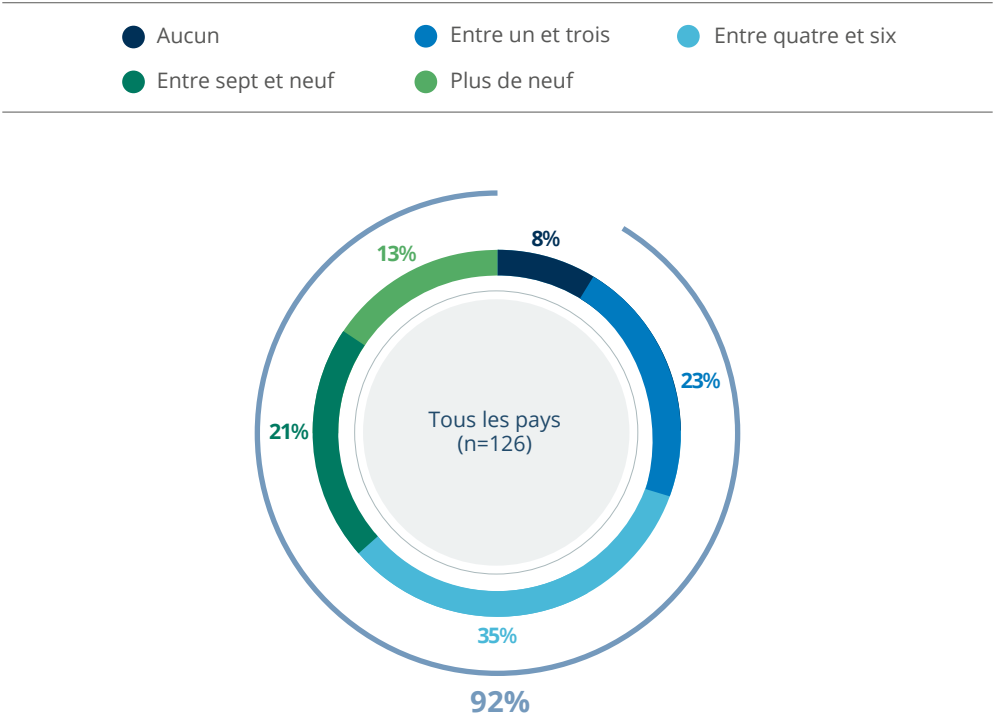
Source : Enquête Mondiale du GCNF 2024.

Figure 1.13

Adoption de programmes complémentaires de santé et de nutrition

Plus de 90 % des gouvernements mettent en œuvre des programmes d'alimentation scolaire accompagnés d'interventions complémentaires de santé et de nutrition.

Environ 70 % des gouvernements proposent un ensemble intégré d'au moins quatre interventions.



Source : Enquête Mondiale du GCNF 2024.

1.8 Solutions dirigées par les villes : faire progresser l'alimentation scolaire au niveau local

Pour la première fois depuis la création de la publication *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde*, ce rapport propose un instantané des données infranationales sur les repas scolaires à l'échelle municipale. Cette nouveauté reconnaît l'importance de la territorialisation et le rôle essentiel des municipalités dans la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire. Dans de nombreux pays, les programmes d'alimentation scolaire sont mis en place et gérés directement par les gouvernements locaux. Les maires, en contact quotidien avec les usagers finaux, ont ainsi une responsabilité politique de premier plan pour veiller à ce que les infrastructures et services nécessaires soient en place afin d'assurer la fourniture des repas scolaires. Tandis que les gouvernements nationaux définissent le cadre d'action et les priorités à cibler, les villes assurent directement la mise en œuvre des repas scolaires, avec des résultats concrets et visibles pour les citoyens. Les villes disposent également de données actualisées et d'une connaissance directe des besoins de leurs habitants en matière de systèmes alimentaires et de nutrition, en particulier lorsqu'il s'agit de l'alimentation scolaire.

Depuis sa création en 2023, l'initiative « Les villes nourrissent l'avenir » de la Coalition pour l'alimentation scolaire trace une voie nouvelle au niveau municipal. Le chapitre 2 présente un aperçu détaillé de cette initiative, le chapitre 3 revient sur les efforts de collecte de données, et le présent chapitre met en lumière des données clés issues des villes participantes. La carte 1.2 illustre des innovations menées à Addis-Abeba, Bangkok, Copenhague, Montpellier, Nairobi, São Paulo et Séoul.

À mesure que les données et les connaissances sur l'alimentation scolaire deviennent plus accessibles, grâce aux efforts conjoints des initiatives « Données et suivi » et « Les villes nourrissent l'avenir », aux niveaux national et infranational, il est envisagé que les données issues des villes soient intégrées à la base de données mondiale de la Coalition pour l'alimentation scolaire.¹⁰ La combinaison des données et des connaissances issues des niveaux national et local contribuera à favoriser les échanges et l'apprentissage mutuel sur la conception et la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire, en tenant compte des différences et des synergies propres à chaque contexte local.

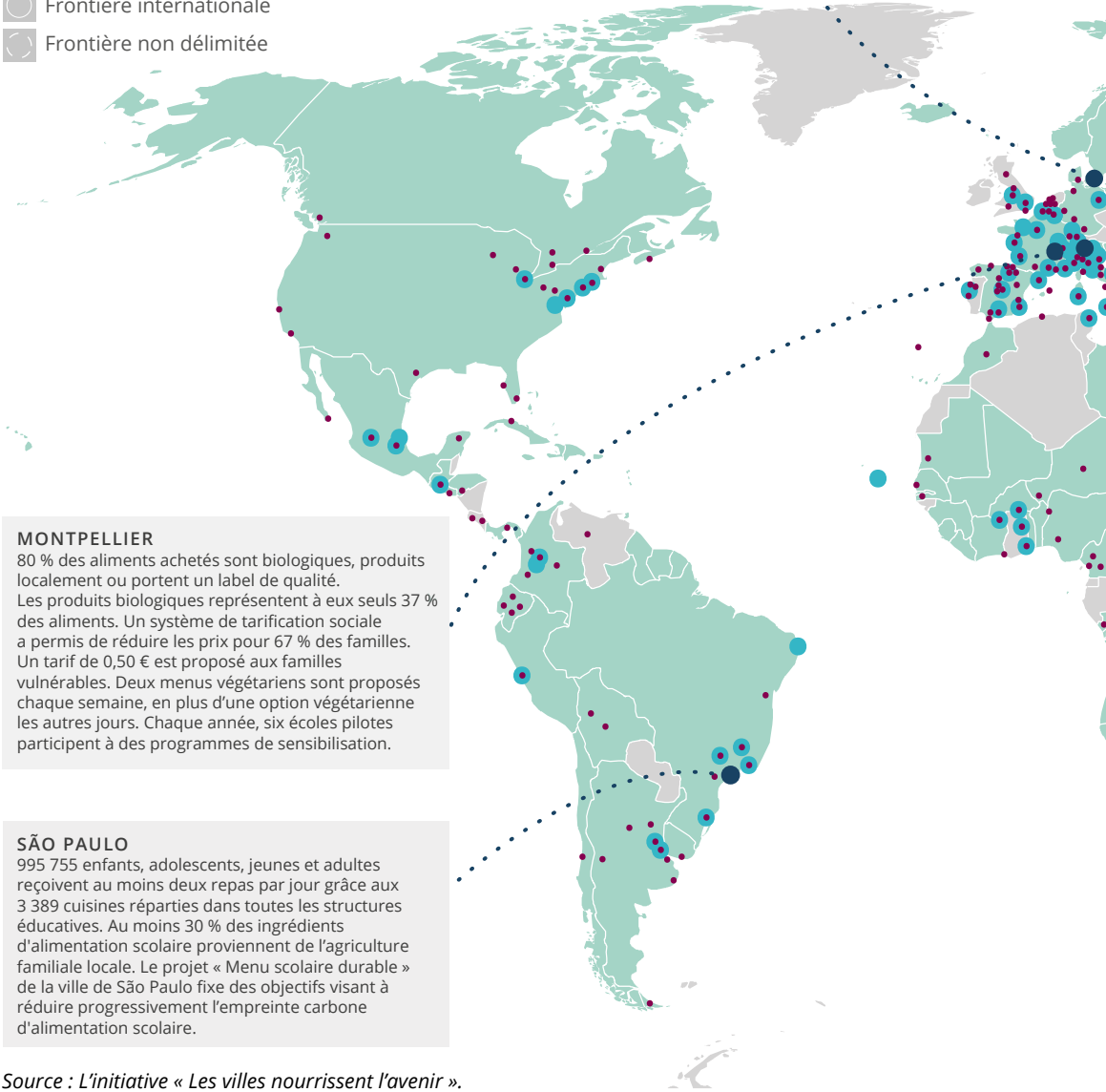
¹⁰ La base de données de la Coalition pour l'alimentation scolaire est accessible à l'adresse suivante : <https://www.schoolmealscoalitiondatabase.wfp.org/>.

Carte 1.2

Innovation au niveau des villes dans les programmes d'alimentation scolaire : un aperçu infranational

- Coalition pour l'alimentation scolaire Membre
- Coalition pour l'alimentation scolaire États non membres
- Pacte de Milan de politique alimentaire urbaine Ville avec alimentation scolaire
- Pacte de Milan de politique alimentaire urbaine Ville signataire
- Maires champions
- Frontière internationale
- Frontière non délimitée

COPENHAGUE
Les 70 écoles proposent toutes des repas, préparés sur place ou livrés depuis la cuisine centrale EAT de la ville. 24 écoles sont des « écoles de l'alimentation » où cuisiner et manger font partie de l'apprentissage. Les repas sont biologiques à 90 % et s'inscrivent dans la stratégie alimentaire de la ville. Les achats alimentaires publics de la ville couvrent l'ensemble des repas servis dans le secteur public et représentent 10 % des achats alimentaires publics au Danemark (40 millions d'euros par an). En 2023, le maire Jakob Næsager a accueilli la première conférence « Les villes nourrissent l'avenir » en Europe.



MONTPELLIER
80 % des aliments achetés sont biologiques, produits localement ou portent un label de qualité. Les produits biologiques représentent à eux seuls 37 % des aliments. Un système de tarification sociale a permis de réduire les prix pour 67 % des familles. Un tarif de 0,50 € est proposé aux familles vulnérables. Deux menus végétariens sont proposés chaque semaine, en plus d'une option végétarienne les autres jours. Chaque année, six écoles pilotes participent à des programmes de sensibilisation.

SÃO PAULO
995 755 enfants, adolescents, jeunes et adultes reçoivent au moins deux repas par jour grâce aux 3 389 cuisines réparties dans toutes les structures éducatives. Au moins 30 % des ingrédients d'alimentation scolaire proviennent de l'agriculture familiale locale. Le projet « Menu scolaire durable » de la ville de São Paulo fixe des objectifs visant à réduire progressivement l'empreinte carbone d'alimentation scolaire.

Source : L'initiative « Les villes nourrissent l'avenir ».

BANGKOK

Mise en place d'une politique de cantine scolaire offrant le petit-déjeuner et le déjeuner gratuits. Le programme d'alimentation scolaire dessert chaque jour 250 000 enfants dans les 437 écoles relevant de la municipalité de Bangkok (BMA). La plateforme en ligne Thai School Lunch aide les écoles à planifier leurs achats et leurs repas, tout en permettant à la ville de contrôler la qualité des aliments, ce qui favorise l'implication du département de l'éducation des districts et d'autres institutions.

SÉOUL

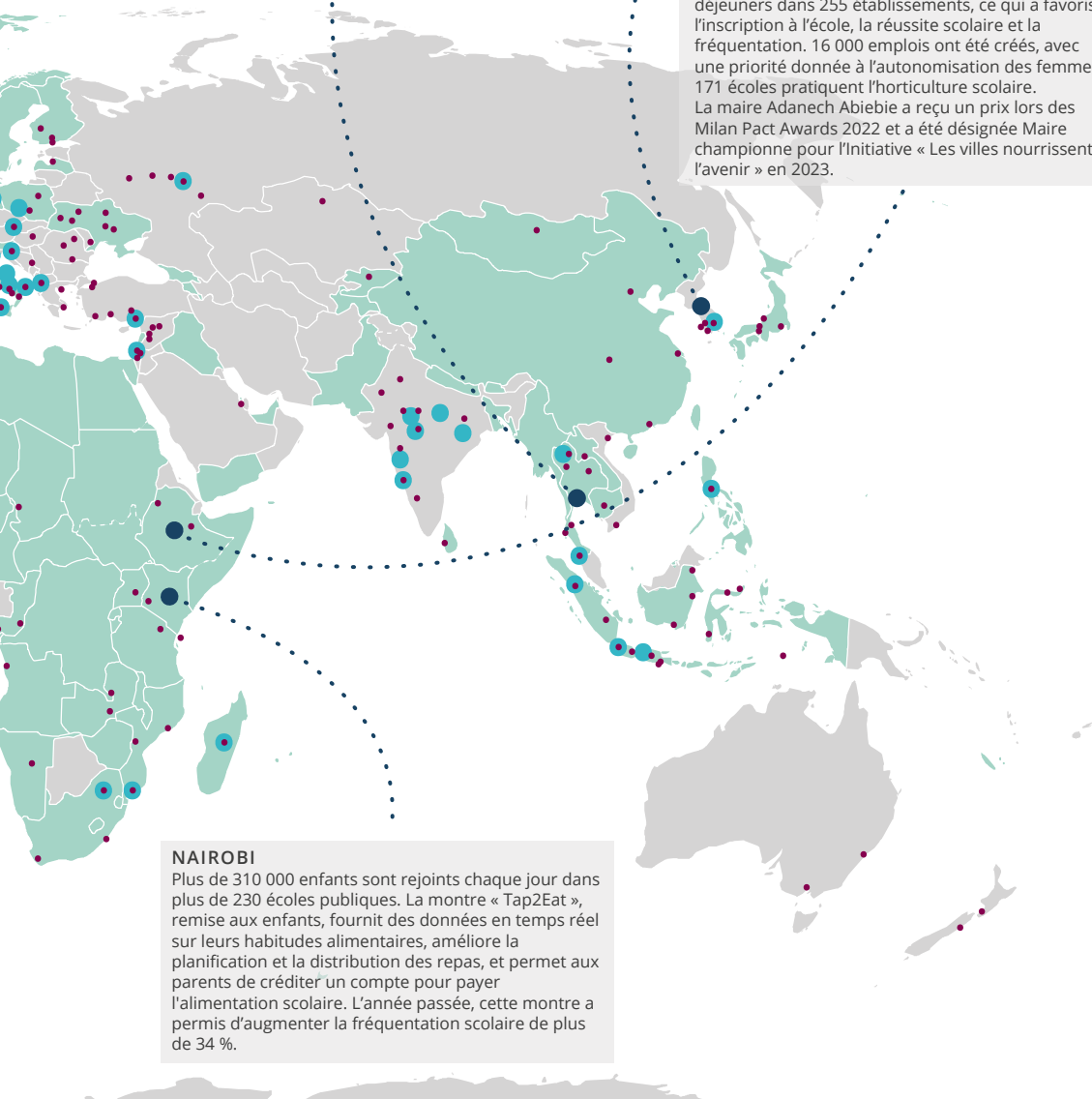
Repas gratuits pour tous les élèves, de la maternelle au lycée, depuis 2011. Plus de 1 300 écoles sont approvisionnées avec des ingrédients sûrs et de qualité via un centre de distribution innovant, et les repas font l'objet d'inspections rigoureuses. Les lignes directrices imposent aux écoles d'acheter plus de 70 % de produits respectueux de l'environnement.

ADDIS-ABEBA

801 000 enfants bénéficient de petits-déjeuners et déjeuners dans 255 établissements, ce qui a favorisé l'inscription à l'école, la réussite scolaire et la fréquentation. 16 000 emplois ont été créés, avec une priorité donnée à l'autonomisation des femmes. 171 écoles pratiquent l'horticulture scolaire. La maire Adanech Abiebie a reçu un prix lors des Milan Pact Awards 2022 et a été désignée Maire championne pour l'Initiative « Les villes nourrissent l'avenir » en 2023.

NAIROBI

Plus de 310 000 enfants sont rejoints chaque jour dans plus de 230 écoles publiques. La montre « Tap2Eat », remise aux enfants, fournit des données en temps réel sur leurs habitudes alimentaires, améliore la planification et la distribution des repas, et permet aux parents de créditer un compte pour payer l'alimentation scolaire. L'année passée, cette montre a permis d'augmenter la fréquentation scolaire de plus de 34 %.



1.9 La voie à suivre

Les nouvelles données indiquent une trajectoire nettement positive pour l'alimentation scolaire à l'échelle mondiale depuis la création de la Coalition pour l'alimentation scolaire en 2021. Depuis la publication du rapport *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2020*, le nombre d'enfants bénéficiant de repas scolaires a augmenté d'environ 20 % à l'échelle mondiale. Ce niveau de réussite s'explique par le fait que l'alimentation scolaire s'impose désormais comme une priorité politique claire pour les pays, quels que soient leurs niveaux de revenu. Dans les pays à revenu élevé et intermédiaire, l'attention se porte sur l'amélioration de la qualité et de l'efficacité, tandis que les pays à faible revenu se concentrent sur une montée en puissance rapide des programmes.

Même si le financement par les bailleurs ne représente qu'une faible part de l'investissement global dans les repas scolaires, une baisse probable et significative de l'aide internationale dans les années à venir menace les avancées enregistrées dans les pays à faible revenu. Des données de qualité, permettant une prise de décision fondée sur des éléments probants, seront donc plus que jamais cruciales dans les années à venir. Cela suppose notamment :

- La poursuite de l'institutionnalisation des indicateurs relatifs à l'alimentation scolaire dans les cadres et rapports internationaux de suivi depuis l'adoption du nouvel indicateur de l'ODD 4, avec une amélioration de la qualité des données (y compris leur désagrégation) et de la visibilité de l'alimentation scolaire.
- Une architecture mondiale des données sur l'alimentation scolaire renforcée, une collecte de données rationalisée et harmonisée, ainsi qu'un renforcement de la qualité des systèmes nationaux de suivi et de production statistique.
- Des données améliorées et accessibles au public sur l'alimentation scolaire, y compris aux niveaux infranational et municipal. Grâce à la création de la base de données de la Coalition pour l'alimentation scolaire, l'ensemble central d'indicateurs régulièrement repris dans le rapport *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde* est désormais disponible en tant que bien public mondial. L'Initiative sur le Suivi et les Données veillera à ce que de nouveaux indicateurs soient testés et intégrés dans cette base de données afin de combler les lacunes actuelles, en réponse à une forte demande des gouvernements (alimentation scolaire issue de la production locale, indicateurs relatifs aux systèmes alimentaires, qualité des repas, etc.).

Ce chapitre a présenté les données les plus récentes disponibles et tenté d'en interpréter la portée, tout en soulignant la nécessité d'approfondir la recherche. Parmi les travaux de recherche importants pour orienter les programmes futurs, on peut citer une meilleure compréhension des facteurs de coût et des modèles efficaces, ainsi qu'une analyse qualitative des politiques et législations et de leur lien avec les bénéfices multisectoriels de l'alimentation scolaire.

Étude de cas 1

L'ambitieuse vision du Kenya : nourrir 10 millions d'écoliers tout en renforçant les systèmes alimentaires locaux et la résilience aux chocs d'ici 2030

Le Kenya investit dans l'alimentation scolaire depuis 1980, utilisant ce levier comme un puissant outil pour renforcer l'éducation et la sécurité alimentaire dans les communautés les plus vulnérables du pays. Le programme kényan d'alimentation scolaire s'est d'abord concentré sur les régions en insécurité alimentaire, dans le but d'améliorer l'inscription, la rétention scolaire et les résultats en termes d'acquis scolaires. En 2008, le programme était passé de 240 000 enfants à 1,2 million, touchant 3 850 écoles primaires situées dans les zones arides et semi-arides du pays.

Cette même année, le gouvernement kényan a élaboré un plan stratégique visant à transférer progressivement la pleine responsabilité du programme d'alimentation scolaire au gouvernement. En 2018, le programme était entièrement géré par les autorités nationales et desservait plus de 1,5 million d'enfants.

Depuis, le Kenya s'est imposé comme un chef de file régional et mondial dans le renforcement des programmes d'alimentation scolaire, porté par un engagement fort envers le bien-être des enfants et des communautés. En 2021, le Kenya a rejoint la Coalition pour l'alimentation scolaire au niveau mondial et est devenu l'un des 12 membres de la Task Force de la Coalition.

En 2024, illustrant son appropriation nationale de la vision portée par la Coalition pour l'alimentation scolaire, le gouvernement du Kenya a lancé le tout premier chapitre national de la Coalition en Afrique. Le bureau du PAM au Kenya assure le secrétariat du chapitre, s'appuyant sur plus de 40 ans de partenariat entre le gouvernement kényan et le PAM. Ce chapitre national de la Coalition pour l'alimentation scolaire constitue une plateforme réunissant tous les acteurs clés du gouvernement et les partenaires du développement local, afin d'assurer un appui coordonné au déploiement du programme d'alimentation scolaire.

Sous la direction du président Ruto, l'alimentation scolaire occupe désormais une place centrale dans la stratégie nationale de développement du Kenya. En 2023, le président a fixé un objectif ambitieux : atteindre l'ensemble des 10 millions d'enfants d'âge scolaire d'ici à 2030. Les progrès sont déjà bien engagés. Entre 2023 et 2024, le nombre d'enfants recevant un repas scolaire est passé de 1,8 million à 2,6 millions.

L'approche du Kenya ne se limite pas à l'extension du programme : elle met aussi l'accent sur sa durabilité. Le gouvernement intègre des pratiques respectueuses de l'environnement afin de réduire l'empreinte écologique du programme et de renforcer les systèmes alimentaires locaux.

Cette transition est guidée par le Plan opérationnel pour l'extension du programme d'alimentation scolaire 2024–2030, élaboré avec l'appui de partenaires tels que la Fondation Rockefeller et le PAM. Les principaux axes comprennent :

- Le passage d'aliments importés à des produits cultivés et approvisionnés localement, en favorisant les cultures tolérantes à la sécheresse et l'agriculture régénératrice.
- L'optimisation des menus scolaires grâce à des aliments locaux, durables, rentables, nutritifs et adaptés aux changements climatiques.
- Un modèle d'approvisionnement de type « agrégateur » visant à améliorer l'efficacité et l'implication locale. Cette approche consiste à acheter les denrées auprès de petits agriculteurs regroupés en coopératives au niveau des comtés, ce qui réduit les distances de transport, diminue les émissions et renforce les systèmes alimentaires locaux.
- Le remplacement des modes de cuisson traditionnels par des solutions propres et écoénergétiques afin de réduire la déforestation, les émissions de carbone et d'améliorer la santé et la sécurité des environnements de cuisson dans les écoles.

Pour accompagner le Kenya dans sa démarche de montée en puissance du programme d'alimentation scolaire, le PAM et son Centre d'excellence au Brésil ont facilité une visite d'étude du gouvernement kényan au Brésil en 2024. Cette mission a permis de tirer des enseignements précieux sur l'alimentation scolaire durable, issue de la production locale, et sur les modèles de collaboration intergouvernementale, qui ont été intégrés à la création et au plan d'action du chapitre national kényan de la Coalition.

La vision ambitieuse du gouvernement kényan suscite l'intérêt et le soutien de nombreux partenaires, notamment le Partenariat mondial pour l'éducation, la Fondation Rockefeller, la Fondation Novo Nordisk, le Centre de recherches pour le développement international, le Fonds ODD, la France, l'Allemagne, la Suède, le Centre d'excellence du PAM au Brésil, ainsi que plusieurs initiatives de la Coalition pour l'alimentation scolaire qui apportent une assistance technique et financière.

Étude de cas 2

De la vision à l'action : la feuille de route du Rwanda pour un programme d'alimentation scolaire universel et durable

En octobre 2024, le gouvernement du Rwanda a lancé deux documents stratégiques majeurs : la Stratégie nationale d'alimentation scolaire 2023–2032, ainsi que – innovation mondiale – une Stratégie nationale de financement du programme d'alimentation scolaire, approuvée et publiée par le gouvernement.

La Stratégie nationale d'alimentation scolaire 2023–2032 s'appuie sur les enseignements tirés du déploiement rapide du programme national, qui est passé de 796 256 élèves en 2019 à une couverture universelle de 4 475 919 enfants en 2024. La stratégie met en évidence la contribution de l'alimentation scolaire à la stratégie éducative globale du Rwanda. Reconnaisant le rôle essentiel des repas scolaires dans le développement du capital humain, notamment en réduisant les taux d'abandon scolaire et de redoublement, le programme soutient l'objectif du ministère de l'Éducation d'améliorer les résultats en termes d'acquis scolaires. La stratégie propose une série d'innovations visant à améliorer l'efficacité et l'efficience, à renforcer la coopération multisectorielle et à répondre à l'augmentation de la population scolaire. Parmi ces innovations figurent : un ajustement plus systématique aux variations des prix des denrées alimentaires ; un plan de résilience face aux chocs extérieurs ; une gestion financière et une transparence renforcées ; des procédures d'approvisionnement plus économiques ; une exonération fiscale sur les achats alimentaires destinés aux repas scolaires ; une meilleure intégration aux politiques nationales en matière d'environnement et d'adaptation aux changements climatiques (y compris une stratégie spécifique pour la cuisson propre) ; et un renforcement des ressources humaines pour assurer une mise en œuvre de qualité du programme. La stratégie comprend un cadre institutionnel multisectoriel complet pour la coopération, ainsi qu'un cadre de résultats couvrant les domaines de l'éducation, de la santé et de la nutrition, de la protection sociale et de l'agriculture.

La Stratégie de financement du programme d'alimentation scolaire identifie le coût total du programme national, incluant l'alimentation, la mise en œuvre, les infrastructures, la gestion, le suivi et les rapports, ainsi que le renforcement continu des capacités. Les coûts prévisionnels sont calculés sur la base de la croissance de la population scolaire, de l'inflation et de la dépréciation des investissements. Les déficits de financement sont identifiés en analysant les contributions actuelles et futures du ministère de l'Éducation, du ministère des Infrastructures et des parents (en espèces et en nature). Pour réduire ces écarts, la Stratégie de financement du programme national d'alimentation scolaire prévoit plusieurs mesures d'économie, telles qu'un approvisionnement plus efficient, une planification optimisée des menus, et l'utilisation de cuisines centralisées dans les zones urbaines. Le financement restant pourra être complété par une augmentation des contributions publiques et parentales, des partenariats public-privé et des campagnes de financement participatif. Ces mesures visent à permettre au gouvernement de financer de manière complète et durable son programme universel d'alimentation scolaire dans un délai de 6 à 7 ans. D'ici là, un appui extérieur temporaire sera nécessaire.

Pour élaborer ces deux stratégies, le ministère de l'Éducation a mené des consultations bilatérales et en groupes de travail, réunissant un large éventail d'acteurs, notamment les ministères sectoriels, le ministère des Finances et de la Planification économique, les autorités de district, les directions d'école, les enseignants, les parents, ainsi que des partenaires non gouvernementaux, dont des organisations de la société civile nationales et internationales, des représentants du secteur privé et des agences des Nations Unies. Le PAM a joué un rôle clé en appuyant le processus tant sur le plan technique que financier.

Chapitre 2

Coalition pour l'alimentation scolaire : un mouvement mondial en faveur de l'alimentation scolaire



Le président du Kenya et les délégués du groupe de travail de la Coalition pour l'alimentation scolaire après la cérémonie d'ouverture de la deuxième réunion ministérielle à Nairobi, Kenya. PAM/Arete/Edwin Nyamasyo

La Coalition pour l'alimentation scolaire a été lancée par 46 pays lors du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires en septembre 2021, sous l'impulsion de la Finlande et de la France. Elle a été créée en réponse à la crise de la COVID-19, au cours de laquelle presque tous les pays ont fermé leurs écoles, privant 370 millions d'enfants d'un repas quotidien sur lequel ils pouvaient compter (WFP, 2020a). Le Brésil a rejoint la Coalition en tant que coprésident en 2022. Depuis sa création, la Coalition pour l'alimentation scolaire est devenue l'une des initiatives les plus réussies de ces dernières années.

Portée par un réseau d'action politique de plus en plus complexe et influent, représentant plus de 60 % de la population mondiale, la Coalition pour l'alimentation scolaire constitue une expérience en constante évolution, ayant donné naissance à un nouveau modèle multilatéral et multisectoriel de collaboration adapté au XXI^{ème} siècle. Ce modèle s'avère d'autant plus pertinent à une époque où les paradigmes traditionnels, y compris celui de l'aide publique au développement, sont remis en question et réinventés.

La Coalition pour l'alimentation scolaire se concentre sur un objectif concret et partagé : garantir à tous les enfants, d'ici 2030, l'accès à un repas scolaire quotidien et nutritif. Cet objectif mondial est décliné par chaque gouvernement sous forme d'engagements multisectoriels nationaux, adaptés aux contextes, aux priorités politiques et aux besoins locaux. Dans de nombreux cas, ces engagements se sont déjà traduits par des résultats concrets à grande échelle (dont plusieurs sont présentés dans ce chapitre).

La conception de la Coalition pour l'alimentation scolaire repose explicitement sur les principes de la pensée systémique. Elle vise à instaurer une culture de collaboration entre les pays, en créant un environnement dans lequel chaque gouvernement peut à la fois partager ses expériences et apprendre de celles des autres. Elle cherche ainsi à dépasser les dichotomies dépassées entre Nord et Sud ou entre pays donateurs et pays bénéficiaires. La Coalition pour l'alimentation scolaire constitue au contraire un espace où chaque pays, quel que soit son niveau de revenu ou sa situation géographique, a quelque chose à apporter, des ressources à partager, ainsi qu'une volonté de recevoir du soutien et de s'inspirer des expériences d'autrui.

Au cœur du succès de la Coalition pour l'alimentation scolaire se trouve son modèle novateur de leadership distribué. En aidant à créer et à renforcer des réseaux de partenaires qui ne dépendent pas d'un seul organisme, d'un seul partenaire ou d'une seule partie prenante, la Coalition a mis en place un moyen plus efficace et décentralisé de soutenir les gouvernements dans leurs progrès.

À travers cet écosystème en expansion, le secrétariat de la Coalition pour l'alimentation scolaire et ses initiatives contribuent à inspirer, encourager et orchestrer l'action.

La mesure des résultats de cette approche systémique représente un véritable défi, notamment parce qu'il est difficile d'attribuer un résultat spécifique à une action précise. Certains résultats sont également complexes à mesurer ou à suivre de manière centralisée : par exemple, le niveau de volonté politique générée, le nombre de connexions établies au sein du réseau de la Coalition ayant permis de forger des partenariats productifs, ou encore la manière dont les échanges entre pays ont favorisé un partage de connaissances et leur mise en œuvre concrète.

Dans les années à venir, le secrétariat de la Coalition explorera les moyens d'affiner la mesure de cette approche systémique et de mieux rendre compte de ce qui se passe dans ce réseau de réseaux. Ce travail sera appuyé par des partenaires spécialisés, qui se consacreront à l'étude et au développement des pratiques de leadership systémique.

Il est essentiel de rendre justice au travail et de reconnaître les contributions des individus, des communautés, des gouvernements et des partenaires qui composent l'écosystème de la Coalition et qui, par leur action collective, font de cette initiative un tel succès. Le présent chapitre présente les résultats actuels ainsi que les données quantitatives et qualitatives disponibles, illustrant la valeur générée par la Coalition pour l'alimentation scolaire à travers ce nouveau modèle collaboratif.



Premier Sommet mondial sur l'alimentation scolaire en France, 2023, avec, de gauche à droite : S.E. Ihor Kuzin, vice-ministre de la Santé de l'Ukraine ; S.E. Mme Alexis Taylor, sous-secrétaire à l'Agriculture des États-Unis ; S.E. Dr Dulce Soares, ministre de l'Éducation du Timor-Leste ; S.E. Mme Yasmine Sherif, directrice exécutive, Education Cannot Wait ; S.E. Mme Isabel Maria Correia Viegas de Abreu, ministre de l'Éducation, de la Culture et des Sciences, Sao Tomé-et-Principe ; S.E. M. Jean-Luc Mouthou, ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, République du Congo ; M. Robert Jenkins, directeur, Éducation et développement des adolescents, UNICEF. PAM/Rein Skullerud

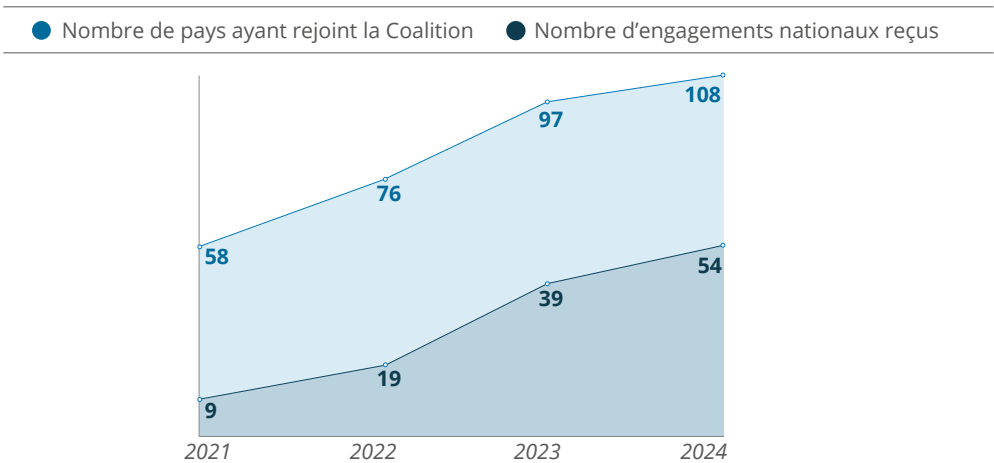
2.1 Coalition pour l'alimentation scolaire : les gouvernements réalisent des progrès sans précédent avec le soutien de leurs partenaires

Au moment de la rédaction du présent rapport, la Coalition pour l'alimentation scolaire rassemble plus de 100 gouvernements, représentant tous les niveaux de revenu, ainsi que six organisations régionales et sous-régionales et plus de 140 partenaires variés issus de la société civile, du monde universitaire, de centres de recherche, de fondations, d'agences des Nations Unies et d'institutions financières internationales. Cette diversité témoigne de la portée véritablement mondiale de la Coalition. Elle bénéficie d'un soutien politique exceptionnellement fort et constant, guidée par une Task Force composée de ministres, et d'un engagement régulier de la part des présidents et chefs d'État. L'objectif global de la Coalition pour l'alimentation scolaire est d'étendre l'échelle et d'améliorer la qualité des programmes d'alimentation scolaire dans le monde, afin de répondre à plusieurs défis interconnectés dans les domaines de l'éducation, de la nutrition, des systèmes alimentaires et des inégalités, ainsi qu'aux perturbations causées par les catastrophes et les chocs.

Lorsqu'un pays rejoint la Coalition, il est invité à formuler des engagements nationaux, qui servent de base à ses avancées internes et aux efforts de collaboration aux niveaux sous-régional, régional et mondial. Au moment de la rédaction du présent rapport, 54 engagements nationaux ont été soumis à la Coalition. La figure 2.1 illustre le nombre de pays ayant rejoint la Coalition pour l'alimentation scolaire, leur année d'adhésion et ceux ayant déjà soumis un engagement formel.

Figure 2.1

Nombre de pays ayant rejoint la Coalition pour l'alimentation scolaire par année et par soumission d'engagement

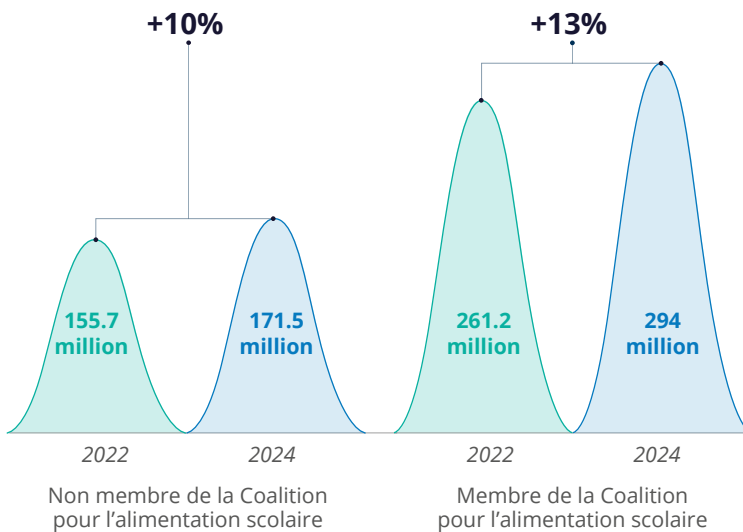


Source : Secrétariat de la Coalition pour l'alimentation scolaire.

Les données présentées au chapitre 1 montrent que, depuis 2022, environ 32 millions d'enfants supplémentaires bénéficient de repas scolaires dans des pays membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire. Cela représente une hausse d'environ 13 %, dépassant l'expansion de 10 % observée dans les pays non membres de la Coalition. De même, les investissements déclarés dans les repas scolaires ont augmenté de 11 milliards de dollars américains dans les pays membres de la Coalition, soit une hausse de 45 %, contre une augmentation plus modérée de 35 % dans les pays non membres. Enfin, les cinq pays (Ukraine, République centrafricaine, Nigeria, Sénégal et Chine) qui ont adopté de nouvelles politiques en matière d'alimentation scolaire depuis la dernière édition du rapport « Situation de l'alimentation scolaire dans le monde » sont tous membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire.

Figure 2.2

Nombre total d'enfants bénéficiant de repas scolaires dans les États membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire par rapport aux États non membres, *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022 et 2024* (en millions)



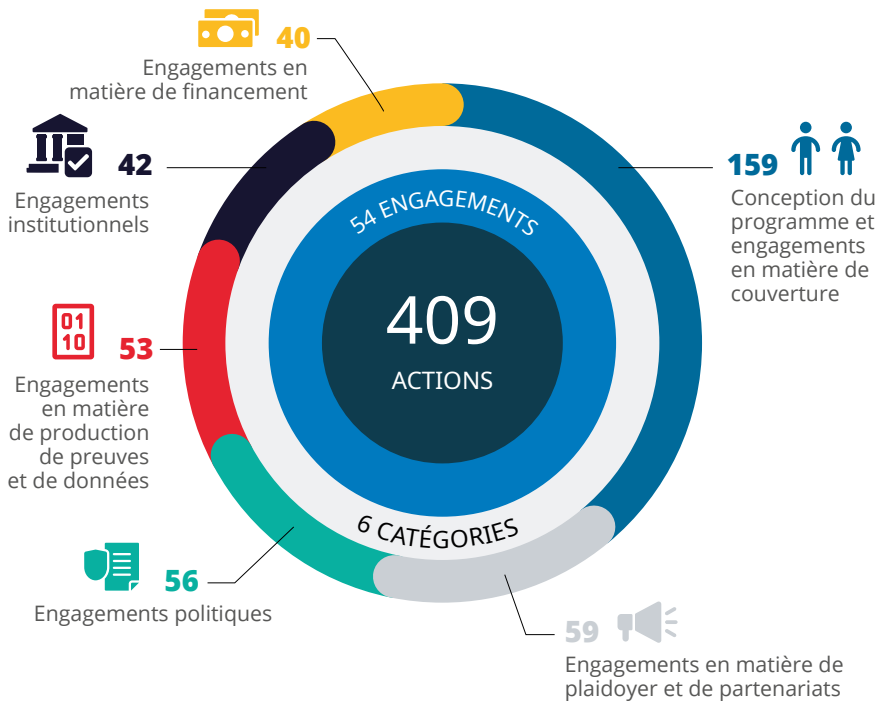
Sources : Coalition pour l'alimentation scolaire, données directes du gouvernement, enquêtes mondiales du GCNF, PAM (estimations, rapport annuel par pays), Banque mondiale (2018).

Au-delà de l'extension de la couverture des programmes d'alimentation scolaire, les pays s'engagent également à améliorer la qualité et la durabilité de leurs programmes. À travers leurs engagements nationaux, les pays membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire ont pris environ 409 engagements d'action, répartis en six catégories : politiques publiques, financement, cadres institutionnels, conception et couverture des programmes, données et éléments factuels, et plaidoyer et partenariats.

Figure 2.3

Engagements nationaux envers la Coalition pour l'alimentation scolaire, ventilés par catégorie

54 engagements nationaux
409 actions réparties en six catégories






Source : Secrétariat de la Coalition pour l'alimentation scolaire.

Parmi les États membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire ayant soumis des engagements nationaux, la majorité a défini des objectifs spécifiques accompagnés d'échéances, établissant ainsi des jalons clairs pour mesurer les progrès. Des engagements concrets et efficaces attirent un soutien accru de la part des partenaires, ce qui renforce les efforts et les ambitions des gouvernements.

En fonction du contexte national, de l'état du programme d'alimentation scolaire et des besoins propres à chaque pays, les engagements peuvent varier. Ils vont de la mise en place des bases nécessaires à la création d'un programme national d'alimentation scolaire jusqu'à l'adoption de repas scolaires universels et soigneusement conçus. Le tableau 2.1 présente des exemples d'engagements par catégorie.

Tableau 2.1
Exemples d'engagements nationaux envers la Coalition pour l'alimentation scolaire

Catégorie	Exemples
<div>  <p>Engagements politiques</p> </div> <p>Les engagements dans cette catégorie visent à faire en sorte que les programmes nationaux d'alimentation scolaire soient intégrés et prioritaires dans les plans, politiques, stratégies, lois ou autres cadres juridiques nationaux et sectoriels.</p>	<p>Le Bénin s'est engagé à adopter et diffuser une loi sur l'alimentation scolaire d'ici 2025, afin de garantir la stabilité financière et la durabilité du Programme national intégré d'alimentation scolaire.</p> <p>L'Irak s'est engagé à mettre en œuvre une politique nationale d'alimentation scolaire d'ici 2023, et à adopter une loi sur l'alimentation scolaire d'ici 2025.</p> <p>La Tanzanie s'est engagée à inclure l'alimentation scolaire dans la Politique nationale de l'alimentation et de la nutrition d'ici 2027, en tant que stratégie de promotion d'une bonne nutrition chez les enfants d'âge scolaire.</p>
<div>  <p>Engagements en matière de financement</p> </div> <p>Ces engagements incluent : (i) des engagements nationaux pour établir une ligne budgétaire dédiée au programme national d'alimentation scolaire ; (ii) des engagements internationaux visant à soutenir des programmes dans d'autres pays n'ayant pas les ressources nécessaires.</p>	<p>Le Sri Lanka s'est engagé à mettre en place, d'ici 2030, une Initiative sur le financement durable comprenant une ligne budgétaire interministérielle pour son programme d'alimentation scolaire, et à augmenter l'allocation annuelle de 61 millions à 204 millions de dollars américains.</p> <p>Le Tchad s'est engagé à augmenter le financement alloué aux repas scolaires de 15 % chaque année à partir de 2024.</p> <p>L'Allemagne a soutenu des programmes de l'alimentation scolaire dans différents pays et contextes afin d'améliorer la situation nutritionnelle des enfants et de leurs familles. Un exemple notable est le projet « Accelerating School Meals », une initiative de cinq ans dotée d'un budget de 22 millions d'euros visant à promouvoir des repas scolaires préparés à partir de produits locaux et respectueux du climat en République démocratique populaire lao et en Sierra Leone.</p>
<div>  <p>Engagements institutionnels</p> </div> <p>Ces engagements concernent le renforcement des capacités institutionnelles et des mécanismes de coordination pour piloter et mettre en œuvre les programmes à tous les niveaux. Ils incluent l'établissement de normes, de plans (tels que les lignes directrices nutritionnelles) et la création de comités ou groupes de travail multisectoriels.</p>	<p>Le Lesotho s'est engagé à créer un comité directeur de haut niveau présidé par le Secrétaire principal de l'éducation et de la formation, composé de hauts représentants des ministères de la Santé, de l'Agriculture, du Développement social, des Collectivités locales, du Commerce, du Cabinet (Bureau de coordination alimentation et nutrition) et de partenaires du développement.</p> <p>L'Irak s'est engagé à établir un comité interministériel de coordination sur les repas scolaires d'ici 2024, et à créer, d'ici 2026, des structures et mécanismes de coordination dotés de ressources humaines et financières suffisantes.</p> <p>Le Tadjikistan s'est engagé à élaborer et adopter un plan de transition du projet de développement de l'alimentation scolaire soutenu par le PAM à un programme national financé par le budget de l'État.</p>

Catégorie		Exemples
 <p>Engagements en matière de couverture et de conception des programmes</p>	<p>Sous-catégorie 1 : Engagements en matière de couverture des programmes</p>	<p>Cette catégorie regroupe les engagements visant à élargir l'accès aux repas scolaires. Sur les 54 engagements recensés, plus de 30 pays ont pris des engagements précis en matière d'extension de la couverture.</p> <p>Le Sri Lanka et le Bénin se sont engagés à atteindre la couverture universelle d'ici 2026.</p> <p>Le Kenya s'est engagé à atteindre la couverture universelle d'ici 2030.</p> <p>Le Tadjikistan s'est engagé à fournir des repas scolaires à plus de 50 % des élèves du primaire d'ici 2027.</p>
	<p>Sous-catégorie 2 : Engagements en matière de conception des programmes</p>	<p>Les engagements de cette catégorie visent à améliorer la qualité des programmes nationaux en les adaptant au contexte national et local, ainsi qu'aux besoins et aux lacunes identifiés.</p> <p>Par exemple, ces engagements peuvent préciser la part des denrées devant être achetées localement auprès de petits agriculteurs dans le cadre d'une loi ou d'une politique nationale, établir un lien entre les programmes d'alimentation scolaire et au moins quatre autres interventions multisectorielles, ou encore renforcer la qualité nutritionnelle des repas scolaires.</p> <p>La Guinée s'est engagée à utiliser 80 % de produits locaux dans les cantines scolaires d'ici 2030.</p> <p>La France s'est engagée à servir 50 % de produits durables, dont au moins 20 % de produits biologiques, dans les repas scolaires nationaux.</p> <p>Le Luxembourg s'est engagé à promouvoir les circuits courts, à lutter contre le gaspillage alimentaire et la pollution plastique dans les cantines scolaires, notamment en adaptant les menus, en vendant les restes à prix réduits, en installant des fontaines à eau et en évitant les plastiques à usage unique.</p> <p>Le Lesotho a imposé que 80 % des denrées alimentaires utilisées dans les repas scolaires proviennent de petits agriculteurs locaux, avec un accent mis sur les pratiques agricoles durables, la sécurité alimentaire, la nutrition et la santé.</p> <p>Le Tadjikistan s'est engagé à moderniser 100 % des cantines scolaires avec des équipements et infrastructures adaptés d'ici 2027.</p>

Catégorie	Exemples
<div data-bbox="181 350 247 439">  </div> <div data-bbox="172 458 363 620"> <p>Engagements en matière de production de preuves et de données</p> </div> <div data-bbox="396 344 635 734"> <p>Les engagements en matière de production de données et de génération de preuves peuvent inclure les efforts des pays pour produire des données probantes, améliorer la collecte, l'analyse et la diffusion des données, et veiller à leur intégration dans les processus de décision et d'élaboration des politiques.</p> </div>	<div data-bbox="668 220 1133 354"> <p>Le Sri Lanka s'est engagé à mettre en œuvre une stratégie de numérisation et un outil permettant de suivre la mise en œuvre de la Politique nationale de santé scolaire à tous les niveaux (école, province, national) d'ici 2026.</p> </div> <div data-bbox="668 373 1077 554"> <p>Le Rwanda s'est engagé à soutenir et à renforcer les liens entre les institutions universitaires nationales, le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition scolaires, le gouvernement et les autres initiatives pertinentes de recherche sur l'alimentation scolaire et l'apprentissage.</p> </div> <div data-bbox="668 573 1130 858"> <p>Le Burundi s'est engagé à finaliser, d'ici fin 2025, l'évaluation d'impact de son programme d'alimentation scolaire, les études sur les rapports coût-bénéfice et coût-efficacité, ainsi que l'évaluation de l'état nutritionnel des enfants d'âge scolaire ; et à mobiliser les parties prenantes — ministères, universités, bailleurs, autorités locales — pour mener un examen concerté des politiques et des financements en vue de mettre en œuvre les recommandations issues de ces travaux.</p> </div>
<div data-bbox="181 963 271 1026">  </div> <div data-bbox="172 1047 376 1176"> <p>Engagements en matière de plaidoyer et de partenariats</p> </div> <div data-bbox="396 967 619 1252"> <p>Cette catégorie regroupe les engagements de haut niveau en matière de plaidoyer, visant à renforcer la visibilité et la reconnaissance multisectorielle des repas scolaires aux niveaux national, régional et mondial.</p> </div>	<div data-bbox="668 891 1097 1129"> <p>Le Honduras s'est engagé à renforcer ses partenariats avec les organisations internationales de développement, les institutions multilatérales, le système des Nations Unies, la société civile, le milieu universitaire et le secteur privé afin de mobiliser davantage de soutien financier et technique pour la mise en œuvre de son programme national.</p> </div> <div data-bbox="668 1148 1123 1328"> <p>Le Suriname s'est engagé à faire représenter le pays par au moins deux ministres concernés et deux experts dans les réunions ministérielles de la Coalition pour l'alimentation scolaire, et à faire activement la promotion des repas sains et nutritifs dans la région.</p> </div>

Plusieurs États membres précisent également leur volonté de collaborer avec les initiatives mondiales et les partenaires de la Coalition pour l'alimentation scolaire, en mobilisant expertises, données et mécanismes de financement innovants afin de surmonter les obstacles et d'accélérer les progrès.

Près de la moitié des gouvernements ayant soumis des engagements nationaux ont exprimé leur attachement à une participation aux efforts régionaux et internationaux, soulignant l'importance du soutien entre pairs et de la coopération Sud-Sud triangulaire. Par exemple :

- L'**Ouganda** s'est engagé à participer aux activités régionales et mondiales de la Coalition pour l'alimentation scolaire afin de partager son expérience et de s'inspirer des meilleures pratiques.
- Les **États-Unis** ont affirmé leur volonté de collaborer avec les membres de la Coalition, en s'appuyant sur les apports et les enseignements du programme américain McGovern-Dole d'alimentation scolaire et de nutrition infantile à l'échelle internationale, afin de garantir à chaque enfant une bonne nutrition et une éducation de qualité.

Des enfants jouent au football dans un camp de réfugiés au Tchad. World Vision/Amy Van Drunen



2.2 Un nouveau modèle collaboratif : fonctionnement de la Coalition pour l'alimentation scolaire et ses réseaux

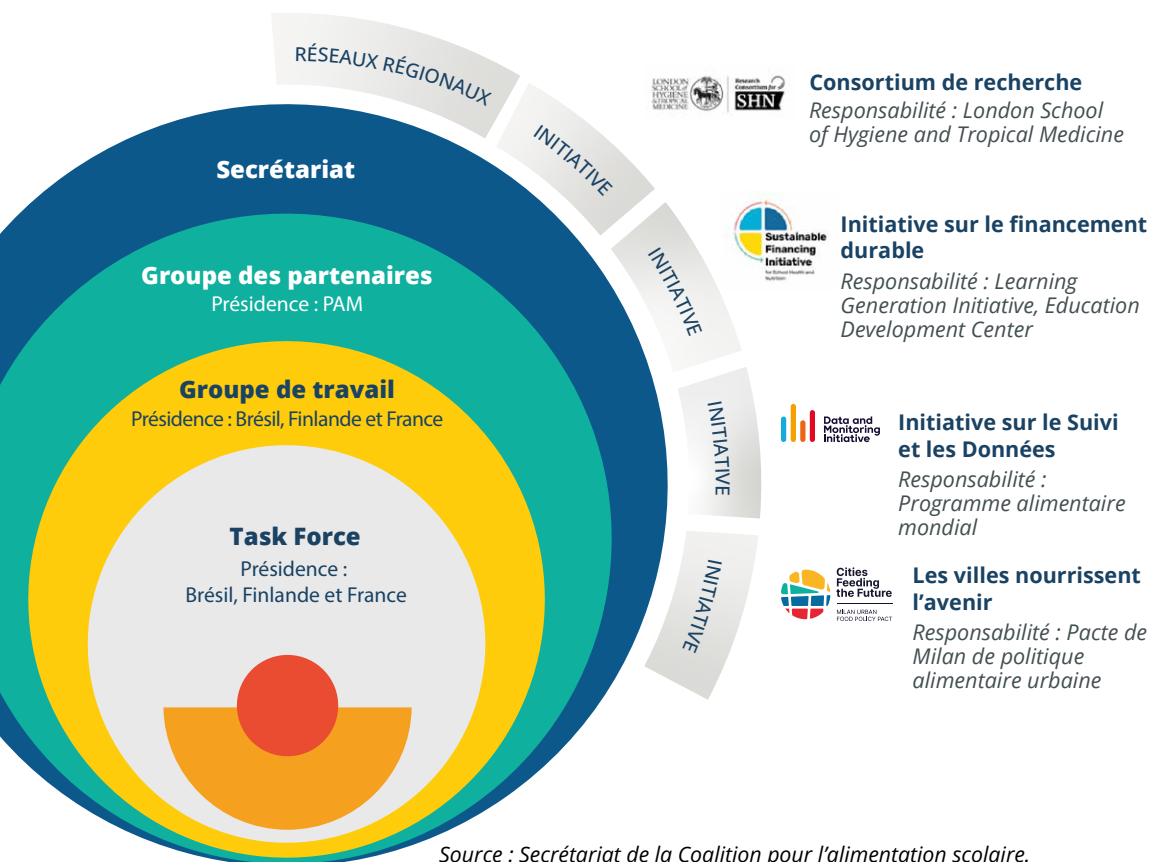
Une définition courante du mot « coalition » est la suivante : une alliance entre différents États, organisations ou individus qui conviennent d'agir ensemble pour atteindre un objectif commun. Une autre définition intéressante est : un groupe constitué pour entreprendre une action dépassant les capacités d'un seul de ses membres. Ces deux définitions permettent de bien comprendre ce qu'est la Coalition pour l'alimentation scolaire.

La Coalition pour l'alimentation scolaire est un cadre de partenariat volontaire et collaboratif, créé par les gouvernements, pour les gouvernements, dans lequel ceux-ci partagent leurs bonnes pratiques, renforcent leur coopération et se soutiennent mutuellement afin d'intensifier leurs efforts en matière d'alimentation scolaire.

À l'échelle mondiale, la Coalition pour l'alimentation scolaire repose sur trois principaux organes et un secrétariat qui constituent une structure souple et agile. Elle comprend également quatre initiatives d'appui aux pays, qui sont elles-mêmes de vastes réseaux réunissant partenaires et États membres (voir figure 2.4).

Figure 2.4

Fonctionnement de la Coalition pour l'alimentation scolaire



La task force de la Coalition pour l'alimentation scolaire est dirigée à tour de rôle par les co-présidents de la Coalition (actuellement le Brésil, la Finlande et la France). Elle est composée de points focaux désignés par chacun des pays membres leaders. La task force constitue l'organe décisionnel de la Coalition : elle détermine l'orientation stratégique générale, fixe les priorités annuelles, fournit des orientations et un leadership au secrétariat et aux initiatives, et pilote le plaidoyer et le positionnement politique. Les membres actuels de la task force sont : l'Union africaine, le Brésil, la Finlande, la France, le Guatemala, le Honduras, le Japon, le Kenya, le Rwanda, le Sénégal, la Suède et les États-Unis. La task force se réunit virtuellement tous les deux mois, et physiquement au niveau ministériel tous les deux ans. La réunion inaugurale a eu lieu à Helsinki en octobre 2022 et la deuxième s'est tenue au Kenya en octobre 2024. Ces réunions ministérielles constituent des moments clés pour approuver les priorités de la Coalition pour le prochain biennium (voir encadré 2.1 pour plus de détails sur la réunion ministérielle de la task force de 2024 et les priorités de la Coalition).

Encadré 2.1

Deuxième réunion ministérielle de la task force de la Coalition pour l'alimentation scolaire

La deuxième réunion ministérielle a été organisée par le gouvernement kényan et s'est tenue à Nairobi, au Kenya, le 29 octobre 2024.

Les participants comprenaient les 12 membres de la task force ainsi que des invités spéciaux de la Norvège, de la Fondation Rockefeller, de la Fondation Novo Nordisk, du Partenariat mondial pour l'éducation, de la Banque africaine de développement et de la Banque islamique de développement.

S.E. Dr William Samoei Ruto, président de la République du Kenya, a prononcé le discours d'ouverture, réaffirmant l'engagement du Kenya à étendre l'alimentation scolaire pour atteindre 10 millions d'enfants d'ici 2030.

Au cours de la réunion, la task force a approuvé six priorités pour la Coalition pour l'alimentation scolaire pour la période 2025–2026, telles que présentées dans la Déclaration finale qui en a résulté.¹¹

1. Faire de l'alimentation scolaire une priorité politique et budgétaire à l'échelle mondiale, et élargir l'accès à des financements durables :

Plaider pour que l'alimentation scolaire soit reconnue comme un investissement à fort impact dans le capital humain et la croissance ; identifier un ensemble de champions influents ; engager les ministres des Finances dans ce dialogue et mobiliser les institutions financières internationales aux plus hauts niveaux pour positionner cette question comme une priorité mondiale. Aider les pays à explorer des options pour mobiliser des ressources intérieures et extérieures, élargir l'espace budgétaire, combler les déficits de financement et progresser vers l'autonomie. Renforcer l'Initiative sur le financement durable afin de piloter cette priorité et assurer une collaboration étroite avec l'Alliance mondiale contre la pauvreté et la faim.

¹¹ [Leaders Statement Kenya TF Meeting 29 October 2024_29.10.24 final pub.pdf](#)

- 2. Passer des engagements à l'action au niveau national :** encourager les pays à accélérer la montée en puissance et l'amélioration de la qualité de leurs programmes d'alimentation scolaire en les mettant en relation avec des partenaires appropriés, en leur apportant une assistance et en favorisant les échanges entre pairs. Soutenir le lancement de la nouvelle initiative de la School Meals Coalition, qui fournira une assistance technique stratégique, adaptée à la demande, aux pays à revenu faible et intermédiaire inférieur pour des programmes nationaux durables.
- 3. Renforcer les données probantes pour éclairer les décisions et optimiser les programmes :** documenter les meilleures pratiques et les Études de Retour sur Investissement des programmes nationaux durables d'alimentation scolaire ; orienter les décisions des gouvernements grâce à la déclaration annuelle de recherche et à la vitrine de données probantes produites par le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire.
- 4. Mesurer les résultats et rendre compte des avancées de la Coalition :** Soutenir le lancement du rapport biennal *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde* report qui fait le point sur les progrès mondiaux ; suivre le nouvel indicateur de l'ODD 4 sur la couverture de l'alimentation scolaire ; renforcer les indicateurs permettant de mesurer les progrès à l'échelle mondiale à travers la nouvelle base de données de la Coalition ; et améliorer la disponibilité et l'accessibilité des données de qualité sur le financement, les programmes nationaux, les repas scolaires en milieu urbain et les activités complémentaires, grâce à l'Initiative sur le Suivi et les Données.
- 5. Donner aux villes et municipalités les moyens d'agir :** accorder la priorité au soutien au niveau infranational par le biais de l'Initiative « Les villes nourrissent l'avenir », en mobilisant un groupe de maires et de dirigeants champions locaux afin d'améliorer leurs programmes grâce à un appui ciblé, au partage d'expériences et au plaidoyer.
- 6. Assurer une participation de haut niveau à la prochaine réunion mondiale de la Coalition pour l'alimentation scolaire au Brésil en 2025 et soutenir d'autres rassemblements de plaidoyer :** ces événements incluent la présidence du G20 par l'Afrique du Sud, la présidence du G7 par le Canada, la 10ème Journée africaine de l'alimentation scolaire, le deuxième Bilan des systèmes alimentaires, le sommet Nutrition for Growth à Paris, le sommet pour le développement social/l'Assemblée générale des Nations Unies, la COP 30 et les réunions régionales de la Coalition pour l'alimentation scolaire.

Le groupe de travail : le Groupe de travail de la Coalition pour l'alimentation scolaire constitue le principal forum élargi et pleinement inclusif, réunissant l'ensemble des pays membres de la Coalition. Il est coprésidé par la Finlande, la France et le Brésil, et sert de plateforme ouverte pour le partage d'informations, la diffusion des bonnes pratiques et des expériences nationales, l'établissement et la mobilisation de partenariats et d'alliances supplémentaires entre pays et avec d'autres partenaires, ainsi que le partage d'expertise et le soutien institutionnel. Les membres de la Coalition se réunissent virtuellement tous les deux mois et, tous les deux ans, au niveau ministériel lors des Sommets mondiaux de la Coalition pour l'alimentation scolaire. Le premier Sommet mondial a été organisé en France en 2023 (voir l'encadré 2.2 pour plus de détails sur le Sommet mondial de Paris). Le deuxième Sommet mondial aura lieu au Brésil en 2025.

Encadré 2.2

Premier Sommet mondial de la Coalition pour l'alimentation scolaire

Le premier Sommet mondial de la Coalition pour l'alimentation scolaire s'est tenu à Paris en octobre 2023, à l'invitation de la France et sous le haut patronage du Président de la République française.

Ce sommet a marqué la première réunion de l'ensemble des membres de la Coalition et a offert l'occasion de mettre en valeur la mobilisation et les engagements des gouvernements en faveur de l'alimentation scolaire. Il visait à harmoniser l'action mondiale et à fixer collectivement des objectifs ambitieux pour les années à venir.

Réunissant des dirigeants politiques de haut niveau issus de 66 pays, de quatre organisations régionales et de 65 organisations partenaires, le sommet a constitué un moment décisif pour le plaidoyer mondial en faveur de l'alimentation scolaire. Parmi les participants notables figurait le Président du Honduras.

L'événement a réaffirmé la conviction commune selon laquelle l'alimentation scolaire est un levier de progrès économique, social et environnemental, en soutenant les objectifs dans les domaines de l'éducation, de la sécurité alimentaire, de la nutrition, de la santé, de la protection sociale, de l'égalité des genres, des systèmes agroalimentaires et de l'action climatique.

Au cours de cet événement, les pays, les instances régionales et les partenaires ont présenté leurs efforts passés et futurs. La réunion a donné lieu à de nombreuses annonces, prises d'engagements et résultats, notamment :

- le Brésil a été accueilli en tant que troisième coprésident de la Coalition, aux côtés de la Finlande et de la France ;
- neuf nouveaux États membres et partenaires ont rejoint la Coalition ;
- l'Initiative « Les villes nourrissent l'avenir » de la Coalition a été lancée ;
- plus de 100 organisations de la société civile, sous la direction de Plan International et World Vision International, ont publié un appel conjoint des ONG en faveur des repas scolaires, demandant un financement adéquat, des normes nutritionnelles solides et des mécanismes de redevabilité indépendants.

La réunion a également servi de tremplin à l'engagement de la Coalition pour l'alimentation scolaire en 2024 et au-delà. Elle s'est conclue par une [déclaration finale](#) signée par les trois coprésidents de la Coalition : le Brésil, la Finlande et la France.

Le prochain Sommet mondial de la Coalition pour l'alimentation scolaire, qui se tiendra au Brésil en septembre 2025, s'appuiera sur la dynamique du Sommet de 2023 et poursuivra l'action collective en faveur de l'accès universel des enfants à un repas sain à l'école.

Pour en savoir plus sur l'événement, consulter les enregistrements et lire le rapport complet du sommet, rendez-vous sur le site de la Coalition pour l'alimentation scolaire :

[School Meals First Global Summit \(schoolmealscoalition.org\)](https://schoolmealscoalition.org).

Le Groupe des partenaires est présidé par le PAM et réunit l'ensemble des organisations partenaires de la Coalition pour l'alimentation scolaire. À l'image du groupe de travail, il constitue un forum large d'échange d'informations, principalement sur le plan technique. Le groupe des partenaires se réunit virtuellement tous les deux mois.

Le secrétariat est hébergé par le PAM, grâce à un renforcement des capacités de son Service de l'alimentation scolaire et de la protection sociale, basé au siège du PAM à Rome. Il agit comme organe de coordination de la Coalition pour l'alimentation scolaire, sous l'orientation stratégique de la task force. Le secrétariat contribue à définir le fonctionnement de l'écosystème de la Coalition, notamment en menant des actions de sensibilisation auprès de nouveaux membres, en organisant des réunions et événements périodiques, en tenant les parties prenantes informées, mobilisées et motivées, et en facilitant la mise en relation des initiatives tout en évitant les doublons.

Les initiatives suivantes ont été mises en place pour soutenir les gouvernements confrontés à des besoins et des défis spécifiques liés à leurs engagements (la section 2.3 ci-dessous fournit plus de détails) :

- Le **Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire** en milieu scolaire, hébergé par la London School of Hygiene and Tropical Medicine, coordonne les efforts indépendants à l'échelle mondiale de réseaux universitaires, de groupes de réflexion et de partenaires de recherche. Il produit des données probantes sur la conception, les coûts, la mise en œuvre et l'impact des programmes de santé et de nutrition scolaires ; promeut l'investissement dans ces domaines ; et fournit aux décideurs des pays membres de la Coalition des conseils stratégiques et programmatiques fondés sur les bonnes pratiques.
- L'**Initiative sur le financement durable**, hébergée par l'Education Development Centre, explore différents moyens d'aider les pays à mobiliser des sources de financement plus durables pour les programmes d'alimentation scolaire. Cela comprend notamment le renforcement du financement public national et l'identification de moyens pour accroître, rendre plus efficaces et pérenniser les contributions des donateurs.
- L'**Initiative sur le Suivi et les Données**, hébergée par le PAM, coordonne les efforts des pays et des partenaires pour développer et maintenir une base de données mondiale sur les repas scolaires, ainsi que des indicateurs améliorés permettant de suivre et de mesurer les actions et les résultats de la Coalition.
- L'**Initiative « Les villes nourrissent l'avenir »**, hébergée par le Pacte de Milan de politique alimentaire urbaine, valorise les bonnes pratiques et les connaissances issues de villes performantes dans le monde entier afin d'en favoriser la reproduction par d'autres villes des pays membres de la Coalition.

Figure 2.5

L'écosystème de la Coalition pour l'alimentation scolaire : collaboration multisectorielle du niveau local au niveau mondial



Avertissement : cette visualisation est fournie à titre indicatif uniquement et ne reflète pas tous les aspects de la Coalition pour l'alimentation scolaire. La Coalition évolue rapidement, de sorte que les informations présentées peuvent être obsolètes au moment de la publication.

La Coalition pour l'alimentation scolaire a été conçue pour optimiser les interactions entre les pays et les partenaires, favoriser les échanges d'informations, de ressources et de capacités, et faire progresser, grâce à ces connexions, les résultats à différents niveaux. En 2023 et 2024, plus de 5 000 personnes ont participé à des événements virtuels et en présentiel liés à la Coalition, contribuant à renforcer les réseaux et les communautés de pratique. Environ 110 gouvernements et instances régionales, ainsi que 116 partenaires, ont été mobilisés à travers divers événements, influençant ainsi le débat public et facilitant l'émergence de consensus. La figure 2.6 présente les principaux événements liés à la Coalition qui ont eu lieu au cours des deux dernières années.

La directrice exécutive du PAM, Cindy McCain, se joint aux ministres et autres dirigeants de la Coalition pour l'alimentation scolaire lors de la deuxième réunion ministérielle du groupe de travail de la Coalition à Nairobi, au Kenya, en 2024. PAM/Edwin Nyamasyo

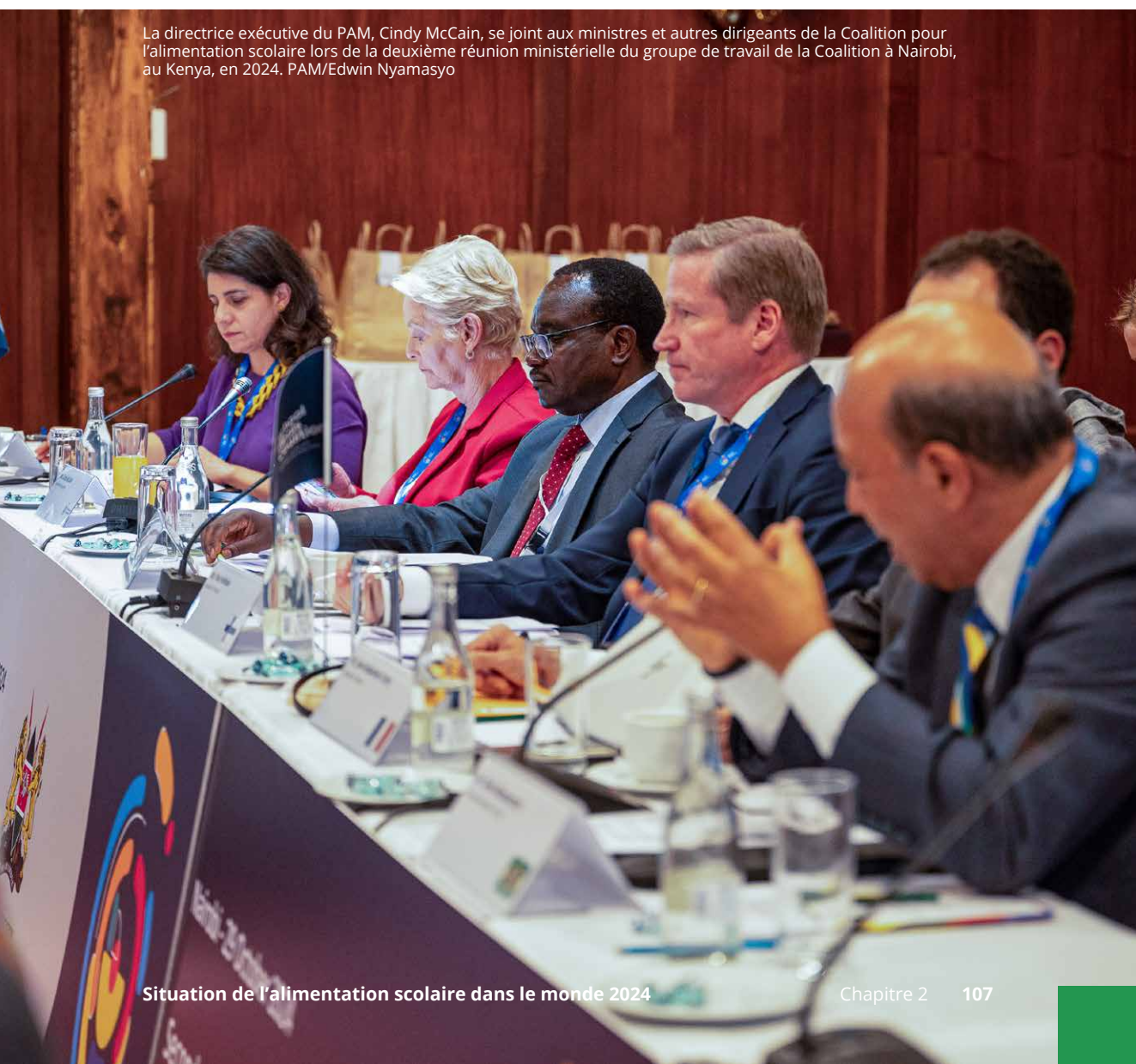
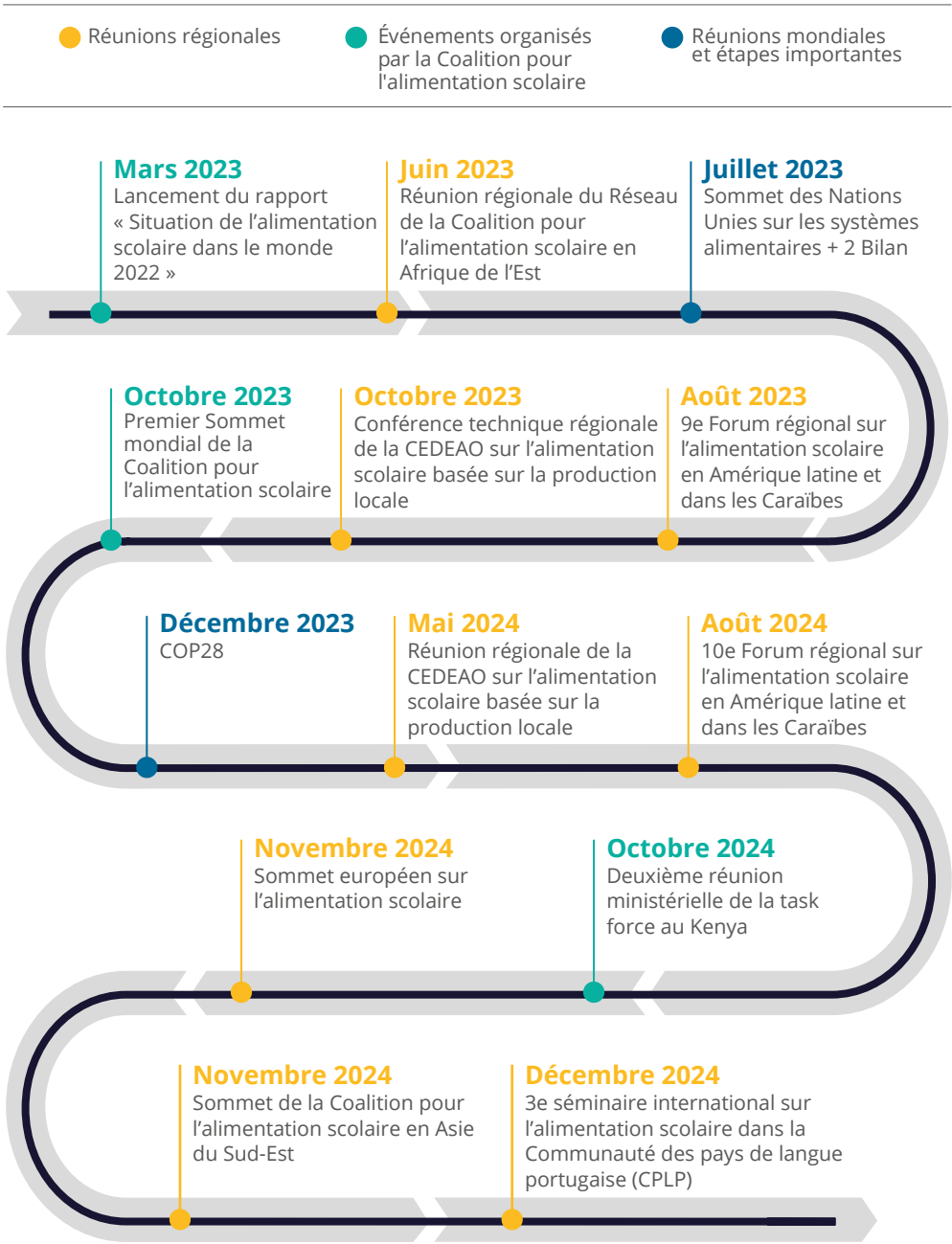


Figure 2.6

Événements clés de la Coalition pour l'alimentation scolaire 2023-2024



Grâce aux efforts de plaidoyer des membres et partenaires de la Coalition pour l'alimentation scolaire, les repas scolaires sont désormais reconnus dans les principaux forums mondiaux, tels que la COP 28, le G20 – y compris l'Alliance mondiale contre la pauvreté et la faim soutenue par la présidence brésilienne du G20 –, le G7, le Forum politique de haut niveau sur le développement durable et l'Assemblée générale des Nations Unies. Le tableau 2.2 présente les déclarations et prises de position émises par la Coalition pour l'alimentation scolaire et ses membres, ainsi que les discussions plus larges que la Coalition a contribué à influencer.

Tableau 2.2
Déclarations publiées ou influencées par la Coalition pour l'alimentation scolaire en 2023-2024

2023	<i>Communiqué de la 8e Journée africaine de l'alimentation scolaire</i>
	<i>Donner les moyens d'un avenir meilleur : l'alimentation scolaire basée sur la production locale de la CEDEAO pour le développement du capital humain et la croissance économique</i>
	<i>Communiqué des ministres de l'Agriculture du G7 à Miyazaki (2023)</i>
	<i>Déclaration de Paris – Première réunion mondiale de la Coalition pour l'alimentation scolaire</i>
	<i>Déclaration des dirigeants du G20 à New Delhi (2023)</i>
2024	<i>Déclaration des Émirats arabes unis lors de la COP 28 sur l'agriculture durable, les systèmes alimentaires résilients et l'action climatique (2023)</i>
	<i>Forum politique de haut niveau : Déclaration ministérielle</i>
	<i>Déclaration des pays membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire – Dixième Forum régional sur l'alimentation scolaire en Amérique latine et dans les Caraïbes (2024)</i>
	<i>Communiqué de la réunion des ministres du Développement du G7 à Pescara</i>
	<i>Réunion mondiale sur l'éducation : Déclaration de Fortaleza</i>
	<i>Déclaration finale de la réunion de la task force de la Coalition pour l'alimentation scolaire</i>
	<i>Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté : Panier de politiques sur les repas scolaires</i>
	<i>Communiqué du sommet U20 Rio/São Paulo</i>
	<i>Déclaration des dirigeants du G20 à Rio de Janeiro</i>
	<i>Déclaration finale : Sommet de la Coalition pour l'alimentation scolaire en Asie du Sud-Est</i>
	<i>3e Séminaire international sur les meilleures pratiques en matière d'alimentation scolaire dans le cadre de la CPLP - Communiqué final</i>

Afin de toucher et mobiliser sa communauté internationale diversifiée, la Coalition pour l'alimentation scolaire utilise plusieurs plateformes de communication qui facilitent la mise en relation et l'apprentissage entre pays. Le [site web](#) de la Coalition, relancé en septembre 2024, constitue un véritable centre de ressources mondiales sur les données, les recherches et les actions gouvernementales. Il a attiré plus de 24 000 consultations en provenance de 183 pays. La liste de diffusion de la Coalition compte des abonnés dans l'ensemble des pays membres, parmi les partenaires et les parties prenantes aux niveaux mondial, régional et local. Elle permet la diffusion d'un bulletin d'informations mensuel, qui totalise désormais 20 éditions. Les réalisations des pays et partenaires sont régulièrement mises en avant sur les réseaux sociaux de la Coalition, qui ont enregistré une augmentation de 80 % du nombre d'abonnés en 2024.

L'un des développements majeurs de ces dernières années est l'évolution de la Coalition au niveau régional. La collaboration avec les organes régionaux et sous-régionaux s'est renforcée, avec un élargissement du nombre de membres de deux à six organisations. Depuis 2023, ces organes régionaux ont organisé et accueilli huit événements régionaux sur quatre continents, rassemblant environ 80 pays et près de 800 participants. Ces rencontres ont abouti à quatre déclarations ou prises de position régionales, qui ont alimenté les discussions à l'échelle mondiale (voir tableau 2.3 pour un résumé des efforts régionaux).

Les dynamiques régionales offrent une plateforme essentielle pour l'échange de bonnes pratiques, le partage d'expériences et la coopération entre pays. En créant des liens entre pays partageant des contextes géographiques, linguistiques ou économiques communs, ces événements renforcent et amplifient l'impact des engagements nationaux, en favorisant des actions plus coordonnées et plus efficaces.

Tableau 2.3
Résumé des efforts régionaux

Événement	Participants, gouvernements et partenaires	Principaux résultats	Déclaration/ Document de sensibilisation
2024			
3e Séminaire international sur les bonnes pratiques en matière d'alimentation scolaire dans la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP), São Tomé-et-Príncipe	43 participants de huit pays et quatre partenaires	L'événement a conduit à l'adhésion de la CPLP à la Coalition pour l'alimentation scolaire et à la création d'un Réseau CPLP sur l'alimentation scolaire, la nutrition et la santé, en tant qu'espace de dialogue multilatéral régulier.	3e Séminaire international sur les meilleures pratiques en matière d'alimentation scolaire dans le cadre de la CPLP - Communiqué final
Sommet de la Coalition pour l'alimentation scolaire en Asie du Sud-Est, Siem Reap, Cambodge	134 participants de sept gouvernements et 39 organisations partenaires	<p>D'importants engagements nationaux financiers ont été annoncés, accompagnés d'initiatives visant à développer des mécanismes de financement durables (tels que le financement mixte et le financement climatique) pour favoriser l'élargissement des programmes et leur viabilité à long terme. Le Cambodge s'est engagé à intégrer les repas scolaires dans le cadre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), assurant ainsi leur ancrage durable en tant que priorité régionale.</p> <p>Les Philippines ont été désignées pour accueillir le prochain sommet régional.</p>	Déclaration finale : Sommet de la Coalition pour l'alimentation scolaire en Asie du Sud-Est
Sommet européen sur l'alimentation scolaire, Kyïv, Ukraine	88 participants de 24 pays et 14 partenaires	<p>Positionnement de l'alimentation scolaire comme outil de cohésion sociale, de durabilité des systèmes alimentaires et de développement du capital humain.</p> <p>Les participants se sont engagés à mettre en place des cadres fondés sur les données et à mobiliser un appui technique et financier aux niveaux national et régional.</p> <p>Six municipalités ukrainiennes (Kropyvnytskyi, Jytomyr, Brovary, Zaporijjia, Sheptytskyi et Ivano-Frankivsk) ont rejoint le Pacte de Milan de politique alimentaire urbaine ainsi que l'Initiative « Les villes nourrissent l'avenir » de la Coalition pour l'alimentation scolaire.</p>	s.o.

10e Forum régional sur l'alimentation scolaire en Amérique latine et dans les Caraïbes, Mexico, Mexique, 2024	131 participants de 24 pays et 31 partenaires	<p>Mise en avant de politiques publiques intégrées comme fondement de programmes d'alimentation scolaire durables.</p> <p>Reconnaissance régionale renforcée du rôle de l'alimentation scolaire pour améliorer la nutrition, renforcer la résilience climatique et appuyer des systèmes alimentaires durables.</p>	Déclaration des pays membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire – Dixième Forum régional sur l'alimentation scolaire en Amérique latine et dans les Caraïbes (2024)
Conférence technique régionale 2024 de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sur l'alimentation scolaire basée sur la production locale, Dakar, Sénégal	128 participants de 21 gouvernements et 25 partenaires	<p>Discussions centrées sur le financement des engagements nationaux budgétés en matière d'alimentation scolaire basée sur la production locale.</p> <p>Présentation du rapport « Analyse du paysage de l'alimentation scolaire basée sur la production locale dans l'espace CEDEAO ».</p>	s.o.
2023			
Conférence technique régionale de la CEDEAO sur l'alimentation scolaire basée sur la production locale, Dakar, Sénégal	Plus de 70 participants de 14 pays	<p>Lancement du réseau régional d'Afrique de l'Ouest.</p> <p>Cette initiative a permis l'adhésion de la CEDEAO à la Coalition pour l'alimentation scolaire.</p>	Donner les moyens d'un avenir meilleur : l'alimentation scolaire basée sur la production locale de la CEDEAO pour le développement du capital humain et la croissance économique
Le pouvoir des approches multisectorielles pour le développement du capital humain, 9e Forum régional sur l'alimentation scolaire pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Brasília, Brésil	200 participants issus de 25 pays d'Amérique latine, ainsi que de partenaires représentant des institutions financières internationales, des organisations régionales, des entités de coopération internationale, des agences des Nations Unies, le monde universitaire et le secteur privé	<p>Lancement du rapport « <i>Situation de l'alimentation scolaire en Amérique latine et dans les Caraïbes 2022</i> ».</p>	Situation de l'alimentation scolaire en Amérique latine et dans les Caraïbes 2022
Réunion régionale du Réseau de la Coalition pour l'alimentation scolaire en Afrique de l'Est, Kigali, Rwanda	39 participants de neuf pays et huit partenaires	Lancement du Réseau de la Coalition pour l'alimentation scolaire en Afrique de l'Est	s.o.

2.3 La Coalition pour l'alimentation scolaire en action : initiatives mondiales face aux défis

La Coalition pour l'alimentation scolaire a mis en place quatre initiatives conçues pour accompagner les pays et les partenaires confrontés à des défis ou besoins spécifiques. Ces initiatives fonctionnent comme des réseaux de partenaires à part entière, renforçant la portée, l'impact et le pouvoir d'action de la Coalition. Depuis son lancement en 2021, les initiatives ont collaboré avec environ 48 gouvernements et facilité des échanges entre près de 100 villes.

Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire

Objectifs

Lancé en 2021 comme première initiative de la Coalition, le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition scolaires a été créé en réponse à la demande des États membres souhaitant disposer d'analyses sur les politiques fondées sur des preuves afin d'identifier les approches les plus efficaces pour les programmes nationaux d'alimentation scolaire. À cette fin, le Consortium de recherche vise à : (i) rassembler et analyser les données sur les coûts et l'efficacité des programmes d'alimentation scolaire en matière d'acquis scolaires, de développement cognitif, social et physique, afin de consolider les arguments en faveur de l'investissement ; et (ii) traduire ces données en politiques et en actions concrètes que les décideurs et les parlementaires peuvent utiliser pour concevoir ou renforcer des programmes nationaux efficaces.

Mode de fonctionnement

Le Consortium adopte une approche résolument mondiale de la collecte et de la diffusion de données probantes, en veillant à favoriser un dialogue véritablement international et à garantir la pertinence des recherches pour différents contextes nationaux.

Pour ce faire, il a cofondé une Académie mondiale réunissant plus de 1 100 chercheurs et praticiens issus d'environ 330 organisations réparties dans 110 pays. Les travaux de ces universitaires sont organisés au sein de six communautés de pratique thématiques — des groupes de chercheurs spécialisés dans des domaines spécifiques de la santé et de la nutrition en milieu scolaire — créées pour combler les lacunes en matière de données probantes identifiées par les États membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire.

Le Consortium de recherche collabore également avec des centres de savoir régionaux et nationaux existants afin de co-produire des données probantes et des orientations adaptées aux contextes spécifiques des États membres de la Coalition. Par exemple : en Afrique, par l'intermédiaire de l'African Nutrition Society et de la Fédération des sociétés africaines de nutrition ; en Asie, grâce au réseau de l'ANASE et à l'Indian Nutrition Society ; en Europe, par le biais de la Garantie européenne pour l'enfance ; en Amérique latine, par le Réseau RAES pour une alimentation scolaire durable ; et en Amérique du Nord, par les Instituts nationaux de la santé. Cette approche favorise un échange bidirectionnel de connaissances entre le Consortium et ses parties prenantes, dans lequel l'expertise mondiale éclaire les pratiques locales, tandis que les expériences de terrain enrichissent l'agenda de recherche et de politiques à plus grande échelle.

Les travaux du Consortium de recherche sont guidés par une stratégie de recherche décennale visant à soutenir l'objectif de la Coalition pour l'alimentation scolaire : garantir à chaque enfant l'accès à un repas scolaire nutritif d'ici 2030. Il est coordonné par un petit secrétariat hébergé à la London School of Hygiene & Tropical Medicine. Ce secrétariat joue un rôle central dans la coordination des collaborations de recherche à l'échelle mondiale et dans la traduction des données en orientations concrètes à l'intention des décideurs, des praticiens et des parties prenantes de tous les secteurs.

Axes de recherche prioritaires

Le Consortium de recherche a mis en place six communautés de pratique pour orienter les travaux de recherche sur les données probantes et les politiques, une septième étant en cours de développement.

La communauté de pratique *Impact et données probantes* mène des revues systématiques sur l'efficacité et le rapport coût-efficacité des programmes d'alimentation scolaire, en évaluant leur impact sur plusieurs résultats : acquis scolaires, développement physique et cognitif, et bien-être psychosocial. Cela comprend une revue¹² systématique de la base de données Cochrane sur l'impact de l'alimentation scolaire sur le bien-être des enfants, la première du genre depuis près de 20 ans.

¹² Pour plus d'informations sur la revue systématique de la Cochrane Database, rendez-vous sur <https://www.cochranelibrary.com/>.

La communauté de pratique *Analyse et indicateurs* réalise des analyses nationales du rapport coût-efficacité des programmes d'alimentation scolaire des États membres de la Coalition. Elle estime les retours sur investissement dans quatre secteurs clés : santé, éducation, protection sociale et agriculture.

Des études sont en cours avec 14 gouvernements, dont huit en Afrique subsaharienne. Au Nigéria, les résultats ont conduit à un engagement du gouvernement d'étendre le programme national d'alimentation scolaire de 10 à 20 millions d'enfants. Aux Philippines, l'étude sert de base à une refonte de ce programme.

La communauté de pratique *Bons exemples* réalise des études de cas sur les programmes nationaux, menées par des équipes locales de recherche et de politiques publiques, selon un modèle standardisé. Elle vise à réaliser des études de cas pour les 108 États membres de la Coalition, afin de documenter leur mode d'organisation et d'identifier les bonnes pratiques. À ce jour, des études de cas sont publiées ou en cours dans 55 pays. Ces études sont également utiles pour la planification nationale : en Ukraine, par exemple, une étude de cas issue des Bons exemples a contribué à la stratégie développée par l'équipe nationale de réforme de la nutrition scolaire pour atteindre les enfants vulnérables pendant le conflit.

La communauté de pratique *Nutrition* collabore avec des réseaux régionaux d'experts en nutrition – notamment la African Nutrition Society, la Fédération des sociétés africaines de nutrition, la Indian Nutrition Society et la UK Nutrition Society – pour promouvoir l'importance de poursuivre les investissements dans la nutrition de l'enfant au-delà des « 1 000 premiers jours », et tout au long des « 7 000 jours suivants », couvrant l'enfance et l'adolescence. Elle collabore aussi avec les partenaires de l'Initiative sur le Suivi et les Données de la Coalition pour identifier, pour la première fois, un ensemble commun d'indicateurs nutritionnels pour les enfants d'âge scolaire.

La communauté de pratique *Régimes alimentaires respectueux de la planète* favorise l'innovation en matière de repas scolaires au service de la santé de la planète. Elle travaille avec le Kenya, le Rwanda et l'Ouganda pour élaborer des analyses pertinentes pour les politiques publiques. Elle a notamment produit une boîte à outils pour appuyer l'élaboration de plans budgétisés permettant aux pays membres de la Coalition d'intégrer des menus durables, de réduire le gaspillage alimentaire, d'optimiser les modes de cuisson propres et efficaces sur le plan énergétique, et de promouvoir une éducation alimentaire de qualité.

La communauté de pratique *Systèmes alimentaires* étudie activement différents leviers permettant aux repas scolaires de transformer les systèmes alimentaires, notamment via l'agrobiodiversité, l'autonomisation des femmes et la promotion de cultures riches en micronutriments. Elle accompagne le Ghana, le Kenya, le Nigéria, le Rwanda et le Sénégal dans la transformation de l'agriculture locale à travers des programmes d'alimentation scolaire durables.

Une septième communauté de pratique, dirigée par des partenaires au Brésil, est en cours de développement. Elle se concentrera sur l'utilisation de l'intelligence artificielle pour appuyer la conception des programmes.

Enfin, une priorité transversale à toutes les communautés de pratique est donnée à l'inclusion et à la valorisation des jeunes chercheurs en début de carrière.

Réalisations depuis la publication du rapport *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022*

Depuis son lancement, le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire s'est imposé comme un pôle de recherche et de dialogue dans ce domaine. Il a publié plus de 30 articles dans des revues scientifiques de premier plan, élaboré un livre blanc novateur fondé sur des données probantes sur les liens entre alimentation scolaire, systèmes alimentaires et résilience climatique, rédigé trois déclarations annuelles de recherche synthétisant les données à l'intention des États membres de la Coalition, et contribué à plusieurs publications mondiales, notamment les commissions *Lancet*, le Rapport mondial de suivi sur l'éducation de l'UNESCO et les Priorités de lutte contre les maladies de la Banque mondiale. Au-delà de ses contributions à la littérature scientifique, le Consortium de recherche a également apporté un appui direct aux pays membres de la Coalition pour renforcer leur compréhension des programmes nationaux d'alimentation scolaire.

Des études de cas nationales ont été publiées ou sont en cours dans 55 pays, tous niveaux de revenus confondus. Des analyses coût-efficacité ont été publiées ou sont en cours dans 14 pays, dont huit en Afrique subsaharienne.

L'un des rôles clés du Consortium de recherche est d'assurer la diffusion des résultats de la recherche auprès des parties prenantes de la santé et de la nutrition en milieu scolaire. À ce jour, son Académie mondiale a organisé plus de 40 événements virtuels, réunissant plus de 4 000 experts issus de plus de 100 pays. Ses membres ont également été invités à intervenir lors de plus de 60 événements nationaux, régionaux et internationaux organisés par d'autres partenaires, notamment des gouvernements et des instances supranationales comme l'Union africaine et l'Union européenne. Chaque mois d'octobre, en amont de la Réunion ministérielle de la Coalition pour l'alimentation scolaire, le Consortium de recherche organise son événement annuel phare, qui mobilise un large public (y compris des décideurs, des universitaires, des agences de développement et des représentants de la société civile). L'Événement annuel phare de 2024 a réuni plus de 600 participants issus de 75 pays. Afin d'élargir encore son audience, le Consortium de recherche collabore avec la Plateforme mondiale sur l'alimentation scolaire de la FAO pour promouvoir conjointement ses publications clés, ainsi qu'avec le Réseau interparlementaire pour l'éducation afin de partager des recherches utiles et des orientations à l'intention des parlementaires.





Une enseignante dans une salle
de classe au Sri Lanka.
World Vision/Elissa Webster

L'Initiative sur le financement durable

L'Initiative sur le financement durable de la Coalition pour l'alimentation scolaire en faveur de la santé et de la nutrition en milieu scolaire est dirigée par la Learning Generation Initiative au sein de l'Education Development Center.

Objectifs

Lancée officiellement en 2022, cette initiative travaille avec les gouvernements et les partenaires au développement pour aider les pays à identifier des opportunités de financement pluriannuelles pour les programmes d'alimentation scolaire, en mettant particulièrement l'accent sur les pays à revenu faible et intermédiaire inférieur. Parvenir à une couverture universelle des programmes d'alimentation scolaire dans ces pays permettrait de générer de multiples bénéfices dans les domaines de l'éducation, de la santé et du développement humain. L'objectif de l'Initiative sur le financement durable est d'identifier les mécanismes de financement permettant de libérer ces bénéfices. L'initiative repose sur une approche en trois volets pour atteindre ses objectifs : synthétiser les données probantes afin d'éclairer les politiques et les investissements (ANALYSER) ; accompagner les pays dans l'élaboration de stratégies de financement durable (AGIR) ; et faire des repas scolaires une priorité politique et budgétaire (AMPLIFIER).

Synthétiser les données probantes afin d'éclairer les politiques et les investissements (ANALYSER)

En 2023–2024, l'Initiative sur le financement durable a approfondi ses travaux de recherche sur le financement de l'alimentation scolaire et exploré les liens avec des initiatives plus larges, telles que la réforme des systèmes alimentaires. Les résultats de ces travaux comprennent une analyse du financement des repas scolaires par les donateurs, des notes techniques sur l'allègement de la dette, le financement climatique et la fiscalité sur les hydrocarbures, ainsi qu'une analyse approfondie des options de financement innovantes pour l'alimentation scolaire. Cette dernière a notamment mis en évidence le rôle potentiel des « taxes comportementales » sur les boissons sucrées, les aliments ultra-transformés, l'alcool et le tabac pour financer une alimentation saine des enfants par le biais des programmes d'alimentation scolaire.

S'appuyant sur des analyses antérieures, l'Initiative a également dirigé une étude majeure sur le coût de l'accélération de la couverture universelle des repas scolaires, combinant une vue d'ensemble mondiale avec des données issues des programmes nationaux. L'ensemble de ces travaux accorde une attention particulière à l'équité et au financement des enfants laissés pour compte, tout en inscrivant les repas scolaires dans les stratégies plus larges de réforme des systèmes alimentaires.

Ces recherches alimentent la définition de stratégies nationales et permettent d'inscrire les repas scolaires dans le cadre plus large des Objectifs de développement durable (ODD). Parmi les publications récentes de l'Initiative sur le financement durable figurent notamment :

- En juillet 2023, [*School meal programmes: A missing link in food systems reform*](#), un document visant (Sustainable Financing Initiative (SFI) for School Health and Nutrition, 2023) à influencer le bilan du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires 2023, en positionnant les repas scolaires comme une opportunité unique pour améliorer les systèmes alimentaires, favoriser l'adaptation aux changements climatiques et renforcer les résultats éducatifs.
- En mai 2024, [*School Meals International Donor Analysis*](#), une analyse mettant en lumière le sous-investissement des donateurs dans les repas scolaires et soulignant la nécessité d'améliorer la disponibilité des données et la transparence des systèmes de suivi.
- En octobre 2024, en collaboration avec ODI Global, le rapport [*School Feeding and the Sustainable Development Goals: An agenda to combat child hunger, boost education, transform food system and strengthen equity*](#) (Watkins et al., 2024) a présenté les arguments en faveur de l'expansion des programmes d'alimentation scolaire dans les pays à revenu faible et intermédiaire inférieur. L'Initiative sur le financement durable y proposait deux scénarios avec estimations de coûts et options de financement pour les gouvernements.
- En décembre 2024, l'Initiative sur le financement durable a publié un document sur le financement innovant, fondé sur des notes techniques concernant les échanges et allègements de dette, le financement climatique et les taxes affectées (Sustainable Financing Initiative for School Health and Nutrition, 2024a).

Accompagner les pays dans l'élaboration de stratégies de financement durable (AGIR)

En s'appuyant sur les résultats de la recherche, l'Initiative sur le financement durable travaille au niveau national avec les gouvernements membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire, le PAM, les donateurs, des consultants locaux et d'autres parties prenantes clés engagées à étendre les programmes nationaux d'alimentation scolaire et à progresser vers un financement pérenne reposant sur l'appropriation nationale. L'« [*offre de services*](#) » de l'Initiative sur le financement durable, accompagnée d'une méthodologie dédiée, fournit aux gouvernements des outils pratiques pour élaborer des stratégies de financement durable pour l'alimentation scolaire.

Une nouvelle plateforme en ligne, en cours de développement, rendra ces ressources accessibles en tant que bien public mondial.

L'approche de l'Initiative sur le financement durable consiste à collaborer avec les gouvernements pour estimer le coût total de leurs programmes d'alimentation scolaire (ainsi que les marges d'efficience potentielles), élaborer des stratégies axées sur l'équité, allouer les financements existants et identifier les lacunes.

Elle explore également les moyens de combler ces déficits en mobilisant des ressources nationales, un financement transitoire et des appuis de donateurs ou de banques multilatérales de développement. Elle peut aussi examiner les possibilités de financement complémentaire auprès du secteur privé, de la philanthropie ou de ressources encore inexploitées, notamment par des liens avec l'agriculture locale et le financement climatique.

Depuis que l'Initiative sur le financement durable, en partenariat avec le PAM, a fourni un premier appui à la stratégie de financement du Rwanda en 2023, les demandes d'accompagnement se sont fortement accrues, émanant des gouvernements, des bureaux de pays du PAM et d'organes régionaux tels que la Communauté de développement d'Afrique australe. En réponse, dix autres stratégies de financement sont en cours ou à l'étude, parmi lesquelles :

- **Sierra Leone** : l'Initiative sur le financement durable soutient l'extension du Programme intégré d'alimentation scolaire basée sur la production locale vers une couverture universelle. Après une estimation du déficit de financement, elle a appuyé le gouvernement dans une analyse de l'espace budgétaire, identifiant les ressources disponibles. Sur cette base, une stratégie de financement est en cours d'élaboration. Elle définit les principales voies permettant de financer le programme d'alimentation scolaire, notamment en explorant l'amélioration de la gouvernance des ressources nationales afin de générer des recettes, ou encore la création d'un fonds national dédié aux repas scolaires.
- **Ghana** : l'Initiative sur le financement durable contribue à estimer le coût complet de la mise en œuvre de la stratégie nationale d'alimentation scolaire, à évaluer les déficits de financement et à élaborer une stratégie de financement. Pour favoriser le dialogue intersectoriel et renforcer l'engagement autour de cette démarche, un comité technique et un comité de pilotage ont été mis en place, réunissant le ministère du Genre, de l'Enfance et de la Protection sociale, le ministère des Finances, le ministère de l'Agriculture, le ministère de l'Éducation et le ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation.

Faire des repas scolaires une priorité politique et budgétaire (AMPLIFIER)

L'un des objectifs fondamentaux de recherche de l'Initiative sur le financement durable est d'éclairer les politiques publiques et de favoriser des changements visant à élargir l'accès à des programmes d'alimentation scolaire de qualité. Cela implique un travail avec un comité directeur de haut niveau composé de représentants de pays et de partenaires au développement, ainsi qu'une collaboration avec un large éventail d'acteurs, notamment des gouvernements nationaux, des banques multilatérales de développement, des agences des Nations Unies et d'autres parties prenantes. L'Initiative contribue également aux efforts de plaidoyer et de communication par le biais des réseaux sociaux, de bulletins d'informations et d'interventions lors d'événements de haut niveau.

Les activités de l'Initiative dans le cadre du pilier « AMPLIFIER » se sont considérablement renforcées au cours des deux dernières années, notamment avec l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté lancée sous la présidence brésilienne du G20, afin de faire des repas scolaires une priorité centrale. La collaboration avec la Banque mondiale a abouti à un engagement en faveur d'un financement accru de l'alimentation scolaire. En novembre 2024, l'Initiative sur le financement durable a organisé, en partenariat avec ODI Global, un dialogue mondial autour du rapport conjoint [*School feeding and the Sustainable Development Goals: An agenda to combat child hunger, boost education, transform food systems and strengthen equity*](#) (Watkins et al., 2024). Cet événement a réuni des décideurs et des experts – notamment de la Banque mondiale, de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), de la Sierra Leone, entre autres – pour examiner comment les repas scolaires peuvent servir de point d'ancrage à la coopération internationale et agir comme catalyseur de la transformation des systèmes alimentaires, en articulant justice alimentaire et justice climatique. L'Initiative a également apporté une expertise technique au projet « 17 Rooms » de la Brookings Institution, dans le cadre de la salle 2, ainsi qu'au G20 de 2024 au Brésil, notamment à travers l'initiative « [*2030 Sprint for School Meals*](#) ».

L'Initiative sur le Suivi et les Données

Objectifs

L'Initiative sur le Suivi et les Données, dirigée par le PAM, a été lancée en réponse à une demande des États membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire visant à remédier à l'absence critique de données harmonisées sur la santé et la nutrition en milieu scolaire. À l'échelle mondiale, les données concernant les enfants d'âge scolaire et les programmes nationaux d'alimentation scolaire demeurent fragmentées, recueillies de manière incohérente et mal alignées entre les secteurs, ce qui nuit à la capacité des gouvernements d'évaluer la couverture, de suivre les progrès ou d'élaborer des politiques efficaces.

L'objectif central de cette initiative est d'améliorer la disponibilité, l'accessibilité et l'utilisation des données sur les programmes nationaux d'alimentation scolaire, favorisant ainsi des actions fondées sur des données probantes pour les enfants d'âge scolaire. Des données de qualité permettent aux parties prenantes d'identifier les lacunes, d'orienter la recherche, de soutenir l'élaboration de politiques, de suivre les résultats et d'améliorer la qualité et les Études Retour sur Investissement des programmes.

Pour atteindre cet objectif, l'Initiative sur le suivi et les données poursuit quatre objectifs principaux :

- Définir et promouvoir un ensemble central d'indicateurs mondiaux pour l'alimentation scolaire, assortis de méthodologies et de directives claires, afin de soutenir la collecte et l'utilisation normalisées des données par les gouvernements du monde entier.
- Proposer un nouvel indicateur mondial dans le cadre de l'ODD 4 pour mesurer la couverture des repas scolaires, positionnant l'alimentation scolaire comme moteur essentiel d'une éducation de qualité.
- Développer et maintenir une base de données mondiale sur l'alimentation scolaire en tant que bien public de référence, garantissant un stockage, un partage et un accès cohérents aux données à travers les pays et les secteurs.
- Soutenir les gouvernements nationaux dans la collecte, la validation et la communication de données fiables sur les repas scolaires, renforçant leur capacité à concevoir et à mettre en œuvre des programmes efficaces.

À terme, l'Initiative sur le Suivi et les Données vise à devenir le point de référence mondial pour des données fiables, comparables et pertinentes pour les politiques sur l'alimentation scolaire.

Mode de fonctionnement

L'Initiative sur le Suivi et les Données est coordonnée par le PAM et placée sous la gouvernance d'un comité de pilotage multipartite composé d'experts issus de gouvernements, d'agences des Nations Unies, d'institutions académiques et d'organisations de la société civile. Pour atteindre ses objectifs, l'initiative et ses partenaires collaborent au sein de deux groupes de travail techniques :

- Le **Groupe de travail sur les indicateurs** réunit un large éventail de parties prenantes afin d'identifier un ensemble central d'indicateurs permettant de suivre les repas scolaires et les domaines connexes tels que l'éducation, la santé, la nutrition, les systèmes alimentaires et l'eau, l'assainissement et l'hygiène (EAH). Ce groupe a notamment défini un ensemble d'indicateurs spécifiques sur la qualité nutritionnelle des repas scolaires, comblant ainsi une lacune majeure en matière de données. Il a également élaboré et soumis une proposition visant à inclure une cible et un indicateur relatif à la couverture de l'alimentation scolaire dans le cadre de l'ODD 4 (Éducation de qualité).
- Le **Groupe de travail sur la base de données** développe un référentiel mondial destiné à constituer un bien public de confiance, garantissant une compilation, un stockage et une accessibilité systématiques des données sur les repas scolaires et les programmes complémentaires à l'échelle mondiale. Cette base de données regroupe des informations provenant de sources clés, telles que les enquêtes du GCNF, les rapports *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde*, la Banque mondiale, l'Union africaine et la Coalition pour l'alimentation scolaire, et continuera à étendre ses fonctionnalités.



Un garçon remplit sa bouteille d'eau en République démocratique du Congo
World Vision/Didier Nagifi Sademok

L'Initiative sur le Suivi et les Données collabore étroitement avec plusieurs initiatives complémentaires, tant au sein qu'en dehors de l'écosystème de la Coalition pour l'alimentation scolaire, notamment avec le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire, l'« Initiative Les villes nourrissent l'avenir », ainsi que l'Initiative de suivi des régimes alimentaires sains, afin d'assurer une cohérence stratégique, de favoriser les synergies et d'éviter les doublons.

Réalisations

Depuis son lancement, l'Initiative sur le Suivi et les Données s'est imposée comme un acteur clé au sein de l'écosystème de la Coalition pour l'alimentation scolaire, en contribuant à l'élaboration d'une architecture mondiale harmonisée des données sur les repas scolaires. Elle réunit régulièrement un large éventail d'experts techniques issus des gouvernements, des agences des Nations Unies, du monde universitaire et de la société civile, et a mené un examen complet de plus de 250 indicateurs répartis sur 11 cadres conceptuels. Cet exercice a abouti à l'élaboration d'un ensemble d'indicateurs de base visant à orienter le suivi national et les rapports mondiaux sur l'alimentation scolaire. L'initiative travaille actuellement à l'intégration d'indicateurs portant sur des thématiques connexes, telles que l'éducation, la santé, la nutrition, les systèmes alimentaires et l'eau, l'assainissement et l'hygiène (EAH).

Une étape majeure a été franchie avec le développement d'un indicateur mondial relatif à la couverture de l'alimentation scolaire dans le cadre de l'ODD 4 (Éducation de qualité). En réponse à la Déclaration des dirigeants de la Coalition de 2022, l'Initiative a dirigé un processus collaboratif multipartite pour concevoir une méthodologie rigoureuse. La proposition a été officiellement soumise et présentée à la Commission des données et statistiques sur l'éducation de l'UNESCO, et a bénéficié d'un large soutien parmi les États membres. Son adoption représenterait une reconnaissance historique des repas scolaires en tant que priorité des politiques nationales (voir chapitre 1, encadré 1.1 pour plus de détails).

En juillet 2024, l'Initiative sur le Suivi et les Données a lancé la première version de la Base de données mondiale sur les repas scolaires,¹³ présentée lors d'un webinaire conjoint avec le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition scolaires, auquel ont participé 117 personnes de plus de 40 pays. La base de données intègre des données provenant de plusieurs sources mondiales et est régulièrement mise à jour et affinée en fonction des indicateurs de base validés. En collaboration avec l'Initiative « Les villes nourrissent l'avenir »,

¹³ <https://www.schoolmealscoalitiondatabase.wfp.org/>

L'Initiative sur le Suivi et les Données intègre également les données issues des villes et municipalités, reconnaissant ainsi le rôle central des gouvernements locaux dans la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire et améliorant la granularité des données disponibles sur les repas scolaires.

Un deuxième axe de travail, mené en partenariat avec le Consortium de recherche, vise à fournir aux utilisateurs un accès aux publications et données probantes les plus récentes et pertinentes sur les repas scolaires et les interventions complémentaires.

L'Initiative sur le Suivi et les Données a par ailleurs engagé un dialogue avec ses partenaires sur les modalités de soutien technique aux gouvernements pour l'intégration de l'ensemble des indicateurs de base dans leurs systèmes nationaux de suivi. Cet appui vise à orienter la sélection des indicateurs, à assurer leur alignement avec les systèmes de données existants, à renforcer l'appropriation nationale, à favoriser la collaboration intersectorielle, et à améliorer les mécanismes de rapport des données nationales sur les repas scolaires.

L'initiative « Les villes nourrissent l'avenir »

Objectifs

L'initiative « Les villes nourrissent l'avenir » – dirigée par le [Pacte de Milan de politique alimentaire urbaine](#) (secrétariat) – a été lancée en octobre 2023 dans le but d'améliorer les programmes d'alimentation scolaire en renforçant les relations entre les gouvernements locaux et nationaux. L'initiative vise à faire le lien entre les politiques urbaines en matière d'alimentation scolaire et les objectifs des gouvernements nationaux, ainsi que des agendas régionaux et mondiaux. Elle adopte une approche multidisciplinaire, en reconnaissant les impacts sanitaires, environnementaux et sociaux des programmes d'alimentation scolaire et leur ancrage dans les territoires où opèrent les écoles. L'initiative « Les villes nourrissent l'avenir » poursuit trois objectifs principaux :

- renforcer le rôle des villes dans la mise en œuvre de l'alimentation scolaire ;
- faciliter le partage de connaissances entre les villes et les acteurs mondiaux ;
- et
- appuyer les processus décisionnels au niveau local.

Mode de fonctionnement

Les villes jouent un rôle central dans la mise en place et la gestion de programmes d'alimentation scolaire adaptés aux besoins locaux, car elles sont

en mesure de recueillir les retours des communautés et de transformer les besoins des habitants en actions concrètes.

Le Pacte de Milan rassemble plus de 300 villes représentant environ 500 millions d'habitants, ce qui en fait le plus grand réseau mondial de villes œuvrant pour des systèmes alimentaires urbains. Il est soutenu par des partenaires allant d'organisations internationales à des universités, centres de recherche et organisations non gouvernementales (ONG). Plus de 65 % des villes signataires du Pacte de Milan proposent des repas scolaires, ce qui en fait un sujet de premier plan pour le partage de bonnes pratiques et les échanges de connaissances.

Les objectifs de l'initiative « Les villes nourrissent l'avenir » se concrétisent à travers trois axes d'action et les activités associées :

- I. **Plaidoyer** : cela comprend la collaboration avec des maires exemplaires qui mettent en place des programmes efficaces de repas scolaires, ainsi que l'organisation de dialogues nationaux et régionaux pour mobiliser gouvernements et partenaires.

Des exemples remarquables de maires champions du Pacte de Milan ayant joué un rôle de premier plan dans les programmes d'alimentation scolaire sont les suivants :

- *Chadchart Sittipunt, gouverneur de Bangkok*, a mis en place une politique de cantine scolaire offrant petit-déjeuner et déjeuner gratuits à 437 écoles de la ville. Bangkok a également largement contribué à la mise en valeur des bonnes pratiques en matière de repas scolaires dans la région. C'est pourquoi, en 2024, la ville a accueilli le *2ème Forum régional Asie-Pacifique du Pacte de Milan de politique alimentaire urbaine*, intitulé « *Nourrir des villes en croissance : améliorer l'alimentation scolaire et soutenir les communautés locales* ».
- *Adanech Abiebie, maire d'Addis-Abeba*, a lancé un programme d'alimentation scolaire dans 255 établissements de la ville, au bénéfice de 801 000 élèves. Cet engagement a conduit à l'accueil du *6e Forum régional africain du Pacte de Milan* en 2024, entièrement consacré à l'alimentation scolaire. Le forum a offert une plateforme de dialogue, de collaboration et d'échange de connaissances entre les villes africaines.
- *Sakaja Arthur Johnson, gouverneur de Nairobi*, qui a conçu un programme d'alimentation scolaire durable pour l'ensemble des écoles primaires publiques et les structures de développement de la petite enfance, afin de garantir l'accès à un repas de qualité et nutritif.

- *Giuseppe Sala, maire de Milan*, qui a fait preuve d'un engagement exceptionnel pour améliorer l'alimentation scolaire dans sa ville, en garantissant des repas adéquats et durables à 83 000 enfants. Il a également participé activement à d'importants événements internationaux sur le sujet, notamment à la 58ème Réunion annuelle de la Banque asiatique de développement, où il a souligné le rôle crucial des programmes d'alimentation scolaire dans la réalisation d'objectifs de développement partagés.

II. Partage de bonnes pratiques : collecte de données visant à compléter la base de données de la Coalition pour l'alimentation scolaire, afin de recenser les bonnes pratiques et les besoins spécifiques en matière d'apprentissage dans les programmes d'alimentation scolaire des villes signataires du Pacte de Milan de politique alimentaire urbaine. Ces meilleures pratiques sont diffusées à travers l'organisation d'ateliers techniques réunissant des villes et des experts internationaux (voir section 1.8 du chapitre 1).

III. Recherche : faire progresser la recherche est essentiel au succès. L'Initiative « Les villes nourrissent l'avenir » mène des études de faisabilité pour co-concevoir des programmes d'alimentation scolaire efficaces selon une approche participative. Elle fournit également une assistance technique pour aider les villes à mettre en place l'infrastructure nécessaire au renforcement de leurs programmes (voir chapitre 3 sur la manière dont l'initiative stimule la recherche avec les villes).

Depuis son lancement, l'Initiative « Les villes nourrissent l'avenir », en collaboration avec des partenaires clés, a multiplié les opportunités à travers le monde pour favoriser l'engagement et l'apprentissage mutuel entre villes. Parmi ses nombreuses actions, l'initiative a mobilisé plus de 200 représentants de plus de 30 villes lors des événements et forums régionaux du Pacte de Milan (voir tableau 2.4 pour des exemples d'événements organisés par l'initiative).

Depuis 2023, la ville de Milan a accueilli 55 délégations municipales venues échanger des bonnes pratiques en matière de programmes d'alimentation scolaire. Ces visites d'étude comprenaient des visites de terrain, des ateliers et des séminaires offrant une compréhension approfondie du système milanais d'alimentation scolaire. Chaque visite était adaptée aux intérêts spécifiques des villes participantes, garantissant ainsi un programme d'apprentissage ciblé. Plus récemment, un sous-ensemble de ces délégations a bénéficié d'un appui pour élaborer des études de faisabilité structurées, accompagnées de conseils techniques sur la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire. L'étude de cas 3 propose une analyse approfondie des innovations portées par la ville de Milan.

Tableau 2.4

Événements organisés par l’initiative « Les villes nourrissent l’avenir » de la Coalition pour l’alimentation scolaire

Événement	Participants, gouvernements et partenaires	Déclaration/ Document de sensibilisation
« The Power of Public Food Procurement for School Meals », Copenhague	Environ 100 participants de plusieurs villes et organisations partenaires	Report_The-power-of-public-food-procurement_light.pdf
6ème Forum régional pour l’Afrique du Pacte de Milan de politique alimentaire urbaine – « Programmes d’alimentation scolaire pour des villes africaines plus saines et durables », Addis-Abeba	Environ 50 participants provenant de 14 villes et de plusieurs organisations partenaires	REPORT-MUFPP-Regional-Forum-Addis-Ababa.pdf ENG_Summary-of-Agreement-and-Ways-Forward-3.pdf
2ème Forum régional Asie-Pacifique du Pacte de Milan de politique alimentaire urbaine, Bangkok « Nourrir les villes en croissance : renforcer les programmes d’alimentation scolaire et soutenir les communautés locales »	Environ 70 participants de 17 villes et de plusieurs organisations partenaires	https://www.milanurbanfoodpolicypact.org/wp-content/uploads/2024/12/2nd-MUFPP-Asia-Pacific-Regional-Forum_Report_Final.pdf
Université d’été «Partage d’expériences et de connaissances sur les programmes d’alimentation scolaire dans les villes de l’ANASE », Bandung Organisée en partenariat avec l’ANASE et avec le soutien de l’Université catholique Parahyangan et de la municipalité de Bandung, avec un financement du ministère italien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale.	A réuni 80 participants issus de 30 villes de 8 États membres de l’ANASE	Rapport de l’École d’été sur les programmes d’alimentation scolaire dans les villes de l’ANASE

Étude de cas 3

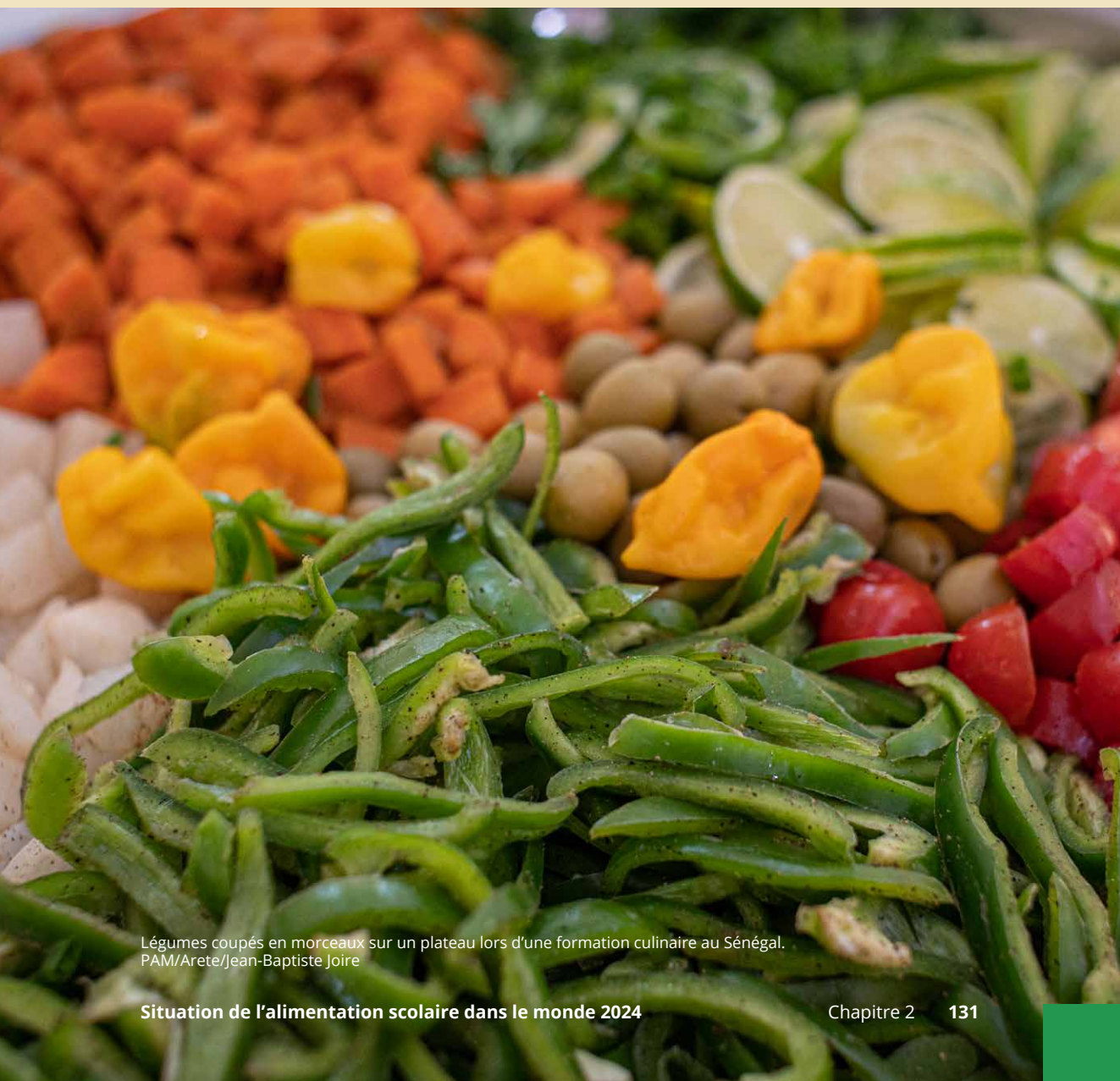
Milan à la pointe de l'innovation en matière d'alimentation scolaire

Milan constitue une étude de cas précieuse dans l'évolution des programmes d'alimentation scolaire à l'échelle mondiale. Lancé par une résolution du Conseil municipal en décembre 1900, le programme d'alimentation scolaire de la ville est devenu un moteur essentiel pour atteindre les objectifs ambitieux de la Politique alimentaire de Milan. Ce service est géré par l'agence municipale des cantines scolaires – Milano Ristorazione – créée pour fournir aux enfants des repas « sains, bons, éducatifs et équitables ». Milano Ristorazione supervise l'ensemble de la chaîne des repas scolaires, conçoit des menus saisonniers en collaboration avec des experts en nutrition et supervise l'approvisionnement en matières premières, en privilégiant la qualité, la durabilité et la traçabilité. L'agence prépare chaque jour 83 000 repas, grâce à 24 centres de production et plus de 80 cuisines intégrées.

Chaque tranche d'âge dispose d'une structure de menu spécifique, fondée sur les apports nutritionnels recommandés pour la population italienne. Deux menus saisonniers distincts de quatre semaines sont élaborés pour l'été et l'hiver. Un repas type se compose généralement d'un premier plat, d'un deuxième plat, d'un accompagnement, de pain et de fruits. Les modes de cuisson sont choisis pour garantir des plats savoureux et nutritifs, en privilégiant la cuisson vapeur au four et l'exclusion des fritures. La combinaison de différentes couleurs dans les recettes, l'utilisation d'ingrédients locaux et de saison, l'introduction de plats inspirés de la culture gastronomique milanaise ainsi que la rotation d'une grande variété d'ingrédients sont particulièrement encouragées. Pour répondre aux besoins des enfants ayant des contraintes alimentaires liées à la santé ou à des raisons éthiques ou religieuses, un large éventail de menus spécifiques est proposé. Milan a également promu une transition protéique significative, avec une forte réduction des produits d'origine animale et une augmentation de la consommation de légumineuses et d'aliments biologiques. En 2015, la ville a adhéré à l'initiative Cool Food Pledge pour suivre l'impact environnemental de ses menus, entraînant une réduction de 36 % des émissions de gaz à effet de serre liées à l'alimentation en 2024.

Milano Ristorazione utilise les marchés publics comme levier stratégique pour orienter ses fournisseurs vers des pratiques plus durables et inclusives. Elle a adopté un système de sélection des fournisseurs dans lequel les critères d'approvisionnement vont au-delà du prix et accordent une grande importance aux normes techniques et de qualité. Ainsi, 26 produits alimentaires sont approvisionnés dans un rayon de 70 km autour de Milan.

Enfin, la ville a fortement investi dans le développement de supports pédagogiques destinés aux enfants et aux familles afin de renforcer la sensibilisation à la consommation alimentaire et de recréer un lien avec la production alimentaire. Par exemple, les familles reçoivent régulièrement des dépliants de menus accompagnés d'informations sur les modes de cuisson, la saisonnalité des ingrédients et l'impact environnemental global de chaque repas. Un menu du soir, complémentaire au déjeuner scolaire, est également proposé aux familles. L'engagement des parents et des enseignants est encouragé via la création de comités des repas scolaires visant à améliorer l'environnement alimentaire des élèves.



Légumes coupés en morceaux sur un plateau lors d'une formation culinaire au Sénégal.
PAM/Arete/Jean-Baptiste Joire

2.4 La Coalition pour l'alimentation scolaire en action : des partenaires au service du progrès

La Coalition pour l'alimentation scolaire réunit plus de 140 partenaires issus de la société civile, du milieu universitaire, des groupes de réflexion, des fondations, des agences des Nations Unies et des institutions financières internationales. Le soutien apporté par les partenaires aux gouvernements va de la recherche et de la production de données factuelles au plaidoyer, à l'assistance technique et à la mise en œuvre, et transforme le paysage mondial de l'alimentation scolaire.

L'importance du travail des partenaires est également mise en évidence dans les engagements nationaux, dont beaucoup précisent comment les pays collaborent avec les initiatives mondiales de la Coalition et ses partenaires pour renforcer leurs efforts.

Cette section met en lumière les modalités d'engagement des différents partenaires, entre eux, mais aussi avec les gouvernements et la Coalition pour l'alimentation scolaire.

Organisations de la société civile – amplifier les voix, renforcer l'alimentation scolaire à l'échelle mondiale

Les organisations de la société civile (OSC), y compris les ONG nationales et internationales, les institutions de recherche et universitaires, les groupes communautaires et les fondations, sont des partenaires essentiels de la Coalition pour l'alimentation scolaire. Elles contribuent au renforcement des programmes d'alimentation scolaire dirigés par les gouvernements à travers des actions de plaidoyer, une assistance technique et la mise en œuvre. En mobilisant leur expertise, en favorisant la collaboration et en mobilisant des ressources, les organisations de la société civile renforcent les programmes nationaux d'alimentation scolaire. Leurs contributions s'inscrivent à l'échelle nationale, régionale et mondiale, favorisant l'échange de bonnes pratiques et les réseaux qui permettent de faire évoluer les programmes durables à plus grande échelle. Plus de 80 organisations de la société civile sont actuellement partenaires de la Coalition pour l'alimentation scolaire, contre environ 30 lors de sa création en 2021.



Lors du Sommet mondial 2023 de la Coalition pour l'alimentation scolaire à Paris, plus de 100 organisations de la société civile ont lancé un Appel conjoint à l'action, coordonné par World Vision International, Plan International et le Réseau parlementaire international pour l'éducation. Cet appel exhortait les gouvernements à respecter leurs engagements et les bailleurs de fonds à augmenter leurs investissements dans l'alimentation scolaire, en particulier dans les pays à faible revenu et les contextes de crise. Le plaidoyer a trouvé un écho favorable dans plusieurs forums mondiaux, notamment la COP 28, le G20 et le Forum politique de haut niveau des Nations Unies.

World Vision International a joué un rôle moteur dans la coordination des efforts des organisations de la société civile au sein de la Coalition pour l'alimentation scolaire. À l'initiative de l'appel à l'action, l'organisation mobilise les organisations de la société civile en alignant leurs interventions sur les processus mondiaux et les réunions ministérielles, afin que l'alimentation scolaire demeure au cœur des discussions internationales.

Les organisations de la société civile ont également mené des efforts à l'échelle nationale et régionale, en favorisant la collaboration entre pays, le dialogue intersectoriel et l'intégration des perspectives locales (communautés et écoles) à travers des événements régionaux et divers processus, notamment :

- **Afrique** : lors d'une réunion de la CEDEAO tenue au Sénégal en 2024, les organisations de la société civile ont encadré les discussions sur les modèles de repas scolaires locaux, influençant les engagements de sept gouvernements. Au Kenya, World Vision International a rassemblé plus de 40 organisations pour mutualiser leurs expériences et coordonner leur soutien aux gouvernements en matière de programmes, d'opérations, de plaidoyer et de communication dans toute la région.
- **Asie** : des organisations de la société civile ont rencontré les dirigeants gouvernementaux de pays d'Asie du Sud-Est, de Chine, du Japon et de République de Corée lors d'un sommet régional spécial afin de collaborer à l'identification de priorités politiques intersectorielles cohérentes et intégrées, essentielles à la mise en œuvre et à la territorialisation des programmes d'alimentation scolaire.
- **Amérique latine et Caraïbes** : lors d'une réunion régionale au Mexique, les organisations de la société civile ont échangé avec 26 pays sur les repas scolaires durables, l'intégration des agriculteurs locaux et la résilience face aux changements climatiques.

Lors de l'Assemblée générale des Nations Unies de 2024, des organisations de la société civile telles que World Vision International, BRAC, Hungry for Action, Plateforme d'action pour l'ODD2 et Ação da Cidadania, se sont associées au PAM et à la présidence du G20, le Brésil, pour souligner le rôle transformateur de l'alimentation scolaire dans les pays à faible revenu et ceux touchés par des conflits.

Par leur action, les organisations de la société civile positionnent les programmes d'alimentation scolaire comme des solutions aux défis liés à l'inclusion de genre, au développement économique, à la protection sociale et à la sécurité alimentaire. En comblant les lacunes et en apportant leur expertise, elles veillent à ce que ces programmes soient durables, résilients et efficaces, améliorant la vie des populations et renforçant les communautés.

Encadré 2.3

OSC – Food 4 Education à l'avant-garde de l'innovation et de la mise en œuvre

Au Kenya, Food 4 Education transforme la nutrition scolaire grâce à une approche ascendante visant à ce que plus aucun enfant ne souffre de la faim à l'école. Créée en 2012 avec une seule cuisine desservant 25 élèves, l'organisation a, en 2024, fourni des repas nutritifs à plus de 450 000 enfants dans 1 263 écoles.

Mais son impact va bien au-delà de la distribution de repas. Food 4 Education élabore un modèle évolutif de programme d'alimentation scolaire pour toute l'Afrique, en :

- concevant un modèle reproductible pour les programmes d'alimentation scolaire ;
- opérant à grande échelle pour affiner et démontrer la réussite du modèle ;
- soutenant les gouvernements dans l'adaptation et la mise en œuvre de cette approche selon leurs contextes nationaux.

Les opérations de Food 4 Education reposent sur les données et la technologie, notamment grâce au système innovant Tap2Eat : des bracelets électroniques reliés à des portefeuilles numériques. Ce système permet de simplifier les paiements des parents, de suivre la distribution des repas et de réduire le gaspillage alimentaire. L'organisation privilégie également l'approvisionnement local : 80 % des ingrédients proviennent de la région de la cuisine et 100 % des denrées sont cultivées au Kenya, stimulant ainsi les économies locales et promouvant une agriculture durable.

Food 4 Education collabore étroitement avec les autorités publiques, comme en témoigne son partenariat en 2023 avec le gouverneur de Nairobi pour déployer un programme d'alimentation scolaire à l'échelle du comté.

L'organisation s'est fixé un objectif ambitieux pour 2027 : atteindre un million d'enfants au Kenya et soutenir au moins deux autres gouvernements africains dans la reproduction du modèle, ce qui permettrait d'avoir un impact supplémentaire sur deux millions d'enfants à travers le continent.

Le travail de Food 4 Education allie innovation, engagement communautaire et collaboration avec le secteur public, illustrant le rôle essentiel des organisations de la société civile dans la mise en œuvre de solutions durables pour l'alimentation scolaire.

Encadré 2.4

Plaidoyer en action – La voie tracée par les organisations de la société civile vers le Programme alimentaire scolaire du Canada

Après des décennies de plaidoyer et de travail de coalition, et grâce aux efforts inlassables de la Coalition pour une alimentation saine à l'école et de ses partenaires, le gouvernement du Canada a pris la décision historique de financer un Programme national d'alimentation scolaire et a publié sa Politique nationale en matière d'alimentation scolaire en 2024. Fondée en 2014, la Coalition pour une alimentation saine à l'école, qui rassemble des organisations de toutes les provinces et de tous les territoires du pays, a uni des centaines de groupes – dont des ONG œuvrant dans l'alimentation scolaire, des universitaires, des commissions scolaires, des municipalités et des agences de santé – autour de [huit principes directeurs communs](#) (Coalition for Healthy School Food, 2018; Hernandez et al., 2018).

À travers la campagne #NourishKidsNow, les membres de la coalition ont mobilisé les décideurs politiques, en suscitant notamment un fort soutien du public après que le programme a été inscrit comme engagement non financé dans le budget fédéral de 2019. L'un des moments marquants de cette campagne a été la course de 200 tours réalisée par une enseignante sur la pelouse du Parlement en 2023, en symbole de la promesse de financement annuel de 144 millions de dollars¹⁴ américains faite en 2021.

¹⁴ Taux de change au moment de la publication 1 dollar canadien = 0,72 dollar américain.

La collaboration avec les chercheurs a joué un rôle central dans le succès du mouvement. Grâce au soutien de la Arrell Family Foundation, le rapport de la Dre Amberley T. Ruetz intitulé « [*The Economic Rationale for Investing in School Meal Programs for Canada: multi-sectoral impacts from comparable high-income countries*](#) » a apporté des arguments convaincants en faveur des bénéfices du programme, notamment un retour sur investissement de 2,5 à 7 fois en termes de santé publique et d'avantages économiques dans des pays à revenu élevé comparables.

Parmi les éléments les plus convaincants aux yeux du gouvernement canadien figuraient les sections sur : les économies réalisées par les familles, l'augmentation des revenus futurs des élèves, le développement économique et la création d'emplois dans le secteur agroalimentaire, ainsi que l'impact sur la participation des mères au marché du travail. Une version préliminaire du rapport a été partagée de manière stratégique avec des décideurs politiques et d'autres chercheurs avant sa finalisation afin d'identifier les éventuelles lacunes, au moment même où les ministères préparaient leurs propositions budgétaires fédérales. Cette approche itérative a permis d'adapter le rapport aux besoins d'information des décideurs et de renforcer son impact dans la justification de l'investissement dans l'alimentation scolaire.

En 2024, le gouvernement s'est engagé à allouer 720 millions de dollars américains sur cinq ans afin d'élargir l'accès aux repas scolaires à 400 000 enfants supplémentaires chaque année, marquant une avancée historique vers l'objectif de garantir à chaque enfant une alimentation saine à l'école.

La collaboration avec les chercheurs, le rôle moteur des organisations de la société civile, le partage stratégique des données probantes et un plaidoyer soutenu ont été les principaux leviers de cette avancée, illustrant la force de l'action collective pour nourrir les enfants du Canada.

Agences des Nations Unies – un partenariat pour la santé, la nutrition et l'apprentissage

Les dirigeants de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), du Programme alimentaire mondial (PAM) et de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) ont tous rejoint la Coalition pour l'alimentation scolaire lors de son lancement. Dans une déclaration conjointe, ils se sont engagés à travailler ensemble pour aider les gouvernements à définir des priorités, prendre des engagements et mettre en œuvre des plans. Ces agences fournissent un appui opérationnel, des conseils stratégiques et une expertise technique à la Coalition. Elles plaident également pour un meilleur suivi des données, une augmentation des investissements et l'amélioration de la qualité des services en faveur du développement sain et de l'éducation des enfants.

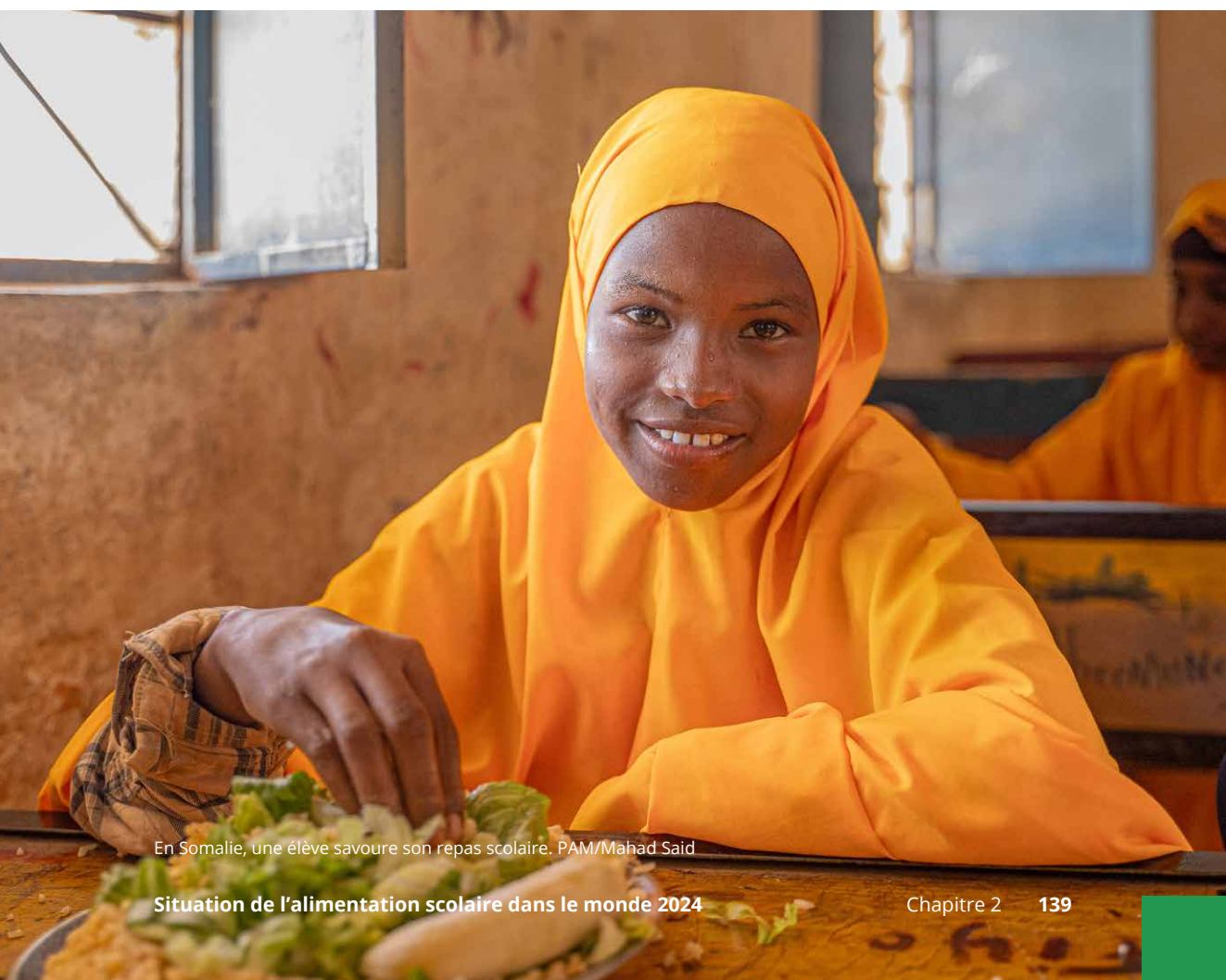
Le partenariat « Renforcer les programmes efficaces de santé et de nutrition scolaires », dirigé par l'UNESCO et réunissant le Partenariat mondial pour l'éducation, le Secrétariat de la nutrition des Nations Unies, le Groupe de la Banque mondiale et le Consortium de recherche sur la santé et la nutrition en milieu scolaire, œuvre à l'extension des politiques et programmes intégrés et efficaces. En réunissant des experts de différents secteurs, ce groupe aide les pays à développer des approches concrètes et intégrées reliant éducation, santé et nutrition.

S'appuyant sur les engagements pris lors du Sommet sur la transformation de l'éducation en 2022 et sur le rapport mondial de situation de 2023 *Apprendre et s'épanouir : la santé et la nutrition scolaire dans le monde* (UNESCO et al., 2023), ce groupe interinstitutionnel continue de promouvoir la santé, la nutrition et le bien-être comme éléments essentiels d'une éducation de qualité. Une étape clé a été la Réunion mondiale sur l'éducation de 2024 à Fortaleza (Brésil), la première à mettre en avant les approches intersectorielles de l'éducation transformatrice, avec un accent particulier sur le bien-être des élèves.

En 2024, une collaboration entre l'UNICEF et le PAM en Afrique orientale et australe a donné lieu à trois études de cas nationales (Malawi, Soudan du Sud et Zimbabwe) illustrant des actions concrètes de coopération en faveur des enfants d'âge scolaire et des adolescents. L'UNICEF et le PAM y travaillent avec les gouvernements pour fournir des repas scolaires, des services de nutrition, de l'eau potable et des installations sanitaires, créant ainsi des environnements d'apprentissage plus sains pour des milliers d'enfants (UNICEF & WFP, 2025).

Pour combler le fossé entre les ambitions nationales et la mise en œuvre concrète, l'UNESCO et ses partenaires développent des outils permettant aux pays d'intégrer la santé et le bien-être dans leurs plans sectoriels pour l'éducation. Une note d'orientation destinée aux décideurs politiques explique pourquoi cette intégration est essentielle et comment les gouvernements peuvent utiliser ces ressources. Un manuel à paraître fournira des orientations pratiques sur l'analyse sectorielle, les revues conjointes, la conception des programmes, leur mise en œuvre, leur budgétisation et leur suivi.

En 2025, la FAO et le PAM ont présenté une méthodologie accompagnée d'un ensemble de directives pour concevoir, mettre en œuvre et suivre des normes et lignes directrices nutritionnelles adaptées aux contextes nationaux et fondées sur les données, applicables aux programmes d'alimentation scolaire. Cette méthodologie a déjà été utilisée pour élaborer des lignes directrices au Cambodge et au Ghana (voir encadré 3.2 pour plus d'informations sur les tests de repas scolaires nutritionnellement optimisés au Cambodge).



En Somalie, une élève savoure son repas scolaire. PAM/Mahad Said

Institutions financières internationales – stimuler les investissements dans la santé et la nutrition scolaires

Lors de la deuxième réunion ministérielle de la task force de la Coalition pour l'alimentation scolaire, tenue en octobre 2024 à Nairobi, au Kenya, les membres de la task force ainsi que des invités spéciaux, dont la Banque africaine de développement et la Banque islamique de développement, ont souligné l'importance d'efforts coordonnés et d'investissements durables pour faire des repas scolaires une priorité mondiale, budgétaire et politique.

Les institutions financières internationales sont des partenaires essentiels pour étendre et pérenniser les programmes d'alimentation scolaire, en répondant aux défis financiers et opérationnels auxquels les gouvernements sont souvent confrontés. Bien que ces institutions manifestent un intérêt croissant pour le soutien aux repas scolaires, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour renforcer la coordination et optimiser les ressources financières mises à la disposition des gouvernements. Plusieurs institutions ont lancé des initiatives contribuant au financement des repas scolaires, mais le potentiel reste important pour des investissements plus stratégiques, à grande échelle et durables.

Parmi les institutions financières internationales ayant apporté des contributions concrètes, la Banque africaine de développement et la Children's Investment Fund Foundation ont récemment établi un partenariat pour créer le Fonds pour l'élimination de la faim chez les enfants d'âge scolaire, avec un engagement initial de 50 millions de dollars américains de la part de la fondation. Cette initiative vise à fournir un mélange de subventions et de prêts concessionnels pour soutenir des projets pilotes dans un premier groupe de dix pays africains. L'objectif est d'étendre les programmes de repas scolaires à 10 millions d'enfants vulnérables et de soutenir les gouvernements dans leur vision à long terme d'une couverture universelle d'ici à 2030.

Ce fonds devrait catalyser de nouveaux financements et favoriser une approche d'investissement plus structurée en Afrique.

La Banque islamique de développement et le PAM renforcent également le financement des repas scolaires grâce à l'initiative « Nutritious Start: Human Capital Development Initiative ». Celle-ci vise à augmenter le soutien financier à la nutrition et aux repas scolaires dans les pays membres de l'Organisation de la coopération islamique. Dans le cadre de cette initiative, le PAM s'est engagé à mobiliser chaque année 5 millions de dollars américains sous forme de subventions. De son côté, la Banque islamique de développement prévoit des financements concessionnels et non concessionnels pouvant atteindre jusqu'à trois fois ce montant, pour élargir la couverture nutritionnelle et les repas scolaires. L'initiative est alignée sur des objectifs de développement plus larges, notamment l'amélioration de la nutrition, des résultats éducatifs et du

développement du capital humain à long terme.

Les institutions financières internationales soutiennent également les programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale, fondés sur les achats auprès de producteurs nationaux pour renforcer la résilience économique et les systèmes alimentaires durables. Cette orientation se reflète dans les discussions nationales et régionales. Par exemple, en Afrique de l'Ouest, la CEDEAO, en collaboration avec la Banque africaine de développement, a facilité les engagements nationaux de sept gouvernements en faveur de l'expansion et du renforcement des programmes d'alimentation scolaire fondés sur l'agriculture locale. Elle a également souligné l'importance d'élaborer des politiques robustes, de garantir un financement durable et de renforcer la collaboration entre les secteurs publics et les partenaires afin d'accroître l'impact et la viabilité de ces initiatives. La feuille de route pour l'évolution de la Banque mondiale en 2023, son Programme mondial pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et ses engagements dans le cadre de l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté mettent en lumière le rôle stratégique de l'alimentation scolaire issue de la production locale pour faire progresser la sécurité alimentaire et la protection sociale grâce à des approches multisectorielles. La collaboration avec des partenaires clés tels que le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire et le Partenariat mondial pour l'éducation – dans le cadre duquel le PAM a été accrédité cette année comme agent de subvention – a également joué un rôle déterminant. Pour concrétiser cette dynamique, il faudra des investissements directs plus importants, un alignement renforcé sur les stratégies nationales et une collaboration élargie avec les partenaires afin de développer durablement les programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale.

À travers l'Initiative sur le financement durable de la Coalition pour l'alimentation scolaire, les institutions financières internationales disposent d'une occasion unique de promouvoir des cadres d'investissement durables, alignés sur les priorités gouvernementales et leurs engagements financiers envers les repas scolaires. Un engagement accru de leur part permettrait de faire avancer des solutions de financement innovantes, comme les échanges dette-contre-repas scolaires ou les mécanismes de financement liés au climat, tout en créant un espace budgétaire propice à la mise à l'échelle durable et efficace de ces programmes à long terme.

Dans les années à venir, l'implication croissante de nouveaux partenaires comme la Banque asiatique de développement représente une opportunité décisive pour renforcer la portée et l'impact des programmes d'alimentation scolaire menés par les gouvernements, illustrant de puissants exemples de coopération multilatérale en action.

2.5 La voie à suivre : cap vers une alimentation scolaire universelle

La deuxième réunion ministérielle de la task force de la Coalition à Nairobi a marqué un tournant pour la Coalition pour l'alimentation scolaire, en définissant une feuille de route collective et claire pour 2025-2026 (voir encadré 2.1). La voie à suivre s'appuie sur les six priorités adoptées par la task force. La prochaine phase de la Coalition sera axée sur la mise en œuvre concrète de ces engagements avec une ambition et une coordination renforcées.

Une priorité centrale consistera à faire des repas scolaires un investissement essentiel dans le capital humain et la croissance économique. Cela impliquera d'intensifier le plaidoyer politique, de mobiliser les ministres des finances et les institutions financières internationales. L'Initiative sur le financement durable jouera un rôle clé dans ces efforts, en appuyant les pays dans la mobilisation de ressources nationales et extérieures en faveur de programmes durables et véritablement portés par les gouvernements.

La Coalition pour l'alimentation scolaire poursuivra également ses efforts d'accélération du soutien au niveau national, en facilitant l'assistance technique, l'échange de connaissances et les partenariats stratégiques pour renforcer les programmes nationaux. Le School Meals Impact Accelerator (Accélérateur d'impact pour l'alimentation scolaire) sera un levier essentiel dans ce travail, en garantissant un appui ciblé et adapté à la demande des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire inférieur, afin de développer des systèmes nationaux d'alimentation scolaire durables et efficaces.

Les données probantes et la redevabilité demeureront au cœur de la mission de la Coalition pour l'alimentation scolaire. Grâce au Consortium de recherche, aux rapports *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde* et à la nouvelle base de données mondiale sur les repas scolaires mise en place par l'Initiative sur le Suivi et les Données, la Coalition renforcera l'accès à des données exploitables et partagera des analyses sur l'impact des programmes, leur rentabilité et les innovations.

Consciente de l'importance du leadership au niveau infranational, la Coalition continuera également à approfondir son engagement auprès des villes et des municipalités à travers son Initiative « Les villes nourrissent l'avenir », en mobilisant les responsables locaux et en veillant à ce que les villes et municipalités contribuent aux dialogues régionaux et mondiaux.

En regardant vers l'avenir, la Coalition pour l'alimentation scolaire entend tirer parti des plateformes mondiales pour amplifier son plaidoyer, notamment à l'occasion d'événements majeurs comme la présidence du G20 assurée par l'Afrique du Sud et la COP 30 au Brésil. Ces rassemblements seront stratégiques pour susciter un soutien politique de haut niveau et renforcer la coopération entre les pays membres.

Forte d'une vision claire et d'une collaboration renforcée, la Coalition pour l'alimentation scolaire est prête à traduire les engagements partagés en impacts durables pour garantir des programmes d'alimentation scolaire inclusifs, efficaces et durables au cœur du développement.



Une élève avec sa mère, qui fournit des produits agricoles pour l'alimentation scolaire au Cambodge.
World Vision/Dara Chhim, Ben Adams, Elissa Webster

Étude de cas 4

La révolution de l'alimentation scolaire au Brésil : un exemple mondial pour lutter contre la faim, soutenir les agriculteurs et promouvoir la coopération internationale

Le programme brésilien d'alimentation scolaire remonte aux années 1950, avec le lancement de la Campagne pour les repas scolaires. Depuis, il a évolué pour devenir l'un des plus vastes et des plus innovants au monde. Aujourd'hui appelé Programme national d'alimentation scolaire (PNAE), il est géré par le Fonds national de développement de l'éducation, un organisme fédéral rattaché au ministère de l'Éducation. Grâce à un modèle de mise en œuvre décentralisé, le programme fournit des repas nutritifs à environ 40 millions d'élèves dans quelque 150 000 écoles publiques, garantissant une alimentation quotidienne pendant les 200 jours d'école à tous les enfants et adolescents des 5 570 municipalités du pays.

La garantie d'un repas scolaire universel est inscrite dans la Constitution de 1988 du Brésil, au titre du droit fondamental à l'alimentation. En 2009, la mise en œuvre du programme a été profondément transformée par la promulgation de la Loi sur l'alimentation scolaire, qui exige qu'au moins 30 % des aliments achetés dans le cadre du programme proviennent directement de l'agriculture familiale, de préférence auprès des peuples autochtones, des communautés afrodescendantes (connues sous le nom de quilombolas) et des groupes de femmes organisés, qu'ils soient formels ou informels. Le programme accorde également des primes allant jusqu'à 30 % pour les produits certifiés biologiques ou agroécologiques. Ces mesures permettent au Brésil d'intégrer davantage d'aliments autochtones, riches en nutriments et issus de la biodiversité dans les repas scolaires, tout en renforçant les systèmes alimentaires locaux.

Le Programme national d'alimentation scolaire du Brésil est devenu un modèle mondial de réussite, inspirant de nombreux pays à travers le monde. Il montre comment les repas scolaires peuvent être adaptés pour répondre aux besoins spécifiques des populations traditionnelles, comme les peuples autochtones et les quilombolas. Le programme se distingue aussi par sa capacité à favoriser la participation active des parties prenantes et des communautés. Dans le cadre de ses initiatives de coopération Sud-Sud, coordonnées par l'Agence brésilienne de coopération du ministère des Affaires étrangères, le Brésil a activement promu le dialogue, le renforcement des capacités et l'échange d'expériences entre pays. Sa coopération technique a joué un rôle clé dans la promotion de l'alimentation scolaire issue de l'agriculture locale à travers l'Amérique latine, les Caraïbes et l'Afrique.

Une initiative régionale exemplaire est le Réseau pour une alimentation scolaire durable (RAES), créé en 2018 par le gouvernement brésilien et la FAO. Ce réseau regroupe 17 pays d'Amérique latine et des Caraïbes pour promouvoir les politiques et programmes d'alimentation scolaire grâce à l'échange de bonnes pratiques et d'expériences.

Fort de son engagement de longue date en matière de coopération internationale sur l'alimentation scolaire, le Brésil a rejoint la Coalition pour l'alimentation scolaire en 2021 et en est devenu coprésident aux côtés de la Finlande et de la France lors du premier Sommet mondial en octobre 2023. Conformément à son engagement national en faveur de la coopération Sud-Sud et de l'apprentissage entre pairs, l'organisation par le Brésil du deuxième Sommet mondial marque une étape importante dans le renforcement des partenariats internationaux pour l'alimentation scolaire.

En 2024, dans le cadre de sa présidence du G20, le Brésil a souligné le rôle fondamental des repas scolaires dans la lutte contre la faim, la pauvreté et les inégalités. Il a lancé l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté, réaffirmant l'objectif Faim zéro comme priorité de l'agenda international. L'Alliance vise à mobiliser des ressources et des connaissances, et à renforcer les efforts mondiaux pour éradiquer la faim et la pauvreté. Fonctionnant comme un « réseau de réseaux », cette alliance mobilise les mécanismes existants, y compris la Coalition pour l'alimentation scolaire, pour atteindre ses objectifs. Le PAM a rejoint l'Alliance en tant que membre fondateur.

Avant le lancement de l'Alliance, la présidence brésilienne du G20 a mis en place les « Sprints 2030 » pour accélérer les progrès dans la lutte contre la faim et la pauvreté. Dans le cadre du « Sprint 2030 pour les repas scolaires », le Brésil a rassemblé des gouvernements, des banques multilatérales de développement, des agences onusiennes et des fondations philanthropiques afin d'atteindre 150 millions d'enfants supplémentaires d'ici 2030, dans les pays à revenu faible ou intermédiaire inférieur.

Centre d'excellence contre la faim au Brésil et contribution du Brésil à l'agenda mondial sur les repas scolaires

Le Centre d'excellence contre la faim au Brésil, créé et soutenu par le gouvernement brésilien, est une plateforme mondiale d'échange de connaissances, de développement des capacités et d'assistance technique pour aider les pays à atteindre l'ODD 2 – Faim zéro. Au cours des 13 dernières

années, en partenariat avec l'Agence brésilienne de coopération et le Fonds national de développement de l'éducation, le Centre a collaboré avec plus de 70 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes.

À travers une coopération trilatérale Sud-Sud, le Centre met en valeur les expériences réussies dans le développement et le renforcement des programmes d'alimentation scolaire et de protection sociale, tout en promouvant la nutrition et le développement rural.

Cette approche s'appuie sur les enseignements tirés du Brésil et d'autres pays du Sud pour favoriser l'innovation politique et le partage des connaissances entre pays en développement. Axé sur les repas scolaires et leurs liens avec les systèmes agroalimentaires locaux, la nutrition et la résilience climatique, le Centre accompagne les gouvernements dans la conception, l'amélioration, l'expansion et la gestion de programmes d'alimentation scolaire portés au niveau national.

Depuis sa création, inspiré par les pratiques brésiliennes, le Centre a contribué directement à la progression rapide de l'agenda mondial sur les repas scolaires : 52 délégations de pays en développement ont visité le Brésil pour s'inspirer de son modèle transversal. En conséquence, plus de 30 pays ont augmenté leurs investissements dans les programmes nationaux d'alimentation scolaire et 20 pays ont renforcé leurs cadres juridiques ou réglementaires.

Le partenariat du Centre avec l'Union africaine a conduit à la création de la Journée africaine de l'alimentation scolaire, un engagement continental en faveur de l'investissement dans les repas scolaires, ainsi qu'à la mise en place du groupe thématique sur l'alimentation scolaire issue de la production locale au sein de l'Union africaine. Des pays comme le Togo, le Sénégal et le Malawi ont bénéficié d'un appui pour renforcer leurs politiques nationales, tandis qu'au Kenya, le Centre a contribué à l'élaboration de la Stratégie nationale pour la santé et la nutrition scolaires.

Ces exemples illustrent le rôle du Centre d'excellence dans la fourniture de solutions adaptées, la promotion de politiques durables et la facilitation de l'apprentissage mutuel au sein d'un réseau de partenaires en constante expansion. Grâce à son expertise approfondie en matière de repas scolaires, d'agriculture familiale et de politiques publiques, le Centre est à la pointe de l'innovation et du dialogue politique mondial sur l'alimentation scolaire.

Étude de cas 5

La vision audacieuse de la Somalie pour l'éducation grâce à son programme d'alimentation scolaire

Dans un contexte de décennies de conflit et d'instabilité, la Somalie se tourne vers les repas scolaires comme un puissant levier pour reconstruire son système éducatif et investir dans le capital humain. Malgré cet engagement, la pauvreté, les conflits et les chocs climatiques ont relégué la Somalie au dernier rang de l'indice de développement humain¹⁵, avec plus de 3 millions d'enfants non scolarisés.¹⁶

Les programmes d'alimentation scolaire constituent un outil essentiel pour relever ces défis, car ils apportent à la fois un soutien éducatif et nutritionnel aux enfants vulnérables. Pendant la sécheresse de 2021–2023, 250 écoles ont fermé ;¹⁷ toutefois, les écoles bénéficiant d'un programme d'alimentation scolaire se sont révélées nettement plus résilientes, restant ouvertes et maintenant les enfants dans un cadre d'apprentissage.

Lancé en 2003, le programme d'alimentation scolaire de la Somalie a débuté avec seulement 4 000 enfants. En 2023, avec l'appui de la communauté internationale, il avait atteint 197 000 enfants, dont 47 % de filles. Cependant, les déficits de financement et la dépendance de la Somalie à l'égard de donateurs externes menacent la durabilité du programme. La baisse récente des contributions des donateurs a entraîné une réduction significative de la couverture du programme en 2024.

Une étape déterminante dans l'avancée des repas scolaires a été franchie en 2021, lorsque la Somalie a rejoint la Coalition pour l'alimentation scolaire, s'engageant à respecter les objectifs de la Coalition visant à améliorer l'éducation et à favoriser le développement du capital humain sur le long terme. En 2022, le gouvernement somalien a défini trois objectifs ambitieux dans le cadre de son engagement national :

1. Finaliser et mettre en œuvre la Politique nationale d'alimentation scolaire, en l'intégrant dans des documents stratégiques clés, tels que le Plan stratégique du secteur de l'éducation (2022–2026) et le Plan national de transformation suivant (2025–2029). Depuis cet engagement initial, la Somalie a finalisé sa Politique nationale d'alimentation scolaire.

¹⁵ [Rapport sur le développement humain 2023-2024 : Rompre l'impasse : repenser la coopération dans un monde polarisé](#)

¹⁶ [Éducation | UNICEF Somalie](#)

¹⁷ [\[Drought in Somalia \(Sécheresse en Somalie\)\] | \[educationcluster.net\]](#)

- 2. Mettre en place un mécanisme de coordination multisectorielle** incluant de nouveaux partenaires – en particulier du secteur privé – pour appuyer le programme sur les plans technique et financier.
- 3. Plaider en faveur des repas scolaires** afin de sensibiliser à leur importance pour améliorer l'éducation et lutter contre la malnutrition.

Les repas scolaires sont désormais une priorité de la politique nationale, intégrée dans les politiques d'éducation et de protection sociale. Pour renforcer davantage la coordination intersectorielle, la Somalie a organisé une table ronde multisectorielle à Mogadiscio en août 2023, au cours de laquelle les ministères de l'Éducation, de l'Agriculture et des Finances ont signé une Déclaration d'engagement pour établir des mécanismes de coordination interministérielle et élaborer une feuille de route pour la mise en œuvre du programme national d'alimentation scolaire basé sur les produits locaux.¹⁸ En septembre 2023, ces ministères ont adopté une vision nationale visant à fournir des repas scolaires à tous les élèves des écoles primaires publiques d'ici à 2030, marquant une étape importante vers un programme durable, dirigé par le gouvernement.

Début 2025, le ministère de l'Éducation a finalisé la Politique nationale d'alimentation scolaire, et des efforts sont en cours pour en assurer la diffusion à l'échelle nationale.

Afin de mobiliser le soutien technique et financier nécessaire, la Somalie a coorganisé une conférence des donateurs pour le programme national d'alimentation scolaire, en partenariat avec la Finlande et la France. Il s'agissait de l'une des premières actions de plaidoyer de la Coalition pour l'alimentation scolaire au niveau national.¹⁹ À l'issue de ces démarches, la France a annoncé une contribution de 3,5 millions d'euros pour soutenir le redémarrage du programme somalien après une baisse des financements.

Grâce à son programme d'alimentation scolaire et à son engagement actif au sein de la Coalition pour l'alimentation scolaire, la Somalie répond à des besoins immédiats tout en jetant les bases de la stabilité sociale et économique.

En mettant en avant les repas scolaires dans le Plan national de transformation (2025–2029), la Somalie a érigé l'alimentation scolaire en pilier central de sa stratégie de résilience et de développement du capital humain.

¹⁸ [Le gouvernement de Somalie crée des partenariats pour développer les services d'alimentation scolaire | Coalition pour l'alimentation scolaire](#)

¹⁹ [Déclaration commune de résultats : conférence des bailleurs pour promouvoir le capital humain par l'alimentation scolaire en Somalie](#)

Étude de cas 6

Action européenne en faveur de l'alimentation scolaire : promouvoir le changement au niveau national et international

L'engagement de 19 pays européens, au sein et en dehors de l'Union européenne, dans la Coalition pour l'alimentation scolaire reflète la volonté du continent de garantir aux enfants un accès à des repas nutritifs, tant sur son territoire qu'à l'échelle mondiale. Des pays comme la France, l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni et les pays nordiques reconnaissent depuis longtemps la valeur de l'alimentation scolaire pour favoriser l'éducation, la santé et l'inclusion sociale. De nombreux pays européens placent également de l'alimentation scolaire au cœur de leur aide humanitaire et au développement. En novembre 2024, les pays européens se sont réunis à Kyïv, en Ukraine, à l'occasion du Sommet régional européen sur l'alimentation scolaire, réaffirmant l'engagement de la région envers les objectifs de la Coalition.

La Commission européenne a rejoint la Coalition pour l'alimentation scolaire en 2022 et soutient des programmes d'alimentation scolaire dans un nombre croissant de pays, notamment en République démocratique du Congo, au Malawi, en Afghanistan, en Éthiopie, au Togo et au Burkina Faso. Au sein de l'Union européenne, la Garantie européenne pour l'enfance positionne les repas scolaires comme un pilier clé de la lutte contre la pauvreté, la faim et les inégalités touchant les enfants.²⁰ Durant la présidence espagnole du Conseil de l'Union européenne en 2023, l'Espagne a encouragé les États membres à garantir à tous les enfants au moins un repas nutritif par jour, et a organisé une réunion régionale pour promouvoir les repas scolaires comme stratégie de lutte contre la pauvreté infantile et l'insécurité alimentaire.

Plusieurs pays européens ont accompli des avancées notables vers la réalisation des objectifs de la Coalition. En 2023, l'Allemagne a lancé le projet « Accelerating School Meals » afin de promouvoir les repas scolaires préparés à partir de produits locaux et respectueux du climat. Mis en œuvre par le PAM, ce programme quinquennal doté d'un budget de 22 millions d'euros vise à développer les programmes de l'alimentation scolaire préparés à partir de produits locaux et les solutions énergétiques en République démocratique populaire lao et en Sierra Leone. L'Allemagne s'est également engagée dans des mécanismes de financement innovants, notamment des accords d'échange de dette avec l'Égypte. Elle soutient le Consortium de recherche et l'Initiative sur le financement durable de la Coalition, et finance un projet conjoint PAM-FAO

²⁰ [Garantie européenne pour l'enfance - Commission européenne](#)

qui aide les gouvernements à élaborer des lignes directrices nutritionnelles pour les repas scolaires (voir chapitre 3). L'Allemagne dispose elle-même de lignes directrices nutritionnelles pour les repas scolaires depuis 2008. En 2024, elle a adopté la stratégie « Good Food for Germany (Une bonne alimentation pour l'Allemagne) », ²¹ qui accorde une attention particulière aux enfants et aux jeunes.

Le Luxembourg a également pris des engagements importants en faveur de programmes d'alimentation scolaire durables. Sa stratégie « Supply for the Future » vise à accroître la part des produits locaux et biologiques dans les repas scolaires et à proposer davantage d'options végétariennes d'ici 2025. Le pays a développé une plateforme numérique permettant de relier les fournisseurs locaux aux cantines scolaires, réduisant ainsi le gaspillage alimentaire et la pollution plastique. Depuis 2022, le Luxembourg finance un projet triennal visant à renforcer les programmes d'alimentation scolaire dans des contextes fragiles. Ce projet examine le lien entre repas scolaires, paix et cohésion sociale dans des zones de conflit.

D'autres pays européens, au sein ou en dehors de l'UE, réalisent également des avancées notables : la Suède offre des repas scolaires gratuits depuis plus de 70 ans et a récemment lancé le projet « A New Recipe for School Meals », qui fait le lien entre transformation des systèmes alimentaires, éducation, résilience locale et santé publique, dans quatre municipalités. Par le biais de sa loi de finances 2025, le Danemark a pris un engagement historique en allouant environ 130 millions de dollars américains à une initiative pilote pluriannuelle visant à évaluer les effets des repas scolaires sur la santé, les résultats scolaires et le bien-être des élèves.

En 2024, le Danemark s'est associé à la Fondation Novo Nordisk, à Grundfos et au PAM dans le cadre d'un projet triennal en soutien à des programmes d'alimentation scolaire locaux, inclusifs, durables et climato-intelligents dans trois pays d'Afrique de l'Est : le Kenya, le Rwanda et l'Ouganda. La Norvège finance un projet pluriannuel en appui aux programmes d'alimentation scolaire à l'échelle de l'Union africaine, tandis que l'Islande a récemment élargi son soutien aux programmes d'alimentation scolaire du PAM au Malawi, en Sierra Leone et en Ouganda.

Grâce à ces actions diversifiées, l'Europe joue un rôle central dans la réalisation de l'objectif de la Coalition pour l'alimentation scolaire : offrir des repas sains et durables à tous les enfants.

²¹ [BMEL - Publications - Good Food for Germany - The Federal Government's Food and Nutrition Strategy](#)

Chapitre 3

Nouvelles avancées dans la compréhension de l'alimentation scolaire : innovations et programmation durable

Une élève dans une classe au Malawi. PAM/Giulio d'Adamo



Le chapitre 3 met en lumière les domaines de recherche émergents et innovants que le comité de rédaction considère comme d'intérêt potentiel pour l'ensemble de la communauté engagée dans l'alimentation scolaire. Le présent rapport étant publié tous les deux ans et conçu pour rester pertinent sur une période de deux ans, ce chapitre porte une attention particulière aux travaux récents et encore peu diffusés dans le cycle de publication. Afin de rendre ces recherches plus accessibles, les études sont présentées sous forme de résumés de travaux déjà publiés en détail dans la littérature scientifique ou les publications de politiques publiques. Le lecteur est invité à consulter les publications originales pour avoir accès aux références et pour un suivi plus détaillé. Les synthèses ont été commandées par le comité de rédaction et rédigées par les auteurs des articles originaux, qui sont seuls responsables du contenu.

Ce chapitre est structuré en trois sections : nouvelles données sur les retours sur investissement, pratiques de programmation, et financement durable.

La première section, ***Nouvelles données probantes sur les bénéfices multisectoriels et les retours sur investissement des programmes d'alimentation scolaire***, présente des résultats récents issus de groupes techniques d'experts du monde entier, à travers quatre analyses distinctes :

- Un résumé des études sur le rapport coût-efficacité réalisées par la communauté de pratique « analytique et métrique » du Consortium de recherche. Ces analyses, fondées sur des données secondaires au niveau infranational, montrent que les programmes d'alimentation scolaire génèrent des bénéfices dans de nombreux secteurs, avec un rendement cumulé variant de 1 à 30 dollars américains pour chaque dollar investi, selon la sous-région concernée.
- Une revue systématique des essais disponibles sur l'impact des repas scolaires sur les résultats éducatifs, menée par le groupe « What Works Hub » de l'Université d'Oxford, qui conclut que les effets constatés en matière d'impact et de rapport coût-bénéfice sont comparables à ceux des interventions éducatives les plus reconnues.
- Un résumé d'analyses récentes sur l'impact des repas scolaires dans le domaine de la protection sociale, notamment le document de travail de la Banque mondiale de 2024 *School Meals, Social Protection and Human Development: Revisiting Trends, Evidence, and Practices in South Asia and Beyond* (Bundy et al., 2024), qui montre que les repas scolaires et les transferts monétaires figurent parmi les filets de sécurité les plus répandus dans le monde, chacun présentant des avantages spécifiques selon le contexte.
- Une mise à jour sur une série d'essais contrôlés randomisés, menée par un consortium incluant le PAM et le Groupe de la Banque mondiale, qui confirme certaines données antérieures tout en apportant des perspectives nouvelles sur les programmes nationaux d'alimentation scolaire dans plusieurs pays.

Ces analyses sont complétées par les informations contenues dans deux encadrés : les perspectives de l'Organisation internationale du Travail sur les repas scolaires et la protection sociale (Encadré 3.1) ; une mise à jour sur un nouvel essai en cours au Cambodge (Encadré 3.2).

La deuxième section, ***Nouvelles données probantes sur les pratiques de mise en œuvre***, explore trois aspects de la mise en œuvre des programmes au niveau national :

- Une revue, menée par la communauté de pratique « Bons exemples », des études de cas réalisées à ce jour dans 51 pays. Cette revue met en lumière des éléments probants émergents sur les bonnes pratiques, et présente les perspectives à venir.
- Une mise à jour de la FAO et du PAM concernant leur programme *Établir de nouvelles lignes directrices et normes nutritionnelles holistiques pour les repas scolaires*. Ce programme répond à un besoin largement reconnu d'établir des normes nutritionnelles pertinentes et crédibles pour les repas scolaires.
- Des perspectives issues de l'Initiative « Les villes nourrissent l'avenir » sur la mise en œuvre des repas scolaires à l'échelle municipale. Ce rapport, émanant de la plus récente des initiatives de la Coalition pour l'alimentation scolaire, illustre l'importance de reconnaître et de mieux comprendre le rôle des municipalités dans la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire.

Les rapports sont étayés par trois encadrés : la pertinence de l'outil de politique publique SABER dans la conception des programmes (Encadré 3.3) ; le développement continu de la Plateforme mondiale sur l'alimentation scolaire de la FAO en tant que bien public mondial (Encadré 3.4) ; et la liste des indicateurs de l'OMS dans le cadre de l'Initiative mondiale pour la mesure de la santé des adolescents (GAMA), destinée à évaluer la santé et le bien-être des adolescents (Encadré 3.5).

La troisième section, ***Financer une avancée décisive – le rôle du financement innovant***, a été élaborée par l'Initiative sur le financement durable de la Coalition pour l'alimentation scolaire. Elle présente une analyse des multiples options dont disposent les pays pour financer leurs programmes nationaux d'alimentation scolaire. Cette dernière section explore la question suivante : quelles seraient les conditions nécessaires pour permettre une avancée décisive dans la fourniture de repas scolaires ? L'objectif de la Coalition pour l'alimentation scolaire est de faire en sorte que chaque enfant ait accès à un repas scolaire chaud chaque jour de classe d'ici 2030. Mais pour transformer cet objectif en réalité, une augmentation substantielle des financements sera nécessaire, tant par les budgets nationaux que par l'aide publique au développement. Cette analyse met en évidence le rôle déterminant que des mécanismes de financement innovants pourraient jouer en appui aux politiques publiques.

3.1 Nouvelles données probantes sur les avantages multisectoriels et le retour sur investissement des programmes d'alimentation scolaire

Cette section met en lumière des données probantes récentes sur les retours sur investissement des repas scolaires dans plusieurs secteurs. Elle débute par une mise à jour des résultats issus des « *Études de Retour sur Investissement* », l'un des domaines de soutien les plus fréquemment sollicités auprès du Consortium de recherche, montrant comment un programme national d'alimentation scolaire peut générer des retombées dans plusieurs secteurs simultanément. Les retours dans deux secteurs clés — l'éducation et la protection sociale — sont ensuite analysés plus en détail. Enfin, la section présente une mise à jour des enseignements tirés de nouveaux essais menés par plusieurs pays.



Au Bangladesh, les élèves se font les champions des bilans de santé à l'école. PAM/Mehedi Rahman

Études de Retour sur Investissement des programmes nationaux d'alimentation scolaire

Pour bien comprendre les investissements dans les programmes d'alimentation scolaire et les retours associés, il est essentiel d'évaluer les coûts et bénéfices de manière globale. Les méthodes d'analyse coût-bénéfice permettent de quantifier, en termes monétaires, les coûts et les avantages liés à la mise en œuvre d'une politique donnée. Développer de telles analyses pour les programmes d'alimentation scolaire permet d'éclairer les décisions politiques fondées sur des preuves concernant l'efficacité financière des investissements ; de démontrer les retombées économiques de ces programmes à travers plusieurs secteurs ; et, point crucial, de mettre en évidence la pertinence stratégique de ces programmes en révélant leurs impacts distributifs majeurs, notamment en matière d'équité sociale et de bénéfices en faveur des populations pauvres et des filles (Verguet et al., 2023).

La communauté de pratique « Analytique et métrique » du Consortium de recherche a développé des modèles économiques pionniers permettant d'estimer les coûts et bénéfices complets des repas scolaires dans plusieurs secteurs. Une approche préliminaire d'analyse coût-bénéfice a d'abord été testée sur une sélection mondiale de pays à revenu faible et intermédiaire, pour lesquels des données secondaires étaient disponibles. Ce modèle d'analyse global de haut niveau a estimé que les bénéfices cumulés dans les quatre secteurs — santé et nutrition, éducation, protection sociale et économie locale — dépassaient largement les coûts, indiquant que les programmes d'alimentation scolaire pouvaient être hautement rentables (Verguet et al., 2020).

Avec le soutien de l'Agence norvégienne de coopération au développement, cette approche a été contextualisée dans sept pays du continent africain, où les gouvernements ont exprimé une forte demande pour ce type d'analyse. L'évaluation économique des repas scolaires est conduite par des partenariats réunissant des groupes interdisciplinaires d'universitaires, de chercheurs et de décideurs issus d'institutions des pays concernés, associant des modèles innovants à des données empiriques fondées sur des réalités locales et validées au niveau national. La forte implication des acteurs nationaux tout au long du processus permet aux décideurs de prendre pleinement conscience du potentiel des investissements dans les repas scolaires, les incitant ainsi à augmenter les ressources publiques allouées à ces programmes.

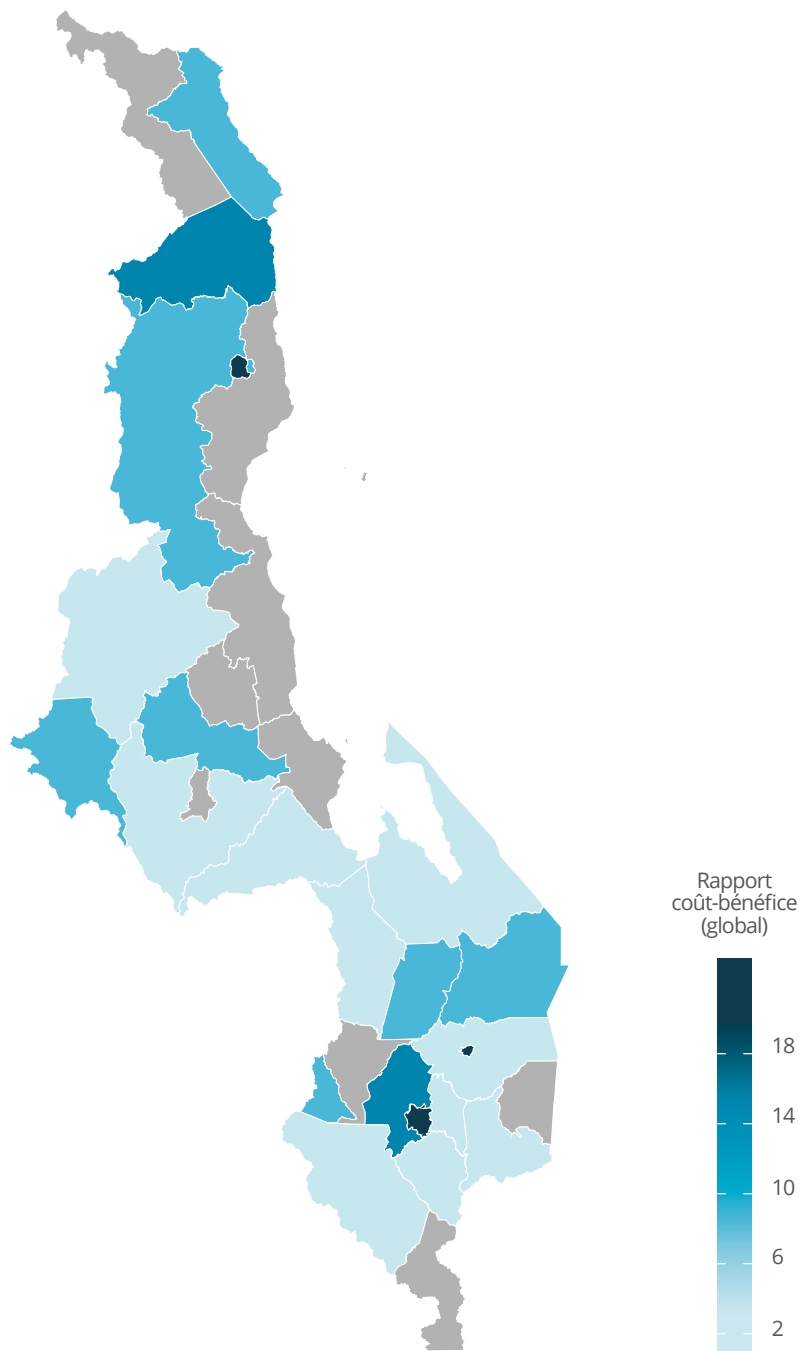
À ce titre, ces évaluations nationales des Études de Retour sur Investissement se sont révélées des outils particulièrement puissants pour convaincre les gouvernements d'intensifier leurs programmes, à la fois en raison de leurs effets multiplicateurs multisectoriels et de leur capacité à interpeller directement les ministères des finances, responsables des arbitrages budgétaires intersectoriels.

Les résultats préliminaires issus des sept pays africains concernés (Burundi, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Malawi, Mozambique, Namibie, Niger) suggèrent que les programmes d'alimentation scolaire sont rentables dans toutes les sous-régions, en particulier dans les secteurs de l'éducation, de la santé et de la nutrition. Selon la sous-région ciblée dans chacun de ces pays, chaque dollar investi dans les repas scolaires peut générer un bénéfice pouvant aller jusqu'à 30 dollars américains, la majorité des cas se situant dans une fourchette de 3 à 9 dollars. Ces résultats sont le reflet des caractéristiques propres aux programmes de d'alimentation scolaire ainsi que des spécificités socioéconomiques, éducatives et épidémiologiques de la sous-région ciblée (*voir, à titre d'exemple, la figure 3.1 sur le Malawi*). Dans certaines zones, les retours peuvent être plus élevés pour les filles que pour les garçons (Research Consortium for School Health and Nutrition, 2024). Enfin, les repas scolaires peuvent aussi générer d'importants bénéfices en matière d'équité, notamment chez les populations les plus vulnérables : la valeur transférée aux ménages (par bénéficiaire) peut représenter jusqu'à 10 à 20 % des dépenses alimentaires annuelles des ménages les plus pauvres.

La figure 3.1 présente les ratios coût-bénéfice estimés du programme d'alimentation scolaire pour les secteurs de l'éducation, de la santé et de la nutrition dans la plupart des districts du Malawi. Dans chaque district disposant de données, les bénéfices observés dans les écoles proposant des repas ont été comparés à ceux des écoles n'en proposant pas. Les résultats ont beaucoup varié d'un district à l'autre. Aucun district n'a affiché un retour inférieur à 2 dollars américains pour chaque dollar investi, et certains ont enregistré des retours allant jusqu'à 18 dollars par dollar investi. Des analyses complémentaires aident le gouvernement à comprendre pourquoi certains districts affichent de meilleurs résultats que d'autres, afin d'en tirer les enseignements. Ce type d'analyse peut contribuer à réduire les disparités territoriales dans un pays et servir d'exemple utile pour d'autres pays cherchant à concevoir ou à améliorer leurs programmes d'alimentation scolaire.

Figure 3.1

Estimation des rapports coûts-bénéfices des programmes d'alimentation scolaire sur l'éducation, la santé et la nutrition combinées, par sous-régions (districts) au Malawi



Source : Malawi Value for Money Study Team. (2024). Value for Money of School Feeding Programs in Malawi. London School of Hygiene and Tropical Medicine, London, UK. (en anglais)

Alimentation scolaire et résultats scolaires

Comprendre les effets de l'alimentation scolaire sur l'éducation permet aux gouvernements d'appréhender l'éventail complet des retombées sociales générées par les investissements dans l'alimentation scolaire. Un enfant qui a faim risque de ne pas aller à l'école ou, s'il y va, de rencontrer des difficultés à se concentrer en classe. Fournir des repas à l'école peut à la fois inciter à la fréquentation scolaire et aider les élèves à rester attentifs et à mieux assimiler les contenus éducatifs. Ces mécanismes plausibles reliant une intervention en santé scolaire aux résultats éducatifs soulignent tout l'intérêt d'évaluer l'impact des repas scolaires sur la réussite éducative et les acquis scolaires.

Cette section compare les résultats de nombreuses études menées dans différents pays afin de mieux comprendre comment les programmes d'alimentation scolaire ont contribué à améliorer les résultats éducatifs.

Il s'agit de la revue la plus complète réalisée à ce jour. Elle montre un effet positif de la fourniture de repas scolaires sur trois dimensions majeures : la scolarisation, les compétences cognitives et les acquis d'apprentissage. Ces effets sont significatifs. Par exemple, des améliorations importantes et statistiquement significatives (jusqu'à 0,15–0,20 écart-type) ont été constatées pour des compétences fondamentales telles que les mathématiques et la lecture.

Une méta-analyse a été réalisée sur 40 groupes de traitement issus d'études distinctes menées dans 19 pays, ce qui en fait l'une des revues les plus complètes sur les effets des repas scolaires sur l'éducation. Elle synthétise les données disponibles sur les programmes d'alimentation scolaire et évalue leur impact sur les résultats éducatifs, en particulier la scolarisation, les acquis et les compétences cognitives, en mettant l'accent sur les enfants des pays à revenu faible et intermédiaire.

Cette étude s'appuie sur des revues systématiques antérieures, qu'elle harmonise et complète avec de nouvelles études. Elle analyse des évaluations issues d'essais contrôlés randomisés et d'études quasi-expérimentales. Ces dernières sont particulièrement précieuses car elles permettent d'évaluer les programmes à grande échelle, lorsqu'ils sont mis en œuvre par les gouvernements. L'analyse inclut aussi des éléments de variation (hétérogénéité) liés, par exemple, à l'apport calorique ou protéique.

Enfin, une analyse détaillée du rapport coût-efficacité a été ajoutée, comprenant des comparaisons avec d'autres interventions éducatives afin d'éclairer les choix d'investissement et les priorités des gouvernements. Une méta-analyse à effets aléatoires a également été réalisée.²²

L'analyse présentée dans cette revue s'appuie sur l'indicateur d'années de scolarité ajustées selon les apprentissages (LAYS), de plus en plus utilisé par des organisations telles que la Banque mondiale (Angrist et al., 2021). Cet indicateur combine la scolarisation et les acquis scolaires en une seule mesure synthétique. Les LAYS sont l'équivalent, dans le domaine de l'éducation, des années de vie ajustées sur l'incapacité utilisées dans le secteur de la santé (telles qu'estimées dans l'étude Global Burden of Disease), ce qui permet des comparaisons de rapport coût-efficacité entre divers types de résultats.

Les LAYS peuvent être interprétées comme une année de scolarité de haute qualité, c'est-à-dire une année durant laquelle l'élève consolide des acquis scolaires substantiels, conformément aux normes internationales. Cet indicateur a gagné en importance dans le secteur de l'éducation et constitue le pilier éducatif de l'Indice du capital humain de la Banque mondiale. Les LAYS sont également utilisées par le Global Education Evidence Advisory Panel pour formuler des recommandations sur les interventions éducatives les plus rentables. Ce panel est copiloté par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), la Banque mondiale, l'UNICEF et le ministère britannique des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement.

Selon cette analyse, un effet positif a été observé sur la scolarisation, les compétences cognitives et les acquis scolaires, avec des gains pouvant atteindre 0,15 et 0,20 écart-type pour les compétences en mathématiques et en lecture. Bien que les repas scolaires puissent représenter un coût important, l'analyse de rentabilité réalisée pour différents types d'interventions a révélé une rentabilité élevée par rapport à plusieurs interventions éducatives classiques. Les résultats montrent que les repas scolaires peuvent générer jusqu'à la moitié d'une année de scolarité de haute qualité par tranche de 100 dollars américains investis par enfant.

²² Les méthodes comprennent le calcul des tailles d'effet standard, telles que les statistiques d de Cohen, les intervalles de confiance à 95 %, ainsi que les statistiques I², qui quantifient l'hétérogénéité et fournissent une mesure de la généralisation probable des résultats à différents contextes. Les résultats ont été analysés selon chaque type d'effet mesuré et stratifiés selon plusieurs dimensions clés. Pour les résultats liés à la scolarisation, une analyse a été menée avec les résultats exprimés en années de scolarité gagnées. Pour les acquis en mathématiques et en littérature, ainsi que pour les compétences cognitives, l'analyse a été menée avec les résultats exprimés en écarts-types. Lorsque les résultats n'étaient pas initialement présentés en écarts-types, les unités ont été normalisées et converties en écarts-types.

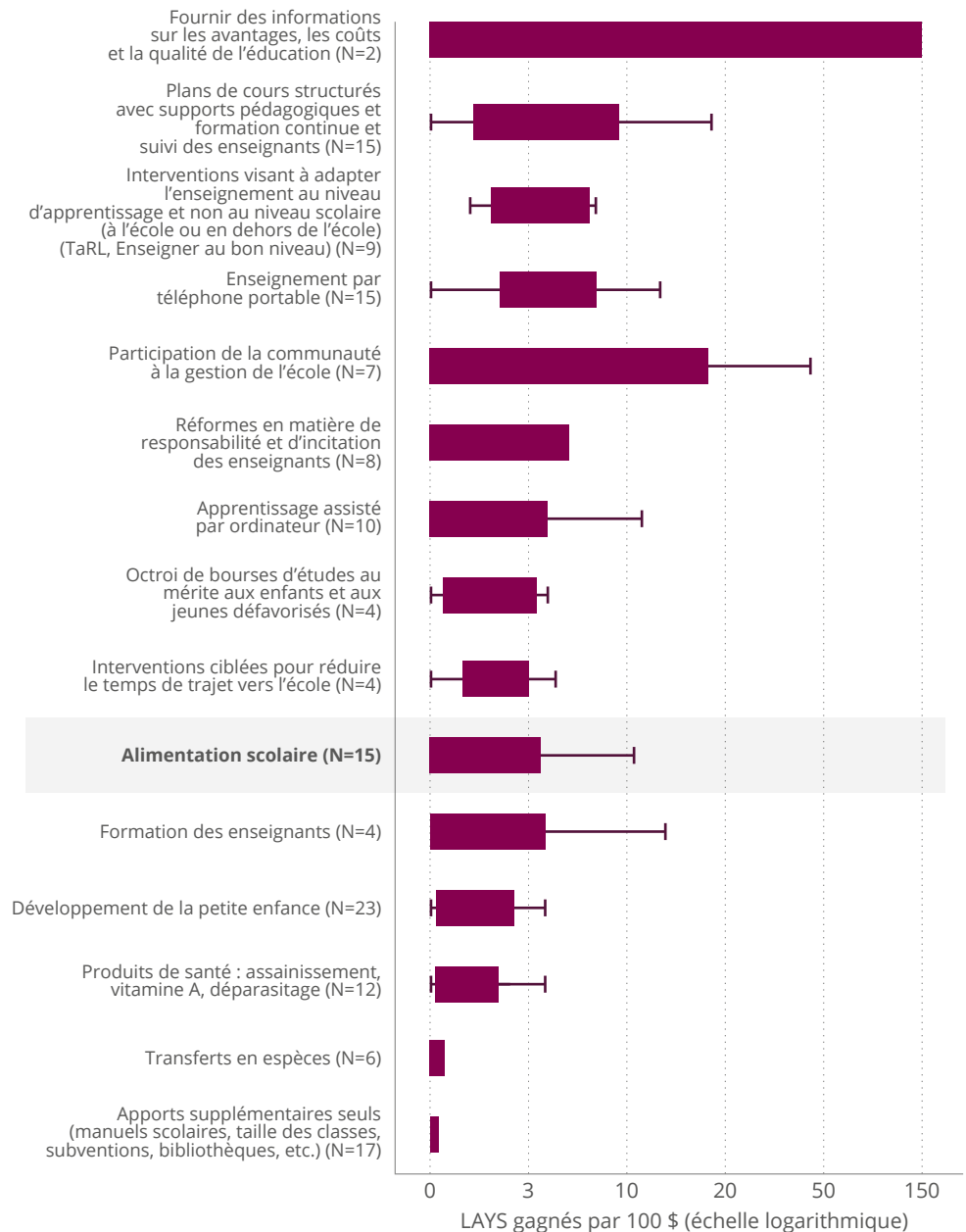
Dans le cadre de cette étude, les données relatives aux coûts ont été examinées afin de réaliser une analyse et une comparaison du rapport coût-efficacité. Le coût par enfant identifié dans les évaluations étudiées variait entre une moyenne de 83 dollars américains et une médiane de 50 dollars américains. En ce qui concerne les coûts annuels, les repas scolaires coûtent en moyenne 36 dollars américains par enfant et par an, avec une médiane de 22 dollars américains. Compte tenu d'un effet allant jusqu'à 0,20 écart-type sur les acquis en mathématiques, cela correspond à 0,25 année de scolarité de haute qualité selon la méthodologie proposée par Angrist (Angrist N, 2025; Angrist et al., 2020). Avec le coût moyen par intervention, on estime un gain de 0,30 année de scolarité de haute qualité pour 100 dollars américains investis. En utilisant le coût médian, ce chiffre atteint 0,50 année de scolarité de haute qualité pour 100 dollars américains investis.

Dans une analyse comparative du rapport coût-efficacité, et en comparant les effets des programmes d'alimentation scolaire avec ceux des interventions éducatives traditionnelles, l'étude a révélé que les repas scolaires se classaient mieux que certains autres programmes et politiques éducatifs populaires. Ces effets sont remarquables dans une littérature qui révèle que plus de la moitié des interventions éducatives n'apportent aucun résultat positif en matière d'éducation. Par exemple, certaines interventions très répandues — comme la formation générale des enseignants ou l'apport de ressources supplémentaires (ordinateurs portables, subventions scolaires) — ont un effet faible, voire nul, sur les résultats éducatifs. À ce titre, les repas scolaires apparaissent comme une intervention prometteuse pour améliorer les résultats scolaires, parfois même plus efficace que certaines approches éducatives conventionnelles.

Figure 3.2

Comparaison des gains en termes de LAYS par 100 dollars américains investis dans différentes interventions sanitaires en milieu scolaire

Par rapport aux interventions éducatives traditionnelles, l'alimentation scolaire présente un meilleur Retour sur Investissement que certains programmes et politiques éducatifs couramment mis en œuvre.



Source : Angrist, N., Evans, D. K., Filmer, D., Glennerster, R., Rogers, H., & Sabarwal, S. (2025). How to improve education outcomes most efficiently? A review of the evidence using a unified metric. *Journal of Development Economics*, 172, 103382. <https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2024.103382> (en anglais)

Les programmes d'alimentation scolaire sont souvent mis en œuvre à grande échelle par les systèmes gouvernementaux. L'étude menée pour comprendre si l'efficacité se maintient à plus grande échelle a montré que cette efficacité reste remarquablement stable, même lorsque les repas scolaires sont fournis à un nombre accru d'élèves. Aucune relation négative statistiquement significative n'a été observée entre la taille de l'échantillon et l'ampleur de l'effet. Ce résultat est surprenant, car la plupart des programmes sociaux connaissent généralement des « baisses de tension » en matière d'impact lorsqu'ils sont étendus à plus grande échelle (List, 2022).

Dans l'ensemble, les programmes d'alimentation scolaire ont produit des effets positifs et modérés sur les résultats éducatifs. Les résultats suggèrent que plusieurs mécanismes contribuent de manière plausible à l'amélioration des acquis scolaires, à la fois en incitant les enfants à s'inscrire à l'école et en agissant comme un levier pour renforcer la cognition et les apprentissages.

Repas scolaires et résultats en matière de protection sociale

Les repas scolaires jouent depuis longtemps un rôle essentiel en tant que filet de protection sociale, avec des origines remontant au XIX^{ème} siècle, lorsque des organisations caritatives et religieuses en Europe distribuaient de la nourriture aux enfants vulnérables (Bryant, 1912). Au fil du temps, les repas scolaires sont devenus un instrument de politique publique formalisé dans de nombreux pays. Une enquête menée en 2021 auprès de 185 programmes d'alimentation scolaire a révélé que 73 % d'entre eux considéraient la fonction de filet de protection sociale comme l'un de leurs objectifs principaux (Global Child and Nutrition Foundation (GCNF), 2022a). Aujourd'hui, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire inférieur, les repas scolaires sont souvent ciblés géographiquement, en donnant la priorité aux zones où se concentrent les populations vulnérables et où les niveaux de scolarisation sont faibles.

Le rôle des repas scolaires en tant que filet de protection sociale repose avant tout sur leur capacité à atténuer la faim provoquée par des chocs — qu'ils soient individuels ou systémiques — ainsi que par des vulnérabilités structurelles. Le programme indien de repas à la mi-journée en est un exemple emblématique. Des recherches montrent qu'il a permis de compenser les effets négatifs de la sécheresse sur la nutrition des enfants (Singh et al., 2014).

Cela illustre la capacité des repas scolaires à servir de rempart contre l'insécurité alimentaire en période de crise, en veillant à ce que les enfants continuent de recevoir une nutrition essentielle.

Les repas scolaires sont souvent adoptés non seulement pour leur fonction de filet de protection sociale, mais aussi parce qu'ils répondent à plusieurs besoins dans des domaines variés, notamment l'éducation, la nutrition des enfants et la protection sociale. Ils constituent ainsi une approche intégrée pour améliorer les résultats dans ces trois domaines, même s'ils ne sont pas nécessairement l'outil le plus efficient pris isolément. En remplissant plusieurs fonctions à la fois, les repas scolaires deviennent un choix stratégique attractif, en particulier dans les contextes à ressources limitées, où les gouvernements cherchent à maximiser l'impact de leurs programmes publics.

Une autre forme de protection sociale fréquemment considérée aux côtés des repas scolaires est celle des transferts monétaires. Ces deux outils visent à encourager la scolarisation tout en assurant une fonction de filet de protection sociale, mais par des mécanismes différents. Les transferts monétaires apportent un soutien financier direct aux ménages, qui peuvent l'utiliser selon leurs besoins. Les repas scolaires, en revanche, fournissent une assistance en nature, garantissant qu'un enfant reçoit au moins un repas nutritif par jour à l'école. Le choix entre ces deux approches s'inscrit dans le débat plus large entre transferts monétaires et aide alimentaire, un sujet qui a fait l'objet de nombreuses analyses.

Les études récentes sur ce débat montrent qu'aucune approche n'est universellement supérieure (Gentilini, 2016). L'efficacité relative des transferts monétaires et des interventions alimentaires comme les repas scolaires dépend fortement du contexte. Dans certains cas, les transferts monétaires peuvent offrir une plus grande souplesse et un sentiment d'autonomisation pour les familles ; dans d'autres, la fourniture de nourriture peut être plus efficace pour lutter directement contre la faim et les carences nutritionnelles, en particulier dans des contextes de marchés instables ou d'accès limité à des aliments sains. En définitive, le choix de privilégier les repas scolaires ou les transferts monétaires comme outil de protection sociale dépend des besoins spécifiques et du contexte des populations ciblées.

Encadré 3.1

Le rôle des programmes d'alimentation scolaire dans la protection sociale et la facilitation d'une transition juste²³

Les programmes d'alimentation scolaire apportent une contribution essentielle au développement de l'enfant, notamment en matière de nutrition, de santé et d'éducation (Sanfilippo et al., 2012), tout en favorisant le développement social et économique à long terme. En assurant un apport régulier en nutriments essentiels aux enfants, les programmes d'alimentation scolaire renforcent les capacités humaines et permettent aux ménages économiquement défavorisés de réaliser des économies équivalentes à 10 % de leur revenu, voire davantage lorsqu'il s'agit de rations à emporter (Bundy et al., 2018).

Le plus récent *Rapport mondial sur la protection sociale 2024–2026* de l'OIT met l'accent sur le rôle essentiel de la protection sociale universelle pour permettre l'action climatique et garantir une transition juste. Dans ce contexte, les programmes d'alimentation scolaire ont un rôle important à jouer (voir section 4.1.2 in *World Social Protection Report 2024–26* (ILO, 2024)).

Lors de l'examen des effets négatifs croissants des événements climatiques extrêmes sur les conditions de vie — qui touchent les familles et les enfants — le rapport identifie notamment : la malnutrition, la perte temporaire ou la baisse des revenus, la diminution de la fréquentation scolaire, l'augmentation des prix des denrées alimentaires et le risque de déplacement. Dans chaque cas, ces problèmes peuvent être atténués par des politiques d'approvisionnement alimentaire ou aggravés par des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement.

En analysant les effets des politiques climatiques, le rapport souligne la nécessité de requalifier la main-d'œuvre ainsi que le risque accru de chômage lié à la fermeture de secteurs non durables. Une fois encore, les politiques d'alimentation scolaire ont un rôle à jouer. Les données probantes disponibles sur les effets en matière d'emploi de la fourniture de repas scolaires à l'échelle universelle sont claires. À ce titre, les repas scolaires présentent une valeur ajoutée en tant que composante potentielle d'un système de protection sociale, au-delà de leur fonction de transfert direct en nature.

²³ Certains passages de ce texte s'inspirent directement de l'OIT. 2024. [Rapport mondial sur la protection sociale 2024-2026 : Protection sociale universelle pour l'action climatique et une transition juste](#). Genève.

Les politiques climatiques peuvent entraîner une baisse de revenus pour les personnes travaillant dans des secteurs nuisibles à l'environnement, dans la mesure où ces politiques visent à réduire la productivité dans ces secteurs. Elles peuvent également générer des coûts supplémentaires — par exemple sous forme de taxes carbone — sur des activités potentiellement nocives pour l'environnement, telles que la production d'énergie ou le transport. De telles hausses des coûts dans les chaînes d'approvisionnement peuvent avoir un impact sur les prix alimentaires, augmentant le risque que les familles avec enfants aient un accès réduit à des quantités moindres ou à une nourriture de moindre qualité. Les politiques climatiques qui affectent les pratiques agricoles peuvent également modifier les chaînes d'approvisionnement et les coûts alimentaires, avec des conséquences sur l'accès des enfants à une alimentation adéquate et nutritive.

Les politiques d'alimentation scolaire ont un rôle clair à jouer pour répondre à certains des risques induits par les chocs ou les pressions structurelles. Quelle que soit l'issue de la transition juste, la demande en nourriture restera constante et, pour de nombreux enfants dans le monde, devra même continuer à progresser. C'est pourquoi les implications de cette transition, qui constituent le thème central du *Rapport mondial sur la protection sociale*, exigeront la mise en place de systèmes de protection sociale capables de répondre à cette demande, au minimum de manière équitable, puis en fonction des besoins, en particulier pour les enfants.

En assurant un socle de protection sociale durable et gratuit au point d'accès pour tous les enfants, chaque système national de protection sociale a le potentiel d'offrir au moins une chaîne d'approvisionnement alimentaire régulée pour les enfants, au fur et à mesure de la mise en œuvre de la transition juste. Idéalement, ce dispositif serait accompagné de l'accès à une prestation familiale, en tant qu'élément central de tout système de protection sociale de l'enfance. Ces systèmes peuvent être gérés de manière à protéger les achats alimentaires contre les hausses abusives de prix, et à bénéficier d'économies d'échelle, dans un contexte où l'inflation alimentaire constitue une préoccupation croissante. Ils peuvent aussi contribuer au renforcement des effectifs du secteur social, et aider à atténuer les défis liés à la requalification, au chômage et à l'aggravation de la pauvreté monétaire des ménages, avec des retombées positives pour une partie importante de la population active, dans toutes les régions d'un pays.

Données probantes émergentes issues de nouveaux essais contrôlés randomisés

En 2021, en partenariat avec la Banque mondiale, le PAM a lancé la fenêtre d'évaluation d'impact des programmes scolaires (School-Based Programmes Impact Evaluation Window) afin de générer un ensemble de données probantes généralisables sur les repas scolaires grâce à la réalisation de plusieurs évaluations d'impact rigoureuses portant sur des questions similaires. Ces évaluations, fondées sur des protocoles expérimentaux²⁴, visaient à mesurer dans quelle mesure les repas scolaires contribuent aux résultats des enfants, soutiennent les ménages et les acteurs de la chaîne de valeur des repas scolaires, et comment les modalités de mise en œuvre et les interventions complémentaires influencent ces résultats. Depuis son lancement, six évaluations expérimentales d'impact ont été entamées en Gambie, Jordanie, Burundi, Guatemala, Malawi et Madagascar.

Trois ans après le lancement de cette initiative, plusieurs enseignements ont émergé des évaluations en cours :

I. Les repas scolaires ont un impact positif significatif sur la sécurité alimentaire, la diversité alimentaire et le bien-être mental des enfants, en particulier chez les filles.

En Gambie, un essai contrôlé randomisé a porté sur plus de 2 000 enfants dans 92 écoles répartis aléatoirement entre un groupe recevant un repas scolaire chaud et un groupe témoin.²⁵ L'étude a révélé que la fourniture d'un repas chaud à l'école a un impact positif statistiquement significatif sur la sécurité alimentaire, la diversité des régimes alimentaires et des indicateurs de bien-être comme le stress et la dépression. La proportion d'enfants déclarant une sécurité alimentaire acceptable a augmenté de 12 %²⁶, tandis que la part des enfants atteignant un score de diversité des régimes alimentaires supérieur à la médiane a progressé de 22 %, ²⁷ grâce

²⁴ Comme les essais contrôlés randomisés et les tests A/B.

²⁵ Les écoles du groupe de comparaison ont été prioritaires pour une mise en œuvre progressive après la fin de l'évaluation et le passage à l'échelle du programme.

²⁶ La sécurité alimentaire a été mesurée à l'aide de l'échelle d'expérience de l'insécurité alimentaire, comprenant un ensemble de huit questions couvrant différents niveaux d'insécurité alimentaire au cours de la semaine précédente. Un enfant était considéré comme en situation de sécurité alimentaire s'il obtenait au moins cinq réponses positives sur huit.

²⁷ Le score de diversité des régimes alimentaires a été mesuré à l'aide d'un rappel de 24 heures et portait sur neuf groupes d'aliments. La proportion d'enfants ayant un score de diversité du régime alimentaire supérieur à cinq groupes a augmenté de neuf points de pourcentage, passant de 37 % dans le groupe de comparaison à 45 % dans le groupe d'enfants bénéficiant de repas scolaires, soit une hausse équivalente à 0,34 groupe d'aliments, avec une moyenne de comparaison de 5,01 groupes.

à une consommation accrue de groupes alimentaires variés. La proportion d'enfants ayant déclaré souffrir d'une dépression modérée, modérément grave ou grave a diminué de 13 %, avec des tendances similaires observées pour les niveaux de stress déclarés. Les données probantes montrent que ce sont les filles qui ont le plus bénéficié de la distribution de repas chauds.

II. Les programmes d'alimentation scolaire basés sur les produits locaux peuvent accroître le nombre de repas distribués.

De plus en plus de gouvernements achètent les denrées alimentaires auprès de petits agriculteurs locaux dans le but de dynamiser l'agriculture nationale. Toutefois, les données probantes empiriques sur la meilleure façon de concevoir ces systèmes d'approvisionnement décentralisés restent limitées. Les résultats des évaluations en cours montrent que la prestation de services dans ces modèles décentralisés est élevée. Par exemple, une évaluation sommaire de l'impact²⁸ au Burundi a comparé les performances du programme d'alimentation scolaire (quantité, diversité et qualité des repas, par exemple) dans 50 écoles sélectionnées au hasard qui étaient passées à un nouveau modèle décentralisé de bons d'achat de produits de base auprès d'agriculteurs locaux, à celles de 45 écoles sélectionnées au hasard qui continuaient à utiliser l'ancien modèle d'approvisionnement, dans lequel le PAM s'approvisionnait principalement sur les marchés internationaux. Les données probantes montrent que le nouveau modèle a permis d'augmenter de 75 % en moyenne le nombre total de jours avec repas distribués.

III. Les repas scolaires représentent une opportunité économique pour les travailleurs et les agriculteurs locaux.

Une évaluation d'impact randomisée en Jordanie montre que le revenu individuel des femmes embauchées dans la préparation de repas sains dans le cadre du programme national d'alimentation scolaire a plus que triplé. Le revenu des ménages a augmenté d'un tiers, et des améliorations significatives ont été observées en matière de satisfaction de vie chez les femmes et d'attitudes des hommes vis-à-vis des rôles de genre. Au Burundi, les données probantes montrent qu'une part importante des revenus des coopératives provenait des ventes aux écoles, ce qui met en lumière le potentiel économique des repas scolaires pour les agriculteurs locaux.

²⁸ Les évaluations d'impact allégées sont menées selon une conception expérimentale afin de tester différentes modalités de mise en œuvre. Plutôt que de se concentrer sur les résultats, elles comparent des données au niveau des extrants et s'appuient principalement sur les systèmes de suivi existants pour la collecte des données. Cela présente l'avantage de réduire les coûts de collecte tout en fournissant des données probantes fiables sur la mise en œuvre.

Deux essais contrôlés randomisés en cours au Malawi et au Burundi — attendus pour 2026 — évaluent spécifiquement l'impact des programmes d'alimentation scolaire basés sur les produits locaux sur les agriculteurs locaux et l'économie locale.

Alors que la première vague d'évaluations d'impact s'achève en Jordanie, au Guatemala et en Gambie, le PAM étudie la faisabilité de nouveaux programmes et la possibilité pour d'autres pays de rejoindre la fenêtre d'évaluation de l'impact des programmes scolaires. De nouveaux pays seront admis dans la fenêtre tant que la demande existe et qu'il est possible d'y mener une évaluation rigoureuse. Des évaluations d'impact seront menées en collaboration avec les partenaires techniques du PAM, notamment le département d'évaluation de l'impact sur le développement de la Banque mondiale et le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire. Bien que les questions spécifiques à chaque évaluation d'impact dépendent en grande partie des priorités des bureaux de pays, les évaluations d'impact menées dans le cadre de ce volet devraient fournir des données probantes rigoureuses dans les trois domaines thématiques suivants :

- L'impact des interventions en matière d'alimentation scolaire et des activités complémentaires sur la nutrition, la santé et les résultats en termes d'acquis scolaires des enfants ; leur Retour sur Investissement ; et la mesure dans laquelle les avantages des programmes d'alimentation scolaire varient selon l'âge, le sexe et tout au long de l'année, en fonction des fluctuations saisonnières, des chocs et des facteurs de stress.
- L'impact des programmes d'alimentation scolaire basés sur les produits locaux sur l'économie locale, y compris les revenus des agriculteurs, les recettes des coopératives et les prix du marché ; ainsi que la manière dont différents modèles d'approvisionnement, associés à des interventions agricoles et de moyens de subsistance, peuvent aider les agriculteurs et les communautés à renforcer leur résilience face aux chocs climatiques.
- Les modèles d'approvisionnement et de distribution les plus adaptés et les plus rentables pour accompagner la transition des programmes d'alimentation scolaire vers une pleine prise en charge par les gouvernements nationaux et les autorités locales.

Encadré 3.2

Tests de repas scolaires nutritionnellement optimaux au Cambodge

Un essai contrôlé randomisé par grappes a été mené au Cambodge, impliquant 40 écoles réparties dans trois régions du pays. Vingt enfants par école ont été sélectionnés au départ selon des critères d'éligibilité prédéfinis. Les écoles ont été réparties selon un ratio 1:1 entre le groupe témoin et le groupe d'intervention.

Pendant trois mois, les enfants du groupe d'intervention ont reçu des repas scolaires conformes aux nouvelles lignes directrices et normes nutritionnelles, en remplacement des repas habituels, tandis que les écoles témoins ont continué à servir leurs repas habituels sans modification. Les enfants des écoles du groupe d'intervention ont également participé à des leçons et activités d'éducation alimentaire régulières, conçues pour valoriser les repas scolaires et encourager la consommation des repas améliorés.

L'apport alimentaire des enfants a été évalué au début et à la fin de l'intervention à l'aide de rappels alimentaires quantitatifs sur 24 heures, avec un second rappel non consécutif auprès d'un sous-échantillon de 240 enfants. Les repas scolaires ont également été pesés afin de mesurer la consommation et le gaspillage. Les données de référence ont été collectées entre mars et juin 2023, et les données de fin de période entre août et septembre 2024.

Les résultats principaux de l'essai porteront sur l'effet de l'intervention sur la consommation habituelle de fruits, légumes, aliments d'origine animale et produits de grignotage riches en sel, sucre et graisses. Les résultats secondaires comprendront les différences dans l'apport énergétique, protéique et en micronutriments des enfants, ainsi que la consommation des principaux groupes alimentaires à domicile selon les groupes de l'essai. L'étude a également évalué l'acceptabilité des repas et la fidélité de mise en œuvre.

Les résultats de l'essai seront disponibles en 2025. Ils seront d'abord communiqués au ministère cambodgien de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, puis partagés avec les communautés participantes à travers des activités de sensibilisation, et enfin diffusés auprès de la communauté internationale de la recherche et des praticiens des repas scolaires, notamment par des présentations lors de conférences scientifiques, de webinaires techniques et dans des publications évaluées par des pairs.

3.2 Nouvelles données probantes sur les pratiques de programmation

Chaque jour, le monde nourrit environ 466 millions d'enfants grâce à des programmes nationaux d'alimentation scolaire mis en œuvre et soutenus par les gouvernements. Comprendre ce qui fonctionne – et ce qui ne fonctionne pas – est essentiel pour concevoir de nouveaux programmes plus efficaces et renforcer ceux déjà en place. Cette section explore les enseignements tirés d'études de cas de programmes mis en œuvre à grande échelle, examine les progrès réalisés en matière de définition de normes pour les programmes, et présente les travaux de l'initiative « Les villes nourrissent l'avenir » de la Coalition pour l'alimentation scolaire, qui étudie le rôle essentiel des municipalités dans la mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire.

Exemples émergents de bonnes pratiques dans les programmes nationaux

La Communauté de pratique « Bons exemples » du Consortium de recherche sur la santé et la nutrition en milieu scolaire accompagne les équipes nationales dans la rédaction d'études de cas sur les programmes nationaux d'alimentation scolaire dans tous les États membres de la Coalition. Rédigées par des équipes composées d'universitaires, de praticiens et d'acteurs nationaux, ces études suivent un format simple et efficace pour résumer et partager les expériences en matière de programmation des repas scolaires. En documentant les innovations mises en œuvre par les agriculteurs, les communautés, les gouvernements, le secteur privé et la société civile, ces études de cas servent de source d'inspiration pour les pays désireux d'élargir leurs programmes. Cinquante et une études de cas nationales sont en cours, dont 21 ont déjà été publiées, couvrant quatre continents. À partir de cet ensemble, plusieurs outils d'analyse ont permis d'identifier des bonnes pratiques récurrentes. Les sciences de la solution, les outils d'analyse sémantique et l'intelligence artificielle ont permis de faire ressortir les premières « idées intelligentes » communes à plusieurs études de cas, telles que :

Les normes nutritionnelles : l'introduction de normes nutritionnelles permet d'améliorer la qualité et la diversité des repas scolaires. Une plus grande variété des menus favorise une alimentation plus saine et équilibrée.

La valorisation culturelle et l'approvisionnement local : l'intégration d'éléments culturels dans les menus favorise l'utilisation de produits locaux et la valorisation des traditions culinaires (par exemple, aliments ou recettes autochtones). L'achat d'ingrédients traditionnels permet de soutenir l'approvisionnement local, de renforcer les systèmes alimentaires grâce aux petits producteurs et chaînes d'approvisionnement, et de contribuer à la souveraineté alimentaire.

L'engagement communautaire : l'implication des élèves, des parents, des communautés et des autorités locales dans la conception et la mise en œuvre des programmes favorise l'appropriation nationale.

Une approche globale de l'école : l'adoption d'une approche holistique, allant au-delà des repas de qualité en intégrant l'éducation à la nutrition et à la santé, favorise l'adoption de comportements durables et bénéfiques à la santé. Les enseignants jouent un rôle essentiel dans la promotion de pratiques favorables au bien-être.

Le ciblage géographique et budgétaire en faveur des enfants vulnérables : certains pays orientent leurs budgets vers les enfants vulnérables, contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté (par exemple, Éthiopie et Bénin). Le ciblage géographique est parfois utilisé pour protéger les enfants contre la radicalisation ou les recrutements par des groupes armés. D'autres pays, comme la Finlande, ont introduit des repas gratuits pour tous les enfants, faisant des programmes d'alimentation scolaire un levier d'équité nationale. Les ménages bénéficiaires signalent une amélioration notable de leurs conditions de vie et une diminution des dépenses alimentaires (par exemple, Burundi).

Une gouvernance coordonnée : dans les pays comptant de nombreux acteurs (y compris des ONG), la création d'une agence nationale permet de coordonner les efforts et d'assurer le respect des politiques publiques, notamment en matière de normes nutritionnelles et d'approvisionnement local. Des agences de ce type ont vu le jour au Burundi et au Togo, assorties d'exigences d'adhésion pour les acteurs du secteur.

Des mesures d'urgence pour la résilience : la mise en place de mécanismes d'urgence assure la continuité et la résilience des programmes d'alimentation scolaire, comme observé en Ukraine.

Des menus scolaires respectueux de la planète : l'approvisionnement local, les technologies de cuisson propres et les repas végétariens contribuent à réduire l'empreinte carbone des repas scolaires (par exemple, Kenya et France).

Les investissements dans les infrastructures et l'accès à l'eau potable :

les investissements dans les cantines scolaires et l'accès à l'eau potable assurent le fonctionnement des cantines et favorisent le respect des normes d'hygiène et de sécurité alimentaires. L'absence d'eau potable dans les écoles peut entraîner la fermeture des cantines (par exemple, Bénin).

La Communauté de pratique « Bons exemples », avec le soutien du Consortium de recherche, organise divers événements permettant aux membres d'échanger avec des experts internationaux. Grâce à des discussions entre pays, les membres acquièrent des connaissances précieuses, partagent leur expertise et accèdent à des solutions éprouvées. Cet échange de savoirs favorise la diffusion rapide de solutions intelligentes et d'idées novatrices, et soutient le déploiement à grande échelle de programmes d'alimentation scolaire de qualité dans le monde entier.

Une agricultrice guatémaltèque plante des oignons destinés à être vendus aux écoles.
PAM/Giulio d'Adamo



Établir de nouvelles lignes directrices et normes nutritionnelles holistiques pour les repas scolaires : point de départ pour de meilleurs résultats nutritionnels

Plusieurs revues systématiques, ainsi que l'analyse des bonnes pratiques présentée précédemment, ont démontré que l'application de normes nutritionnelles strictes pour les repas scolaires et les autres formes d'alimentation en milieu scolaire peut améliorer la qualité des régimes alimentaires et les résultats nutritionnels des enfants, quels que soient leurs milieux socioéconomiques (Cohen et al., 2021; Durão et al., 2024; Micha et al., 2018). L'élaboration et la mise en œuvre de lignes directrices et de normes nutritionnelles sont donc recommandées par de nombreuses organisations pour garantir que les programmes d'alimentation scolaire atteignent leurs objectifs en matière de régime alimentaire et de nutrition (FAO, 2019a; Global Panel, 2015).

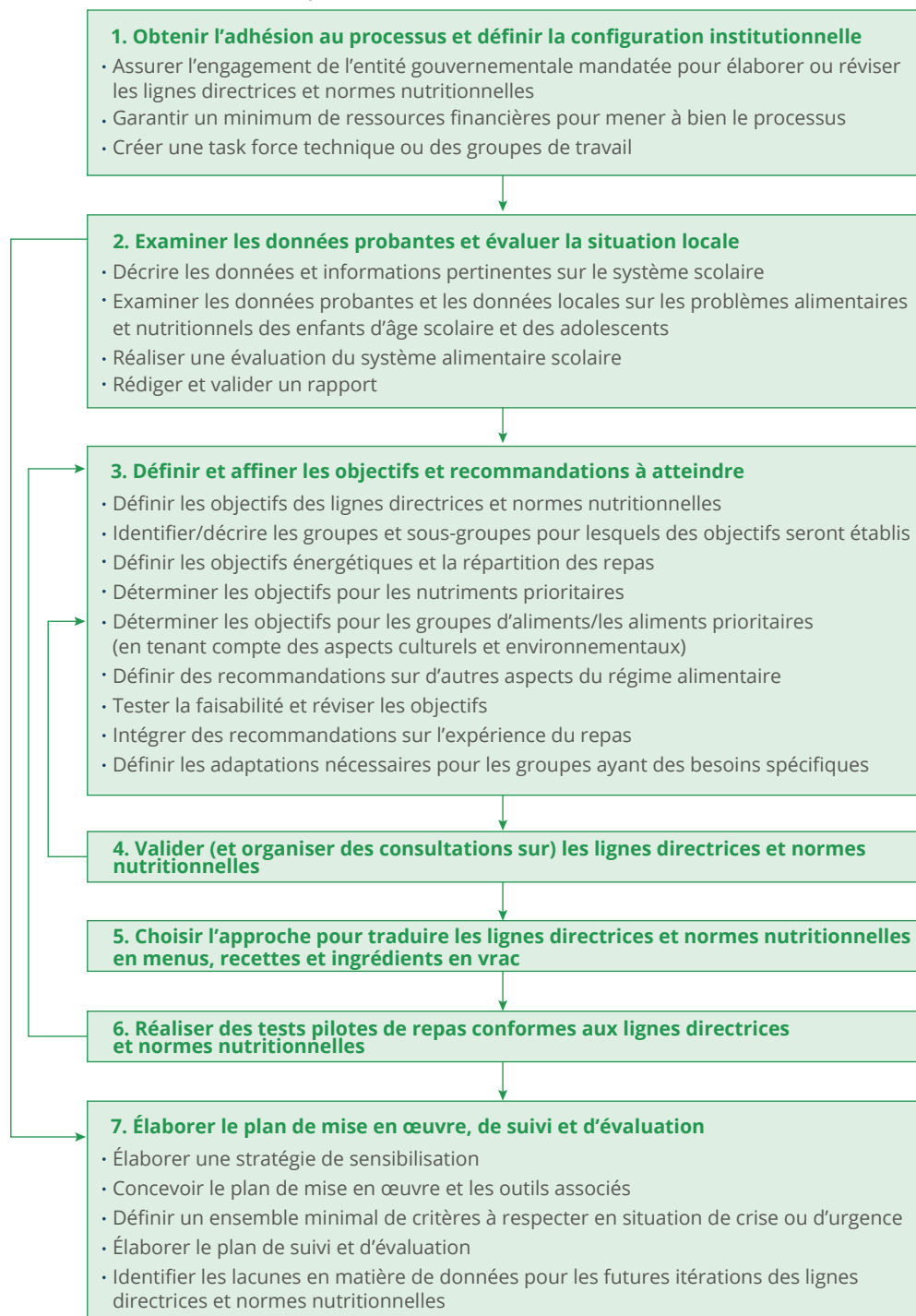
En réponse à une demande claire des pays pour obtenir des orientations sur la manière d'élaborer ces lignes directrices et normes nutritionnelles pour leurs programmes nationaux d'alimentation scolaire, la FAO (en partenariat avec le PAM à travers un projet soutenu par le ministère fédéral allemand de l'Alimentation et de l'Agriculture) a récemment mis au point une méthodologie détaillée pouvant être adoptée par les pays du monde entier.

Cette méthodologie a été testée au Cambodge et au Ghana, en s'appuyant sur les données de plusieurs évaluations de référence réalisées dans le cadre du projet. Ces évaluations comprenaient des enquêtes sur la consommation alimentaire, des analyses de l'environnement alimentaire scolaire et des études qualitatives sur les perceptions et les pratiques des enfants et du personnel scolaire concernant l'alimentation scolaire, ainsi que des évaluations juridiques et des besoins en capacités. Associées à d'autres études pertinentes, ces données ont permis de définir des objectifs contextuels en matière d'énergie, de nutriments et d'aliments pour les repas scolaires. Le processus a également permis de formuler des recommandations visant à améliorer l'expérience du repas et à renforcer les liens entre les repas scolaires et l'éducation alimentaire.

Aujourd'hui presque finalisée, la méthodologie intègre les enseignements tirés de la phase de test et devrait être lancée en 2025. Elle adopte une approche fondée sur les droits humains et s'articule autour de sept phases comportant chacune des étapes itératives (voir figure 3.3). Elle ne se limite pas à l'analyse des données nutritionnelles pour fixer des objectifs : elle prend également en compte les impératifs de durabilité environnementale, les capacités du système alimentaire scolaire, les aspects socioculturels et les conséquences inattendues potentielles de l'adoption des normes.

Figure 3.3

Aperçu des phases et étapes d'élaboration de lignes directrices et normes nutritionnelles nationales pour l'alimentation scolaire

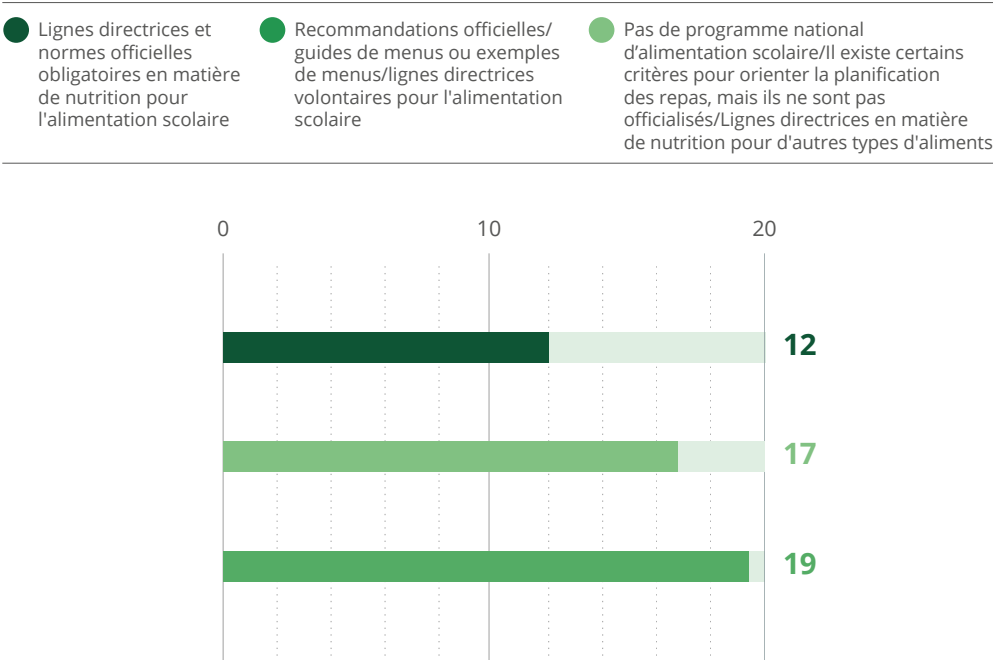


Source : Contribution de l'équipe technique de la FAO sur les directives et normes nutritionnelles.

Au Cambodge, une étude a été menée pour évaluer l'impact des lignes directrices et normes nutritionnelles des repas scolaires, élaborées à l'aide de la méthodologie susmentionnée, sur la qualité de l'alimentation des enfants. Les données de fin d'étude ont été collectées, et les résultats sont attendus pour soutenir les efforts de plaidoyer en faveur de l'optimisation du budget nutritionnel du programme (voir encadré 3.2).

Parallèlement aux projets pilotes au Cambodge et au Ghana, un exercice d'inventaire est en cours afin d'évaluer l'état d'avancement des lignes directrices et normes nutritionnelles pour l'alimentation scolaire dans le monde. Cet exercice vise à identifier les principaux défis rencontrés par les techniciens et parties prenantes dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation de ces normes et lignes directrices, afin de s'assurer que la méthodologie réponde pleinement à ses objectifs. Au moment de la publication, 48 pays avaient été interrogés, et seuls 12 d'entre eux ont indiqué disposer de normes nutritionnelles officielles et obligatoires pour les repas scolaires (voir figure 3.4).

Figure 3.4
État d'avancement des lignes directrices et des normes nutritionnelles pour l'alimentation scolaire dans les pays ayant participé à l'exercice de bilan
Parmi les 48 pays interrogés dans le cadre de l'exercice d'inventaire, seuls 12 disposent de lignes directrices et normes nutritionnelles obligatoires pour l'alimentation scolaire.

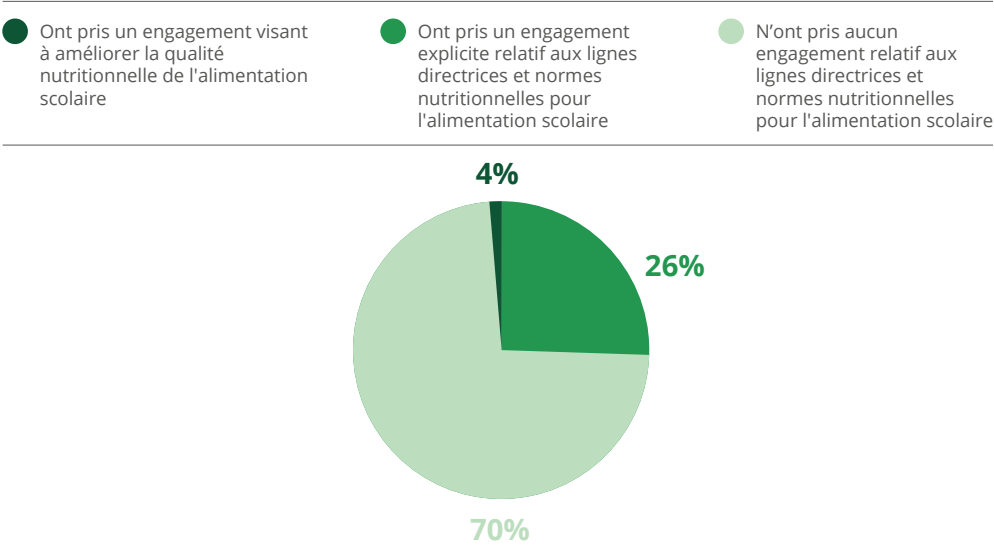


Source : Contribution de l'équipe technique de la FAO sur les directives et normes nutritionnelles.

L'intérêt croît parmi les membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire pour élaborer ou actualiser leurs normes dans le cadre des efforts nationaux visant à améliorer la qualité des programmes d'alimentation scolaire. En octobre 2024, 12 des 46 pays ayant pris des engagements dans le cadre de la Coalition se sont spécifiquement engagés à élaborer ou à réviser leurs lignes directrices et normes nutritionnelles nationales pour les repas scolaires (voir figure 3.5).

Figure 3.5

Nombre de pays membres de la Coalition ayant pris des engagements relatifs aux lignes directrices et normes nutritionnelles pour l'alimentation scolaire
Environ 30 % des pays ayant pris des engagements dans le cadre de la Coalition pour l'alimentation scolaire se sont engagés sur des aspects liés aux lignes directrices et normes nutritionnelles pour l'alimentation scolaire.



Source : Contribution de l'équipe technique de la FAO sur les directives et normes nutritionnelles.

Pratiques de programmation au niveau municipal : nouvelles données issues de l'initiative « Les villes nourrissent l'avenir »

L'initiative « Les villes nourrissent l'avenir » de la Coalition pour l'alimentation scolaire a produit des résultats éclairants et s'engage à servir de plateforme à la fois pour générer de nouvelles données sur la situation actuelle des programmes d'alimentation scolaire et pour définir l'agenda international dans ce domaine.

Premièrement, le rapport *School Meals: the transformative potential of urban food policies* (MUFPP, 2024) a été publié. Il établit une taxonomie commune sur les infrastructures des services de repas scolaires, les différents modèles existants et les responsabilités dans les environnements alimentaires scolaires urbains. Une telle taxonomie constitue une avancée majeure pour l'élaboration d'un vocabulaire commun entre les villes, ce qui facilite le partage des pratiques exemplaires et renforce les possibilités d'échanges d'apprentissage. Le rapport propose également une bibliothèque de bons exemples issus de la communauté du Pacte de Milan de politique alimentaire urbaine, pouvant inspirer les villes du monde souhaitant renforcer leurs programmes d'alimentation scolaire.

Deuxièmement, dans le cadre de cette initiative, la *première base de données mondiale sur les systèmes alimentaires urbains* a été élaborée. Elle vise à cartographier les systèmes alimentaires des villes signataires du Pacte de Milan et à mieux cerner leurs besoins d'apprentissage grâce à une enquête structurée. L'enquête a fait l'objet de plusieurs relectures participatives avec le comité directeur du Pacte de Milan afin de garantir la pertinence des thèmes abordés dans différentes régions du monde. Le Consortium de recherche et l'Initiative sur le Suivi et les Données de la Coalition pour l'alimentation scolaire ont également apporté un appui complet à l'élaboration de l'enquête. L'enquête finale comprenait 61 questions écrites, articulées autour des six catégories du Pacte de Milan. Les domaines d'investigation couvraient la structure de gouvernance du système alimentaire urbain, les aspects liés aux régimes alimentaires durables et à la nutrition, les actions en faveur de l'équité sociale et économique, ainsi que les pratiques en matière de production, d'approvisionnement, de distribution et de gaspillage alimentaires.

L'enquête portait principalement sur les programmes d'alimentation scolaire, avec un total de 20 questions dédiées. Elle a été soumise en ligne à 290 villes signataires, et complétée par des entretiens menés auprès des responsables municipaux afin d'approfondir certains aspects liés aux programmes d'alimentation scolaire. Soixante villes ont répondu à l'enquête. Cette base de données émergente est la première du genre à décrire de manière synthétique les efforts des villes pour gouverner leur système alimentaire, et en particulier les programmes d'alimentation scolaire, à l'intérieur de leurs frontières urbaines. Elle constituera une base inédite pour la recherche future, pour des actions concrètes s'appuyant sur les expériences et les enseignements tirés, ainsi que pour l'identification de maires champions.

Enfin, un *inventaire complet des pratiques liées aux programmes d'alimentation scolaire dans les pays de l'ANASE* a été élaboré. Dans le cadre du projet intitulé « Spreading Experiences and Knowledge on School Meals Programmes in ASEAN Cities (Partage d'expériences et de connaissances sur les programmes d'alimentation scolaire dans les villes de l'ANASE) », des responsables municipaux issus de huit États membres de l'ANASE ont élaboré une proposition de projet à mettre en œuvre dans leurs villes respectives pour développer les programmes d'alimentation scolaire. Pour chaque proposition (co-construite à l'aide des outils de politique alimentaire développés dans le cadre du projet de recherche Food Trails d'Horizon 2020), l'inventaire détaille l'état actuel du programme d'alimentation scolaire dans la ville et les besoins spécifiques auxquels le projet entend répondre. Il décrit ensuite l'ambition du projet, ses objectifs spécifiques, son échelle et sa durée prévue, l'impact concret visé ainsi que les modalités de suivi retenues pour mesurer cet impact. Enfin, l'inventaire présente un plan de travail détaillé pour la mise en œuvre du projet, les obstacles potentiels à surmonter, ainsi que les ressources humaines et financières nécessaires. L'objectif de cet inventaire est triple : à court terme, il vise à orienter la mise en œuvre des projets et à offrir un appui adéquat aux villes ; à plus long terme, il permettra de systématiser l'état des programmes d'alimentation scolaire en milieu urbain et de suivre leur progression ; enfin, il soutiendra les efforts de plaidoyer dans la région Asie-Pacifique, en ligne avec les objectifs de l'ANASE visant à faire de l'alimentation scolaire une priorité centrale en matière d'investissement.

Encadré 3.3

Consortium de recherche pour la santé et la nutrition scolaires – Expérience de pays utilisant l'outil politique SABER pour l'auto-évaluation et l'analyse comparative des programmes nationaux de repas scolaires

En 2011, la Banque mondiale a mis en place l'initiative Approche systémique pour de meilleurs résultats dans le domaine de l'éducation (SABER) afin d'orienter les pays à revenu faible et intermédiaire inférieur dans la conception, le renforcement et le suivi des politiques relatives à leurs systèmes éducatifs nationaux. Cette initiative visait principalement le secteur de l'éducation, avec pour objectif de soutenir le développement de cadres politiques solides pour améliorer les résultats d'apprentissage. En 2012, Donald Bundy, alors en poste à la vice-présidence du développement humain du Groupe de la Banque mondiale, a collaboré avec une équipe interinstitutions (comprenant les auteurs du guide de politique de 2009 intitulé *Rethinking School Feeding (Bundy et al., 2009)*) pour créer deux cadres SABER supplémentaires visant à établir un lien entre le bien-être de l'enfant et les résultats éducatifs, à travers des interventions de santé scolaire (SABER Santé scolaire) et la fourniture de repas scolaires (SABER Cantines scolaires) (World Bank Group Education Global Practice, 2016).

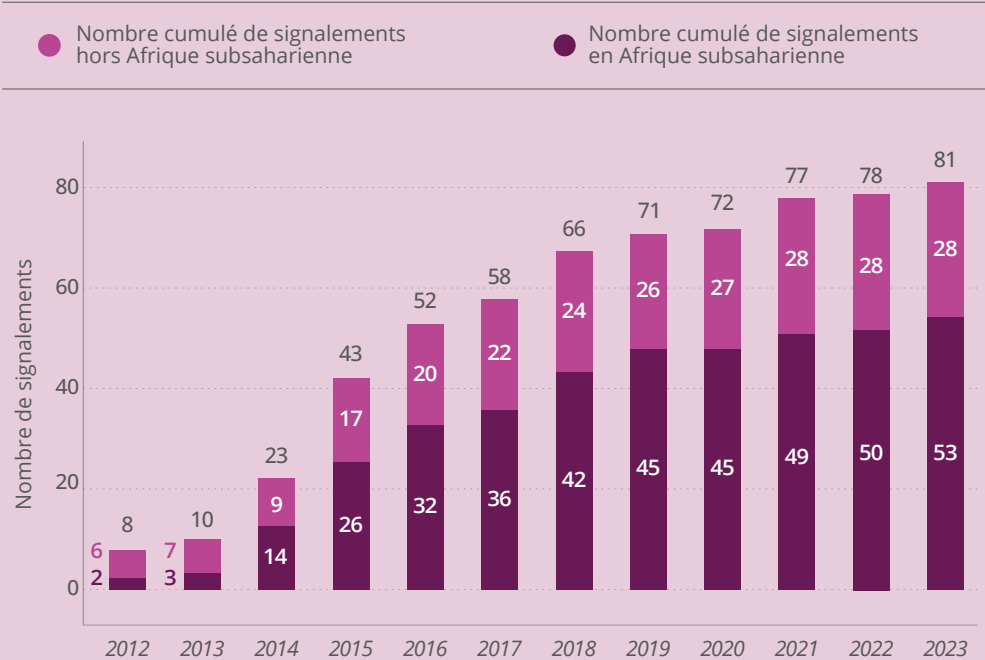
L'inclusion de cadres multisectoriels a coïncidé avec deux jalons importants : premièrement, la reconnaissance par le secteur éducatif du rôle essentiel des interventions de santé et de nutrition scolaires pour la santé, le développement et l'éducation des enfants lors du Forum mondial sur l'éducation tenu à Dakar (Sénégal) en 2000 (UNESCO, 2014) ; deuxièmement, les demandes formulées par les pays pour étendre les programmes nationaux de repas scolaires en tant que filet de protection sociale pendant la crise alimentaire, énergétique et financière de 2008 (Bundy et al., 2009).

L'outil d'évaluation des politiques SABER de la Banque mondiale aide les pays à collecter de manière systématique des données sur la qualité de leurs politiques d'alimentation scolaire et à identifier des priorités concrètes, en s'appuyant sur un cadre de référence pour comparer les politiques existantes aux bonnes pratiques (World Bank, 2012). SABER se distingue par le fait qu'il s'agit d'un processus piloté et mené à bien par les autorités nationales, qui associe les parties prenantes de tous les secteurs concernés — notamment la santé, l'éducation et l'agriculture — afin de parvenir à une vision consensuelle sur des engagements nationaux ambitieux mais réalistes visant à renforcer les programmes d'alimentation scolaire existants. Cette approche contribue à garantir la pérennité des politiques, y compris en cas de changement de leadership politique.

Une étude réalisée par ((Schultz et al., 2024)) a examiné l'adoption des outils politiques SABER au cours de la dernière décennie et constaté que SABER a été adopté à l'échelle mondiale, en particulier dans les pays à revenu faible et intermédiaire inférieur ainsi qu'en Afrique. Aujourd'hui, SABER fait partie intégrante de l'économie politique des États et constitue un mécanisme institutionnalisé permettant aux gouvernements d'auto-évaluer et de renforcer leurs programmes nationaux d'alimentation scolaire. L'outil a été utilisé au moins 81 fois dans 59 pays, toutes catégories de revenu confondues, dont les deux tiers des applications en Afrique subsaharienne. Cette adoption généralisée montre que SABER est devenu un mécanisme institutionnalisé d'auto-évaluation et de renforcement des programmes nationaux d'alimentation scolaire.

Figure 3.6

Nombre cumulé de rapports SABER sur la santé et l'alimentation scolaires réalisés depuis 2012 à l'échelle mondiale et en Afrique subsaharienne, par année



L'analyse de 51 enquêtes comparables SABER sur l'alimentation scolaire menées entre 2012 et 2021 suggère que les pays dotés de cadres nationaux d'alimentation scolaire plus anciens ont également tendance à être plus avancés dans d'autres domaines politiques, et inversement. Plusieurs pays ont jugé l'outil suffisamment utile pour l'utiliser à plusieurs reprises, ce qui révèle un potentiel rôle secondaire de suivi de l'évolution des politiques dans le temps, lorsqu'il est administré régulièrement.

Compte tenu des complémentarités entre les repas scolaires et d'autres interventions de santé en milieu scolaire, la Banque mondiale, le PAM et le Consortium de recherche sur la santé et la nutrition en milieu scolaire ont combiné les éléments clés des cadres SABER Alimentation scolaire et SABER Santé scolaire pour créer un outil politique intégré et complet. Ce nouvel outil, baptisé « Healthy-SABER », vise à renforcer l'engagement des acteurs multisectoriels dans la conception de politiques scolaires de santé efficaces et holistiques, et à clarifier les domaines prioritaires pour de futurs investissements. Il est actuellement déployé par les gouvernements à travers l'Afrique.

SABER est appelé à devenir un outil de plus en plus important pour les pays membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire. Il peut être utilisé par ces États membres comme outil pour élaborer des engagements nationaux ambitieux mais réalistes afin d'améliorer et d'étendre leurs programmes nationaux existants.

La réalisation d'exercices répétés permettrait également de suivre les progrès réalisés vers l'adoption d'une politique budgétisée, la mise en place de normes nationales pour l'alimentation scolaire, le recours aux achats locaux pour l'approvisionnement en repas scolaires, et l'intégration des repas scolaires dans un ensemble complémentaire de services de santé scolaire.

Encadré 3.4

La Plateforme mondiale sur l'alimentation scolaire

Lancée en 2022, la Plateforme mondiale sur l'alimentation scolaire est un espace d'échange de connaissances et un guichet unique de ressources et de profils par pays portant sur l'alimentation scolaire et la nutrition à travers le monde.

Elle s'adresse à deux publics principaux : les professionnels, techniciens et décideurs politiques ; ainsi que les enfants, les adolescents, le personnel scolaire, les familles et toutes les personnes intéressées par les repas scolaires, la nutrition des enfants, les environnements alimentaires scolaires, l'éducation à l'alimentation, et bien plus encore.

La plateforme a été développée par la FAO en collaboration avec le PAM, avec le soutien du ministère fédéral allemand de l'Alimentation et de l'Agriculture. Sa conception et sa portée ont été enrichies par des consultations avec des experts techniques de l'UNICEF, de l'UNESCO, de l'OMS, du FIDA, de la GCNF, du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, de la London School of Hygiene and Tropical Medicine, des Nations Unies pour la nutrition, de l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ) et de la Coalition pour l'alimentation scolaire.

Au moment de la publication, la plateforme comprend plus de 40 profils de pays, mettant en lumière des éléments souvent absents d'autres sources d'information, comme les critères nutritionnels utilisés pour la planification des repas scolaires ; les politiques et instruments qui régissent l'environnement alimentaire scolaire ; ou encore l'intégration de l'éducation à l'alimentation dans les systèmes scolaires et ses modalités de mise en œuvre.

Chaque profil est relié à d'autres plateformes telles que la Global Child Nutrition Foundation (GCNF), qui recueille et présente des données quantitatives sur les programmes d'alimentation scolaire, ou encore aux bases de données FAOLEX et Droit à l'alimentation, qui répertorient les politiques et législations nationales en matière de nutrition scolaire et précisent dans quelle mesure le droit à l'alimentation est reconnu dans les constitutions nationales. Les profils renvoient également à des études et rapports réalisés dans chaque pays, notamment des études de cas,²⁹ des évaluations d'impact, etc.

²⁹ Plusieurs de ces études de cas ont été élaborées sous la supervision de la communauté de pratique « Bons exemples » du Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire.
<https://www.fao.org/platforms/school-food/countries-corner/good-practices-and-case-studies/fr>

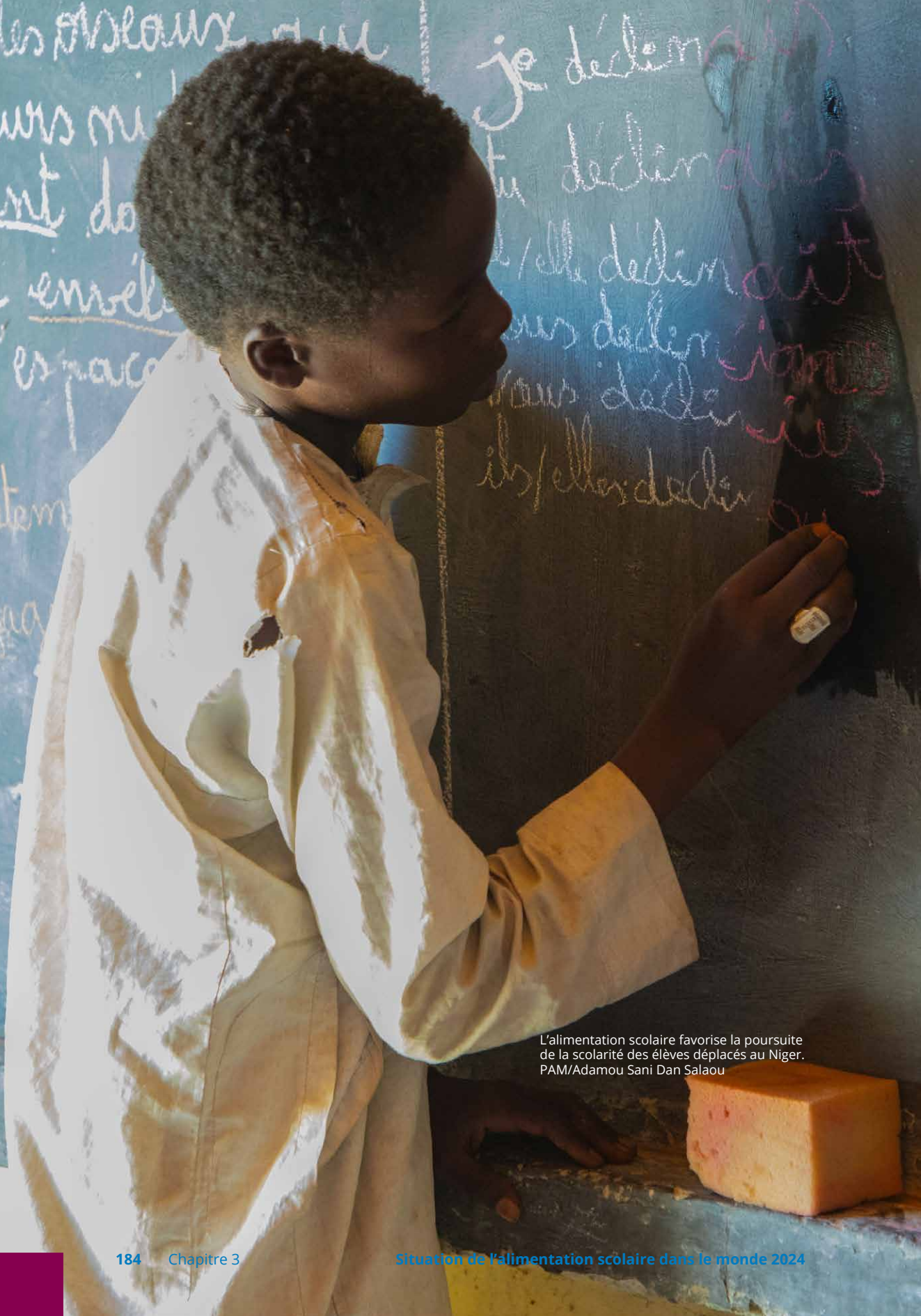
En explorant les profils, les utilisateurs peuvent découvrir quels groupes d'aliments doivent être inclus dans les repas servis aux enfants, à quelle fréquence, et sur quels fondements reposent ces recommandations. Ils peuvent également comparer la manière dont ces critères nutritionnels sont traduits en menus et recettes, vérifier s'ils sont appliqués sur une base volontaire ou obligatoire, et si leur respect est contrôlé au niveau des écoles, ainsi que les modalités de ce suivi. Les utilisateurs peuvent aussi explorer comment l'éducation à l'alimentation et à la nutrition est intégrée dans les programmes scolaires nationaux, ce que les élèves sont censés apprendre, les niveaux scolaires concernés et même accéder aux supports pédagogiques utilisés en classe.

Un volet essentiel de la Plateforme mondiale sur l'alimentation scolaire est l'espace jeunes, où les enfants et adolescents peuvent partager sur leurs réseaux sociaux des messages clés sur l'importance d'une alimentation scolaire nutritive. Ils peuvent également soumettre des vidéos, des photos et des témoignages exprimant ce qui compte pour eux et leur vision de l'environnement alimentaire dans leurs écoles. Fin 2024, neuf élèves ont été sélectionnés parmi plus de 60 candidatures reçues dans le monde via la plateforme pour devenir ambassadeurs de l'alimentation scolaire auprès de la FAO, du PAM et de la Coalition pour l'alimentation scolaire. Ces élèves³⁰ porteront leur voix pour défendre le droit des enfants à une alimentation scolaire nutritive et plus durable ; ils participeront à des événements internationaux et partageront leurs expériences par divers moyens de communication.

La plateforme sert également de répertoire de ressources techniques élaborées par les agences des Nations Unies et d'autres organisations, proposant des orientations et des exemples de bonnes pratiques sur les différents aspects de la conception des politiques et programmes d'alimentation scolaire et de nutrition. Elle accueille aussi les dernières revues systématiques sur les données probantes relatives aux programmes d'alimentation scolaire ; aux interventions alimentaires et nutritionnelles en milieu scolaire ; aux programmes d'éducation à l'alimentation, à la nutrition et à l'éducation, ainsi qu'à d'autres résultats pertinents. Pour en savoir plus :

<https://www.fao.org/platforms/school-food/en>

³⁰ Pour en savoir plus sur les jeunes ambassadeurs, rendez-vous ici : <https://www.fao.org/platforms/school-food/news-and-events/news/news/check-out-the-winners-of-the-school-food-youth-advocate-winner-contest/en>



L'alimentation scolaire favorise la poursuite de la scolarité des élèves déplacés au Niger.
PAM/Adamou Sani Dan Salaou

Encadré 3.5

Indicateurs recommandés par l'Action mondiale pour la mesure de la santé des adolescents (GAMA) de l'Organisation mondiale de la santé

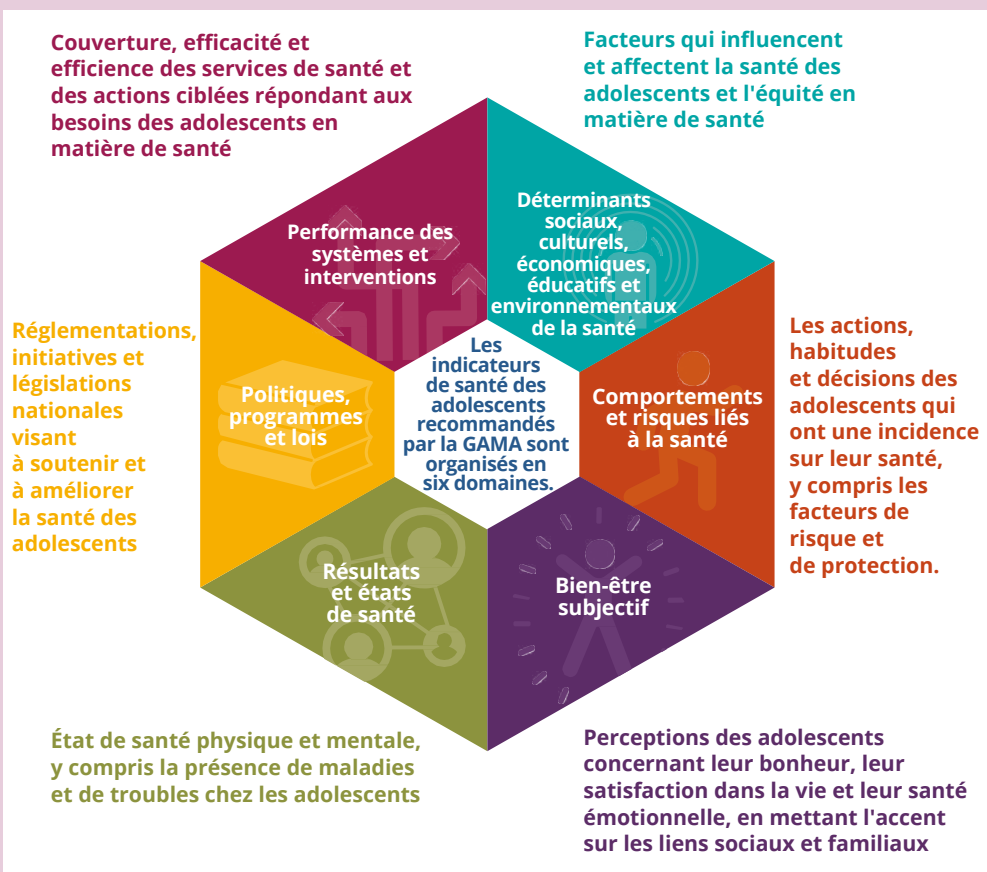
La mesure de la santé des adolescents a longtemps été incohérente et incomplète, avec plusieurs initiatives promouvant l'utilisation d'indicateurs différents. Cela a entraîné des chevauchements d'efforts dans certains domaines pertinents pour la santé des adolescents, tout en laissant subsister des lacunes dans d'autres. Pour améliorer et harmoniser la mesure de la santé des adolescents et concentrer les efforts sur les questions les plus importantes, l'OMS a mis en place en 2018 le Groupe consultatif pour l'action mondiale en faveur de la mesure de la santé des adolescents (GAMA), avec le soutien de sept autres agences des Nations Unies : l'ONUSIDA, l'UNESCO, le UNFPA, l'UNICEF, ONU Femmes, le Groupe de la Banque mondiale et le PAM.

L'initiative GAMA a mené un processus structuré et participatif de cinq ans pour sélectionner un ensemble de 47 indicateurs recommandés pour la mesure de la santé des adolescents aux niveaux mondial, régional et national. Ces indicateurs permettent de dresser un tableau complet de la santé des adolescents et servent de base pour définir des priorités d'intervention, allouer des ressources adéquates, suivre et évaluer les programmes, et plaider en faveur de cette population essentielle.

Les indicateurs sont organisés en six domaines qui reflètent l'approche multisectorielle nécessaire pour traiter et suivre les progrès en matière de santé des adolescents : politiques, programmes et lois ; performance des systèmes et interventions ; déterminants sociaux, culturels, économiques, éducatifs et environnementaux de la santé ; comportements et risques pour la santé ; bien-être subjectif ; et résultats et états de santé (voir figure 3.7).

Figure 3.7

Domaines d'indicateurs de l'initiative GAMA



La majorité des 47 indicateurs recommandés pour la mesure de la santé des adolescents proviennent d'initiatives existantes telles que le cadre des ODD. Ainsi, la plupart des pays disposent déjà de données pour nombre de ces indicateurs.

L'initiative mondiale pour une action accélérée en faveur de la santé des adolescents (AA-HAI) offre une base factuelle pour l'utilisation de ces indicateurs à l'échelle nationale afin de planifier et de mettre en œuvre des programmes de santé et de bien-être des adolescents. Le point de départ consiste à comprendre quelles données sont disponibles et où se situent les lacunes. Ce processus peut être réalisé avec l'appui de l'OMS et de ses partenaires pour :

1. identifier toutes les sources de données pertinentes et leur couverture des adolescents selon le sexe, l'âge et la sous-population ;
2. renseigner les données disponibles pour les indicateurs correspondants de santé des adolescents ;
3. utiliser les données disponibles pour établir les priorités d'action visant à améliorer la santé des adolescents ;
4. identifier les lacunes et prendre des mesures pour les combler.

Ce processus permet aux pays de traiter de manière systématique les enjeux de santé des adolescents les plus importants et de recueillir des données critiques supplémentaires en vue de l'action. Les parties prenantes mondiales bénéficient également de données cohérentes et harmonisées pour guider les efforts internationaux en faveur de la santé des adolescents et suivre les progrès réalisés à l'échelle mondiale.

3.3 Financer une avancée décisive – le rôle des financements innovants

Que faudrait-il pour financer une avancée décisive dans la fourniture de repas scolaires ?

L'objectif de la Coalition pour l'alimentation scolaire est de faire en sorte que chaque enfant ait accès à un repas scolaire chaud chaque jour de classe d'ici 2030. Mais pour transformer cet objectif en réalité, une augmentation substantielle des financements sera nécessaire, tant par les budgets nationaux que par l'aide publique au développement. Des mécanismes de financement innovants pourraient constituer un levier de soutien déterminant.

Des recherches menées par l'Initiative sur le financement durable pour la santé et de la nutrition scolaires ont fourni des estimations indicatives des coûts associés à un « grand bond en avant » du financement des repas scolaires à l'échelle mondiale (Watkins et al., 2024). Les données disponibles dans ce domaine restent étonnamment rares. La principale source de données reste une étude s'appuyant sur des coûts remontant à plus de dix ans (Gelli & Daryanani, 2013). Après ajustement de ces données à l'inflation aux États-Unis, les recherches de l'Initiative sur le financement durable ont établi un coût de référence de 64 dollars américains par élève et par an en 2023 pour fournir des repas scolaires de qualité décente dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur.

*Ce montant est nettement supérieur aux allocations budgétaires recensées dans le rapport *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde* (WFP, 2022), ce qui implique que toute montée en puissance de la fourniture de repas scolaires devra prévoir des financements complémentaires pour les programmes existants.*

L'Initiative sur le financement durable souligne le caractère provisoire de ces estimations ajustées. Depuis 2018, de nombreux pays en développement ont été durement touchés par l'inflation des prix alimentaires, ce qui a probablement réduit la valeur réelle des budgets alloués aux repas scolaires. Toutefois, l'émergence de programmes nationaux à grande échelle a pu entraîner une baisse des coûts. Ces incertitudes soulignent la nécessité d'élaborer des estimations nationales détaillées des coûts pour orienter la planification financière.

Deux constats frappants ressortent des données sur les coûts et de l'analyse menée par l'Initiative sur le financement durable. Le premier est que, rapportée au revenu national, une montée en puissance ambitieuse des programmes d'alimentation scolaire apparaît tout à fait abordable. À titre illustratif, il faudrait environ 2,7 milliards de dollars américains par an pendant cinq ans pour financer une extension des repas scolaires permettant d'atteindre 162 millions d'enfants supplémentaires d'ici 2030. Cela représente moins de 0,1 % du PIB pour les pays à faible revenu, et encore moins pour les pays à revenu intermédiaire inférieur. Il s'agit d'investissements relativement modestes avec des retombées considérables sur le plan du développement humain, notamment en matière de nutrition infantile, d'éducation et de sécurité alimentaire. Le ratio coût-avantage est estimé entre 7 et 35 dollars américains pour chaque dollar investi (Verguet et al., 2020).

Cependant, si l'on se réfère à la capacité budgétaire des pays, la réalité est bien différente. Le deuxième constat est que la plupart des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur auraient du mal à financer une expansion rapide des repas scolaires uniquement à partir de leurs budgets nationaux. La majorité de ces pays sont sortis de la pandémie de COVID-19 avec une trajectoire de croissance plus faible, ce qui a réduit les recettes publiques dans un contexte de hausse de l'inflation. Parallèlement, une dette insoutenable évince les investissements sociaux essentiels. Le service de la dette prévu pour les pays éligibles au financement concessionnel de la Banque mondiale s'élevait à 88 milliards de dollars américains en 2023/2024, soit un montant supérieur aux dépenses que ces pays consacrent à la santé ou à l'éducation de base. Bien que les situations budgétaires varient considérablement, de nombreux pays à revenu faible et intermédiaire inférieur peinent à maintenir en termes réels leurs dépenses dans les secteurs sociaux. En Afrique subsaharienne, la conjugaison d'une dette croissante, d'une faible mobilisation des recettes, d'un accès limité à des financements internationaux abordables et d'une baisse de l'aide extérieure place les gouvernements face à ce que le Fonds monétaire international décrit comme une « grave crise de financement ».

Le financement innovant pourrait contribuer à atténuer la pression.

Bien qu'il n'existe pas de définition fixe du financement innovant, ce terme désigne essentiellement des pratiques de mobilisation des ressources qui vont au-delà des approches budgétaires gouvernementales classiques et de l'aide internationale. Les repas scolaires sont remarquablement absents des mécanismes actuels de financement innovant, mais de nouvelles opportunités émergent. Dans un rapport à paraître préparé pour la Fondation Rockefeller, l'Initiative sur le financement durable a exploré le paysage émergent du financement innovant afin d'identifier des pistes prometteuses pour mobiliser de nouveaux financements supplémentaires en faveur des repas scolaires.

Les « taxes comportementales » pourraient jouer un rôle accru. Presque tous les gouvernements du monde imposent déjà des taxes sur l'alcool et le tabac, et ils sont de plus en plus nombreux à taxer les boissons sucrées, en partie pour réduire la consommation de produits nocifs pour la santé publique et en partie pour générer des recettes. Des estimations issues d'un rapport préparé par le Groupe de travail sur la politique fiscale pour la santé suggèrent qu'environ 0,6 % du PIB supplémentaire pourrait être levé grâce à ces taxes (Lane et al., 2021). Faciles à collecter, ces taxes génèrent des bénéfices en matière de santé publique et peuvent être conçues de manière à produire des effets progressifs, les populations les plus pauvres bénéficiant davantage des retombées positives tout en supportant une moindre part du coût.

Les taxes sur les édulcorants à base de sucre présentent un intérêt particulier pour l'alimentation scolaire. De nombreux gouvernements utilisent désormais les programmes d'alimentation scolaire pour soutenir des efforts plus larges de lutte contre l'obésité et le surpoids. La publicité pour des boissons très sucrées à destination des enfants peut avoir des effets involontaires ou négatifs. L'utilisation des recettes issues des taxes sur les édulcorants à base de sucre pour financer les repas scolaires constitue un exemple de taxe sur un « mal public » mise au service d'un investissement dans un « bien public ». Les taxes sur les aliments ultra-transformés, comme celles introduites en Colombie, produisent un effet similaire.

Les recettes provenant des hydrocarbures pourraient également être mobilisées. De nombreux pays d'Afrique subsaharienne et d'autres régions devraient percevoir des revenus importants tirés de la richesse en ressources naturelles, y compris des hydrocarbures. Trop souvent, la richesse en ressources naturelles a été associée à une mauvaise gouvernance, une croissance économique lente – et à une concentration des bénéfices au

profit des groupes sociaux les plus aisés – ce que l'on appelle la « malédiction des ressources ». Investir les recettes issues des hydrocarbures qui seront perçues dans les prochaines années dans les repas scolaires permettrait de transformer un actif économique (temporaire) en bénéfices (permanents) pour le développement humain. Des pays comme le Sénégal, le Mozambique et la Tanzanie, qui devraient percevoir des revenus substantiels provenant des hydrocarbures, pourraient suivre l'exemple de la Bolivie, qui finance un programme universel d'alimentation scolaire presque exclusivement à partir d'une taxe sur les hydrocarbures (Sustainable Financing Initiative for School Health and Nutrition, 2024b).

L'affectation de recettes fiscales aux repas scolaires pourrait avoir un double effet : accroître le soutien à la fiscalité et renforcer les niveaux d'investissement. De nombreux économistes des finances publiques expriment à juste titre des réserves quant à la pratique de l'affectation des recettes à des lignes budgétaires spécifiques, en soulignant la rigidité, la volatilité des flux financiers et la faible redevabilité qui en résultent souvent. Pourtant, la plupart des pays — qu'ils soient riches ou pauvres — affectent des recettes à des lignes budgétaires précises. Établir un lien direct entre la source des recettes et les bénéfices qui en découlent peut permettre de justifier certaines taxes, de garantir des flux de financement prévisibles et de renforcer le contrat social entre les gouvernements et les citoyens. Un exemple marquant provient des Philippines, où les recettes issues des « taxes comportementales » ont été affectées au financement de l'assurance maladie nationale. Un argument tout aussi convaincant pourrait être avancé pour affecter une partie des nouvelles recettes fiscales issues des édulcorants à base de sucre, des aliments ultra-transformés et de la richesse en ressources naturelles au financement des repas scolaires.

La coopération internationale a un rôle à jouer pour aider les gouvernements à passer au financement intégral de leurs programmes d'alimentation scolaire. Actuellement, les efforts d'aide internationale en faveur des repas scolaires sont chroniquement sous-financés — s'élevant à seulement 287 millions de dollars américains en 2021, soit 0,1 % de l'aide publique au développement — et mal coordonnés. On estime à 1,2 milliard de dollars américains les financements internationaux nécessaires pour une montée en puissance significative des programmes d'alimentation scolaire. Des financements innovants pourraient changer la donne (Watkins et al., 2024).

Les fonds mondiaux pour la santé sont la preuve de ce qui peut être réalisé. Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme s'appuie sur un large éventail d'échanges de dette, des accords de cofinancement et des recettes issues de partenariats avec des marques privées, pour financer ses activités. Environ un quart des recettes acheminées par Gavi, l'initiative mondiale pour la vaccination, provient de la finance innovante, y compris des obligations garanties par des gouvernements donateurs. Bien que les fonds de santé présentent des spécificités propres, ils démontrent que la coordination entre gouvernements, donateurs, fondations philanthropiques et société civile autour d'objectifs clairement définis peut constituer une base solide pour une mobilisation innovante de ressources à grande échelle.

Toutes les options de finance innovante ne constituent toutefois pas des solutions toutes faites pour combler le déficit de financement des repas scolaires. Le cas le plus clair est celui des échanges de dette (Hurley; & Martin, 2024). En principe, les créanciers peuvent renoncer à des créances futures au titre du service de la dette, permettant ainsi aux gouvernements de réorienter les économies réalisées vers des investissements sociaux, y compris dans l'alimentation scolaire. En pratique, seuls quelques créanciers officiels membres du « Club de Paris » offrent ce type de mécanisme, et les règles actuelles limitent la possibilité de convertir des dettes non concessionnelles. En conséquence, la plupart des échanges de dette génèrent peu de financements et ne règlent pas le problème des dettes insoutenables. La dette contractée auprès de créanciers privés et d'acteurs des marchés émergents, qui représente la majeure partie des remboursements pour les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur, n'est généralement pas couverte par ces échanges. Quelques exceptions récentes concernent le financement de la conservation marine, mais les possibilités restent limitées. Cela pourrait évoluer si davantage de membres du Club de Paris et de créanciers des marchés émergents proposaient ce type de mécanisme, et si les règles étaient modifiées pour inclure les dettes non concessionnelles. Toutefois, une solution durable nécessitera un allègement de dette plus large, couvrant l'ensemble des créanciers.

Le financement climatique représente une autre source potentielle de financement innovant pour les programmes d'alimentation scolaire.

Comme l'indique le document de référence du Consortium de recherche intitulé *School Meals and Food Systems*, des programmes d'alimentation scolaire bien conçus et correctement financés peuvent contribuer de manière significative à une transition écologique juste (Research Consortium for School Health and Nutrition, 2023). Les achats effectués dans le cadre de ces programmes offrent aux gouvernements un levier pour soutenir une agriculture à faibles émissions de carbone, durable et régénérative, tout en appuyant les moyens de subsistance des populations rurales pauvres grâce à une alimentation scolaire issue de la production locale, qui constituent un élément essentiel de l'adaptation aux changements climatiques. Les marchés créés par les programmes nationaux d'alimentation scolaire peuvent aussi ouvrir des perspectives d'investissement dans des cultures résistantes à la sécheresse et biofortifiées, indispensables pour assurer la sécurité alimentaire dans un contexte de réchauffement climatique.

Malgré ces effets bien documentés, l'alimentation scolaire est quasi absente des débats sur le financement climatique (Sustainable Financing Initiative for School Health and Nutrition, 2024a, 2024b). Cela constitue un manque à gagner. La tarification du carbone génère actuellement 105 milliards de dollars américains par an, et ce chiffre devrait augmenter fortement. Le financement de l'adaptation aux changements climatiques est lui aussi en hausse, avec 29 milliards de dollars américains mobilisés par les banques multilatérales de développement en 2023. Pourtant, une étude commandée par l'Initiative sur le financement durable sur le portefeuille du Fonds vert pour le climat n'a trouvé quasiment aucune trace de financement pour l'alimentation scolaire.

Pour remédier à cette situation, l'alimentation scolaire doit être intégrée aux efforts plus larges de réforme des systèmes alimentaires et de lutte contre les risques climatiques et les catastrophes, efforts qui doivent commencer au niveau des gouvernements nationaux. L'absence de l'alimentation scolaire dans les financements climatiques d'adaptation tient notamment à leur omission dans les contributions déterminées au niveau national, par lesquelles les États exposent leurs engagements au titre de l'Accord de Paris. Intégrer les repas scolaires dans les contributions déterminées au niveau national constituerait une action concrète. De plus, les banques multilatérales de développement et les fonds climatiques pourraient jouer un rôle beaucoup plus important en intégrant les repas scolaires dans leurs opérations. Il est également urgent de redistribuer les financements issus des taxes sur le carbone.

Le financement mixte pourrait également contribuer. Cette catégorie de financement innovant englobe une vaste gamme d'instruments – dont les investissements verts, durables, sociaux et les obligations à impact – et désigne la mobilisation de capitaux privés grâce à des financements publics prenant la forme de garanties de risque. L'alimentation scolaire ne se prête pas toujours au financement mixte, car celui-ci exige une rentabilité pour les investisseurs. Néanmoins, il existe un potentiel inexploité de partenariats public-privé pour investir dans le développement de l'agriculture familiale et des petites et moyennes entreprises reliant les exploitations aux écoles.

De nouvelles approches en matière de garanties de risque pourraient jouer un rôle plus large. Ces garanties permettent de réduire les risques liés aux prêts et d'augmenter ainsi la capacité de prêt des banques multilatérales de développement. Le Mécanisme de financement international pour l'éducation (IFFEd) combine garanties de risque et subventions sur les taux d'intérêt pour débloquer des financements à des conditions avantageuses. Alors que l'aide traditionnelle fournit un dollar d'aide pour un dollar de subvention, Le Mécanisme de financement international pour l'éducation combine garanties et subventions pour fournir 7 dollars américains d'aide pour chaque dollar investi. Tirer parti de cet effet multiplicateur pourrait transformer le financement des repas scolaires dans de nombreux pays.³¹

Au cours des prochaines années, la dynamique autour du financement innovant devrait s'accélérer. La task force sur les contributions de solidarité mondiale, créée lors de la Conférence des Parties (COP 28) de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques en 2023, doit remettre son rapport d'ici 2025 et formuler des recommandations sur un éventail de mécanismes de financement innovant. Le G20 a appelé à un nouvel élan pour mobiliser des financements innovants en faveur des ODD.

Une proposition, présentée dans un rapport préparé pour la présidence brésilienne du G20, préconise un impôt de 2 % sur la fortune des milliardaires, ce qui permettrait de générer jusqu'à 250 milliards de dollars américains par an à l'échelle mondiale. La faisabilité politique et économique d'une telle mesure peut faire l'objet de débats, mais le simple fait que quatre jours de recettes issues d'une taxe modeste sur les 3 000 personnes les plus riches du monde suffiraient à financer les repas scolaires pour les « 162 millions d'enfants » illustre à la fois les inégalités mondiales choquantes et le potentiel des financements innovants.

³¹ L'ingénierie financière est expliquée en détail ici : <https://iff-education.org/wp-content/uploads/2023/07/IFFED-Explainer.pdf>

3.4 La voie à suivre

Ce chapitre met en lumière l'extraordinaire complexité des questions liées à la recherche et aux données probantes sur les programmes d'alimentation scolaire. Ce travail repose sur une approche exceptionnellement multisectorielle, tant en ce qui concerne les résultats que la conception des programmes. Du point de vue des résultats, les programmes d'alimentation scolaire ont des effets importants sur l'éducation, la santé, la nutrition, le capital humain, la capacité de gain, la protection sociale, l'environnement, la santé planétaire et les systèmes agricoles. Du côté des intrants, tous ces secteurs jouent à nouveau un rôle clé, tout comme l'alimentation, l'économie du travail, l'économie politique, les technologies de cuisson et la gestion des programmes. Cette liste, déjà longue, est loin d'être exhaustive ; par exemple, tous les aspects de la gestion sont également pertinents. Il n'est donc pas surprenant que bon nombre des travaux présentés ici soient à la fois très techniques et spécialisés, et que la recherche et les données probantes incluses dans cette édition demeurent redondant à un stade préliminaire. Les prochaines éditions de cette publication viendront approfondir ces thématiques.

Une conclusion essentielle se dégage : la compréhension dans ce domaine évolue et tend à devenir plus interconnectée. Ce n'est pas un hasard si une grande partie de ce travail est portée par des initiatives émanant de la Coalition pour l'alimentation scolaire, en réponse à la demande de ses pays membres, ainsi que par les unités spécialisées du PAM, de la FAO, de l'OMS et d'autres agences des Nations Unies dont le mandat couvre l'éventail des enjeux liés aux programmes d'alimentation scolaire.

Étude de cas 7

Investissement du Pérou dans la préparation aux catastrophes pour garantir l'alimentation scolaire aux populations vulnérables

Le gouvernement péruvien, avec l'appui du PAM, a réalisé d'importants investissements pour renforcer la capacité de son système de protection sociale à répondre aux situations d'urgence. Le ministère du Développement et de l'Inclusion sociale a élaboré un cadre juridique et des règlements permettant aux programmes sociaux de s'étendre et d'adapter leur conception en cas d'urgence ; il a également approuvé des protocoles pour orienter la mise en œuvre de sept programmes nationaux dans ces contextes. Pour les programmes nationaux d'alimentation scolaire, les protocoles prévoient la formation des administrateurs scolaires à la préparation aux situations d'urgence ; le ciblage des écoles situées dans des régions à haut risque, notamment celles qui desservent les populations autochtones amazoniennes ; ainsi que l'attribution de responsabilités en matière de collecte de données locales et de coordination. Le gouvernement a organisé des simulations et des exercices dans les régions les plus exposées aux catastrophes naturelles liées au phénomène El Niño afin de tester les protocoles élaborés. Ces protocoles sont liés à un plan d'activation financière, comprenant de nouveaux financements d'urgence. L'objectif est de garantir la continuité des repas scolaires et d'autres programmes pendant les catastrophes, et de permettre leur mobilisation pour des réponses d'urgence supplémentaires.

Le programme national d'alimentation scolaire fait actuellement l'objet d'une refonte visant à garantir une alimentation diversifiée, nutritive et culturellement appropriée, selon une approche participative incluant des produits frais provenant des marchés locaux et de l'agriculture familiale, allant au-delà de son orientation logistique traditionnelle.

Cette refonte comprendra de nouvelles modalités, dont l'une est testée dans certaines écoles avec le soutien du PAM, par le biais de transferts monétaires aux comités de gestion scolaire composés de parents.

Étude de cas 8

Réforme de la nutrition scolaire en Ukraine dans un contexte de guerre, se préparer à la reprise

Sous l'impulsion de la Première Dame, Olena Zelenska, la réforme de l'alimentation scolaire en Ukraine est devenue l'une des priorités majeures pour garantir aux enfants un environnement éducatif sûr et un filet de protection sociale nutritionnel. Depuis son lancement en 2020, cette initiative bénéficie d'un fort soutien politique et financier de la part des agences gouvernementales et des partenaires nationaux et internationaux.

La guerre en Ukraine a plongé quelque 5 millions de personnes dans l'insécurité alimentaire à travers le pays, aggravée par une baisse significative de l'accès des élèves aux repas scolaires. En temps de guerre, le bien-être des enfants et des adolescents est particulièrement crucial, nombre d'entre eux subissant des traumatismes psychologiques exacerbés par la précarité des conditions de vie et l'accès irrégulier à la nourriture.

En octobre 2023, l'Ukraine a rejoint la Coalition pour l'alimentation scolaire, et le Cabinet des ministres a approuvé la Stratégie de réforme du système d'alimentation scolaire pour la période 2023–2027. Cette stratégie est devenue la base des programmes régionaux et a aidé les collectivités à définir leurs priorités. La réforme de l'alimentation scolaire repose sur quatre objectifs stratégiques :

- renforcer les capacités financières et institutionnelles des collectivités pour mettre en œuvre la réforme ;
- moderniser les infrastructures des blocs alimentaires³² et mettre en œuvre différents modèles d'organisation des repas, notamment les cuisines de base, les cuisines relais et les cuisines centrales ;
- renforcer les ressources humaines et créer des pôles culinaires pour la formation du personnel de restauration ;
- promouvoir de meilleures habitudes alimentaires chez les élèves et sensibiliser les élèves, les parents et les parties prenantes à une alimentation saine et de qualité.

Le gouvernement ukrainien poursuit ses efforts pour instaurer une politique d'alimentation scolaire gratuite. Pour soutenir cette démarche, l'Ukraine et le Consortium de recherche de la Coalition pour l'alimentation scolaire, avec l'appui du Bureau de pays de l'OMS en Ukraine, de son Bureau régional pour l'Europe et du PAM, ont élaboré une note de synthèse afin de traduire les données probantes existantes sur la gratuité universelle des repas scolaires

³² « Blocs alimentaires » est le terme utilisé par le gouvernement pour désigner les cantines scolaires.

en mesures concrètes. Cette note examine la mise en œuvre et l'extension des programmes d'alimentation scolaire dans le contexte de la reconstruction post-conflit de l'Ukraine.

En septembre 2024, plus de 800 000 élèves bénéficiaient de repas scolaires, soit une hausse significative par rapport aux années précédentes, en dépit des défis persistants liés à la guerre. Les élèves issus de groupes vulnérables ont été prioritaires et ont reçu des repas gratuits financés localement.

Depuis la mise en place du soutien de l'État (depuis octobre 2024) :

- à l'initiative du président de l'Ukraine, des repas chauds gratuits ont été offerts à tous les élèves de l'enseignement primaire grâce à une subvention du budget de l'État ;
- environ 48 millions de dollars américains ont été alloués pour nourrir plus d'un million d'élèves de primaire ; et
- le nombre total d'élèves recevant des repas chauds est passé à 1 603 000.

L'Ukraine prévoit désormais d'étendre le programme à l'échelle nationale. Dès 2025, plus de 450 000 élèves du secondaire dans les régions de première ligne bénéficieront de repas scolaires gratuits, avec une extension prévue à tous les niveaux scolaires d'ici 2026, rapprochant ainsi le pays de l'objectif d'une alimentation scolaire universelle et équitable.

Des mesures exceptionnelles ont été prises pour ne pas laisser les enfants les plus vulnérables de côté : des écoles souterraines ont été construites dans plusieurs villes proches du front afin d'offrir aux élèves des conditions d'apprentissage en présentiel plus sûres malgré la menace de frappes aériennes. Dans le cadre des efforts de relèvement post-conflit, un programme robuste d'alimentation scolaire peut aussi servir de catalyseur pour dynamiser l'agriculture nationale et, plus largement, l'économie.

Le gouvernement ukrainien a également activement promu la réforme de l'alimentation scolaire dans différents forums internationaux. En novembre 2024, l'Ukraine a organisé à Kyïv le tout premier Sommet régional européen sur l'alimentation scolaire, réunissant plus de 500 participants, dont des représentants de plus de 20 pays.

La réforme de l'alimentation scolaire s'inscrit dans le cadre plus large des réformes numériques. En 2022, l'Ukraine a revu sa législation sur les marchés publics afin d'améliorer le système public et de renforcer la transparence des informations. Les achats publics, y compris ceux liés à l'alimentation scolaire, s'effectuent désormais via une plateforme électronique, *Prozorro Market*, soigneusement surveillée et contrôlée par les instances d'audit compétentes.

Prozorro Market est une plateforme d'achats électroniques initialement développée en 2016 par des militants civiques ukrainiens et des partenaires internationaux. Elle a ensuite été adoptée par le ministère du Développement économique et du Commerce. Elle simplifie les procédures d'achat public en offrant un catalogue centralisé de fournisseurs et de produits préqualifiés. Ce système permet des cycles d'achat plus rapides, en supprimant la nécessité de rédiger une documentation complexe et de qualifier chaque fournisseur.

Étude de cas 9

Le Guatemala passe au numérique : une nouvelle application mobile sur les repas scolaires stimule le programme d'alimentation scolaire

Au Guatemala, le ministère de l'Éducation et le PAM ont développé une application mobile innovante qui met en relation les petits agriculteurs avec le programme national d'alimentation scolaire, qui constitue la plus grande initiative de protection sociale du pays. Cette application permet aux associations de parents d'élèves de passer directement commande d'aliments nutritifs et produits localement auprès de petits agriculteurs certifiés. Validée par plus de 500 agriculteurs et 840 écoles, l'application vise à simplifier les procédures d'achat, promouvoir la transparence et garantir une livraison efficace de produits frais aux élèves.

Les petits agriculteurs tirent des bénéfices considérables de cette initiative. L'application réduit la nécessité de se rendre en personne dans les écoles pour obtenir des contrats, ce qui permet un gain de temps et d'efforts, tout en élargissant les débouchés économiques grâce à une chaîne de valeur raccourcie. Les agriculteurs peuvent désormais consulter et répondre aux demandes alimentaires des écoles voisines, assurant ainsi un revenu plus stable et un meilleur soutien à leurs familles. Ce système améliore non seulement la qualité nutritionnelle des repas scolaires, mais renforce aussi le lien à la terre et la préservation des traditions culturelles.

Depuis 2017, le Guatemala s'est engagé à revitaliser l'économie locale en s'approvisionnant à hauteur de 70 % en denrées auprès des agriculteurs familiaux pour les repas scolaires. Cette approche a joué un rôle clé dans la prévention de la malnutrition et la promotion de bonnes habitudes alimentaires. L'application mobile développée par le ministère de l'Éducation et le PAM illustre la manière dont la technologie peut rapprocher l'agriculture familiale et les écoles, favorisant ainsi le développement durable et la sécurité alimentaire.

Étude de cas 10

Le Lesotho renforce son engagement multisectoriel en faveur de l'alimentation scolaire issue de la production locale grâce à une politique actualisée en matière d'alimentation scolaire

En 2023, le Lesotho a renforcé son engagement en faveur de l'alimentation scolaire en procédant à la révision de sa Politique nationale d'alimentation scolaire afin de consolider la collaboration multisectorielle et de donner la priorité aux approches fondées sur la production locale. Approuvée en 2024, la politique révisée s'appuie sur la première politique d'alimentation scolaire du Lesotho, adoptée dès 2014. Elle traduit la vision d'un programme durable fournissant chaque jour des repas nutritifs aux élèves à partir d'aliments produits localement, mis en œuvre entièrement par des acteurs nationaux.

L'un des éléments phares de cette nouvelle politique est l'accent mis sur la création de marchés stables pour les agriculteurs locaux et la stimulation des économies rurales. Ancrée dans un cadre multisectoriel, la politique articule les objectifs d'éducation, de santé, d'agriculture, de commerce et de développement social, en promouvant l'amélioration de l'apprentissage, la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté, et en favorisant l'appropriation collective du programme par tous les secteurs.

Le cadre institutionnel de la Politique nationale d'alimentation scolaire prévoit la création d'un comité de pilotage multisectoriel dirigé par le ministère de l'Éducation et de la Formation, réunissant les ministères concernés et les parties prenantes clés. Il fixe des orientations pour un financement partagé et durable, notamment par l'élaboration de mécanismes juridiques permettant de sanctuariser les fonds destinés à l'alimentation scolaire et par la mobilisation des ressources à travers la collaboration interministérielle et la participation communautaire.

En 2023, le PAM a contribué à l'élaboration de cette révision en appuyant le ministère de l'Éducation et de la Formation dans la validation de la politique avec les parties prenantes nationales clés, en réunissant des parlementaires pour un plaidoyer de haut niveau, et en aidant à établir un organe de coordination multisectorielle chargé d'harmoniser les activités liées aux repas scolaires, d'éviter les chevauchements et d'améliorer l'efficacité.

Alors que le Lesotho continue de positionner l'alimentation scolaire comme un levier de développement et de renforcement du capital humain, il illustre la manière dont une politique cohérente, des systèmes alimentaires locaux et un plaidoyer ciblé peuvent catalyser un changement transformateur.

Chapitre 4

Rôle mondial et stratégique du PAM dans le domaine de Santé et Nutrition scolaires



Une élève du Tadjikistan se prépare pour les cours. PAM/Giulio d'Adamo

Le rôle et la politique du PAM en matière d'alimentation scolaire ont évolué et mûri au cours des vingt dernières années, faisant de l'alimentation scolaire l'un des programmes phares de l'organisation, et l'un des domaines les mieux documentés et fondés sur des données probantes. En 2020, le PAM a entrepris des démarches délibérées pour renforcer et mieux définir son rôle de chef de file mondial en matière d'alimentation scolaire, en lançant une stratégie décennale visant à transformer la manière dont le PAM :

- agit et collabore en partenariat, en renforçant ses capacités de plaidoyer, de mobilisation et d'influence afin de devenir un facilitateur des efforts mondiaux, régionaux et nationaux en matière d'alimentation scolaire, de Santé et Nutrition scolaires ;
- travaille avec les gouvernements, en augmentant la durabilité et l'institutionnalisation de ses interventions grâce à une meilleure compréhension des priorités et défis nationaux, à une utilisation plus stratégique des données, et une attention renforcée au renforcement des systèmes et plans nationaux.

Cinq ans plus tard, ce chapitre présente des données et des éléments qualitatifs permettant d'évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre et l'appropriation de cette stratégie. Dans l'ensemble, les informations montrent comment le PAM a évolué en plaçant les gouvernements au centre de ses efforts ; en renforçant son rôle de catalyseur et de facilitateur de partenariats ; et en investissant dans ses capacités à fournir une assistance technique et un soutien aux politiques publiques. Cette publication inclut certains indicateurs et données qui ne sont pas suivis dans le cadre des résultats institutionnels du PAM, illustrant ainsi la nécessité d'investissements supplémentaires dans les dispositifs de suivi et d'évaluation afin de mieux comprendre l'ampleur de la contribution du PAM dans ce domaine.

L'un des résultats les plus marquant de la stratégie décennale du PAM est la Coalition pour l'alimentation scolaire. Créée en 2021, la Coalition se distingue par son approche innovante de la collaboration multilatérale. Adoptant une approche systémique et multisectorielle, elle fonctionne comme un réseau dont le centre est constitué non pas par le système des Nations Unies, mais par plus de 108 gouvernements. Il s'agit d'une communauté en constante évolution qui partage les bonnes pratiques et optimise la coopération entre pays pour soutenir une stratégie de déploiement à plus grande échelle.

En tant que secrétariat, le PAM joue un rôle d'appui, en contribuant à créer les conditions nécessaires au bon fonctionnement et à la réussite de la Coalition. Conformément à la stratégie, le passage du PAM de partenariats transactionnels ou opérationnels vers des approches plus stratégiques et collaboratives a donné naissance à un écosystème dynamique de plus de 140 partenaires qui interagissent et tirent parti de leurs capacités respectives. Les partenaires de la Coalition incluent aujourd'hui : des agences des Nations Unies, des institutions financières internationales et banques de développement (dont la Banque mondiale et la Banque islamique de développement), des ONG, des institutions de recherche, des fondations, et bien d'autres encore (la liste complète des partenaires de la Coalition pour l'alimentation scolaire figure au chapitre 2).

Un engagement renouvelé en faveur de l'institutionnalisation des programmes d'alimentation scolaire a conduit à une augmentation significative des programmes nationaux durables et portés par les gouvernements, avec l'appui du PAM, ainsi qu'à une transformation du portefeuille opérationnel de l'organisation. Par exemple, en 2020, 40 % des pays à faible revenu appuyés par le PAM ne disposaient pas de politique d'alimentation scolaire et n'avaient pas encore décidé de donner la priorité au programme ni de l'intégrer dans les structures nationales. En 2024, ce chiffre est tombé à 15 %, ne laissant que très peu de pays à faible revenu sans politique nationale ou cadre juridique en la matière. Dans la majorité des cas, la rédaction et l'élaboration de ces documents ont été réalisées avec l'assistance technique du PAM.

Dans l'ensemble, les dépenses totales consacrées à l'alimentation scolaire (en valeur absolue en dollars) dans les pays appuyés par le PAM ont augmenté de plus de 187,5 millions de dollars américains depuis 2020. Le financement a progressé dans toutes les catégories de sources, notamment avec une hausse de près de 140 millions de dollars américains des dépenses issues des budgets nationaux, ce qui reflète l'augmentation des investissements publics dans les pays où le PAM est présent et actif.

En 2024, un total de 139 millions d'enfants ont reçu des repas scolaires dans 78 pays soutenus par le PAM,³³ contre 108 millions en 2020. L'investissement opérationnel direct du PAM étant resté relativement stable durant cette période, cela signifie que la hausse de 31 millions d'enfants bénéficiant d'une alimentation scolaire au cours des quatre dernières années est principalement due à l'expansion de programmes financés et portés par les gouvernements, avec le soutien du PAM.

³³ Ce chiffre concerne spécifiquement les pays dans lesquels le PAM soutient des programmes d'alimentation scolaire. Plus généralement, le PAM est présent dans plus de 78 pays à travers le monde.



Une étudiante du Mozambique découvre les aliments locaux.
PAM/Ana Mato Hombre

Grâce à ses efforts d'assistance technique, la présence du PAM dans 78 pays lui permet d'atteindre de manière indirecte, mais efficace ces 139 millions d'enfants et d'améliorer leurs conditions, par exemple, en aidant les gouvernements à améliorer la qualité et la diversité des aliments fournis dans le cadre des repas scolaires, ou en mettant en œuvre des améliorations supplémentaires telles que l'enrichissement des aliments.

En ce qui concerne l'assistance opérationnelle directe, la composition du portefeuille du PAM a également évolué, reflétant une fois de plus l'orientation vers l'appropriation nationale et la durabilité, comme prévu dans la stratégie.

En 2013, le PAM atteignait environ 20 millions d'enfants avec ses programmes d'alimentation scolaire, répartis de manière égale entre des contextes fragiles ou à faible revenu (10 millions) et des contextes à revenu intermédiaire (les 10 millions restants). Aujourd'hui, le PAM a réduit de près de moitié le nombre d'enfants qu'il soutient dans les pays à revenu intermédiaire, ce qui reflète son engagement en faveur de l'appropriation nationale et du transfert progressif des responsabilités, tout en intensifiant son soutien dans les contextes fragiles où ses capacités opérationnelles sont limitées. En 2023, le PAM a soutenu environ 21 millions d'enfants, dont la majorité (environ 15 millions) dans des contextes fragiles ou à faible revenu.

Ce changement de priorité met en lumière le rôle en constante évolution du PAM dans le soutien aux populations les plus vulnérables et souligne son engagement à adapter ses programmes aux réalités complexes des contextes fragiles et à faible capacité. Face à l'ampleur et à l'intensité croissantes des situations d'urgence, le PAM met également à profit ses capacités opérationnelles pour aider les gouvernements à utiliser les programmes d'alimentation scolaire dans les zones fragiles ou touchées par des conflits. Dans les pays à faible capacité ou à forte vulnérabilité, le PAM continue de mettre en œuvre des programmes de grande qualité, adaptés aux contextes locaux, tout en garantissant la mise en place de mesures de protection pour les enfants, en particulier les filles. Les futurs programmes du PAM viseront à intégrer les efforts humanitaires, de développement et de consolidation de la paix, en renforçant les capacités nationales, en promouvant des approches locales et résilientes face au climat, et en testant des interventions multisectorielles pour améliorer la préparation et la réponse aux situations d'urgence, dans le but ultime de transférer ses opérations d'alimentation scolaire aux gouvernements nationaux.

Ces efforts et l'évolution de l'approche du PAM ont été formalisés dans sa nouvelle politique d'alimentation scolaire, adoptée par le Conseil d'administration du PAM à la fin de l'année 2024. Cette politique reflète l'ambition croissante des gouvernements à travers le monde, affine l'approche du PAM et institutionnalise son rôle de chef de file mondial, reconnaissant la Coalition pour l'alimentation scolaire comme moteur des efforts internationaux. Au cours des prochaines années, le PAM continuera à jouer un rôle moteur dans ce domaine politique en pleine expansion, en s'appuyant sur un vaste réseau de partenaires. Le présent chapitre expose la manière dont le PAM répond à cet écosystème en constante évolution qu'il a contribué à créer.

4.1 Le rôle du PAM en tant que secrétariat de la Coalition pour l'alimentation scolaire et le renforcement de ses capacités de plaidoyer

En tirant parti de sa présence mondiale et de son expertise, le PAM peut influencer la prise de décisions et l'élaboration des politiques aux niveaux mondial, régional et local, en accordant la priorité aux besoins des populations les plus vulnérables. Un exemple convaincant de la puissance catalytique du plaidoyer du PAM est la Coalition pour l'alimentation scolaire, qui a joué un rôle déterminant dans la promotion de l'agenda d'alimentation scolaire dans de nombreux pays et dans l'inscription de cette question à l'ordre du jour du développement à l'échelle mondiale.

Depuis 2021, le PAM a renforcé ses capacités de plaidoyer, de communication et de partenariats en matière d'alimentation scolaire au sein du Service de l'alimentation scolaire et de la protection sociale basé au siège du PAM à Rome. Cette équipe dédiée assure le secrétariat de la Coalition pour l'alimentation scolaire, sous l'orientation stratégique de la Task Force. En complément de cette capacité centralisée, le PAM fournit également un appui aux pays membres de la Coalition par l'intermédiaire d'initiatives menées aux niveaux régional et national.

À mesure que la Coalition pour l'alimentation scolaire poursuit son expansion — avec aujourd'hui 108 États membres et plus de 140 organisations partenaires — le secrétariat, tel un système racinaire dans une forêt, alimente, anime et orchestre l'action à l'échelle de l'ensemble du réseau. Il entretient et développe les relations, gère les flux d'information et crée des occasions de mise en relation entre les membres. Cela inclut l'accueil de nouveaux membres, l'organisation de réunions et d'événements périodiques, la mobilisation des parties prenantes en les tenant informées, responsabilisées et motivées à s'engager dans les principales actions de plaidoyer et de communication, ainsi que le soutien à l'interconnexion des initiatives afin d'éviter les doublons (pour une description complète du fonctionnement de la Coalition, voir le chapitre 2).

En étroite collaboration avec le réseau mondial des bureaux et du personnel du PAM, le secrétariat fournit un appui initial aux initiatives et réseaux régionaux, en partenariat avec les instances ou organisations régionales et les partenariats régionaux existants, en mettant l'accent sur l'apprentissage et le soutien entre pairs à l'échelle régionale.

Un agriculteur local à Madagascar fournit des tomates aux écoles.
PAM/Caitkie Vaghjee



Le PAM assume les rôles suivants en tant que secrétariat de la Coalition pour l'alimentation scolaire :

1. Orientation stratégique : depuis 2021, le secrétariat assure l'orientation stratégique globale de la Coalition, sous la direction des trois co-présidences et de la Task Force. Bien que cette initiative soit pilotée par les gouvernements, le PAM fournit les bases stratégiques de la Coalition en tant que principale organisation internationale en matière d'alimentation scolaire. Cela inclut notamment la publication de la quatrième édition du rapport *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde* (les éditions précédentes datent de 2013, 2020 et 2022), afin de suivre la situation à l'échelle mondiale, de comprendre les principaux obstacles et défis à la mise en œuvre, et de positionner cette question à l'agenda international. Le secrétariat a contribué à l'établissement des différentes initiatives et a lancé et facilité leur coordination. Il apporte un soutien de fond à chaque initiative, en veillant à la coordination avec les diverses parties prenantes de l'écosystème de la Coalition, y compris les bureaux de pays et bureaux régionaux du PAM.

2. Coordination et mise en place du dialogue : le secrétariat appuie les États membres et les partenaires de la Coalition, entretient et développe les relations, et veille à ce que les partenaires restent informés et connectés. Une grande partie du dialogue et de la définition des priorités se fait lors de réunions régulières entre les différentes composantes de la Coalition. Depuis 2021, le secrétariat a organisé 46 réunions virtuelles du Groupe de travail, du Groupe de partenaires et de la Task Force (réunies), afin de définir de manière stratégique les travaux de la Coalition, fixer des priorités, mettre en valeur les efforts des pays et renforcer les liens. Une fois par an, une réunion en présentiel est organisée au niveau ministériel, soit de la Task Force, soit de l'ensemble de la Coalition. Depuis 2021, le secrétariat a organisé deux réunions de la Task Force (à Helsinki en 2022 et à Nairobi en 2024) ainsi qu'un sommet de l'ensemble de la Coalition (à Paris en 2023), le prochain sommet étant prévu au Brésil en 2025. Ces événements sont à la fois politiques et stratégiques ; ils créent une dynamique qui se propage ensuite dans tout le système de la Coalition, influençant les priorités aux niveaux national, régional et mondial.

3. Communications et gestion du réseau : le secrétariat gère le site web de la Coalition, ses réseaux sociaux et son bulletin, garantissant que tous les membres et partenaires aient accès aux documents clés, aux calendriers d'événements et aux ressources nécessaires pour mener un plaidoyer efficace et renforcer les liens. Le secrétariat a contribué à obtenir une couverture médiatique dans des médias internationaux tels que CNN, The Guardian, The Economist, Associated Press et Forbes, ainsi que dans de nombreux médias régionaux, nationaux et en langues locales. En 2024, les réseaux sociaux de la Coalition ont couvert 70 % des États membres. L'amplification par les parties prenantes (notamment ministres, ambassadeurs et organisations multilatérales) a renforcé la portée et l'impact des efforts de communication, illustrant une forte adhésion à la vision et aux objectifs de la Coalition.

4. Plaidoyer et dialogue politique : le secrétariat encourage et soutient les pays dans la formulation de leurs engagements nationaux envers la Coalition pour l'alimentation scolaire. À ce jour, 54 pays ont soumis des engagements nationaux à la Coalition, représentant plus de 400 actions dans les domaines suivants : politiques, financement, cadre institutionnel, conception des programmes, couverture, preuves et données, plaidoyer et partenariats. La plupart des pays couvrent au moins trois de ces catégories, et beaucoup expriment leur volonté d'atteindre une couverture universelle d'ici à 2030. Grâce au réseau du PAM – bureaux de pays, bureaux régionaux et bureaux mondiaux – le secrétariat aide les pays à renforcer la portée et la qualité de leurs programmes d'alimentation scolaire, en fournissant un appui technique et en facilitant les connexions avec des partenaires adaptés, afin d'accélérer l'aide et de favoriser la collaboration entre pairs.

Au niveau régional, la Coalition a gagné en influence. Le secrétariat a soutenu l'Union africaine ainsi que l'émergence de réseaux régionaux. Des dialogues et événements régionaux ont conduit à la création de réseaux régionaux sur l'alimentation scolaire, permettant aux pays de partager les bonnes pratiques et de soutenir mutuellement leurs engagements nationaux. Parmi les exemples figurent les événements sur l'alimentation scolaire organisés par la CEDEAO en 2023 et 2024 ; le lancement du réseau régional d'Afrique de l'Est sur l'alimentation scolaire au Rwanda ; la réunion régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes organisée par le Brésil en 2023 et par le Mexique en 2024 ; le Sommet européen organisé par l'Ukraine ; et le Sommet de l'Asie du Sud-Est organisé par le Cambodge en novembre 2024. Des réunions régionales ont également eu lieu en Afrique australe.

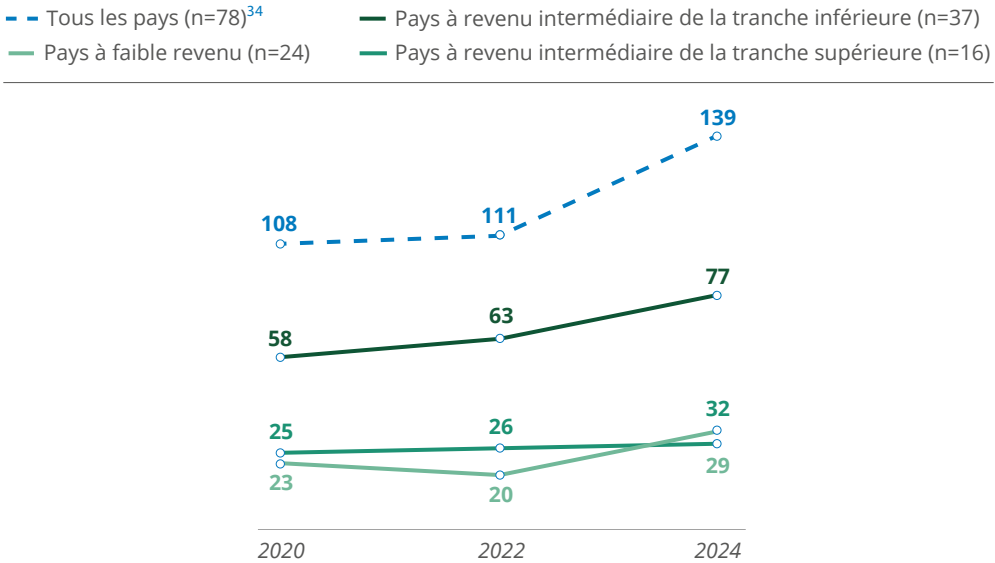
4.2 Contribution du PAM à l'expansion et au renforcement des programmes nationaux d'alimentation scolaire

En 2024, un total de 139 millions d'enfants ont bénéficié d'alimentation scolaire dans 78 pays soutenus par le PAM, contre 111 millions d'enfants en 2022 (voir figure 4.1). La figure 4.2 montre que cette expansion – portée à la fois par des programmes dirigés par les gouvernements et par ceux mis en œuvre avec le soutien du PAM et de ses partenaires – a été plus marquée dans les pays à revenu intermédiaire inférieur, où 14 millions d'enfants supplémentaires ont bénéficié d'un tel programme ; suivis d'une augmentation de 12 millions dans les pays à faible revenu, et de 3 millions dans les pays à revenu intermédiaire supérieur. Cette progression est en partie attribuable au soutien technique et au rôle de plaidoyer du PAM, ainsi qu'à la dynamique mondiale générée par la Coalition pour l'alimentation scolaire.

Figure 4.1

Nombre d'enfants bénéficiant (en millions) des programmes d'alimentation scolaire dans les pays soutenus par le PAM

Plus de 139 millions d'enfants ont bénéficié d'un programme d'alimentation scolaire dans 78 pays soutenus par le PAM en 2024, soit une hausse par rapport aux années précédentes.



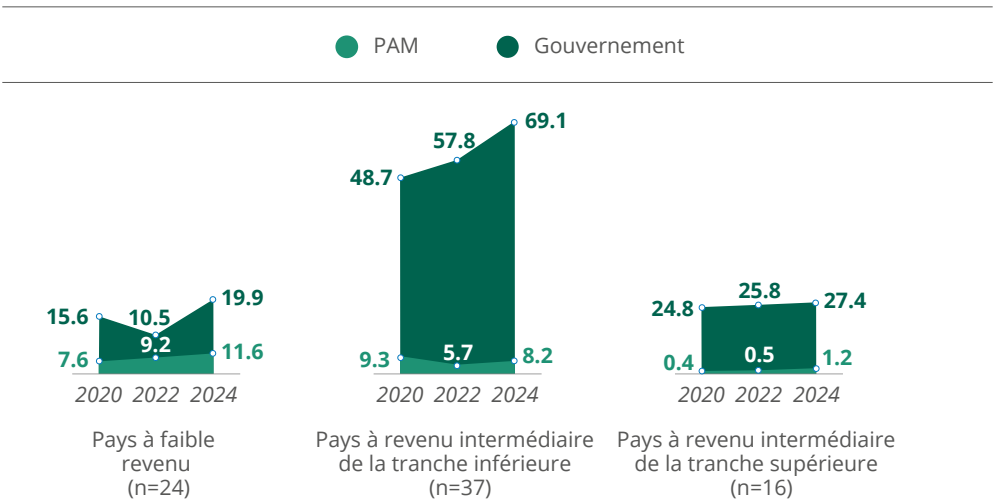
Sources : Données directes du gouvernement, enquêtes mondiales du GCNF, PAM (estimations, rapport annuel par pays), Banque mondiale (2018).

³⁴ Le Venezuela est inclus dans le total (n=78) mais pas dans la ventilation par niveau de revenu, car il n'y a pas de catégorie de niveau de revenu qui lui soit attribuée.

Figure 4.2

Nombre d'enfants (en millions) bénéficiant des programmes d'alimentation scolaire dans les pays soutenus par le PAM (2020-2024) par groupe de revenu

L'expansion des programmes d'alimentation scolaire, y compris ceux mis en œuvre avec le soutien du PAM et de ses partenaires, a été la plus marquée dans les pays à revenu intermédiaire inférieur, où 14 millions d'enfants supplémentaires ont bénéficié de ces programmes.



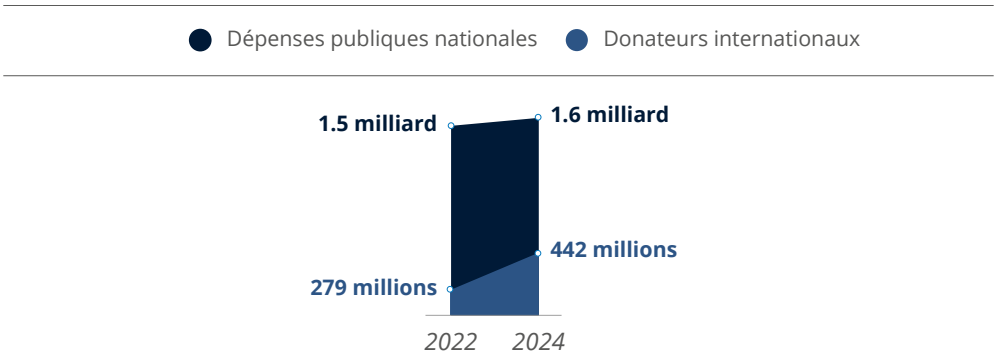
Sources : Données directes du gouvernement, enquêtes mondiales du GCNF, PAM (estimations, rapport annuel par pays), Banque mondiale (2018).

De nombreux pays ont également accru leurs investissements dans l'alimentation scolaire. Vingt-quatre pays soutenus par le PAM ont accru leur financement national pour les repas scolaires entre 2022 et 2024. La figure 4.3 présente la répartition par source de financement et la figure 4.4 par catégorie de revenu. Dans l'ensemble des pays appuyés par le PAM, les dépenses totales consacrées à l'alimentation scolaire – en valeur absolue en dollars américains – ont progressé de plus de 200 millions de dollars américains entre 2022 et 2024. En valeur absolue, les financements ont progressé dans toutes les catégories de sources, y compris une hausse de près de 65 millions de dollars américains des dépenses publiques nationales. Toutefois, au cours de cette période, la plus forte augmentation des financements est venue des donateurs internationaux.

Figure 4.3

Investissements dans les programmes d'alimentation scolaire dans les pays soutenus par le PAM

Les investissements totaux dans les programmes d'alimentation scolaire ont augmenté de plus de 240 millions de dollars américains entre 2022 et 2024. ³⁵



Sources : Données directes du gouvernement, enquêtes mondiales du GCNF (2021 et 2024).

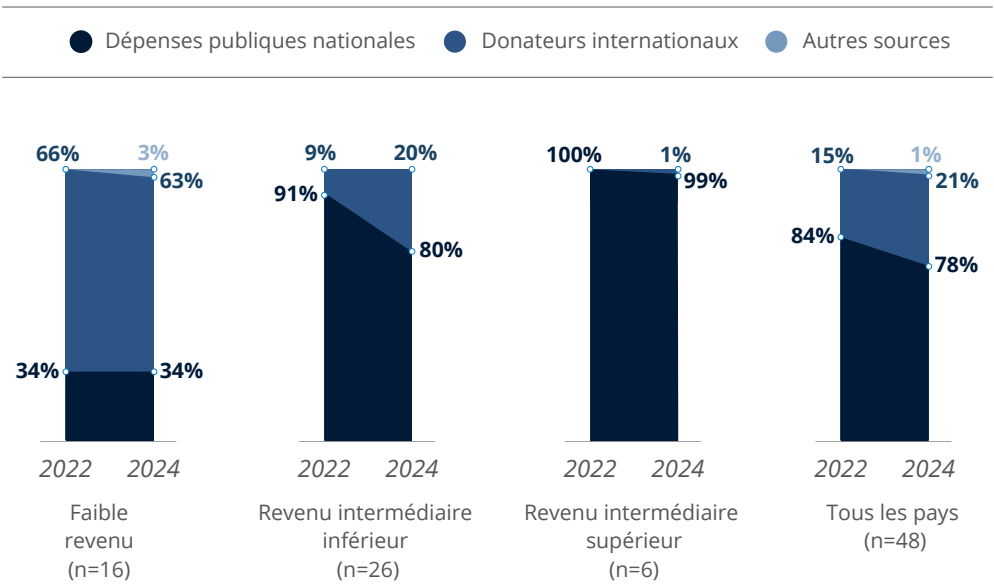
La figure 4.4 montre une légère tendance à la baisse du pourcentage de financement provenant des dépenses budgétaires nationales et une légère augmentation correspondante du pourcentage provenant des donateurs internationaux. Cette tendance était plus prononcée dans les pays à revenu intermédiaire inférieur, qui ont enregistré un glissement de 11 points de pourcentage vers le financement par les donateurs, tandis que les changements dans les pays à revenu intermédiaire supérieur et les pays à faible revenu étaient beaucoup moins importants.

³⁵ La figure 4.3 présente uniquement les contributions financières provenant des budgets nationaux et des bailleurs de fonds internationaux. Le montant total de l'augmentation des investissements, soit 240 millions de dollars américains, tient également compte d'autres sources telles que les bailleurs de fonds nationaux, les contributions du secteur privé et d'autres sources qui ne sont pas représentées dans la figure.

Figure 4.4

Évolution des sources de financement dans les pays bénéficiant de l'appui du PAM

Le financement national des programmes d'alimentation scolaire dans les pays à revenu intermédiaire inférieur a légèrement diminué, tandis que le soutien des donateurs internationaux a légèrement augmenté.



Sources : Données directes du gouvernement, enquêtes mondiales du GCNF (2021 et 2024).

Avec l'appui du PAM, les programmes dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur sont progressivement institutionnalisés sous l'égide des gouvernements nationaux, tandis que le PAM continue de mettre en œuvre des programmes d'alimentation scolaire dans des contextes fragiles et touchés par des conflits. Pour soutenir le renforcement de l'appropriation nationale, le PAM a fourni une assistance technique, des analyses stratégiques et un appui au renforcement des capacités, aidant ainsi des pays comme l'Arménie, l'Iraq, le Cambodge et le Bénin à passer à des programmes d'alimentation scolaire de plus en plus gérés et financés au niveau national.

Le PAM a également facilité la coopération Sud-Sud et triangulaire ; détaché du personnel auprès des gouvernements ; plaidé en faveur de l'expansion et de l'amélioration des programmes nationaux d'alimentation scolaire ; facilité les consultations multisectorielles régionales et nationales ; mené des évaluations des capacités nationales ; et convoqué des partenaires pour soutenir les gouvernements.

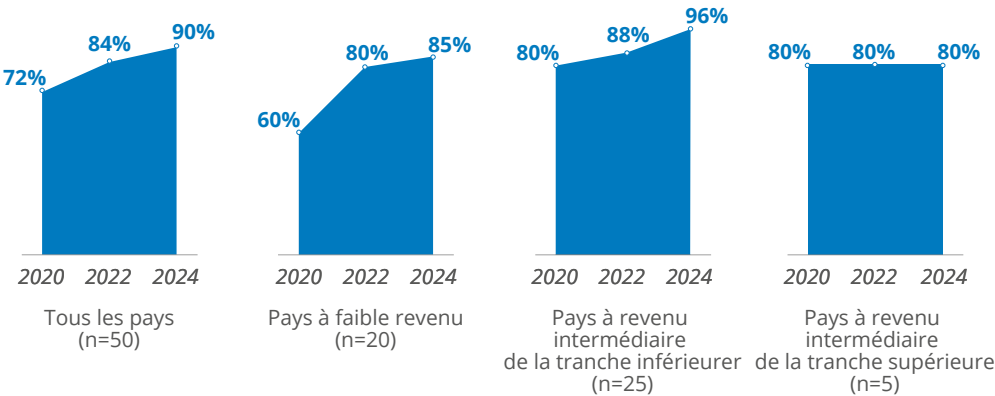
L'engagement stratégique soutenu du PAM et de ses partenaires a contribué au renforcement des cadres nationaux. D'après les données les plus récentes, 59 pays (où le PAM a appuyé des programmes d'alimentation scolaire) ont adopté des politiques, lois ou stratégies nationales, ce qui représente 92 % des pays disposant de données disponibles (n = 64). Depuis la dernière édition de la publication *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde* (2022), la République centrafricaine, le Nigéria, le Sénégal et l'Ukraine ont adopté de nouvelles politiques d'alimentation scolaire, témoignant d'une volonté politique accrue et d'une institutionnalisation plus poussée.

La figure 4.5 illustre les changements dans les cadres stratégiques nationaux selon les groupes de revenu des pays. Bien qu'il y ait une augmentation globale de 6 points de pourcentage du nombre de pays dotés de politiques d'alimentation scolaire, la progression est particulièrement marquée parmi les pays à revenu intermédiaire inférieur, qui enregistrent une hausse de 8 points de pourcentage, tandis que les pays à revenu intermédiaire supérieur ont maintenu un taux déjà élevé de 80 %.

Figure 4.5

Changement au niveau des cadres politiques dans les pays soutenus par le PAM

L'augmentation de l'adoption d'une politique d'alimentation scolaire est particulièrement marquée parmi les pays à revenu intermédiaire inférieur, qui ont enregistré une hausse de 8 points de pourcentage, tandis que les pays à revenu intermédiaire supérieur ont maintenu un taux déjà élevé de 80 %.



Sources : Enquêtes mondiales du GCNF, PAM.

Le PAM a également collaboré avec des instances régionales, telles que l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), pour élaborer des lignes directrices sur l'alimentation scolaire et la Santé et Nutrition scolaires, qui mettent notamment en avant l'approvisionnement local comme élément clé³⁶ (Voir encadré 4.1)

Encadré 4.1

Normes minimales et lignes directrices de l'ANASE pour le paquet nutrition scolaire

Les Normes minimales et lignes directrices pour le paquet nutritionnel scolaire, lancées en 2024, offrent un cadre complet visant à améliorer le bien-être nutritionnel des enfants d'âge scolaire dans les États membres de l'ANASE. Élaborées avec l'appui du PAM et de l'UNICEF, ces lignes directrices définissent les normes essentielles pour la mise en œuvre, le suivi et l'application des programmes de nutrition scolaire. Le paquet met l'accent sur cinq axes d'action prioritaires : l'accès à une alimentation nutritive, un environnement scolaire sain, des services de santé et de nutrition, l'éducation nutritionnelle, la promotion d'une activité physique régulière. L'alimentation scolaire constitue un élément central, visant à garantir que les enfants bénéficient de régimes équilibrés soutenant leur développement physique et cognitif. En favorisant l'approvisionnement local, ces lignes directrices visent également à encourager les gouvernements de l'ANASE à stimuler les économies locales et à soutenir les petits agriculteurs. Les normes encouragent une collaboration multisectorielle, impliquant les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'agriculture et de la protection sociale, pour une approche globale de la nutrition de l'enfant. Cette initiative reflète l'engagement des instances régionales, en particulier celui de l'ANASE, à lutter contre la malnutrition et à promouvoir un avenir plus sain pour les jeunes générations.

³⁶ <https://asean.org/book/minimum-standards-and-guidelines-for-the-asean-school-nutrition-package/>

Soutien aux systèmes d'information gouvernementaux

Deux exemples de systèmes d'information gouvernementaux soutenus par le PAM sont présentés ci-dessous.

En Jordanie, le Programme national d'alimentation scolaire est mis en œuvre par le ministère de l'Éducation avec l'appui du PAM. Il s'agit du plus grand filet de protection sociale destiné aux enfants en Jordanie, avec 520 000 élèves recevant chaque jour des repas scolaires et des collations. Le Programme national d'alimentation scolaire est mis en œuvre selon deux modalités : (i) des barres de dattes enrichies ; (ii) le modèle de repas sain. Le modèle de repas sain s'approvisionne en ingrédients auprès de petits agriculteurs et boulangers locaux. Les ingrédients sont nettoyés et conditionnés dans dix cuisines communautaires, qui emploient 250 femmes vulnérables. Ce modèle comprend également un programme de changement social des comportements sensible à la nutrition et adapté à l'âge, utilisant des jeux interactifs et des messages pour sensibiliser les enfants et leurs parents aux bonnes pratiques nutritionnelles.

Conformément aux priorités de la stratégie d'alimentation scolaire nationale de la Jordanie (2021–2025), le PAM soutient diverses initiatives de renforcement des capacités et des systèmes en vue du transfert progressif du programme au ministère de l'Éducation. Cela comprend le développement d'un module « alimentation scolaire » au sein du système de gestion des données du ministère de l'Éducation (EMIS). Le PAM s'est associé à l'UNESCO et au Gouvernement jordanien pour concevoir ce module, en conformité avec le cadre de suivi du Programme national d'alimentation scolaire, et a organisé une formation de formateurs destinée au personnel et aux points focaux des directions régionales. Ce module contribuera à renforcer la qualité des données et le suivi du programme national, permettant au gouvernement jordanien de prendre des décisions fondées sur des données probantes.

Le Bureau multipays du PAM pour les Caraïbes apporte également une assistance technique aux pays de la région pour intégrer les données sur l'alimentation scolaire dans les bases de données éducatives, notamment en soutenant la numérisation du secteur de l'éducation en Jamaïque.

Encadré 4.2

Boîte à outils de la Communauté de développement de l'Afrique australe pour la Santé et Nutrition scolaires

En 2024, la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) a lancé sa boîte à outils sur la Santé et Nutrition scolaires, transformant ses lignes directrices sur l'alimentation scolaire et les directives de l'AUDA-NEPAD sur l'alimentation scolaire issue de la production locale en recommandations concrètes à l'attention de ses États membres. Cette boîte à outils fournit des orientations complètes, des outils et des ressources pour aider les États membres à développer des mécanismes nationaux efficaces et des plans d'action destinés à renforcer les programmes de Santé et Nutrition scolaires. Conçue pour le secteur de l'éducation dans une approche multisectorielle, la boîte à outils s'adresse principalement aux décideurs politiques et aux responsables de programme dans l'éducation et d'autres secteurs clés œuvrant à l'amélioration de l'éducation, de la santé et de la nutrition des enfants.

Elle a été élaborée par le secrétariat de la SADC en collaboration avec le PAM, la FAO, l'UNICEF, l'OMS, l'UNESCO, le FNUAP et l'AUDA-NEPAD, en alignement avec le cadre des écoles promotrices de santé de l'OMS et les normes mondiales pour les écoles promotrices de santé. La boîte à outils intègre également les bonnes pratiques issues des cadres Concentrer les ressources sur la santé à l'école (FRESH) et SABER-SHSF. Elle propose des recommandations fondées sur des données probantes et des outils pratiques pour aider les États membres à identifier et combler les lacunes dans les politiques et programmes de Santé et Nutrition scolaires.

4.3 Appui opérationnel du PAM aux pays

En 2023, le PAM a collaboré avec les gouvernements de 61 pays pour atteindre directement 21,4 millions d'écoliers, dont 48 % de filles, à travers des repas scolaires nutritifs, des rations à emporter à domicile et des transferts monétaires (voir la carte 4.1 pour la portée géographique des programmes d'alimentation scolaire du PAM). Cela représente près de 6 millions d'enfants de plus que dans le dernier rapport *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde*. Cette augmentation peut refléter à la fois une reprise des opérations du PAM à mesure que les contraintes liées à la pandémie s'estompent, mais aussi un besoin accru d'appui direct, notamment dans des contextes fragiles.

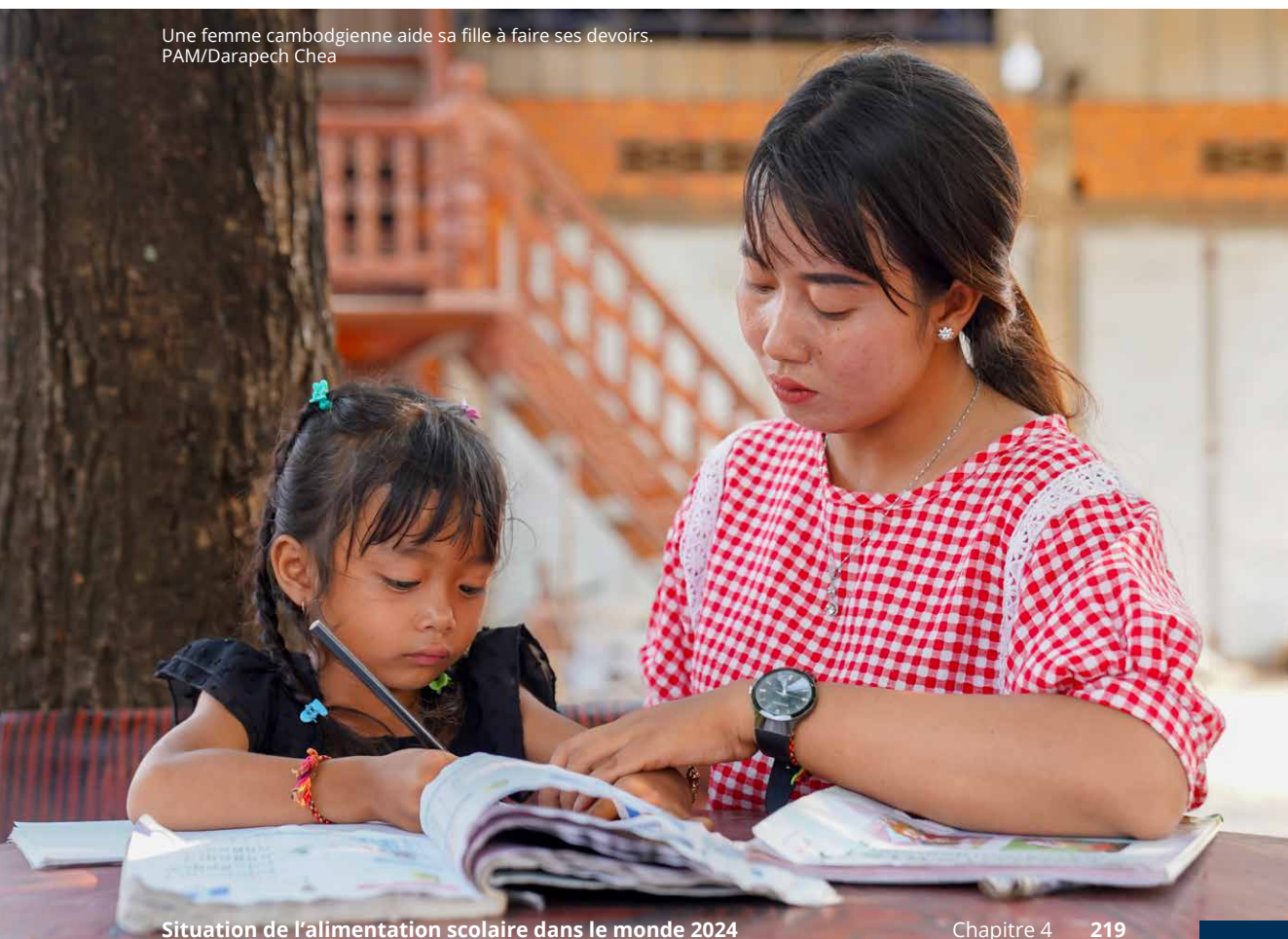
Parmi les 61 pays, 40 étaient confrontés à des crises ou bénéficiaient d'une assistance humanitaire. Dans de tels contextes, le PAM continue de renforcer son appui opérationnel, en restant agile face à l'évolution des situations et en mettant en œuvre l'alimentation scolaire en tant que filet de protection sociale essentiel. Depuis 2013, le PAM a accru son appui direct pour couvrir environ 50 % d'enfants supplémentaires. Par exemple, au Yémen, où le PAM met en œuvre l'une de ses plus grandes opérations d'alimentation scolaire, il a fourni en 2023 des barres de dattes ou biscuits enrichis et des repas servis sur place à 1,9 million d'enfants. Le programme a couvert plus de 4 600 écoles – sa couverture la plus étendue à ce jour – avec une reprise dans 129 écoles auparavant inaccessibles en raison du conflit, et une extension à 104 nouvelles écoles.³⁷

Ces dernières années, le nombre d'enfants affectés par les crises a augmenté. Malgré l'élargissement de la couverture des programmes du PAM, le financement de l'aide humanitaire d'urgence ne suit pas le rythme des besoins croissants.

³⁷ Rapport annuel de pays 2023 du PAM au Yémen.

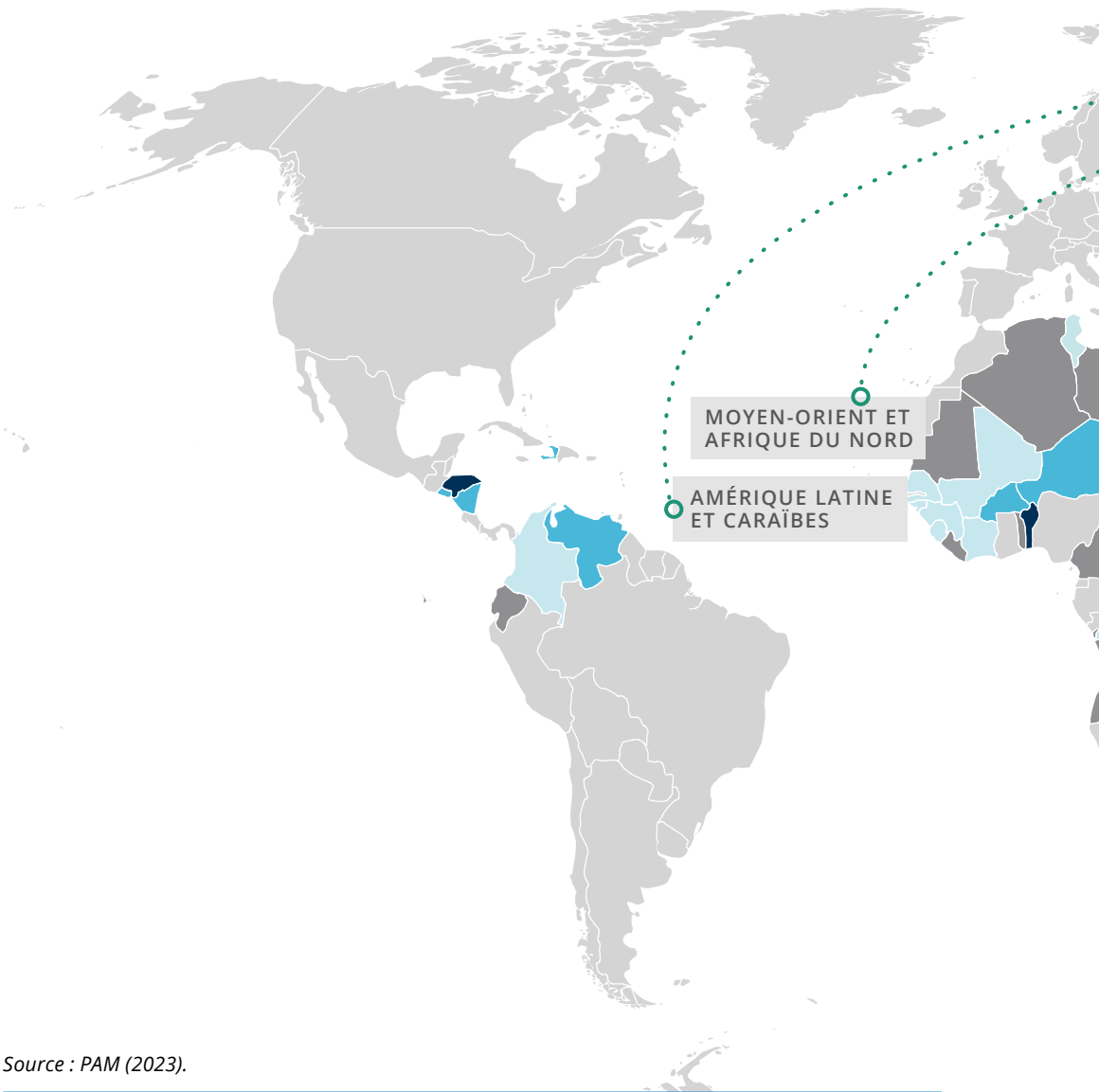
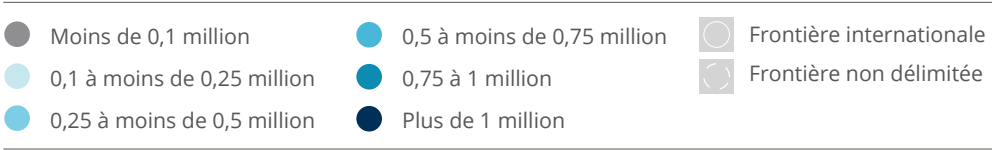
Dans les pays à revenu intermédiaire, le PAM donne la priorité au renforcement des programmes nationaux et à une transition vers une plus grande appropriation nationale, conformément à la Stratégie d'alimentation scolaire 2020–2030 de l'organisation et à la Politique d'alimentation scolaire 2024. Grâce à son assistance technique, le PAM a renforcé les capacités nationales, ce qui a entraîné une augmentation significative du financement national et de la couverture de l'alimentation scolaire dans de nombreux pays, tels que le Rwanda et l'Arménie (voir les études de cas pays 2 et 12, respectivement). Depuis 2013, le PAM a presque réduit de moitié sa mise en œuvre directe de ses programmes dans les pays à revenu intermédiaire. Dans des pays comme l'Inde et le Ghana, le PAM intervient principalement par le biais d'une assistance technique auprès des gouvernements. En 2023, l'appui du PAM a notamment consisté à établir des partenariats stratégiques et à fournir une expertise pour des initiatives innovantes visant à intégrer l'approvisionnement local en lien avec les petits agriculteurs, à combler les carences nutritionnelles et à développer des chaînes de valeur locales.

Une femme cambodgienne aide sa fille à faire ses devoirs.
PAM/Darapech Chea



Carte 4.1

Aperçu des programmes d'alimentation scolaire mis en oeuvre par le PAM dans le monde en 2023 ³⁸



Source : PAM (2023).

³⁸ La différence entre la somme des chiffres régionaux et le chiffre global de 21.4 millions est due aux arrondis.

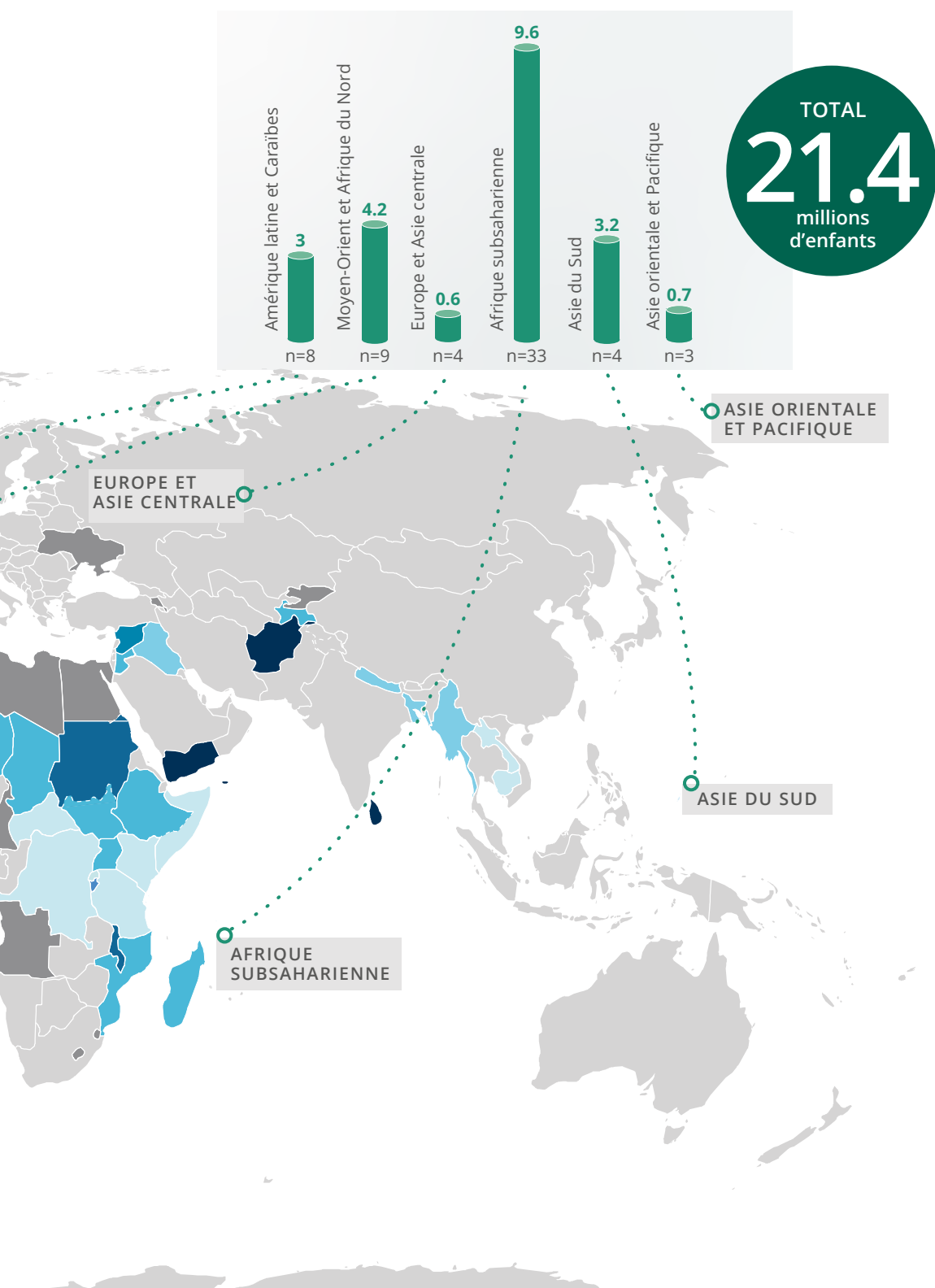
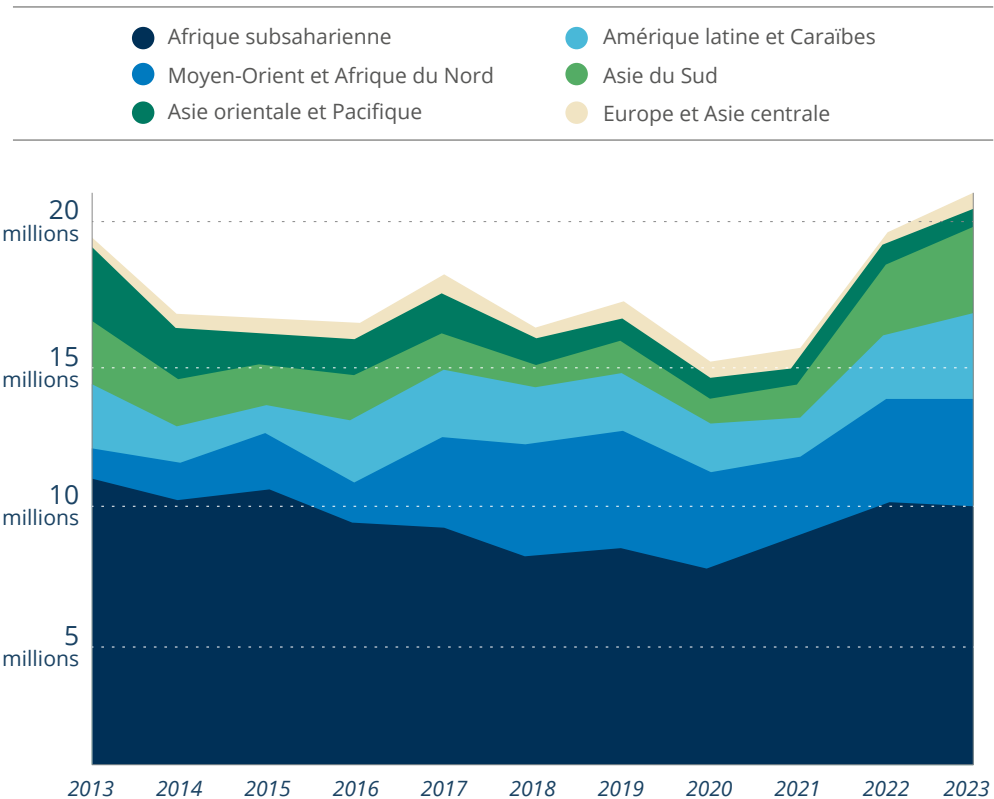


Figure 4.6

Évolution du nombre de bénéficiaires directs d'une alimentation scolaire du PAM entre 2013 et 2023 (par région)

Depuis 2020, le nombre d'enfants scolarisés bénéficiaires des programmes d'alimentation scolaire du PAM ne cesse d'augmenter. En 2023, ce chiffre a atteint son niveau le plus élevé depuis une décennie, avec 21,4 millions d'enfants, la majorité d'entre eux étant situés en Afrique subsaharienne.

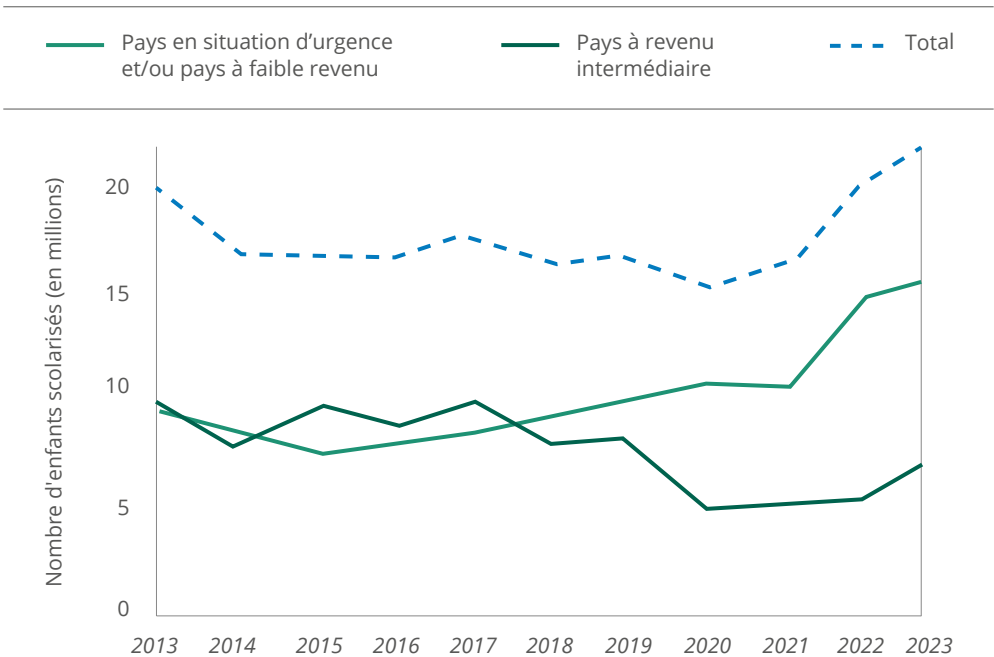


Source : PAM (2013-2023).

La figure 4.7 illustre l'évolution du nombre d'enfants scolarisés bénéficiant directement des programmes d'alimentation scolaire du PAM entre 2013 et 2023, selon les contextes nationaux. Si la couverture totale est restée relativement stable jusqu'en 2021, une nette augmentation s'est produite ensuite, atteignant plus de 21 millions d'enfants en 2023, principalement grâce à l'intensification de l'appui dans les contextes d'urgence et les pays à faible revenu. Dans ces contextes, la couverture du PAM croît régulièrement depuis 2018, avec un bond notable entre 2021 et 2022, reflétant la réponse de l'organisation face à l'aggravation des besoins dus à la multiplication des crises et des conflits. En revanche, le nombre d'enfants directement bénéficiaires dans les pays à revenu intermédiaire a fortement chuté pendant la pandémie de COVID-19 et n'est pas encore revenu à son niveau d'avant-crise. Cette tendance reflète l'orientation stratégique du PAM en faveur du soutien aux programmes dirigés par les gouvernements. Elle s'inscrit dans un contexte où de plus en plus de pays à faible revenu accèdent au statut de pays à revenu intermédiaire, et où les capacités financières, institutionnelles et techniques se renforcent, permettant une gestion autonome des programmes d'alimentation scolaire.

Figure 4.7

Nombre d'élèves bénéficiant directement d'un programme d'alimentation scolaire du PAM au fil du temps (2013–2023), par contexte national



Source : PAM (2013-2023).

Encadré 4.3

Activités du PAM en matière d'alimentation scolaire en 2023

Le PAM a fourni des repas scolaires, des collations et des transferts monétaires à 21,4 millions d'enfants, dont 48 % de filles.

Nombre d'élèves bénéficiant d'une assistance par bureau régional du PAM : ³⁹

- Asie et Pacifique : 4,5 millions (dont 2,1 millions de filles)
- Moyen-Orient, Afrique du Nord, Europe de l'Est : 4,2 millions (dont 1,9 million de filles)
- Afrique de l'Ouest : 4,3 millions (dont 2,1 millions de filles)
- Afrique de l'Est : 3,2 millions (dont 1,6 million de filles)
- Afrique australe : 2,1 millions (dont 1,1 million de filles)
- Amérique latine et Caraïbes : 3,0 millions (dont 1,5 million de filles).

En 2023, le PAM a mis en œuvre ou appuyé des programmes d'alimentation scolaire dans 81 pays (dont 4 par mise en œuvre directe, 20 uniquement via une assistance technique et 57 selon une combinaison des deux modalités).

Le PAM a soutenu les gouvernements de 59 pays en matière d'alimentation scolaire issue de la production locale, y compris dans la conception de programmes, leur mise en œuvre et l'élaboration de politiques.

³⁹ La différence entre la somme des chiffres régionaux et le chiffre global de 21.4 millions est due aux arrondis.

4.4 Rôle du PAM dans la mise en œuvre de l'alimentation scolaire en situation d'urgence

Le PAM fournit des repas scolaires en situation d'urgence, contribuant à assurer une nutrition essentielle aux enfants touchés par des crises et à leur permettre de continuer à apprendre dans la mesure du possible. Une *évaluation de synthèse sur l'alimentation scolaire en situation d'urgence*, publiée en mai 2022,⁴⁰ a montré que l'alimentation scolaire améliore la sécurité alimentaire, la fréquentation scolaire et les résultats en termes d'acquis scolaires dans les contextes d'urgence. Elle souligne également que ces programmes apportent un sentiment de normalité et de stabilité aux enfants confrontés au chaos des conflits et des déplacements. Les principales conclusions mettent en évidence l'importance de la collaboration multisectorielle, impliquant les gouvernements, les communautés locales et les partenaires internationaux, pour étendre la portée de ces programmes et assurer leur durabilité. Malgré des défis tels que les contraintes de financement ou les obstacles logistiques, les programmes d'alimentation scolaire du PAM en contexte d'urgence ont démontré leur impact positif, soulignant la nécessité de maintenir l'investissement et l'appui afin de maximiser leurs effets.

Les gouvernements reconnaissent que leurs propres programmes d'alimentation scolaire peuvent atténuer les effets des catastrophes sur les enfants et leurs familles. L'utilisation de l'alimentation scolaire en situation de crise – comme lors des confinements liés au COVID-19 ou de la récente flambée des prix alimentaires – présente quatre avantages majeurs pour protéger les enfants et les ménages face aux chocs :

- **accès stable** : l'accès constant aux repas scolaires tout au long de l'année renforce la résilience des enfants et de leurs familles et accroît leur capacité à faire face et à se relever après une catastrophe.
- **mécanisme d'adaptation** : lorsqu'ils sont maintenus en période de choc, les programmes d'alimentation scolaire garantissent un accès continu à la nourriture, même lorsque les ressources des ménages sont épuisées. Cela permet d'éviter des stratégies d'adaptation négatives, comme la vente de biens, et protège les investissements dans la santé et l'éducation des enfants.

⁴⁰ <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000141602/download/?ga=2.255338123.202682972.1732527057-1715565503.1706110063>



Un garçon en République démocratique du Congo prend son repas à l'école. PAM/Vincent Tremeau

- **adaptation** : l'alimentation scolaire peut être adaptée en période de crise pour répondre à de nouvelles vulnérabilités. Les programmes d'alimentation scolaire existants peuvent devenir des points d'entrée pour fournir une aide alimentaire à la famille et à la communauté (par exemple : rations à emporter, points de distribution communautaires). Les adaptations peuvent inclure la modification des modalités de distribution, comme l'ajout de rations à emporter à domicile ou la mise en place de points de distribution communautaires.
- **protection sociale** : les données probantes sur les effets positifs des programmes d'alimentation scolaire en situation de catastrophe peuvent inciter les gouvernements à les intégrer durablement dans leurs systèmes de protection sociale. Dans des pays comme le Bangladesh et le Sri Lanka, des programmes d'alimentation scolaire initialement lancés comme réponses d'urgence ont ensuite été intégrés dans les cadres nationaux permanents de protection sociale.

Parmi les exemples de programmes du PAM en situation d'urgence figurent ceux mis en œuvre au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, où, malgré d'importants obstacles – tels que des perturbations des chaînes d'approvisionnement, des dégâts aux infrastructures scolaires, des pénuries

d'eau, des risques pour la sécurité et un accès limité –, le PAM a mis en place des programmes d'alimentation scolaire résilients et adaptés aux contextes, souvent intégrés aux filets de protection sociale nationaux et mis en œuvre en partenariat avec les gouvernements, les agences des Nations Unies, les institutions financières internationales, les communautés et les ONG. Au Yémen, par exemple, le PAM a soutenu 1,5 million d'enfants au moyen de collations enrichies et a lancé les Healthy Kitchens, afin de fournir une alimentation scolaire issue de la production locale à 34 800 enfants, en 2024 en collaboration étroite avec le Partenariat mondial pour l'éducation, la Banque mondiale, l'UNICEF, Save the Children et d'autres partenaires du Cluster Éducation. En Syrie, plus de 911 100 enfants ont bénéficié de barres de dattes, de repas frais et de transferts monétaires, avec une hausse de la fréquentation scolaire atteignant 88 %. Le PAM s'est associé à l'UNICEF et à des ONG locales pour mettre en œuvre et étendre ces efforts, y compris un appui supplémentaire en réponse au séisme et à la crise au Liban.

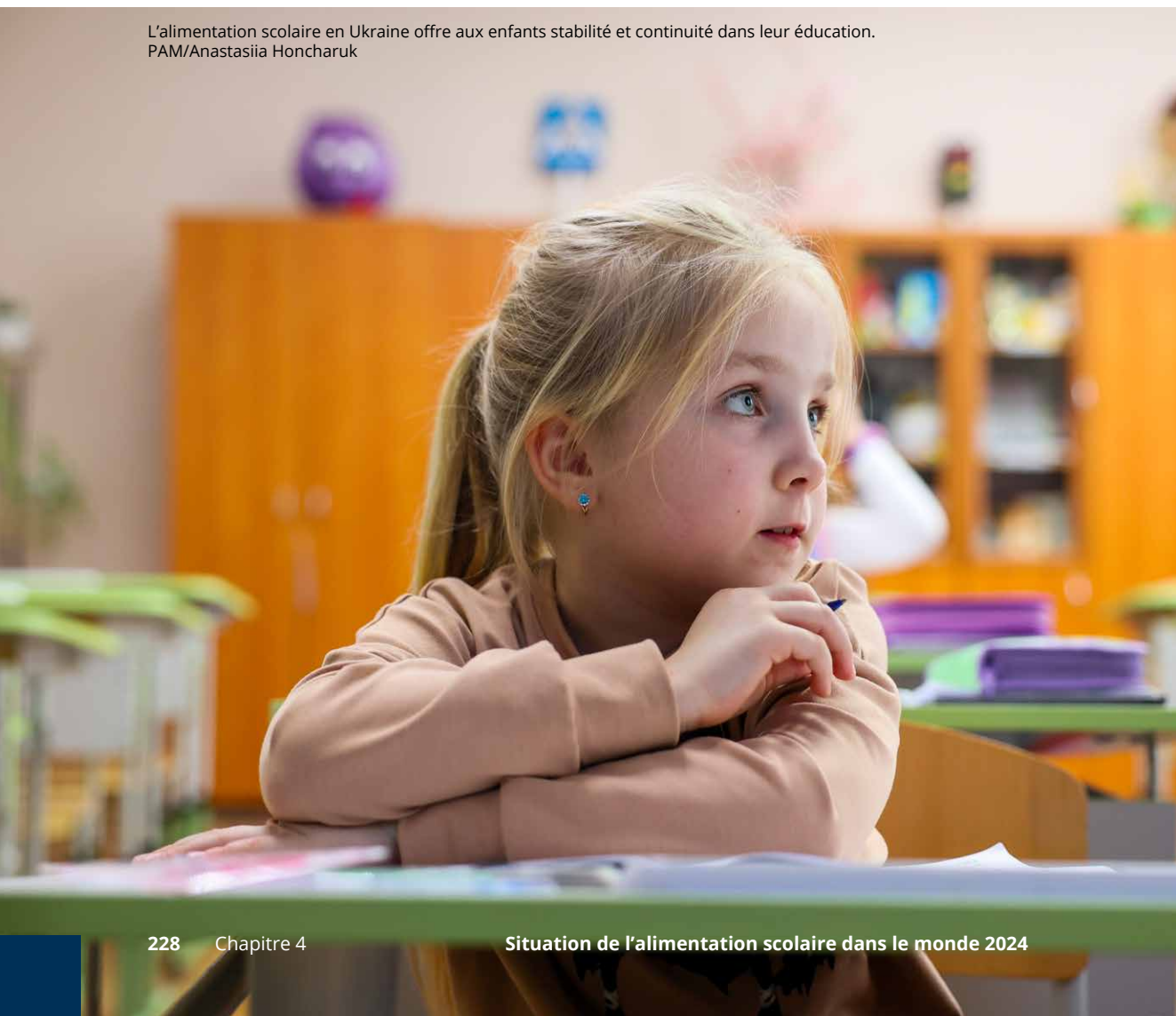
Au Liban, l'initiative du PAM en matière d'alimentation scolaire – soutenant 107 000 enfants, dont de nombreux réfugiés syriens – a été adaptée aux perturbations liées au conflit en 2024, en remplaçant temporairement les repas en milieu scolaire par des collations à emporter pendant les périodes d'enseignement à distance. Le PAM a repris les repas en milieu scolaire après le cessez-le-feu de novembre 2024, en partenariat avec le ministère de l'Éducation, l'UNICEF, des ONG locales et l'Agence française de développement, entre autres. À Gaza, le PAM a distribué des collations à 117 886 enfants dans les espaces d'apprentissage temporaires des Nations Unies en 2024, avec des plans d'expansion dès que l'accès et les conditions de sécurité le permettront.

Au Soudan (où le PAM met en œuvre des programmes d'alimentation scolaire depuis 1969), près de 25 millions de personnes sont confrontées à une insécurité alimentaire aiguë, avec une famine confirmée dans plusieurs régions et des taux de malnutrition infantile extrêmement élevés. Le PAM a relancé son initiative d'alimentation scolaire issue de la production locale en mars 2024, en utilisant des rations à emporter dans cinq États, dont celui de la mer Rouge, atteignant 42 685 élèves. Cette approche a permis de répondre à l'insécurité alimentaire tout en améliorant la fréquentation scolaire, notamment chez les filles.

Le PAM a étendu ses opérations pour soutenir plus de 565 000 élèves et membres du personnel scolaire, en achetant 9 000 tonnes de céréales auprès de six organisations de producteurs agricoles, démontrant ainsi la résilience et l'impact de l'intégration de l'éducation, de l'agriculture et de l'engagement communautaire en période de crise.

Pour tirer pleinement parti des avantages de l'alimentation scolaire en situation d'urgence, les gouvernements doivent rendre leurs systèmes de protection sociale plus réactifs aux chocs. Sur la base des enseignements tirés des efforts mondiaux passés, les programmes pourraient devoir être repensés pour permettre : une expansion flexible ; la modification des modalités de distribution ; la mobilisation de financements de secours ; le développement de partenariats plus innovants ; ou l'élaboration de protocoles permettant des ajustements en cas de catastrophe. Dans de nombreux pays, le PAM fournit une assistance technique pour accompagner ces évolutions politiques.

L'alimentation scolaire en Ukraine offre aux enfants stabilité et continuité dans leur éducation.
PAM/Anastasiia Honcharuk



4.5 Autonomiser les femmes et les filles grâce à l'alimentation scolaire

Les programmes d'alimentation scolaire interviennent à plusieurs niveaux : individuel, familial, communautaire, scolaire et national. Ils représentent une opportunité unique de répondre aux différentes difficultés rencontrées par les filles, les garçons et les enfants en situation de handicap, qui les empêchent d'atteindre leur plein potentiel. L'alimentation scolaire peut renforcer l'autonomie des femmes, des filles et des enfants en situation de handicap en remettant en question les rapports de pouvoir inégaux ainsi que les normes et lois discriminatoires.

Entre 2022 et 2024, le PAM a réalisé des progrès significatifs pour garantir que les filles et les garçons bénéficient de manière égale des initiatives en matière d'alimentation scolaire. Ces efforts incluent le ciblage des obstacles auxquels les filles sont confrontées pour aller à l'école et poursuivre leur scolarité en grandissant, ainsi que des interventions visant à autonomiser les femmes dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire locales, par le biais de l'achat et de la préparation des repas scolaires. Le PAM s'appuie de plus en plus sur la recherche et les données probantes pour faire bénéficier toutes les filles et tous les garçons, y compris les enfants en situation de handicap, des avantages de l'alimentation scolaire.

Par exemple, au Rwanda, le PAM a mené une évaluation afin de mieux comprendre le contexte nuancé dans lequel s'inscrit le programme d'alimentation scolaire issue de la production locale, en particulier ses effets différenciés sur les filles, les garçons, les femmes et les hommes. L'évaluation a permis d'obtenir des informations sur les inégalités existant au sein des communautés et parties prenantes du programme, d'identifier les causes profondes et de formuler des recommandations pour améliorer la conception du programme. L'étude a montré l'importance d'analyser la manière dont les filles, les garçons, les femmes et les hommes issus de groupes différents peuvent être touchés de manière différenciée par la fourniture d'une alimentation scolaire.

Au Mozambique, le PAM met en œuvre le programme Lutter contre l'absentéisme et réduire les obstacles à l'éducation, qui fournit des repas sains issus de l'approvisionnement local et favorise l'accès à l'éducation, en particulier pour les filles. Le programme s'articule autour de trois composantes :

1. la mise en place de formations à l'intention des acteurs scolaires et communautaires, visant à modifier les croyances et comportements des adolescents susceptibles d'être nuisibles ou injustes envers les filles et les garçons.
2. la création et la consolidation de clubs de dialogue, favorisant les échanges entre filles et garçons sur l'égalité de traitement. Les clubs de dialogue visent à créer un espace sécurisé pour les filles et les garçons, afin qu'ils puissent mieux comprendre les inégalités et apprendre à y répondre.
3. la distribution de kits de gestion de l'hygiène menstruelle, afin de renforcer le confort et la confiance des filles dans leurs activités quotidiennes, de réduire les obstacles à la fréquentation scolaire et de les aider à rester à l'école pendant toute leur adolescence.

Le programme Lutter contre l'absentéisme et réduire les obstacles à l'éducation montre comment une intervention peut intégrer des volets qui se complètent et se renforcent mutuellement. Il démontre également que le renforcement des capacités des acteurs scolaires et communautaires est essentiel pour faire évoluer les normes sociales et les attitudes en faveur de l'égalité.

Au Malawi, l'évaluation de la première phase du Programme conjoint pour l'éducation des filles a souligné l'importance d'impliquer les hommes et les garçons dans les discussions sur les droits des filles, non pas en tant qu'observateurs, mais en tant qu'acteurs à part entière, partageant la responsabilité de promouvoir l'égalité et l'inclusion sociale. L'évaluation a aussi mis en évidence l'importance d'inclure les garçons dans les activités du projet qui apportent des avantages visibles – comme les bourses – et la nécessité de sensibiliser les parents à l'importance de l'éducation des filles.

Ces exemples montrent que les programmes peuvent intégrer des mesures à différentes étapes pour lutter contre les inégalités à plusieurs niveaux, en répondant aux besoins immédiats et concrets des filles, des garçons, des femmes et des hommes, tout en favorisant des changements dans l'autonomie, les relations sociales et les structures sociales.

Encadré 4.4

Enseignements tirés du projet « Éliminer les barrières d'accès à l'éducation des filles » – une approche multisectorielle de l'éducation des filles dans des contextes fragiles

Au Tchad et au Niger, les filles vivant dans des zones touchées par les conflits sont confrontées à d'importants obstacles à l'éducation. Ces obstacles incluent la pauvreté, l'insécurité alimentaire, les mariages précoces, les violences basées sur le genre, ainsi que l'insuffisance des services de santé et de nutrition. Les normes culturelles et les préoccupations liées à la sécurité aggravent encore la situation. Au Niger, par exemple, les conflits ont entraîné la fermeture de 900 écoles, obligeant de nombreuses filles à parcourir de longues distances dans des zones dangereuses pour aller à l'école, ce qui augmente leur exposition à la violence. Au Tchad, la présence de Boko Haram dans certaines zones a accru les risques pour les filles et découragé leur fréquentation scolaire. Pour répondre à ces défis, le PAM a mis en œuvre, en partenariat avec l'UNICEF et le FNUAP, le projet Briser les barrières à l'éducation des filles dans des zones vulnérables du Tchad et du Niger entre 2019 et 2022. Cette initiative, financée par Affaires mondiales Canada, a adopté une approche multisectorielle pour lever les obstacles à l'éducation des filles, en combinant alimentation scolaire, incitations financières et soutien en matière de santé et d'hygiène. En tant que partenaire de premier plan, le PAM a joué un rôle central dans l'amélioration des résultats scolaires des filles, grâce à des programmes d'alimentation scolaire ciblés. Les évaluations du projet menées dans les deux pays ont confirmé le rôle essentiel de l'alimentation scolaire dans l'amélioration de l'accès des filles à l'éducation, en particulier dans les contextes fragiles. Les deux évaluations ont montré que l'alimentation scolaire et les incitations financières étaient efficaces pour augmenter les taux d'inscription et de fréquentation scolaire.

Au Niger, le pourcentage de filles passant les examens de fin d'école primaire est passé de 20 % à 36 %, principalement grâce à l'alimentation scolaire et aux incitations financières, qui ont permis de réduire la charge économique pesant sur les familles et d'encourager les parents à donner la priorité à l'éducation. Au Tchad, l'évaluation a mis en évidence une hausse des aspirations scolaires, aussi bien chez les élèves que chez les familles. La collaboration entre le PAM et ses partenaires a permis de maintenir les filles à l'école tout en leur offrant des espaces sûrs et bienveillants, démontrant la valeur de l'approche multisectorielle du projet. Étendre ces interventions pour atteindre davantage de filles non scolarisées, notamment dans les zones où l'insécurité limite l'accès à l'éducation, sera essentiel pour consolider les progrès réalisés.

Encadré 4.5

Autonomisation des filles et des garçons grâce à des programmes d'alimentation scolaire en Asie et dans le Pacifique

Le Bureau régional du PAM pour l'Asie et le Pacifique, en partenariat avec Development Pathways, a mené une étude de recherche opérationnelle sur deux ans pour comprendre comment les programmes scolaires peuvent servir de plateforme pour s'attaquer aux causes et conséquences des inégalités entre filles et garçons. Cette étude a permis de formuler des orientations opérationnelles sur la manière dont le PAM et ses partenaires peuvent agir sur différents leviers pour garantir aux filles et aux garçons un égal accès aux opportunités. Les recommandations comprenaient notamment : le renforcement de l'autonomie individuelle et collective, la remise en question des rapports de pouvoir inégalitaires et la transformation des normes et structures sociales formelles et informelles pour les rendre plus équitables. L'étude a identifié les bonnes pratiques suivantes dans la région :

- au Népal, le PAM et ses partenaires ont collaboré avec le gouvernement pour élaborer des supports éducatifs et former les enseignants à aborder les normes sociales liées à la gestion de l'hygiène menstruelle avec leurs élèves.
- au Sri Lanka, le PAM a travaillé avec le ministère de la Femme, de l'Enfance et de l'Autonomisation sociale pour s'attaquer aux rapports de pouvoir inégaux et promouvoir le leadership des femmes ainsi que leur autonomisation économique. Le PAM et le ministère ont formé des agents de développement des femmes, qui ont à leur tour renforcé la littératie financière et l'autonomie économique des fournisseurs de repas scolaires et des coopératives dirigées par des femmes impliquées dans le programme d'alimentation scolaire issue de la production locale.
- au Cambodge, la transformation des normes et structures sociales, formelles et informelles, est un objectif important partagé par le PAM et le gouvernement. Le PAM a collaboré avec le ministère des Affaires féminines pour plaider en faveur de la formalisation des contrats des cuisinières préparant les repas scolaires et de l'autonomisation des femmes en tant que fournisseuses du programme.

L'étude a également mis en évidence que les activités de changement social et comportemental, actuellement centrées sur la santé et la nutrition, pourraient être élargies pour influencer les normes et attitudes sur les rôles des femmes et des hommes au sein de la communauté. Le potentiel de l'alimentation scolaire issue de la production locale pour faire progresser l'autonomisation économique et sociale des femmes est apparu clairement dans l'étude. Les programmes peuvent inclure des formations pour renforcer les compétences et les capacités de leadership des femmes, leur donner accès à des sources de revenus et à des services agricoles, et ainsi accroître leur autonomie individuelle et collective en tant que productrices et fournisseuses.

La reconnaissance des cuisinières et des autres personnes impliquées dans la chaîne d'approvisionnement comme des travailleuses et travailleurs formels, et la garantie d'un salaire équitable, sont des éléments cruciaux pour garantir l'équité entre les femmes et les hommes.

Atteindre le plein potentiel des approches transformatrices en matière de genre dans les programmes d'alimentation scolaire exige des efforts coordonnés, systématiques et concertés. En réunissant les bonnes pratiques, en analysant les facteurs favorables, les enseignements et les défis, le PAM contribue à enrichir la base de données probantes en faveur de l'égalité et de l'autonomisation des femmes par le biais des programmes d'alimentation scolaire.

Une élève de la République démocratique populaire lao savoure son repas chaud à l'école.
PAM/Vilakhone Sipaseuth



4.6 L'innovation du PAM dans le domaine de l'alimentation scolaire

Le PAM a constamment intégré la technologie pour améliorer ses opérations d'alimentation scolaire, en cohérence avec la Feuille de route des Nations Unies pour la coopération numérique. La stratégie d'alimentation scolaire 2020–2030 du PAM et la nouvelle la Politique d'alimentation scolaire 2024 mettent l'accent sur les données et l'innovation numérique en tant qu'éléments clés de l'efficacité des programmes. Depuis 2019, le PAM a développé deux outils innovants – School Connect et School Menu Planner PLUS – afin d'améliorer l'efficacité, la performance et la gestion des coûts dans les programmes d'alimentation scolaire.

School Connect

Lancé en 2020, School Connect permet de numériser les registres scolaires et d'extraire des indicateurs clés de performance pour les programmes d'alimentation scolaire, remplaçant la collecte, la vérification et l'enregistrement des données sur support papier, souvent lourds et sujets à erreurs. Cette application permet aux écoles de gérer efficacement, de manière numérique, les stocks, la fréquentation, les inscriptions et les informations de consommation. Elle prend en charge diverses modalités de repas, notamment les repas servis sur place, les achats scolaires, les transferts d'argent aux écoles et les rations à emporter à domicile, tout en intégrant des composantes d'alimentation scolaire issue de la production locale. L'accès à ces indicateurs en quasi-temps réel permet au personnel des programmes de consacrer davantage de temps à l'offre d'un appui de qualité aux écoles, tout en garantissant que les programmes d'alimentation scolaire puissent s'adapter sur la base de données fiables et à jour. School Connect accompagne les programmes à différents stades de transition vers l'appropriation nationale dans 20 pays du continent africain, ainsi qu'en Haïti, au Honduras, au Liban et en Ukraine.

La région Afrique de l'Ouest et du Centre est en tête de l'adoption de cette innovation : School Connect fournit des données en temps réel pour la supervision régionale dans 54 % des écoles où le PAM est présent. Au Bénin, l'outil permet de suivre les repas de 1,2 million d'enfants dans le cadre du Programme national intégré d'alimentation scolaire, et a été utilisé par le gouvernement comme modèle pour la conception de son système national de

suivi. Dans le camp de réfugiés de Kakuma au Kenya, une analyse fondée sur l'apprentissage automatique des données de School Connect sert à orienter la conception du programme, en identifiant les facteurs qui influencent la fréquentation scolaire et les abandons. En Haïti, l'outil réduit les temps de réponse et fournit des données en quasi-temps réel sur les mouvements alimentaires pour plus de 200 000 enfants couverts par le programme d'alimentation scolaire issue de la production locale.

School Menu Planner (SMP) PLUS

SMP PLUS permet aux gestionnaires de programmes d'alimentation scolaire de concevoir de manière efficace des programmes nutritifs, abordables et adaptés au contexte communautaire. Cette application en ligne, alimentée par l'intelligence artificielle, optimise les menus scolaires en veillant à ce qu'ils soient rentables, qu'ils utilisent des produits locaux disponibles et qu'ils soient équilibrés sur le plan nutritionnel. Elle permet aussi de créer des opportunités économiques pour les petits agriculteurs et soutient les efforts des gouvernements à l'échelle mondiale.

À ce jour, 46 pays ont été formés à l'utilisation de SMP PLUS, dont 29 utilisent activement l'application pour élaborer leurs menus. Plus de 4 millions d'enfants bénéficient de repas conçus via cette plateforme. Parmi les avantages de SMP PLUS figurent : l'amélioration de la diversité alimentaire, le plaidoyer pour une augmentation des budgets destinés à l'alimentation scolaire, la conception de livres de recettes et le renforcement de la coordination entre les secteurs impliqués dans les programmes d'alimentation scolaire. Par exemple, à Madagascar, un nouveau menu utilisant des produits locaux couvre désormais 40 % des besoins en macronutriments des enfants et 30 % de leurs besoins en micronutriments. Au Lesotho, l'outil a permis de calculer les prix des paniers alimentaires et des options de menus, ce qui a aidé les parties prenantes à plaider pour une augmentation du budget. Finalement, le gouvernement a augmenté de 65 % le financement du Programme national d'alimentation scolaire.

En Zambie, SMP PLUS a joué un rôle déterminant dans la mise en œuvre de la stratégie d'approvisionnement pour l'alimentation scolaire issue de la production locale et du Plan de diversification alimentaire, en créant des menus adaptés au niveau des districts répondant aux besoins nutritionnels des enfants à partir d'ingrédients locaux dont les coûts ont été évalués.

4.7 La voie à suivre

À l'avenir, le PAM est prêt à renforcer son rôle dans la promotion de programmes d'alimentation scolaire durables et détenus au niveau national, en tant que moteur clé du développement au XXI^{ème} siècle. L'alimentation scolaire étant reconnue comme un outil puissant pour lutter contre la pauvreté, améliorer l'éducation et transformer les systèmes alimentaires, le PAM concentrera ses efforts sur l'appui aux gouvernements via des partenariats renforcés, une assistance technique ciblée et un rôle moteur dans les politiques mondiales. L'expansion de la Coalition pour l'alimentation scolaire reflète un élan politique croissant et un engagement à élargir la portée des programmes d'alimentation scolaire. Le PAM tirera parti de cette dynamique — en travaillant avec les gouvernements, les agences internationales, la société civile et le secteur privé — pour appuyer les pays dans la conception de programmes d'alimentation scolaire résilients, inclusifs et adaptés au contexte, fondés sur la collaboration et la responsabilité partagée.

Comme indiqué dans sa Politique d'alimentation scolaire 2024, le PAM privilégiera trois évolutions stratégiques pour orienter ses actions futures.

- Premièrement, il renforcera son rôle de facilitateur et d'ambassadeur, en favorisant des partenariats multisectoriels solides dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'agriculture et de la protection sociale afin d'aligner les programmes d'alimentation scolaire sur des objectifs de développement plus larges.
- Deuxièmement, le PAM approfondira sa collaboration avec les gouvernements et les partenaires pour bâtir et financer des systèmes nationaux solides, fondés sur des données probantes et adaptés aux priorités locales.
- Troisièmement, il œuvrera à l'amélioration de la qualité des programmes, en veillant à ce que l'alimentation scolaire soient intégrée à la nutrition, à l'action climatique et à la transformation des systèmes alimentaires. Les partenariats seront au cœur de chacune de ces orientations, réunissant des acteurs à tous les niveaux pour partager leur expertise, coordonner les ressources et diffuser les solutions à grande échelle.

La feuille de route du PAM prévoit également un renforcement de son agilité opérationnelle dans les contextes fragiles et humanitaires, tout en favorisant la résilience à long terme à travers l'engagement politique et le renforcement des capacités. Le PAM continuera à collaborer avec ses partenaires pour soutenir les efforts nationaux visant à rendre les programmes d'alimentation scolaire plus inclusifs sur le plan social et plus réactifs aux chocs, afin qu'ils jouent pleinement leur rôle de filet de protection sociale en période de crise. En favorisant un écosystème dynamique de collaboration entre les gouvernements, les donateurs, les agences des Nations Unies, les ONG et le secteur privé, le PAM vise à générer un impact durable. Cette approche contribuera à institutionnaliser l'alimentation scolaire en tant qu'élément central du développement du capital humain, ouvrant de nouvelles perspectives pour des millions d'enfants et favorisant une croissance nationale plus équitable et durable.



Des agriculteurs récoltent des pommes de terre destinées à l'alimentation scolaire au Venezuela. PAM/Gustavo Vera

Étude de cas 11

Le Cambodge en route vers une alimentation durable et produite localement d'ici 2028

Le programme national d'alimentation scolaire du Cambodge soutient 190 000 enfants dans des zones de grande pauvreté, en améliorant la nutrition, la fréquentation scolaire et les systèmes alimentaires locaux, tout en contribuant à l'éducation et au développement communautaire.

Le programme intègre déjà des denrées issues de la production locale, ce qui stimule la demande de produits nutritifs locaux, diversifie l'alimentation des enfants et soutient les économies locales et l'agriculture.

En 2022, le gouvernement royal du Cambodge a réaffirmé son engagement à élargir la couverture de l'alimentation scolaire en rejoignant la Coalition pour l'alimentation scolaire et en lançant une stratégie conjointe de transition avec le PAM afin d'assurer une pleine appropriation nationale du programme d'ici 2028. Pour guider cette transition, le ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports a mené en 2023 un exercice SABER-SF (Approche systémique pour de meilleurs résultats dans le domaine de l'éducation – Alimentation scolaire). Celui-ci a permis d'élaborer un plan d'action à long terme de renforcement des capacités pour assurer la pérennité du programme et son transfert progressif.

Pour garantir la redevabilité et la qualité du programme, le ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports a élaboré et déployé un cadre complet de suivi et d'évaluation dans les dix provinces ciblées où l'alimentation scolaire sera fournie. Des agents issus de 34 bureaux d'éducation de district assurent le suivi de la mise en œuvre du programme.

Des approches fondées sur des données probantes guident le développement du programme

Le gouvernement royal du Cambodge a collaboré avec le PAM, l'université Harvard et le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire pour mener une étude sur la rentabilité du programme, en évaluant ses effets économiques sur l'éducation, la santé, la nutrition, l'agriculture, l'économie locale et la protection sociale. Les résultats de cette étude sont attendus en 2025. Parallèlement, l'Initiative sur le financement durable de la Coalition pour l'alimentation scolaire réalise une analyse détaillée des coûts pour éclairer les décisions relatives à l'expansion du programme et aux politiques à long terme.

Dans le cadre d'un projet conjoint FAO-PAM sur des repas scolaires nutritionnellement optimaux, le ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports a testé des lignes directrices sur les normes nutritionnelles des repas scolaires visant également à soutenir les agriculteurs locaux (voir chapitre 3).

Le ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports a évalué l'impact, sur les communautés locales, d'une intervention pilote visant à promouvoir les opportunités pour les productrices et fournisseuses dans le cadre des achats liés à l'alimentation scolaire. Mis en œuvre dans six écoles et impliquant 25 agricultrices, le projet pilote a montré que l'augmentation de la participation des femmes dans la chaîne d'approvisionnement améliorait les bénéfices, renforçait l'efficacité de la production et élargissait les opportunités de leadership, contribuant ainsi à une plus grande résilience des communautés.

La législation, Prakas n° 507, a introduit des rations monétaires plus élevées par repas, des lignes directrices pour les cuisiniers et la construction des cuisines, ainsi qu'une amélioration de la budgétisation. Témoignant de cet engagement renforcé, le gouvernement a augmenté le financement du programme d'alimentation scolaire, passant de 5,6 millions de dollars américains en 2024 à 7,4 millions de dollars américains en 2025.

Le Cambodge a collaboré avec les Philippines pour accueillir en novembre 2024 la première réunion régionale de la Coalition pour l'alimentation scolaire en Asie. Cette réunion a constitué une plateforme permettant aux gouvernements d'Asie du Sud-Est de partager leurs réussites et bonnes pratiques, d'apprendre les uns des autres et de définir de nouveaux objectifs. Lors de cet événement marquant, le gouvernement royal du Cambodge a présenté sa Politique d'alimentation scolaire 2024-2035. Cette politique précise les objectifs et la vision du programme national d'alimentation scolaire ; attribue les responsabilités institutionnelles ; et définit des initiatives clés telles que l'élaboration d'un cadre juridique, l'amélioration des mécanismes de ciblage, la sensibilisation communautaire, le renforcement de la santé et de la nutrition, ainsi que la promotion du développement agricole et économique. Bien que la politique établisse une orientation claire pour le programme d'alimentation scolaire, les mécanismes de mise en œuvre détaillés et les plans d'action sont encore en cours d'élaboration.

En 2024, des comités de pilotage pour l'alimentation scolaire nouvellement créés aux niveaux national et infranational ont été mis en place, réunissant des représentants des ministères concernés afin d'assurer une approche multisectorielle dans la mise en œuvre du programme d'alimentation scolaire. Leur rôle principal est de superviser et coordonner la mise en œuvre du programme pour garantir sa conformité avec les normes nationales. Au niveau national, le comité de pilotage joue un rôle de leadership essentiel dans la traduction de la politique d'alimentation scolaire en mesures concrètes. Cela inclut l'élaboration du plan d'action de la politique, qui servira de feuille de route pour la mise en œuvre de la politique, en définissant clairement les rôles, responsabilités, calendriers et ressources nécessaires à son déploiement réussi à l'échelle nationale.

S'appuyant sur la dynamique créée par l'événement régional, le Cambodge mène également les efforts visant à intégrer les initiatives d'alimentation scolaire dans le cadre de l'ANASE.

Étude de cas 12

L'Arménie prend pleinement en charge l'alimentation scolaire : un modèle d'engagement national et de développement durable

En juillet 2023, l'Arménie a franchi une étape majeure en assumant l'entière propriété, la gestion et le financement de son programme national d'alimentation scolaire, auparavant soutenu par le PAM. Cette transition, amorcée en 2016, s'inscrivait dans un plan global visant à renforcer le développement du capital humain et à garantir le bien-être des élèves. Depuis 2001, le PAM a aidé le gouvernement à gérer et financer le programme d'alimentation scolaire, fournissant des repas chauds aux enfants dans dix provinces, à l'exclusion d'Erevan, afin d'améliorer leur état nutritionnel et leurs capacités d'apprentissage.

Avec l'appui du PAM, les installations de restauration scolaire de 1 050 écoles ont été rénovées et équipées ; des projets d'agriculture scolaire ont été mis en place dans 60 écoles ; et les programmes d'alimentation scolaire sont passés d'une assistance en nature à un modèle basé sur des transferts monétaires, permettant aux écoles d'acheter localement leurs denrées alimentaires. Une agence nationale pour l'alimentation scolaire et la protection de l'enfance a également été créée pour faciliter la mise en œuvre du programme. En janvier 2023, le gouvernement a commencé à financer le programme dans les dix régions pour les enfants des classes du cours préparatoire au CM1 et, en juillet 2023, il en a assuré la gestion et le financement complets.

Le gouvernement prévoit désormais d'étendre le programme aux écoles de la province d'Erevan, auparavant exclue, ce qui pourrait bénéficier à un plus grand nombre d'enfants. Bien que le PAM ne gère plus le programme, il continue à apporter un appui technique, notamment en promouvant des pratiques comme l'économie circulaire, l'adoption d'énergies vertes et les vergers scolaires.

Cette transition témoigne de la collaboration réussie entre le PAM, le gouvernement arménien et d'autres partenaires, notamment la Fédération de Russie. Ce partenariat a permis d'assurer la pérennité du programme et d'amplifier son impact sur l'éducation et le bien-être des élèves. Après la transition, le gouvernement a reconnu les aides-cuisiniers et les jardiniers en tant que personnel scolaire, en leur versant un salaire. Cela a concerné environ 3 000 personnes, dont la grande majorité sont des femmes.

En 2024, le gouvernement a fourni des repas chauds à plus de 106 000 élèves de l'enseignement primaire dans dix provinces pendant les 180 jours de classe. Cela représente une couverture significative de 68 % des enfants d'âge primaire scolarisés dans l'ensemble du pays, à l'exclusion d'Erevan. Environ 86 % des écoles disposaient de cuisines et de cantines rénovées ; plus de 4 000 membres du personnel scolaire ont reçu une formation sur la gestion des repas scolaires ; et 2 500 femmes rurales ont été employées dans le cadre du programme.

Le gouvernement a mis en place un modèle dans lequel les fonds générés par les stations solaires et les ventes issues des projets agricoles scolaires sont réinvestis dans l'alimentation scolaire. Les centrales solaires produisent environ 3 437 950 kWh d'électricité par an, soit environ 387 000 dollars américains par an. Le programme a également aidé les communautés à répondre aux chocs, en accueillant des enfants déplacés de force du Haut-Karabakh. Le gouvernement travaille également à intégrer des produits à base de céréales complètes dans les menus scolaires.

En 2021, le gouvernement a rejoint la Coalition pour l'alimentation scolaire, s'engageant à rendre l'alimentation scolaire universellement disponible d'ici à 2030, à étendre la couverture à Erevan, à maintenir les allocations budgétaires et à intégrer l'alimentation scolaire dans la législation nationale sur l'éducation.

Figure 4.8
 Progression de la couverture des programmes d'alimentation scolaire en Arménie

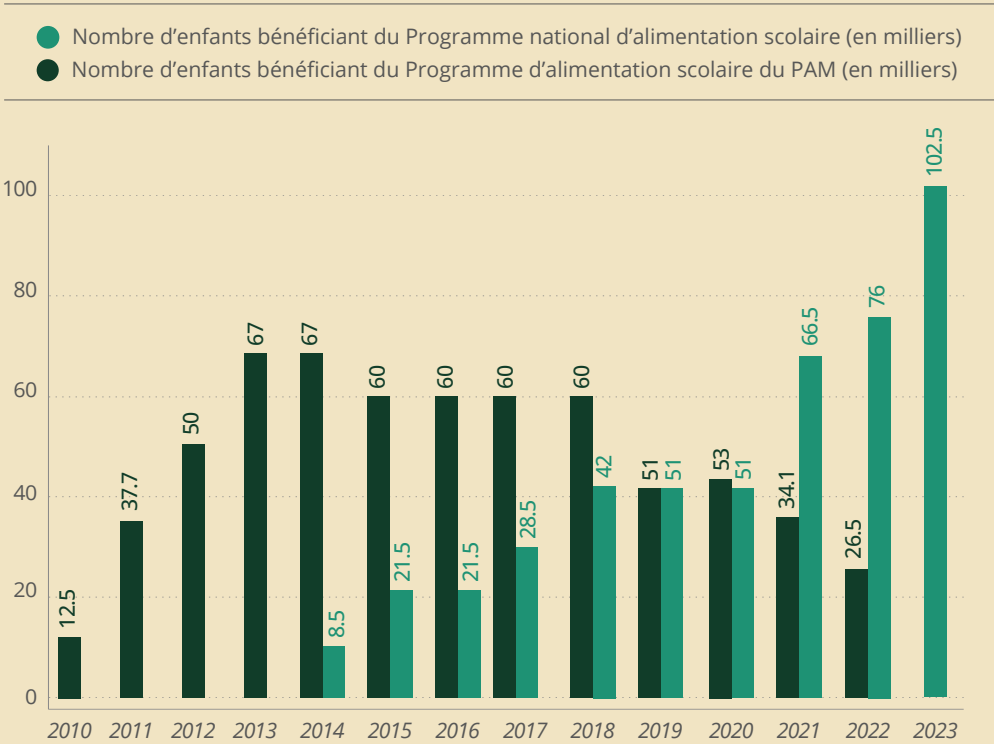
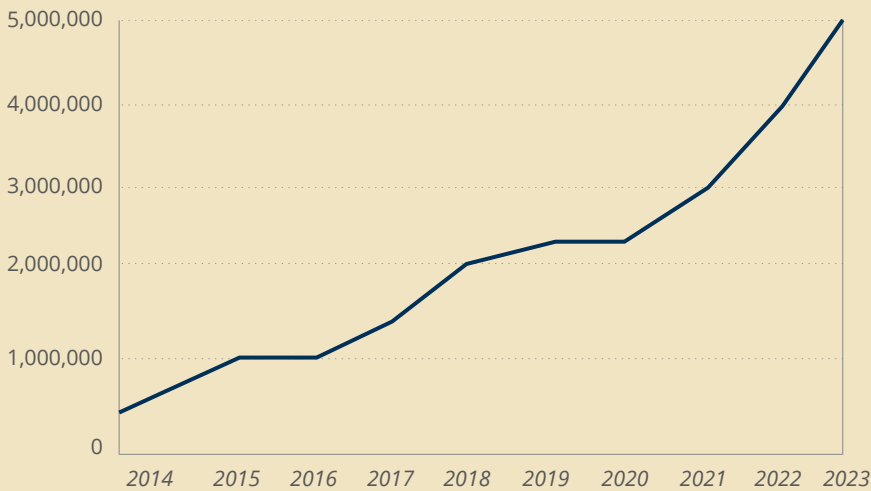


Figure 4.9
 Budget alloué par le gouvernement pour l'année scolaire (180 jours de repas) en dollars américains



Étude de cas 13

Le pouvoir de l'alimentation scolaire dans la transformation d'Haïti

Dans un pays confronté à la violence des groupes armés, où 50 % de la population a un besoin urgent d'assistance alimentaire, un repas quotidien à l'école constitue un moyen simple et efficace de garantir que les enfants reçoivent au moins un repas nutritif chaque jour. En Haïti, l'alimentation scolaire est un pilier stratégique du développement humain. Le gouvernement haïtien, par l'intermédiaire du ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, place son programme d'alimentation scolaire au cœur de sa politique éducative et sociale.

Sous la supervision du ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le programme national d'alimentation scolaire joue un rôle central dans la planification, la coordination et la mise en œuvre de l'alimentation scolaire à travers le pays. Son objectif est de garantir à tous les écoliers haïtiens un accès durable à une alimentation saine et équilibrée répondant à leurs besoins nutritionnels, afin de soutenir leur apprentissage et leur bien-être.

L'objectif stratégique du programme est d'éliminer la faim à l'école en fournissant un repas quotidien, préparé localement selon des normes nutritionnelles strictes, tout en renforçant la résilience des systèmes alimentaires nationaux. Ses objectifs généraux sont les suivants :

- offrir un service de restauration scolaire de qualité et durable ;
- soutenir l'économie locale et la production alimentaire nationale ;
- renforcer les mécanismes de bonne gouvernance à tous les niveaux ;
- encourager la gestion participative et l'appropriation communautaire.

Les partenaires – tels que, mais non limités à la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, le PAM et diverses ONG – soutiennent le Programme national d'alimentation scolaire à différents niveaux, de la planification au financement en passant par la mise en œuvre. Le PAM et le Programme national d'alimentation scolaire ont collaboré à la révision de la Politique et stratégie nationales d'alimentation scolaire 2024–2030. La stratégie vise à consolider les circuits d'approvisionnement locaux, à renforcer les capacités de gestion du programme, à améliorer la gouvernance du secteur et à opérer une transition progressive de l'ancien modèle – encore largement dépendant des importations – vers un système fondé sur les cantines scolaires locales.

Le programme a enregistré des avancées notables ces dernières années, avec

une augmentation de la part des achats réalisés localement. À la fin de l'année scolaire 2023–2024, 54 % des 477 678 enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire étaient inscrits dans le programme de cantines locales, contre 28 % deux ans auparavant. Au cours de cette même année scolaire, plus de 4 750 tonnes de nourriture, d'une valeur de plus de 9 millions de dollars américains, ont été produites localement et distribuées aux écoles. Pour l'année scolaire 2024–2025, l'objectif est d'atteindre 70 % des élèves desservis par des circuits courts, avec une ambition nationale de 100 % d'ici à 2030.

Pour y parvenir, en étroite collaboration avec le Programme national d'alimentation scolaire, le PAM travaille avec 170 organisations agricoles locales regroupant environ 20 000 membres afin de structurer les chaînes d'approvisionnement de proximité. Ces producteurs bénéficient d'un appui technique et logistique, comprenant la mise en place d'unités de transformation, la fourniture d'équipements agricoles et des formations sur les pratiques post-récolte, le stockage et le contrôle qualité.

Les premières observations indiquent que les écoles intégrées au programme de cantines locales se montrent plus résilientes, avec moins de ruptures d'approvisionnement que celles suivant le modèle traditionnel. Cela laisse entrevoir une plus grande robustesse du système local face aux chocs économiques et sécuritaires.

Les partenaires soutiennent également l'alimentation scolaire dans le cadre d'une approche à impacts multiples, notamment pour transformer les systèmes alimentaires. Par exemple, dans le cadre du projet PROMESSE, financé par la Banque mondiale, les élèves bénéficiant de l'alimentation scolaire ont également reçu une supplémentation en vitamine A et un déparasitage, tandis que les parents ont été sensibilisés à la nutrition et à l'hygiène, et que les cuisinières communautaires ont suivi des formations complémentaires. Le PAM met en œuvre des activités complémentaires pour promouvoir l'alphabétisation et la santé, tout en utilisant le programme d'alimentation scolaire comme levier pour améliorer les normes de genre et promouvoir l'égalité. Le PAM cherche également à réduire l'empreinte environnementale du programme, notamment en fournissant des foyers améliorés pour la préparation des repas, afin de réduire la pollution de l'air intérieur, et en formant les cuisinières à leur utilisation.

L'approche haïtienne de l'alimentation scolaire, dirigée par le Programme national d'alimentation scolaire, constitue un modèle novateur de transformation des systèmes alimentaires locaux, tout en renforçant l'éducation, la cohésion sociale et la résilience nationale.

Étude de cas 14

Le parcours de l'Irak vers la pleine appropriation nationale de l'alimentation scolaire

Le gouvernement irakien fait preuve d'un fort leadership et d'un engagement déterminé en faveur de l'alimentation scolaire, considérée comme une pierre angulaire de sa politique en matière d'éducation et de protection sociale.

Au cours de l'année scolaire 2023-2024, le gouvernement a fourni des repas scolaires quotidiens (cinq repas par semaine) à 775 686 enfants d'âge scolaire, soit près de 13 % des élèves de l'enseignement primaire. Ces repas ont été distribués dans 15 gouvernorats et dans 25 des districts les plus pauvres du pays, dans le but de favoriser la rétention, la présence et l'apprentissage des enfants à l'école. Une analyse menée par le gouvernement sur la mise en œuvre du programme en 2023-2024 a révélé que celui-ci avait permis la création de 1 817 emplois dans les zones couvertes.

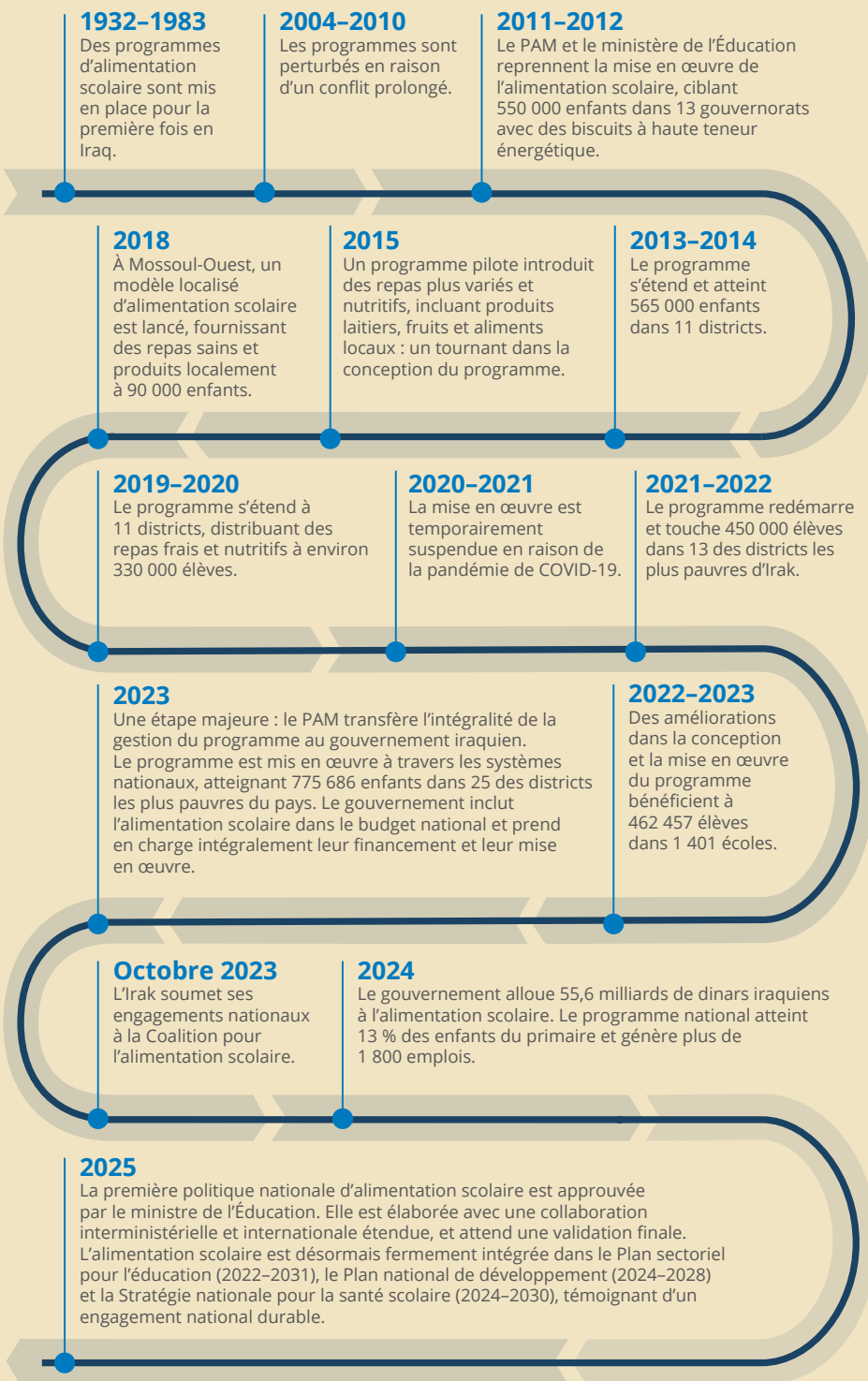
Depuis 2023, le gouvernement met en œuvre et finance intégralement le programme grâce à une enveloppe spécifique inscrite au budget national approuvé par le Parlement irakien pour la période 2023-2025. En 2024, il a alloué 55,6 milliards de dinars irakiens à l'alimentation scolaire, et environ 49 milliards de dinars (soit quelque 36,7 millions de dollars américains) sont prévus pour 2025.

Cet engagement institutionnel se reflète également dans les stratégies nationales : l'alimentation scolaire est intégrée au Plan sectoriel pour l'éducation (2022-2031), au Plan national de développement (2024-2028) et à la Stratégie nationale pour la santé scolaire (2024-2030). En 2025, le ministre irakien de l'Éducation a approuvé la toute première politique nationale d'alimentation scolaire, élaborée en consultation avec plusieurs ministères (Planification, Finances, Santé, Protection sociale, Agriculture), des organisations internationales et avec le soutien technique et financier de l'Union européenne et du PAM. La politique est actuellement en attente d'approbation par le Conseil ministériel pour le développement humain.

Le programme d'alimentation scolaire de l'Iraq a fait preuve d'une remarquable résilience face aux conflits, aux efforts de redressement et à la croissance. Relancé en 2011 par le ministère de l'Éducation et le PAM après une interruption liée aux conflits, il est progressivement passé de la distribution de biscuits énergétiques à la fourniture de repas variés et nutritifs à plusieurs centaines de milliers d'enfants. Bien que la pandémie de COVID-19 ait entraîné une suspension temporaire de l'alimentation scolaire en 2020, le programme a rapidement repris. En partenariat avec le ministère de l'Éducation, le PAM a poursuivi la distribution entre 2020 et 2022, malgré une réduction du nombre de jours de repas, atteignant plus de 770 000 élèves dans 25 districts. En 2023/2024, le programme a été entièrement transféré au gouvernement iraquien. En octobre 2023, le gouvernement a réaffirmé son engagement en rejoignant la Coalition pour l'alimentation scolaire, avec la promesse d'institutionnaliser le programme à travers une politique, une législation et des systèmes nationaux. L'Iraq prévoit dans un premier temps d'atteindre 1,4 million d'enfants, avant d'élargir la couverture à l'ensemble des 6 millions d'enfants d'âge scolaire primaire.

Sa stratégie comprend la création d'un comité interministériel de coordination, l'adoption de lignes directrices sur la nutrition et la sécurité alimentaire, ainsi que la mise en place d'un système de suivi solide, positionnant résolument l'alimentation scolaire comme un pilier du développement national et de la protection sociale.

Figure 4.10
Historique de l'alimentation scolaire en Irak



Étude de cas 15

Transition vers la gestion nationale du programme d'alimentation scolaire au Bénin

Le gouvernement du Bénin a été l'un des premiers à rejoindre la Coalition pour l'alimentation scolaire en 2021. Le président du Bénin, Patrice Talon, est un défenseur de la Coalition en raison de son leadership dans la priorisation de l'alimentation scolaire dans le pays, et de la manière dont le programme est devenu un exemple à suivre en Afrique de l'Ouest et au-delà. Après son élection en 2016, le président Talon, conscient du pouvoir transformateur des programmes d'alimentation scolaire pour les enfants du Bénin, a mis en place et rapidement développé le Programme national d'alimentation scolaire intégré (PNASI).

Ce programme, dont le budget annuel dépasse 50 millions de dollars américains, est principalement financé par le gouvernement béninois depuis son lancement en 2017, le PAM apportant un soutien à sa mise en œuvre au nom du gouvernement. Au fil des années, la couverture du programme s'est étendue de 31 % de l'ensemble des écoles primaires publiques en 2017 à 75 % en 2023, atteignant environ 1,4 million d'élèves dans 5 709 écoles primaires publiques. Le programme a amélioré les taux d'inscription et de rétention scolaires, renforcé l'état nutritionnel des élèves et soutenu l'économie locale grâce à l'achat de produits agricoles locaux. Cet effort a permis d'augmenter la part des produits locaux achetés pour le programme, qui est passée de 24 % en 2021 à plus de 82 % en 2024, lorsque le PAM a transféré le programme au gouvernement.

Septembre 2024 a marqué une nouvelle étape dans l'évolution du Programme national d'alimentation scolaire intégré, avec le transfert de sa gestion à l'Agence nationale pour l'alimentation et la nutrition, créée à cet effet en juillet 2023. Cette transition s'inscrivait dans un processus préparatoire de longue haleine entamé dès le début du partenariat avec le PAM en 2017 afin de garantir la mise en place des systèmes et des capacités requis.

Le gouvernement a également soumis des engagements nationaux à la Coalition pour l'alimentation scolaire visant une couverture de 100 % d'ici à 2026, tout en améliorant l'efficacité et la qualité du programme.

Cette première année de mise en œuvre du programme national principalement assurée par l'Agence nationale pour l'alimentation et la nutrition voit le PAM accompagner le processus, afin d'assurer la bonne exécution des achats et des livraisons, tout en capitalisant les bonnes pratiques pour alimenter les apprentissages en matière de coopération Sud-Sud. La collaboration continue entre le PAM et le gouvernement du Bénin évoluera vers une nouvelle phase axée sur l'expérimentation à des fins d'apprentissage, en vue d'améliorer la qualité du programme, d'innover et de promouvoir des activités complémentaires pertinentes, ainsi que de renforcer les liens avec l'agriculture locale et la création d'emplois.



RAPPORT SPÉCIAL

Un nouveau cadre conceptuel et opérationnel pour l'alimentation scolaire et les systèmes alimentaires : repenser les implications des programmes nationaux d'alimentation scolaire pour le climat, l'environnement, la biodiversité et la souveraineté alimentaire

Rapport élaboré par le Consortium de recherche
pour la santé et la nutrition en milieu scolaire

Au Kenya, une élève s'initie à la culture hydroponique.
PAM/Lisa Murray

Ce chapitre spécial présente un nouveau cadre conceptuel établissant les liens entre l'alimentation scolaire et les systèmes alimentaires qui les approvisionnent. Ce cadre met en évidence le rôle que peuvent jouer les marchés publics alimentaires dans le cadre des programmes nationaux d'alimentation scolaire pour appuyer, de manière substantielle, les efforts mondiaux de lutte contre les grands enjeux environnementaux actuels. Ce chapitre est le fruit de deux années d'analyse et représente le travail conjoint de 164 auteurs issus de 85 organisations différentes à travers le monde, ce qui témoigne de l'importance extraordinaire et de la portée de ce sujet.

Repenser les systèmes alimentaires n'a jamais été aussi urgent. Le monde traverse une crise mondiale de la nutrition, la malnutrition touchant la moitié de la population (FAO, 2021). Le besoin de nourrir une population croissante, combiné à des modes de production et de consommation alimentaires non durables, entraîne l'épuisement et la pollution des ressources naturelles, la perte de biodiversité, la déforestation, l'acidification des océans et des phénomènes climatiques extrêmes (Searchinger et al., 2018; Willett et al., 2019). Les systèmes alimentaires contribuent à un tiers de toutes les émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine et à 70 % de l'utilisation de l'eau douce, tandis qu'un tiers de tous les aliments sont gaspillés tout au long de la chaîne de valeur (Alexander et al., 2017; Crippa et al., 2021; UNEP, 2024).

La production alimentaire constitue le principal facteur de la perte de biodiversité, principalement à travers la conversion des écosystèmes naturels en terres agricoles ou en pâturages (Global Panel on Agriculture and Food Systems for Nutrition, 2023). Ces changements environnementaux nuisent à notre capacité à produire des aliments de qualité, compromettant davantage la sécurité alimentaire et la nutrition (Fanzo et al., 2021). Cette situation est particulièrement préjudiciable aux pays du Sud, qui subissent les effets des chocs et des pressions de manière plus intense que le reste du monde. Ces chocs auront des conséquences disproportionnées pour les enfants : environ un milliard d'entre eux sont exposés à un risque élevé d'insécurité alimentaire (UNICEF, 2021), menaçant leur éducation, leur croissance et leur développement.

L'alimentation scolaire est de plus en plus reconnue comme un investissement clé des gouvernements pour répondre à ces défis et servir de levier pour transformer les systèmes alimentaires. À la demande des États membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire, le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire a élaboré un livre blanc intitulé

School Meals and Food Systems: Rethinking the Consequences for Climate, Environment, Biodiversity and Food Sovereignty (Pastorino et al., 2023), qui examine comment les repas scolaires peuvent être à la fois nutritifs et durables, tout en constituant un levier pour la transformation des systèmes alimentaires.

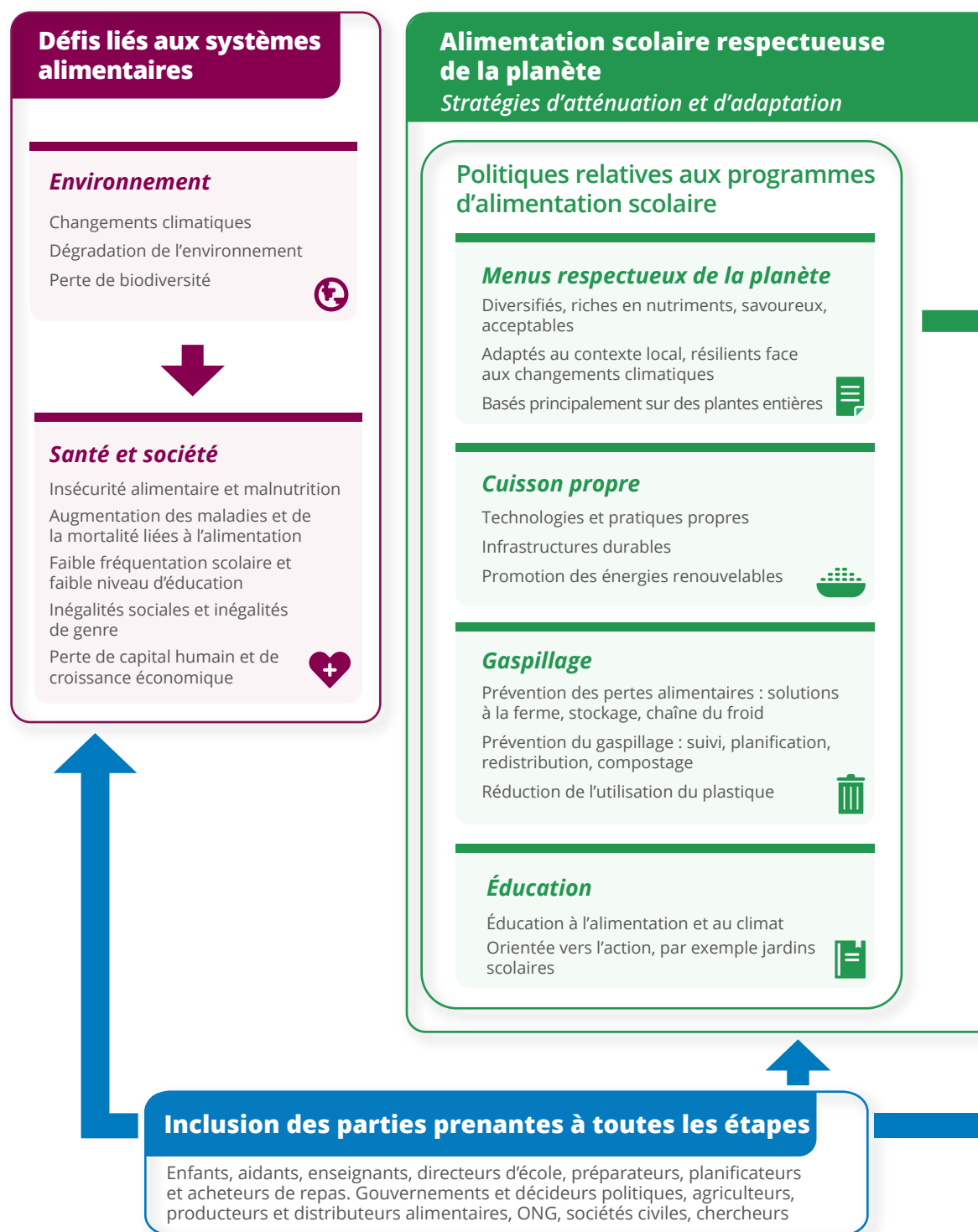
SR.1 Un nouveau cadre pour comprendre le rôle de l'alimentation scolaire dans le contexte des systèmes alimentaires

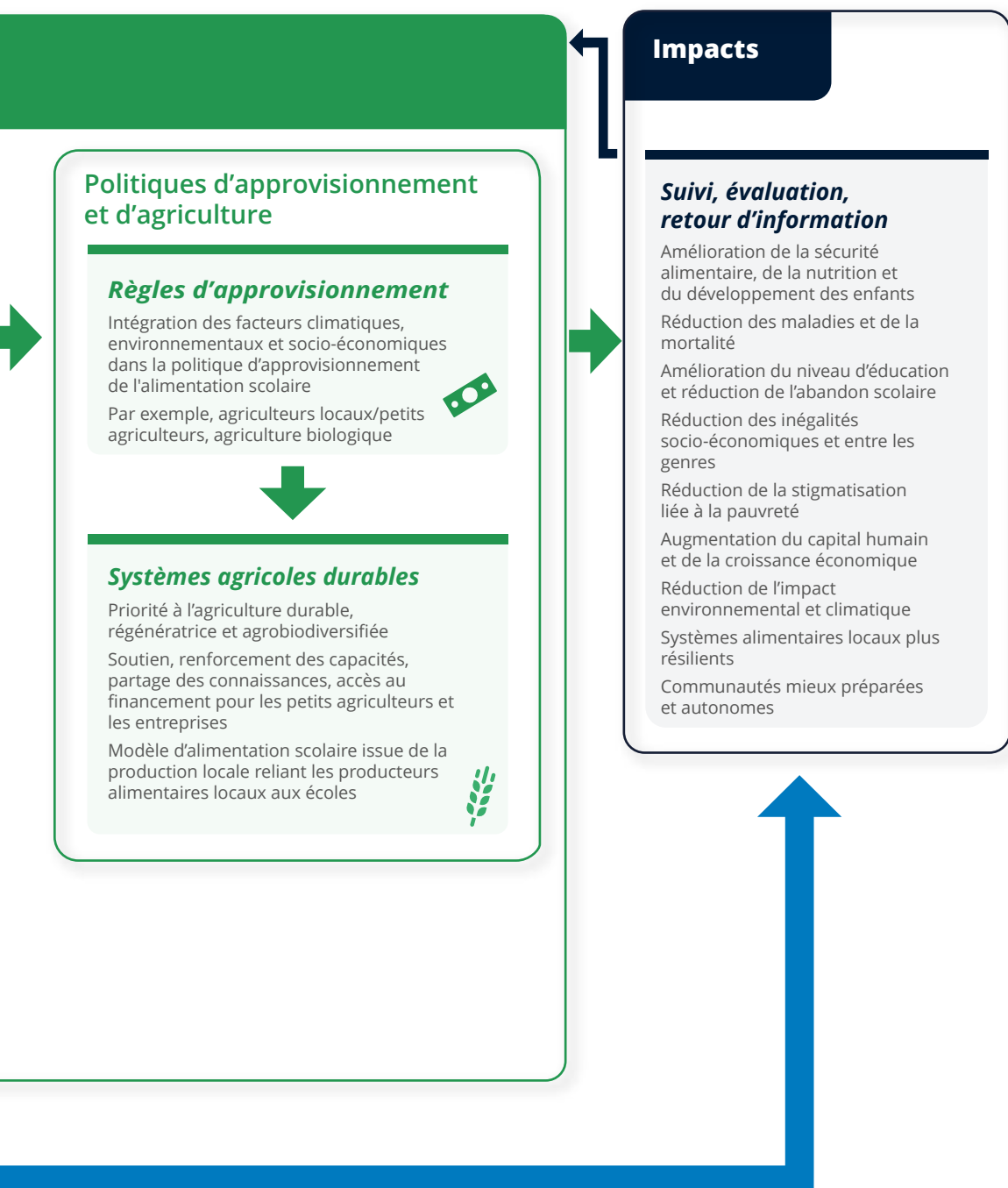
L'un des principaux défis pour améliorer l'alimentation scolaire consiste à promouvoir des régimes alimentaires plus sains et à faible impact environnemental, tout en soutenant l'économie locale et nationale, y compris les revenus des agriculteurs. Ce défi doit être relevé en poursuivant des innovations systémiques (Midgley et Lindhult, 2021). Cela implique des ajustements touchant deux types de politiques publiques : (i) celles visant à apporter des modifications immédiates aux programmes d'alimentation scolaire dans quatre domaines clés : les menus, l'énergie utilisée pour la cuisson, les déchets et l'éducation à l'alimentation ; (ii) des politiques d'approvisionnement axées sur la demande et respectueuses de la planète, qui encouragent les pratiques agricoles agroécologiques et favorisent le développement de systèmes alimentaires durables (voir figure SR.1).

Une élève en Ouganda se prépare pour aller en classe après avoir pris son déjeuner à l'école.
PAM/Daisy Masembe

Figure SR.1

Cadre conceptuel et opérationnel pour l'alimentation scolaire et les systèmes alimentaires





Source: Pastorino, S., Backlund, U., Bellanca, R., Hunter, D., Kaljonen, M., Singh, S., Vargas, M., & Bundy, D. (2024). Planet-friendly school meals: opportunities to improve children's health and leverage change in food systems. *The Lancet Planetary Health*. [https://doi.org/10.1016/S2542-5196\(24\)00302-4](https://doi.org/10.1016/S2542-5196(24)00302-4) (en anglais)

SR.2 Des repas scolaires respectueux de la planète – des politiques axées sur la demande pour une consommation saine et durable

Modifications des menus favorables à la santé humaine et à l'environnement

Un régime alimentaire respectueux de la planète implique un accès universel à une alimentation saine, produite et consommée d'une manière qui ne pollue pas et n'épuise pas les ressources naturelles comme les terres et l'eau, tout en protégeant la biodiversité (Pastorino et al., 2023). Pour atteindre cet objectif, les populations doivent consommer une grande variété d'aliments riches en nutriments : fruits, légumes, céréales complètes, légumineuses et noix, accompagnés de petites quantités d'aliments d'origine animale à faible impact environnemental (Willett et al., 2019). Un régime nutritif à base d'aliments complets, issu de systèmes alimentaires résilients et durables, offre d'importantes possibilités d'adaptation et d'atténuation des effets liés au climat, tout en générant des co-bénéfices majeurs pour la santé (IPCC, 2020). Cela suppose d'améliorer la qualité, la diversité et la provenance des aliments servis dans les repas scolaires, tout en s'attaquant aux inégalités existantes au sein des systèmes alimentaires mondiaux.

L'adoption d'aliments traditionnels et autochtones dans les repas scolaires augmente l'agrobiodiversité, la valeur nutritionnelle et la résilience face aux chocs.

Dans les contextes exposés à des risques climatiques accrus, les repas scolaires respectueux de la planète devraient viser à adapter les menus pour y intégrer des aliments résistants à la sécheresse ou tolérants aux inondations (selon les conditions locales), qui enrichissent les sols en nutriments et s'intègrent harmonieusement aux conditions agricoles locales. Cela passe par une diversification des types et des sources d'aliments servis à l'école, l'intégration des principes de l'agrobiodiversité, ainsi que la reconnaissance du rôle des peuples autochtones et de leurs savoirs traditionnels en tant que gardiens de la biodiversité (FAO, 2022a; IPCC, 2019).

L'intégration des régimes alimentaires traditionnels et autochtones dans les repas scolaires constitue une opportunité d'améliorer la santé des enfants, de promouvoir l'agrobiodiversité, de renforcer le lien avec le patrimoine culturel et de soutenir les moyens de subsistance des communautés. Ces régimes mettent

l'accent sur l'utilisation d'ingrédients locaux et de saison, en cohérence avec des pratiques alimentaires durables. Cela implique l'adoption d'espèces et de variétés végétales négligées et sous-utilisées, également appelées plantes « perdues », « indigènes », « orphelines » ou « locales » (IFPRI, 2023).

Nombre de ces espèces et variétés alimentaires négligées sont nettement plus riches en micronutriments que les quelques variétés dominantes aujourd'hui consommées (Akinola et al., 2020; Avallone et al., 2007; Hunter et al., 2019; IFPRI, 2023; Randrianatoandro et al., 2010). Les cultures endémiques sont aussi plus résilientes du fait de leur adaptation naturelle à l'environnement local : elles peuvent résister à la sécheresse et à des sols pauvres, et nécessitent peu ou pas d'intrants chimiques (IFPRI, 2023). Des exemples de pays ayant intégré des espèces locales négligées dans les repas scolaires incluent le Brésil (ministère de la Santé, 2015) et l'Inde (Gouvernement de l'Inde, 2013).

Un passage vers des aliments à base végétale apporterait les plus grands bénéfices pour la santé et l'environnement dans les contextes de surconsommation de viande.

La surconsommation de viande, en particulier de viande ruminante, a le plus fort impact négatif sur l'environnement et la santé humaine (Godfray et al., 2018). Réduire la viande rouge et éliminer la viande transformée permettrait d'obtenir d'importants co-bénéfices sur le plan sanitaire. Il est essentiel de remplacer la viande par des aliments végétaux complets et non transformés — fruits, légumes, légumineuses, noix, graines et céréales complètes — qui sont actuellement sous-consommés dans la plupart des régions du monde. En particulier, les légumineuses comme les haricots et les lentilles offrent la possibilité de réorienter les apports en protéines vers des assiettes plus saines et durables : en plus d'améliorer la fertilité des sols, ces cultures émettent moins de CO₂ et d'azote (Stagnari et al., 2017).

Des données issues du milieu scolaire montrent que l'utilisation minimale de produits animaux dans les menus peut réduire le potentiel de réchauffement global de 22 % (Petruzzelli et al., 2023), sans compromettre la qualité nutritionnelle. Les menus scolaires à faible émission de carbone, définis comme étant davantage à base de végétaux, ont le potentiel non seulement de réduire de moitié les émissions de carbone, mais aussi d'avoir un impact positif sur l'utilisation des terres, de l'eau et de l'énergie (Batlle-Bayer et al., 2021). Les modélisations estiment que des repas conformes aux recommandations en matière de régimes alimentaires sains et durables pourraient réduire les impacts environnementaux en moyenne de 26 % (de 12 à 42 % selon les

indicateurs environnementaux) pour les repas flexitariens ; de 43 % (de 18 à 62 %) pour les repas végétariens ; et de 52 % (de 23 à 81 %) pour les repas végétaliens. Les réductions les plus importantes concerneraient l'utilisation des terres, suivie des émissions de gaz à effet de serre, de la diminution du risque de pollution des sols par les décharges (potentiel d'eutrophisation) et de la baisse de la demande en eau douce.

Ces baisses seraient encore plus importantes dans les pays à revenu élevé. De nombreux pays, notamment en Europe, œuvrent activement à augmenter la part d'aliments végétaux dans les programmes d'alimentation scolaire, beaucoup de municipalités réduisant la proportion de viande dans les menus scolaires.

Produits aquatiques : une opportunité d'incorporer de petites quantités d'aliments d'origine animale à forte valeur nutritionnelle et à faible impact environnemental

Les aliments d'origine aquatique sont riches en acides gras essentiels, en micronutriments et en protéines, et peuvent ainsi contribuer à une nutrition saine à l'école (Bianchi et al., 2022; Hallström et al., 2019). Des analyses fondées sur la densité nutritionnelle et les émissions de gaz à effet de serre montrent que certaines espèces – comme les petits poissons pélagiques (par exemple, les anchois et les sardines, souvent consommés entiers) et les mollusques – sont particulièrement riches en nutriments. Elles présentent aussi des émissions relativement faibles de gaz à effet de serre, en comparaison avec des espèces d'élevage comme le silure ou les crevettes, dont l'impact environnemental est élevé et qui peuvent causer des destructions d'écosystèmes (Bianchi et al., 2022; Hallström et al., 2019).

Grâce à une étude pilote réussie, la FAO a démontré la possibilité d'intégrer le poisson dans les repas scolaires en s'appuyant sur les stratégies d'approvisionnement public (FAO, 2022b). Les expériences menées dans des pays comme l'Angola, le Honduras et le Pérou soulignent l'importance de comités multisectoriels réunissant acteurs publics et privés pour intégrer efficacement le poisson dans les programmes d'alimentation scolaire. Cette approche collaborative permet de produire des aliments à base de poisson à la fois abordables et acceptés localement, tout en sensibilisant à leurs bienfaits nutritionnels (Toppe et al., 2021).

Passer à des solutions de cuisson propre pour la préparation des repas scolaires

Dans le monde, principalement dans les pays à faible revenu, 2,3 milliards de personnes n'ont pas accès à une énergie de cuisson propre, efficace, pratique, sûre, fiable et abordable (UN, 2023), et dépendent encore de systèmes de cuisson traditionnels, utilisant des combustibles très émetteurs comme le bois, le charbon de bois ou le kérosène, brûlés de manière inefficace sur des feux ouverts ou des fourneaux rudimentaires. Cela entraîne des impacts environnementaux, économiques, sociaux, de genre et sanitaires considérables (WFP, 2021). Les systèmes de cuisson traditionnels contribuent à l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre et sont responsables de plus de 2 millions de décès chaque année dans le monde, dus à des maladies et infections respiratoires telles que le cancer du poumon ou la pneumonie, touchant particulièrement les femmes et les enfants (WHO, 2022). Dans plus de 85 % des écoles situées dans des pays à faible revenu, on utilise encore la cuisson à feu ouvert ou des réchauds à bois ou à charbon, tandis que l'accès aux cuisinières électriques reste très limité dans ces pays et inférieur à 20 % dans les pays à revenu intermédiaire inférieur (Global Child and Nutrition Foundation (GCNF), 2022b).

Les données montrent que les technologies modernes de cuisson à énergie propre — comme le biogaz, le gaz de pétrole liquéfié, l'électricité, l'éthanol, le gaz naturel ou la cuisson solaire directe — peuvent réduire les émissions de carbone et contribuer à la réalisation de plusieurs ODD (notamment les ODD 3, 5, 7 et 13) (Mazorra et al., 2020; Rosenthal et al., 2018).

Les autocuiseurs électriques de grande taille se sont révélés durables et sûrs, et donc adaptés à un usage scolaire (Batchelor, 2021). Les résultats de projets pilotes menés au Lesotho et au Kenya indiquent que ces marmites améliorent les conditions de travail et le bien-être des femmes, et permettent de réduire les inégalités entre les genres, les membres du personnel des cantines étant majoritairement des femmes. Cuisiner avec des autocuiseurs électriques permet de gagner du temps, de réduire la charge de travail et les risques sanitaires associés aux systèmes de cuisson traditionnels, et nécessite moins de surveillance, ce qui permet au personnel de se consacrer à d'autres activités productives, notamment l'enseignement.

L'introduction de solutions et de technologies de cuisson électrique dans les écoles requiert un environnement favorable, ainsi qu'une fiabilité et une accessibilité des infrastructures électriques (réseau ou hors réseau), des chaînes de valeur et des modèles économiques (Bisaga & Campbell, 2022). Il est possible de mobiliser davantage de financements pour les programmes d'alimentation scolaire en remplaçant les combustibles traditionnels par des technologies de cuisson modernes fonctionnant à l'énergie propre, et en valorisant les économies d'émissions de carbone. Cette transition permettrait également de mettre en avant les co-bénéfices en matière de genre et de santé associés à ces technologies (WFP, 2021).

Impacts économiques, environnementaux et sanitaires du passage à la cuisson propre dans les écoles

Des études pilotes menées au Kenya, au Rwanda et au Lesotho, évaluées par l'organisation Modern Energy Cooking Services, ont démontré que la cuisson à l'électricité — qu'elle provienne du réseau ou d'une source hors réseau — peut être économiquement compétitive par rapport aux pratiques actuelles, avec une réduction des coûts de 60 à 90 % par rapport à la cuisson au bois (Leary et al., 2023; Nsengiyaremye & Yesmeen Khalifa (MECS programme), 2023). La cuisson électrique est également plus rapide, nécessitant environ deux fois moins de temps que les méthodes traditionnelles.

La transition vers de nouveaux combustibles et équipements de cuisson entraîne des avantages environnementaux supplémentaires. Toutefois, les opportunités et les effets d'une telle transition dépendent fortement du contexte. Par exemple, remplacer le bois de chauffage par la cuisson électrique permettra d'alléger la pression sur les forêts, mais l'importance de ce changement dépendra de la sensibilité écologique des forêts exploitées, et les émissions nettes de gaz à effet de serre dépendront du caractère renouvelable ou non du bois prélevé. Il s'agit là d'un domaine prioritaire pour des travaux complémentaires ; par exemple, le financement carbone pourrait aider à surmonter le coût initial d'acquisition des autocuiseurs électriques, mais cela suppose que la biomasse traditionnelle utilisée provienne en grande partie de sources non renouvelables.

Une agricultrice népalaise récolte des légumes destinés à approvisionner une école voisine.
PAM/Samantha Reinders



Prévenir les pertes et le gaspillage alimentaires

Environ un tiers des aliments est gaspillé : près de 14 % de la production alimentaire mondiale (soit une valeur de 400 milliards de dollars américains par an) est perdue après la récolte et avant d'atteindre les détaillants (FAO, 2019b). À cela s'ajoutent 19 % d'aliments gaspillés au niveau de la vente au détail et par les consommateurs, en particulier dans les foyers (UNEP, 2024). La quantité de nourriture ainsi perdue ou gaspillée pourrait nourrir 1,26 milliard de personnes chaque année. Les pertes et gaspillages alimentaires sont également responsables de 8 à 10 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. La cible 12.3 des ODD vise à « d'ici à 2030, réduire de moitié le volume de déchets alimentaires par habitant au niveau de la distribution et de la consommation, et réduire les pertes alimentaires tout au long des chaînes de production et d'approvisionnement ».

Dans les pays à faible revenu, les pertes alimentaires se produisent principalement à la ferme ou après la récolte, en raison de la contamination par des insectes, des matières étrangères, des bactéries, des aflatoxines ou d'autres champignons et moisissures. Les programmes d'alimentation scolaire peuvent mettre en œuvre plusieurs stratégies pour réduire ces pertes, notamment grâce à un meilleur contrôle des ravageurs, à des méthodes améliorées de récolte, de glanage, de récupération, de séchage, de stockage, de conservation, de préparation, de réutilisation et d'élimination. Par exemple, le séchage solaire des fruits et légumes constitue une méthode efficace pour prévenir les pertes alimentaires dans les chaînes d'approvisionnement scolaires (Bradford et al., 2020). Le manque de chaînes du froid durables – y compris les congélateurs et les équipements de réfrigération – entraîne directement la perte de 526 millions de tonnes d'aliments chaque année, soit environ 13 % de la production alimentaire mondiale (IIR, 2021). Ces défis sont d'autant plus aigus dans les communautés ayant un accès limité à l'électricité. La capacité de réfrigération permettrait aux écoles de conserver plus longtemps des produits périssables et riches en nutriments comme les fruits, les légumes, les œufs et les produits laitiers, soutenant ainsi une alimentation plus équilibrée et plus riche en vitamines.

Dans les pays à revenu élevé, le gaspillage alimentaire a lieu principalement au stade de la consommation. Par exemple, les écoles du Royaume-Uni gaspillent environ 80 000 tonnes de nourriture par an, dont la majorité pourrait être évitée (WRAP, 2011). Une étude menée dans des écoles italiennes estime

le gaspillage alimentaire à 20–29 % des plats préparés (García-Herrero et al., 2019). Le gaspillage alimentaire dans les écoles entraîne également un gaspillage de ressources – tant naturelles qu'économiques – et compromet les besoins nutritionnels des élèves.

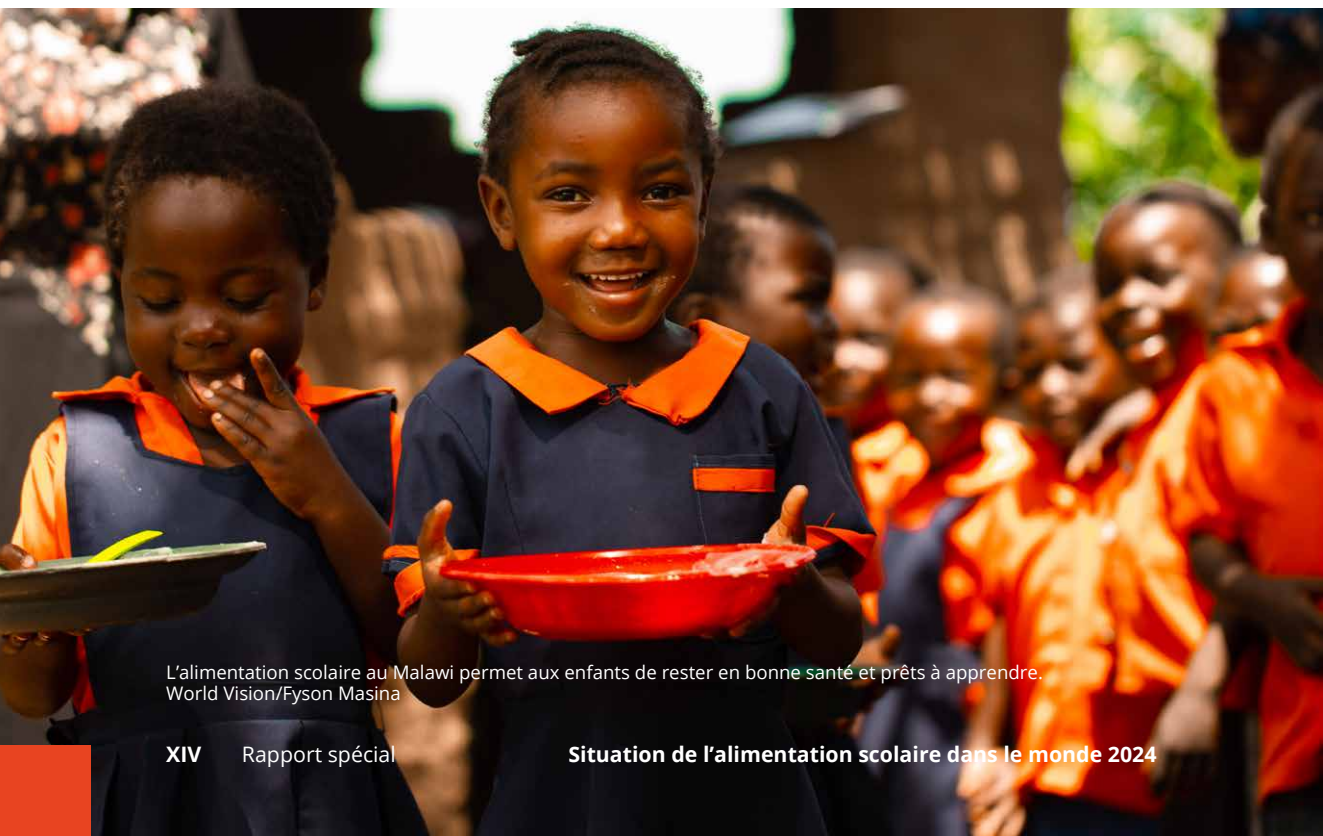
La quantification du gaspillage alimentaire est une première étape essentielle pour identifier les problèmes existants et évaluer les interventions (Eriksson et al., 2019). Dans les cuisines scolaires, le gaspillage alimentaire peut être divisé en trois catégories : déchets de cuisine (stockage, préparation et cuisson), déchets de service (nourriture servie mais non consommée), et restes dans les assiettes (aliments jetés par les élèves). Pour aider à réduire ces déchets dans les écoles et les services de restauration, l'Agence suédoise pour l'alimentation a élaboré un guide contenant des stratégies ciblées pour chaque type de gaspillage (Swedish Food Agency, 2020). La planification des menus, le calcul des portions, les prévisions et l'utilisation des restes sont des mesures efficaces pour réduire les déchets de service. Les restes dans les assiettes peuvent être réduits en améliorant l'environnement du repas – par exemple, en allouant un temps de déjeuner suffisant – et en sensibilisant les élèves au gaspillage alimentaire (Malefors et al., 2022; Swedish Food Agency, 2020).

Les aliments qui ne peuvent être récupérés doivent être éliminés de manière durable. Les déchets alimentaires mis en décharge ou incinérés génèrent du méthane et d'autres émissions qui polluent l'environnement et peuvent poser des risques pour la santé publique (HPA, 2011). La méthode choisie pour éliminer les déchets alimentaires a une incidence significative sur l'impact global de l'alimentation scolaire. Les émissions provenant des déchets peuvent représenter jusqu'à un tiers des émissions totales d'un repas scolaire si tous les déchets sont envoyés en décharge. Dans les écoles ayant recours au compostage ou à la digestion anaérobie, les émissions liées à l'élimination des déchets sont bien moindres (Tregear et al., 2022). La réduction des déchets plastiques, notamment par l'adoption du cadre hiérarchique prioritaire Hiérarchie zéro déchet (Zero Waste International Alliance, 2022), devrait également constituer une priorité.

Une éducation à l'alimentation globale et axée sur l'action, pour instaurer des habitudes durables de consommation saine tout au long de la vie

Pour limiter les impacts négatifs du développement humain sur l'environnement et face aux catastrophes, il est essentiel de préparer les enfants dès l'école en abordant de manière holistique les enjeux environnementaux, sociaux et économiques, comme le souligne le programme de l'UNESCO pour l'éducation en vue du développement durable. Dans cette optique, le Partenariat mondial pour une éducation verte accompagne les systèmes éducatifs nationaux afin qu'ils traitent les enjeux liés aux catastrophes en adoptant une approche systémique mobilisant l'ensemble des parties prenantes.

Comprendre les interconnexions entre les systèmes alimentaires, la santé, le bien-être et l'environnement, et acquérir les compétences pour agir en conséquence, constitue un fondement essentiel du développement durable (dos Santos et al., 2022; FAO, 2020). L'institutionnalisation de ce type d'éducation n'est pas aisée : elle se heurte à des obstacles liés aux politiques, à la formation, au temps disponible et aux capacités du système. Il est donc indispensable d'identifier les points d'entrée les plus appropriés et d'évaluer le niveau de préparation du système avant de concevoir une initiative durable d'éducation à l'alimentation et à la nutrition.



L'alimentation scolaire au Malawi permet aux enfants de rester en bonne santé et prêts à apprendre.
World Vision/Fyson Masina

La FAO a mis au point un modèle pour intégrer efficacement l'éducation à l'alimentation et à la nutrition dans les systèmes scolaires, fondé sur des données probantes et les meilleures pratiques observées dans de nombreux pays. Ce modèle se veut itératif, souple, et élaboré en co-construction avec les élèves eux-mêmes (FAO, 2020). La FAO promeut une éducation alimentaire et nutritionnelle en milieu scolaire (FAO, 2020), axée sur l'action, qui prévoit des activités concrètes liées à la consommation alimentaire, à la nutrition, à la cuisine et à l'agriculture, dans des contextes réels comme les jardins scolaires, les visites croisées entre agriculteurs et écoles ou les marchés locaux. Elle encourage également une « approche globale de l'école » qui mobilise toutes les personnes présentes dans le cadre scolaire : enfants, familles, enseignants, personnel scolaire, agriculteurs locaux, personnel de restauration, vendeurs de nourriture et représentants des autorités.

Le projet SchoolFood4Change⁴¹, financé par l'Union européenne, s'appuie sur ces pratiques et a lancé un cadre d'action connu sous le nom d'approche alimentaire globale de l'école. Cette approche positionne l'école comme un agent de changement essentiel, capable de transformer à la fois son propre système alimentaire et, grâce à l'éducation à l'alimentation, de promouvoir la santé et le bien-être des enfants. La cantine scolaire devient ainsi un levier stratégique où l'alimentation et l'éducation peuvent générer un impact positif en cascade vers des régimes favorables à la santé planétaire.

Un exemple de cette approche active pour encourager une alimentation saine et durable chez les enfants est l'apprentissage par le jardinage scolaire (Oro et al., 2018). Les jardins scolaires offrent de nombreux avantages : meilleure compréhension des secteurs agricoles et nutritionnels, évolution positive des attitudes alimentaires, sensibilisation accrue à une alimentation équilibrée, préservation de l'agrobiodiversité, et meilleure compréhension des effets des chocs à court et long terme sur l'agriculture et la production alimentaire (Hunter et al., 2020). Aux Philippines, par exemple, des initiatives de jardins scolaires ont permis de développer des systèmes agricoles diversifiés, de conserver des variétés locales et traditionnelles de légumes, et de renforcer la diversité des régimes alimentaires ainsi que la consommation de fruits et légumes riches en nutriments (IIRR, 2023).

⁴¹ Pour en savoir plus sur le projet, cliquez sur ce lien : <https://schoolfood4change.eu/>.

SR.3 Le pouvoir de l'approvisionnement : tirer parti de l'alimentation scolaire comme levier d'amélioration de l'agriculture locale, du développement durable économique et social et de la biodiversité

En exigeant que l'alimentation scolaire soit respectueuse de la planète, les gouvernements peuvent créer une demande en faveur d'aliments produits de manière plus durable et jouer un rôle moteur dans la transformation des systèmes alimentaires (Swensson et al., 2021). Les achats publics de denrées alimentaires pour les écoles ont le potentiel de promouvoir des pratiques agricoles qui restaurent la santé des sols et des écosystèmes, tout en favorisant la biodiversité et la résilience. S'ils sont accompagnés de mesures de soutien, les achats locaux auprès de petits agriculteurs peuvent également contribuer à dynamiser le développement agricole local, à renforcer les systèmes alimentaires de proximité, à stimuler la diversité des cultures et à sortir des populations de la pauvreté.

Les achats publics de denrées alimentaires sont d'ailleurs explicitement reconnus dans les Objectifs de développement durable (cible 12.7) comme un levier essentiel pour encourager des modes de consommation et de production plus durables. Ils sont ainsi intégrés dans de nombreuses politiques nationales et régionales à travers le monde, notamment les stratégies européennes « De la ferme à la table » et « Pacte vert », la Déclaration de Malabo de l'Union africaine, ainsi que la Stratégie et plan d'action pour un développement résilient face aux changements climatiques.

Les achats alimentaires scolaires peuvent utiliser leur pouvoir d'achat pour soutenir et promouvoir une production agricole soucieuse de la durabilité environnementale et de l'agrobiodiversité. Cela en fait un instrument de politique publique unique, qui peut être – et est effectivement – adapté à des contextes et objectifs très divers, tant dans les pays à revenu élevé, intermédiaire que faible (FAO, 2021; FAO et al., 2021; Swensson et al., 2021). En créant une demande pour des aliments respectueux de la planète, les gouvernements ont le pouvoir d'initier une dynamique positive, de faire connaître leurs ambitions quant à l'avenir des systèmes alimentaires et d'inciter les acteurs de la chaîne d'approvisionnement à aligner leurs valeurs en conséquence, accélérant ainsi la transition vers des modes de consommation et de production alimentaires plus durables (Foodlinks, 2013; Tartanac et al., 2021).

L'approvisionnement au service de l'agriculture régénératrice

L'approvisionnement alimentaire scolaire peut mettre à profit son pouvoir d'achat pour soutenir et promouvoir une production agricole respectueuse de l'environnement et favorable à l'agrobiodiversité. Cela inclut, par exemple, l'achat d'aliments issus de productions biologiques, régénératrices et agroécologiques.

Du point de vue environnemental, les données probantes montrent que l'utilisation stratégique de l'approvisionnement public alimentaire peut contribuer à l'atténuation des impacts climatiques (Cerutti et al., 2018; SF4C, 2021), à la conservation de la biodiversité (Borelli et al., 2021), à la lutte contre la déforestation (Falvo & Muscaritoli, 2024) ainsi qu'à l'adoption de pratiques de production n'ayant pas recours aux engrais et pesticides de synthèse, comme les pratiques biologiques et agroécologiques (FAO, 2021; Lindström et al., 2020).

Les gouvernements reconnaissent de plus en plus l'importance de l'approvisionnement alimentaire scolaire pour contribuer à des résultats environnementaux à l'échelle mondiale, quel que soit le niveau de revenu. Un exemple est donné par la Stratégie et plan d'action de l'Union africaine sur le changement climatique et le développement résilient (2022–2032), qui identifie comme domaine d'intervention prioritaire le « renforcement du rôle et de l'influence des marchés publics dans les achats alimentaires afin de soutenir des régimes alimentaires diversifiés et nutritifs, par exemple à travers l'alimentation scolaire issue de la production locale » (African Union, 2022). En Europe, de nombreuses municipalités ont adopté des stratégies durables d'approvisionnement alimentaire scolaire. Les villes nordiques montrent la voie, avec une proportion élevée d'aliments biologiques et de saison, ainsi que de produits aquatiques issus de sources durables pour leurs programmes d'alimentation scolaire (FAO, 2021). Des stratégies telles que la subdivision des appels d'offres, la collaboration avec des réseaux biologiques régionaux ou encore la mise en œuvre de systèmes d'achat dynamiques ont été adoptées pour renforcer l'intégration des aliments locaux et biologiques dans les écoles.

Transformation des systèmes alimentaires par l'alimentation scolaire issue de la production locale

L'alimentation scolaire peut favoriser une transformation plus large des systèmes alimentaires à travers différents mécanismes et processus, en traitant des enjeux liés à la sécurité alimentaire, à la santé publique et à la conservation, à différents niveaux de gouvernance, formels et informels. Les principales voies de transformation concernent les petites exploitations agricoles/familiales, les agricultrices et les commerçantes ou transformatrices

de produits alimentaires. Les résultats transformateurs générés par l'alimentation scolaire incluent : (i) l'autonomisation des femmes et l'équité sociale ; (ii) l'adoption de pratiques de production alimentaire régénératrices et adaptées au climat ; (iii) l'agrobiodiversité et la gestion des ressources naturelles ; (iv) la souveraineté alimentaire.

Les principes fondamentaux de l'articulation entre l'alimentation scolaire et les systèmes alimentaires reposent sur le concept désormais largement reconnu de l'alimentation scolaire issue de la production locale, défini comme un programme d'alimentation scolaire conçu pour fournir aux enfants, à l'école, une alimentation sûre, variée et nutritive, provenant de petits producteurs locaux (WFP et al., 2018). Les principaux éléments de l'alimentation scolaire issue de la production locale comprennent l'approvisionnement alimentaire local, la participation des petits exploitants, la qualité nutritionnelle des repas, la diversité des régimes alimentaires et la régularité de la distribution.

Le soutien du PAM aux programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale s'est considérablement renforcé au cours de la dernière décennie : le nombre d'initiatives dans lesquelles le PAM appuie la conception et la mise en œuvre de programmes nationaux d'alimentation scolaire issue de la production locale est passé à 59 en 2023. À l'échelle mondiale, le PAM a porté la part de ses achats locaux pour l'alimentation scolaire à 57 % du total des achats, contre 42 % en 2022.

Les programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale sont des initiatives complexes et multisectorielles, qui peuvent être conçues et mises en œuvre de nombreuses façons selon le contexte local.

Outre l'approvisionnement local, ces programmes soutenus par le PAM comprennent généralement les composantes suivantes :

- **accent sur la nutrition** : les repas sont conçus pour répondre aux besoins nutritionnels des élèves, en mettant l'accent sur la diversification alimentaire et la densité nutritionnelle, notamment par l'inclusion de fruits, de légumes, de certains produits d'origine animale ou d'aliments enrichis.
- **intégration éducative** : de nombreux programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale intègrent des éléments pédagogiques visant à sensibiliser les élèves à la nutrition, aux systèmes alimentaires et aux pratiques durables. Cela peut inclure des jardins scolaires, des cours de nutrition, des ateliers de cuisine et des formations à l'adoption de technologies de cuisson propres.

- **engagement communautaire** : les programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale impliquent souvent les parents, les organisations locales et les autorités publiques afin de renforcer le soutien de la communauté et la durabilité de l'initiative.
- **autonomisation des femmes** : en reconnaissant le rôle essentiel que jouent les femmes dans la chaîne de valeur alimentaire – de la production à la préparation – les projets d'alimentation scolaire issue de la production locale peuvent promouvoir l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes, en créant des opportunités d'emploi et en favorisant leur participation aux processus décisionnels à différents niveaux.

La demande régulière et prévisible des institutions publiques pour les produits des petits agriculteurs peut encourager les investissements, favoriser la diversification de la production agricole, contribuer à l'agrobiodiversité et à la conservation de la biodiversité, tout en augmentant les revenus (Drake et al., 2016; Kelly & Swensson, 2017; Singh, 2021; Valencia et al., 2019; WFP et al., 2018). Lier l'approvisionnement alimentaire scolaire à la production agricole locale et familiale peut également contribuer au renforcement des systèmes alimentaires locaux et régionaux, ainsi qu'à la valorisation des systèmes alimentaires traditionnels, saisonniers et résilients.

La reconnaissance du rôle potentiel que peuvent jouer les agriculteurs locaux et les petits exploitants (ou agriculteurs familiaux) dans la transition vers des systèmes alimentaires durables et équitables est de plus en plus forte (Santacoloma & Zárate, 2021). De nombreux pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont adopté des stratégies de marchés publics alimentaires encourageant l'achat de denrées issues de l'agriculture familiale, en tant qu'instruments puissants de transformation des systèmes alimentaires. Parmi les exemples de cette approche figurent les programmes d'alimentation scolaire publique en Colombie, au Guatemala, au Honduras, au Paraguay et au Pérou ; le système d'approvisionnement en Uruguay ; et le Programme national d'alimentation scolaire du Brésil (FAO, 2017, 2021; Soares et al., 2021; WFP & IDB, 2023).

Au Brésil, au moins 30 % des denrées achetées avec des fonds fédéraux dans le cadre du programme national doivent provenir directement d'agriculteurs familiaux, en privilégiant les achats auprès des bénéficiaires de la réforme agraire, des communautés quilombolas et des populations autochtones. Ces programmes accordent également la priorité, avec une prime de prix, aux produits issus de l'agriculture biologique ou agroécologique.

Des données probantes à l'action politique

Les approches respectueuses de la planète dans les programmes d'alimentation scolaire doivent être soutenues par des politiques, des objectifs et des instruments de mise en œuvre appropriés et intégrés (Swensson & Tartanac, 2020). Elles doivent inclure un renforcement des capacités pour les personnes chargées de la mise en œuvre (par exemple, les agents responsables des marchés publics), afin qu'elles soient pleinement conscientes des objectifs politiques et capables de les traduire concrètement dans les processus d'approvisionnement. Il convient également d'apporter un appui aux agriculteurs et aux petites et moyennes entreprises pour leur permettre de s'adapter et de répondre aux exigences des nouveaux programmes d'alimentation scolaire respectueux de l'environnement. Cela peut inclure des mesures visant à aider les petits exploitants à augmenter, adapter et diversifier leur production sur la base de pratiques agricoles durables ; à s'organiser collectivement ; et à participer aux processus de marchés publics alimentaires.

Bien que les nombreux avantages potentiels des programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale, ainsi que leur capacité à toucher un grand nombre de bénéficiaires, soient de plus en plus reconnus par les gouvernements nationaux et locaux, il existe encore un déficit d'évaluations d'impact et d'études longitudinales. Des études préliminaires menées par la FAO ont montré que, sans soutien pour améliorer la productivité et maintenir la diversité alimentaire sur les exploitations, les effets sur la sécurité alimentaire des petits agriculteurs peuvent même être négatifs (Giunti et al., 2022; Prifti & Grinspun, 2021). Il est néanmoins important de reconnaître que cette situation est liée à la nature multifactorielle et complexe de ces programmes et des systèmes alimentaires, et aux difficultés qui en découlent pour examiner simultanément une large gamme d'impacts potentiels et les mesurer de manière quantitative et comparative (Brunori & Galli, 2016). Outre la nécessité de combler les lacunes en matière de données d'impact, il est essentiel de disposer de données programmatiques ciblées et scientifiquement rigoureuses pour mieux comprendre les facteurs déterminants, les contraintes, les risques et les arbitrages liés aux différentes interactions entre l'alimentation scolaire et les systèmes alimentaires. Cela permettra de développer des mécanismes politiques et opérationnels adaptés et robustes afin de concrétiser le potentiel de l'alimentation scolaire en matière de transformation des systèmes alimentaires et de santé publique.

Bien que des données commencent à émerger dans ce domaine grâce à des projets de recherche-action pluridisciplinaires, une plus grande mobilisation est nécessaire dans divers pays et contextes. De tels projets aideraient à documenter les processus et les transitions, un aspect essentiel mais encore largement sous-étudié.

SR.4 Deux grandes questions de politique à traiter au croisement des systèmes alimentaires et de la santé publique

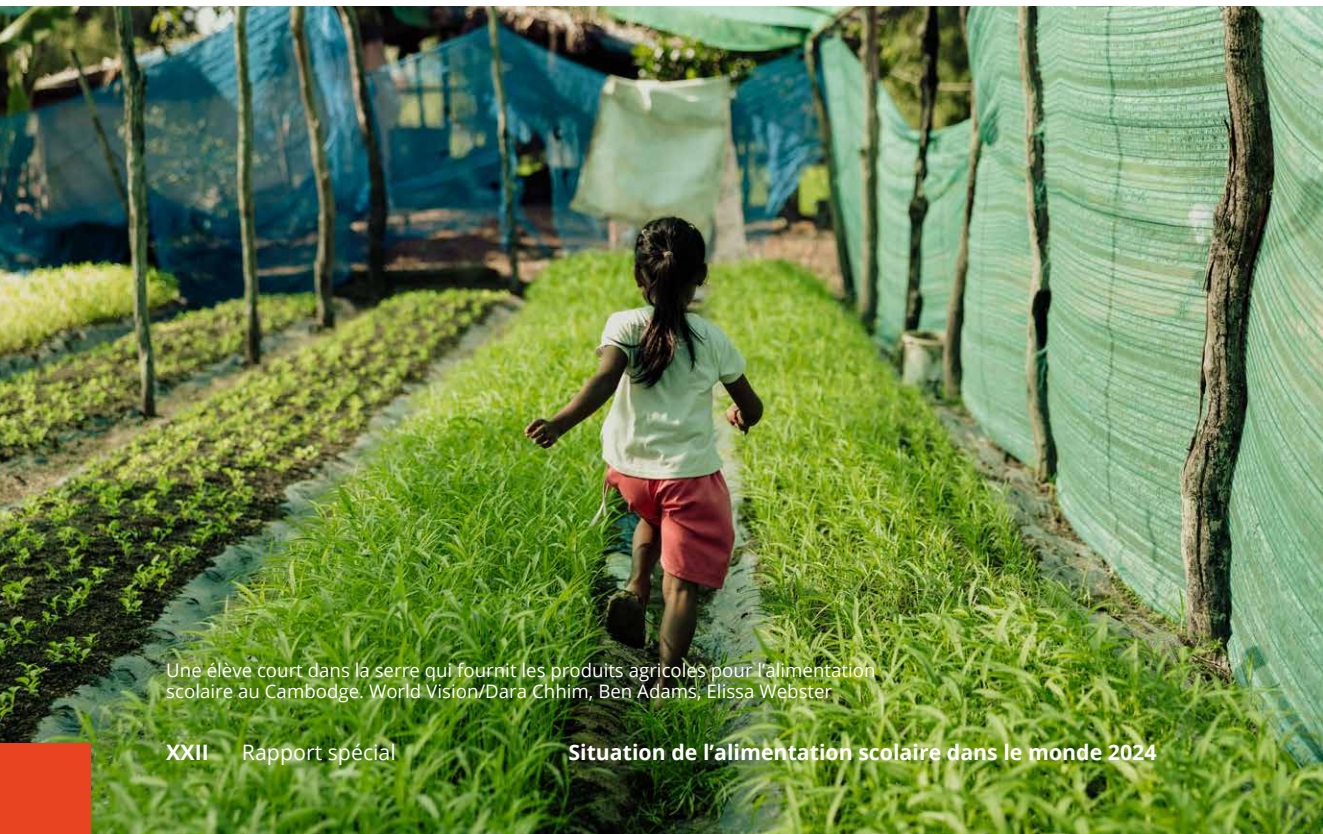
L'adoption de nouvelles lignes directrices sur les normes alimentaires en milieu scolaire constitue une étape essentielle pour permettre aux décideurs, aux prestataires de services et aux établissements scolaires de proposer des repas scolaires sains et durables

Il est urgent d'intégrer des objectifs de durabilité environnementale dans les politiques d'alimentation scolaire (dos Santos et al., 2022; Oostindjer et al., 2017). Un moment clé pour intégrer ces objectifs environnementaux est celui de l'élaboration ou de la révision des lignes directrices et normes nutritionnelles pour les repas scolaires et des recommandations alimentaires basées sur les aliments. Un rapport récent de l'Initiative sur l'action climatique et la nutrition (I-CAN & GAIN, 2023) a révélé que sur 70 lignes directrices alimentaires analysées, seulement 8 % comprenaient un engagement à mobiliser des ressources et à entreprendre des actions visant à relier le climat et la nutrition. Cependant, certains pays pionniers, comme les pays nordiques, (Blomhoff et al., 2023) se sont déjà engagés dans ce processus. Lors de la planification d'une telle démarche, il est important de prendre en compte les défis potentiels, notamment l'absence d'environnement favorable, le manque de données contextuelles de qualité sur les apports alimentaires des enfants scolarisés, le manque de données sur la composition nutritionnelle et l'empreinte environnementale des aliments disponibles localement, ainsi que la capacité, les infrastructures et la logistique limitées. La FAO et le PAM élaborent actuellement une méthodologie mondiale que les pays pourront adapter afin de formuler des lignes directrices nutritionnelles et des normes pour leurs programmes d'alimentation scolaire, intégrant des objectifs environnementaux (FAO & WFP, forthcoming).

De nombreuses politiques respectueuses de l'environnement s'avèrent également plus viables économiquement à moyen et long terme.

Dans certains cas, les changements peuvent même permettre de réduire les coûts : c'est le cas, par exemple, du passage à des régimes davantage axés sur les aliments d'origine végétale, de l'adoption de modes de cuisson plus économes en énergie, de l'ajustement des portions ou de la réduction des pertes et gaspillages, ainsi que du recours à des circuits d'approvisionnement plus courts.

La viabilité financière peut représenter une préoccupation plus immédiate pour les décideurs, en particulier dans les contextes où les ressources sont limitées. Parmi les sources de financement possibles pour soutenir une alimentation scolaire respectueuse de la planète figurent les échanges dette contre développement ciblant la création de capital humain et les ressources provenant du financement climatique. Par exemple, le financement climatique pourrait permettre de soutenir les agriculteurs, les micro-, petites et moyennes entreprises, les entrepreneurs, les innovateurs et les jeunes entreprises afin qu'ils puissent fournir des aliments résilients au climat destinés aux écoles. Cependant, à ce jour, seulement 1,7 % de ce financement cible l'agriculture à petite échelle, alors qu'elle représente un tiers de la production alimentaire mondiale (Climate Policy Initiative, 2020).



Une élève court dans la serre qui fournit les produits agricoles pour l'alimentation scolaire au Cambodge. World Vision/Dara Chhim, Ben Adams; Elissa Webster

Conclusions



En République centrafricaine,
une élève se prépare à
manger son repas scolaire.
PAM/Aurore Vinot

La précédente édition de cette publication (2022) proposait une évaluation de la situation des programmes d'alimentation scolaire au moment de la réouverture des écoles, après des fermetures sans précédent liées à la pandémie de COVID-19, lesquelles avaient provoqué une crise de l'apprentissage et supprimé un filet essentiel de protection sociale. Les chiffres mondiaux donnaient une image encourageante, montrant un retour de la couverture de l'alimentation scolaire à des niveaux supérieurs à ceux d'avant la pandémie. Toutefois, cette reprise s'est faite à un rythme inégal, les pays à faible revenu accusant un retard significatif. En 2021, les gouvernements ont progressivement reconnu la nécessité d'adopter une nouvelle approche en faveur des enfants scolarisés, ainsi que le rôle stratégique de l'alimentation scolaire dans l'atteinte de plusieurs objectifs essentiels. Cela a conduit à la création de la Coalition pour l'alimentation scolaire qui, depuis sa fondation en 2021, s'est rapidement élargie, tant en nombre d'États membres qu'en partenaires associés.

Dans les conclusions de l'édition précédente, nous avons tenté d'anticiper les évolutions possibles et les mesures nécessaires. Nous avons mis en avant cinq actions prioritaires pour les programmes d'alimentation scolaire : la première consistait à garantir le maintien de l'ouverture des écoles et l'extension de la couverture de l'alimentation scolaire. Les quatre autres actions concernaient l'amélioration de la qualité des programmes.

Aujourd'hui, fort heureusement, nous avons dépassé la phase de relance et assistons à une dynamique mondiale nouvelle en faveur de l'alimentation scolaire. Les programmes d'alimentation scolaire ont connu une expansion dépassant toutes les prévisions, et de nombreux pays entament à peine une montée en puissance rapide de leurs dispositifs, ce qui constitue une source d'espoir pour l'avenir. Cette édition marque une évolution significative dans la perception de l'alimentation scolaire, qui ne sont plus considérés comme une priorité imposée par les donateurs, mais bien comme un levier politique puissant porté par les États eux-mêmes. Nous commençons à percevoir toute la portée d'un multilatéralisme réinventé autour de l'alimentation scolaire et sa contribution à un changement des mentalités à travers le monde.

Dans la section suivante, nous revoyons les actions prioritaires qui ont été suggérées en 2022 et explorons dans quelle mesure elles ont été respectées. En nous projetant vers l'avenir, nous reconnaissons que de nombreux défis subsistent, et que les perspectives sont assombries par des risques et incertitudes.

Nous concluons en exposant comment le nouveau contexte mondial offre une opportunité unique pour répondre aux priorités actuelles.

1. Maintenir et étendre la couverture

Le rapport de 2022 avait identifié comme priorité absolue pour les programmes d'alimentation scolaire de : *garantir l'ouverture des écoles et veiller à ce que la couverture soit maintenue ou étendue.*

Selon les dernières enquêtes présentées au chapitre 1 et depuis la parution de l'édition précédente, l'alimentation scolaire a bénéficié à environ 48 millions d'enfants supplémentaires, atteignant un nouveau record historique de 466 millions d'enfants dans le monde. Cette expansion rapide a largement dépassé toutes les attentes. C'est dans les pays à faible revenu, où les besoins sont les plus pressants, que la progression a été la plus marquée, tandis que les pays déjà bien couverts ont concentré leurs efforts sur l'amélioration qualitative des programmes.

Malgré cette dynamique positive, les pays à faible revenu restent en retard en matière de couverture. La réduction rapide de l'aide publique au développement risque de déstabiliser ces pays, notamment en compromettant la poursuite de l'expansion des programmes d'alimentation scolaire.

Le point d'action reformulé pour 2025 est le suivant :

Veiller à ce que la couverture de l'alimentation scolaire continue de s'étendre et que sa qualité s'améliore.

2. Atteindre les populations les plus vulnérables

L'action prioritaire proposée en 2022 était la suivante : *soutenir l'Initiative sur le financement durable afin d'aider les pays à faible revenu à identifier des modes de financement novateurs et efficaces, et d'accompagner tous les pays dans leur transition vers l'autonomie.*

Les données présentées au chapitre 1 montrent que, en termes de couverture, les pays à faible revenu ont réalisé le plus grand bond en avant, avec une augmentation d'environ 60 % du nombre d'enfants couverts par l'alimentation scolaire au cours des deux dernières années. Il convient également de souligner que la communauté internationale a répondu favorablement à l'appel à l'action du rapport précédent en augmentant d'environ 20 % les financements extérieurs disponibles pour l'alimentation scolaire, permettant ainsi aux pays à faible revenu de franchir les premières étapes avant d'évoluer vers l'autonomie. Dans l'ensemble, les investissements en faveur de l'alimentation scolaire ont augmenté à l'échelle mondiale, tandis que la part des financements nationaux est restée globalement stable, ce qui témoigne de la priorité accordée à l'alimentation scolaire par les gouvernements, y compris dans les pays à faible revenu.

L'Initiative sur le financement durable de la Coalition pour l'alimentation scolaire a répondu à l'appel à l'action en menant des recherches sur de nouvelles approches et des innovations en matière de financement de l'alimentation scolaire. Au niveau national, depuis le soutien apporté au Rwanda en 2023 pour l'élaboration d'une stratégie de financement, dix stratégies supplémentaires sont en cours d'élaboration en réponse à une forte demande de la part des gouvernements.

Dans un contexte de diminution des financements des donateurs, la transition vers l'autonomie des programmes d'alimentation scolaire deviendra une priorité croissante et urgente dans les années à venir. Les pays devront explorer non seulement des mécanismes de financement innovants, mais aussi de nouveaux modèles de mise en œuvre de l'alimentation scolaire plus efficaces et moins coûteux. Il est nécessaire de renforcer les efforts collectifs des partenaires pour appuyer les initiatives nationales et infranationales, et favoriser un meilleur partage des connaissances.

Le point d'action reformulé pour 2025 est le suivant :

Renforcer les réseaux et partenariats existants et déployer l'expertise nécessaire pour soutenir les efforts nationaux et locaux visant à trouver des solutions adaptées aux contextes afin d'améliorer les programmes d'alimentation scolaire.

3. Favoriser l'apprentissage

L'action prioritaire proposée en 2022 était de *renforcer la disponibilité des données essentielles sur les programmes d'alimentation scolaire, notamment à travers trois biens publics mondiaux : l'Initiative sur le Suivi et les Données, les rapports sur la Situation de l'alimentation scolaire dans le monde et la communauté de pratique des « bons exemples » du Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire.*

Le rapport 2024 met en évidence l'ampleur de l'accélération de la recherche et des acquis scolaires liés aux programmes d'alimentation scolaire. La communauté de pratique des *bons exemples* du Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire a élaboré un modèle type pour la réalisation d'études de cas sur les programmes d'alimentation scolaire. Cinquante-cinq études de cas sont en cours, et 21 ont déjà été publiées, couvrant quatre continents. À partir de cette collection d'études de cas, plusieurs outils de recherche ont été utilisés pour identifier des pratiques prometteuses communes. En 2024, l'Initiative sur le Suivi et les Données a lancé la première version de la base de données mondiale de la Coalition pour l'alimentation scolaire, afin de répondre au besoin d'une source unique, fiable et mondiale de données sur les programmes d'alimentation scolaire. La base de données sera maintenue et enrichie grâce à l'ajout de nouvelles fonctionnalités et d'indicateurs supplémentaires pour combler les principales lacunes en matière de données.

Cette édition met en lumière la complexité des réseaux et des échanges initiés dans le cadre de la Coalition pour l'alimentation scolaire, et la manière dont celle-ci est devenue une nouvelle plateforme mondiale d'apprentissage et de partage. Un objectif important pour l'avenir sera la poursuite de l'expansion de cette plateforme dynamique, ainsi que la réinvention du partenariat pour veiller à ce que les données et les résultats de recherche soient traduits en politiques concrètes et en actions opérationnelles.

Le point d'action reformulé pour 2025 est le suivant :

Élargir la composition de la Coalition pour l'alimentation scolaire afin d'accélérer l'action des gouvernements, de favoriser l'apprentissage et d'améliorer la disponibilité des données factuelles pour éclairer les politiques et la programmation.

4. Transformer les systèmes alimentaires

L'action prioritaire proposée en 2022 était de soutenir les liens entre l'alimentation scolaire, les systèmes alimentaires et le changement climatique. Donner la priorité à l'accès des gouvernements nationaux à des études indépendantes sur les coûts, les bénéfices et l'efficacité des différents programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale, ainsi que sur le changement climatique et la souveraineté alimentaire.

L'alimentation scolaire est de plus en plus reconnue comme un investissement stratégique permettant aux gouvernements de relever les défis sociétaux et environnementaux, tout en constituant une plateforme de transformation des systèmes alimentaires. À la demande des États membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire, le Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire a publié en 2023 un document d'orientation intitulé « School meal and food systems: rethinking the consequences for climate, environment, biodiversity and food sovereignty » (Pastorino et al., 2023), qui examine comment rendre les repas scolaires à la fois nutritifs et durables, et en faire un levier de transformation des systèmes alimentaires.

Ce rapport propose un nouveau cadre conceptuel et opérationnel des liens entre l'alimentation scolaire et les systèmes alimentaires qui l'approvisionne. Ce cadre met en évidence le rôle que peuvent jouer les marchés publics alimentaires dans le cadre des programmes nationaux d'alimentation scolaire pour appuyer, de manière substantielle, les efforts mondiaux de lutte contre les grands enjeux environnementaux actuels. Fruit de deux années d'analyse, ce rapport reflète un travail collectif mené par 164 auteurs issus de 85 organisations à travers le monde, témoignant de l'importance exceptionnelle du sujet et de son ampleur.

Cette recherche et ce nouveau cadre conceptuel répondent directement à l'intérêt croissant des gouvernements pour l'alimentation scolaire issue de la production locale et à leur volonté de stimuler les économies locales et de transformer les systèmes alimentaires. L'objectif pour l'avenir sera de répondre à des questions pratiques et de concevoir de nouveaux modèles d'alimentation scolaire, adaptés aux défis et contraintes propres à chaque contexte.

Le point d'action reformulé pour 2025 est le suivant :

Libérer le potentiel des programmes d'alimentation scolaire en tant que catalyseur essentiel de la transformation des systèmes alimentaires et stratégie d'investissement dans la prospérité économique et le capital humain de la prochaine génération.

5. Renforcer le filet de protection sociale le plus vaste au monde

L'action prioritaire proposée en 2022 était de : mieux comprendre *le rôle des programmes d'alimentation scolaire en tant que filet de protection sociale le plus vaste au monde et s'assurer qu'ils fassent partie intégrante de la réponse aux crises alimentaires et climatiques.*

Les programmes d'alimentation scolaire sont aujourd'hui reconnus comme le plus grand filet de protection sociale au monde, et des enseignements continuent d'être tirés de leur capacité à étendre leur couverture et à absorber les chocs lors de la crise financière de 2008 et de la pandémie mondiale de COVID-19.

La question qui se pose désormais est celle de l'adaptation de ce filet de protection sociale face aux chocs futurs et de la capacité des pays à mieux se préparer aux perturbations et aux crises à venir. Ces efforts d'apprentissage et de préparation doivent être menés aux niveaux national et infranational, notamment par le biais d'échanges entre villes et municipalités.

Le point d'action reformulé pour 2025 est le suivant :

Se préparer aux crises futures et aux perturbations des chaînes d'approvisionnement, tout en protégeant les plus vulnérables, grâce à l'alimentation scolaire en tant que filet de protection sociale le plus vaste au monde.

Références

- Adelman, S., Gilligan, D. O., Konde-Lule, J., & Alderman, H.** (2019). School Feeding Reduces Anemia Prevalence in Adolescent Girls and Other Vulnerable Household Members in a Cluster Randomized Controlled Trial in Uganda. *Journal of Nutrition*, 149(4), 659-666. <https://doi.org/10.1093/jn/nxy305>
- African Union.** (2022). *African Union Climate Change and Resilient Development Strategy and Action Plan (2022-2032)*. Available at: <https://au.int/en/documents/20220628/african-union-climate-change-and-resilient-development-strategy-and-action-plan>
- Akinola, R., Pereira, L. M., Mabhaudhi, T., de Bruin, F.-M., & Rusch, L.** (2020). A Review of Indigenous Food Crops in Africa and the Implications for more Sustainable and Healthy Food Systems. *Sustainability*, 12(8), 3493. <https://www.mdpi.com/2071-1050/12/8/3493>
- Alderman, H. a., & Bundy, D.** (2011). School Feeding Programs and Development: Are We Framing the Question Correctly? *World Bank Research Observer*, 27(2), 204-221. <https://doi.org/10.1093/wbro/lkr005>
- Alexander, P., Brown, C., Arneth, A., Finnigan, J., Moran, D., & Rounsevell, M. D. A.** (2017). Losses, inefficiencies and waste in the global food system. *Agricultural Systems*, 153, 190-200. <https://doi.org/10.1016/j.agsy.2017.01.014>
- Angrist, N., Djankov, S., Goldberg, P. K., & Patrinos, H. A.** (2021). Measuring human capital using global learning data. *Nature*, 592(7854), 403-408. <https://doi.org/10.1038/s41586-021-03323-7>
- Angrist N, e. a., .** (2025). The impact of school meals on education outcomes: A Meta-analysis, mimeo.
- Angrist, N., Evans, D. K., Filmer, D., Glennerster, R., Rogers, F. H., & Sabarwal, S.** (2020). *How to Improve Education Outcomes Most Efficiently? A Comparison of 150 Interventions Using the New Learning-Adjusted Years of Schooling Metric*. Policy Research Working Paper, Available at: <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/34658>
- Aurino, E., Tranchant, J. P., Sekou Diallo, A., & Gelli, A.** (2019). School Feeding or General Food Distribution? Quasi-Experimental Evidence on the Educational Impacts of Emergency Food Assistance during Conflict in Mali. *The Journal of Development Studies*, 55(sup1), 7-28. <https://doi.org/10.1080/00220388.2019.1687874>

Avallone, S., Sophie, B., Claire, M., & Treche, S. (2007). Home-processing of the dishes constituting the main sources of micronutrients in the diet of preschool children in rural Burkina Faso. *International Journal of Food Sciences and Nutrition*, 58(2), 108-115. <https://doi.org/10.1080/09637480601143320>

Batchelor, S. (2021). *Larger Electric Pressure Cookers; Are they a possibility for institutions? Test runs on three larger EPCs*. Available at: <https://mecs.org.uk/wp-content/uploads/2021/06/Large-electric-pressure-cookers.pdf>

Batlle-Bayer, L., Bala, A., Aldaco, R., Vidal-Monés, B., Colomé, R., & Fullana-i-Palmer, P. (2021). An explorative assessment of environmental and nutritional benefits of introducing low-carbon meals to Barcelona schools. *Science of The Total Environment*, 756, 143879. <https://doi.org/10.1016/j.scitotenv.2020.143879>

Bianchi, M., Elinor, H., R., P. R. W., Kathleen, M., Peter, T., & Friederike, Z. (2022). Assessing seafood nutritional diversity together with climate impacts informs more comprehensive dietary advice. *Communications Earth & Environment*, 3(1), 188. <https://doi.org/10.1038/s43247-022-00516-4>

Bisaga, I., & Campbell, K. (2022). *Clean and Modern Energy for Cooking - A Path to Food Security and Sustainable Development*. Available at: <https://www.wfp.org/publications/clean-and-modern-energy-cooking-path-food-security-and-sustainable-development>

Blomhoff, R., Andersen, R., Arnesen, E. K., Christensen, J. J., Eneroth, H., Erkkola, M., Gudaviciene, I., Halldórsson, Þ. I., Høyer-Lund, A., Lemming, E. W., Meltzer, H. M., Pitsi, T., Schwab, U., Siksna, I., Þórsdóttir, I., & Trolle, E. (2023). *Nordic Nutrition Recommendations 2023: Integrating Environmental Aspects*. Available at: <https://norden.diva-portal.org/smash/get/diva2:1769986/FULLTEXT06.pdf>

Borelli, T., Hunter, D., Wasike, V., Wasilwa, L., & Manjella, A. (2021). Linking farmers, African leafy vegetables and schools to improve diets and nutrition in Busia county, Kenya. In L. F. J. Swensson, D. Hunter, S. Schneider, & F. Tartanac (Eds.), *Public Food Procurement for Sustainable Food Systems and Healthy Diets* (Vol. 2). FAO, Alliance of Bioversity International and CIAT and Editora da UFRGS.

Bradford, K. J., Dahal, P., Van Asbrouck, J., Kunusoth, K., Bello, P., Thompson, J., & Wu, F. (2020). Chapter 17 - The dry chain: reducing postharvest losses and improving food safety in humid climates. In M. R. Kosseva & C. Webb (Eds.), *Food Industry Wastes (Second Edition)* (pp. 375-389). Academic Press. <https://doi.org/10.1016/B978-0-12-817121-9.00017-6>

Brunori, G., & Galli, F. (2016). Sustainability of Local and Global Food Chains: Introduction to the Special Issue. *Sustainability*, 8(8), 765.

<https://www.mdpi.com/2071-1050/8/8/765>

Bryant, L. S. (1912). The School Feeding Movement. *The Psychological Clinic*, 2(6), 29-43.

Bundy, D., Burbano, C., Grosh, M., Gelli, A., Jukes, M., & Drake, L. (2009). *Re-thinking School Feeding: Social Safety Nets, Child Development, and the Education Sector*. Washington D.C, World Bank. Available at:

<https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000020650/download/>

Bundy, D., Gentilini, U., Schultz, L. B., Bedasso, B. E., Singh, S., Okamura, Y., Iyengar, H. T., & Blakstad, M. M. (2024). *School Meals, Social Protection, and Human Development : Revisiting Trends, Evidence, and Practices in South Asia and Beyond (English)* Social Protection and Jobs Discussion Paper, Washington, D.C. Available at:

<http://documents.worldbank.org/curated/en/099041224184540055>

Bundy, D., Silva, N. d., Horton, S., Jamison, D. T., & Patton, G. C. (2018). *Re-imagining School Feeding: A High-Return Investment in Human Capital and Local Economies* (Donald A. P. Bundy, Nilanthi de Silva, Susan Horton, Dean T. Jamison, & George C. Patton, Eds. Vol. 8). International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank. Available at:

<https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000116138/download/>

Cerutti, A. K., Ardente, F., Contu, S., Donno, D., & Beccaro, G. L. (2018). Modelling, assessing, and ranking public procurement options for a climate-friendly catering service. *The International Journal of Life Cycle Assessment*, 23(1), 95-115. <https://doi.org/10.1007/s11367-017-1306-y>

Climate Policy Initiative. (2020). *Examining the climate finance gap for small-scale agriculture*. Available at: <https://www.climatepolicyinitiative.org/publication/climate-finance-small-scale-agriculture/>

Coalition for Healthy School Food. (2018). *Our Guiding Principles* Available at: <https://www.healthyschoolfood.ca/guiding-principles>

Cohen, J. F. W., Hecht, A. A., McLoughlin, G. M., Turner, L., & Schwartz, M. B. (2021). Universal School Meals and Associations with Student Participation, Attendance, Academic Performance, Diet Quality, Food Security, and Body Mass Index: A Systematic Review. *Nutrients*, 13(3). <https://doi.org/10.3390/nu13030911>

Crippa, M., Solazzo, E., Guizzardi, D., Monforti-Ferrario, F., Tubiello, F. N., & Leip, A. (2021). Food systems are responsible for a third of global anthropogenic GHG emissions. *Nature Food*, 2(3), 198-209.
<https://doi.org/10.1038/s43016-021-00225-9>

dos Santos, E. B., da Costa Maynard, D., Zandonadi, R. P., Raposo, A., & Botelho, R. B. A. (2022). Sustainability Recommendations and Practices in School Feeding: A Systematic Review. *Foods*, 11(2).
<https://doi.org/10.3390/foods11020176>

Drake, L., Cousin, E., & Kim, J. Y. (2016). *Global School Feeding Sourcebook: Lessons from 14 Countries*. Imperial College Press.
<https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/24418>

Durão, S., Wilkinson, M., Davids, E. L., Gerritsen, A., & Kredo, T. (2024). Effects of policies or interventions that influence the school food environment on children's health and nonhealth outcomes: a systematic review. *Nutr Rev*, 82(3), 332-360. <https://doi.org/10.1093/nutrit/nuad059>

Eriksson, M., Malefors, C., Callewaert, P., Hartikainen, H., Pietiläinen, O., & Strid, I. (2019). What gets measured gets managed – Or does it? Connection between food waste quantification and food waste reduction in the hospitality sector. *Resources, Conservation & Recycling: X*, 4, 100021.
<https://doi.org/10.1016/j.rcrx.2019.100021>

Falvo, C., & Muscaritoli, F. (2024). Towards Deforestation-Free Public Procurement? *European Procurement & Public Private Partnership Law Review*, 19(2). <https://doi.org/10.21552/epppl/2024/2/4>

Fanzo, J., Bellows, A. L., Spiker, M. L., Thorne-Lyman, A. L., & Bloem, M. W. (2021). The importance of food systems and the environment for nutrition. *The American Journal of Clinical Nutrition*, 113(1), 7-16.
<https://doi.org/10.1093/ajcn/nqaa313>

FAO. (2017). *Public Purchases of Food from Family Farming, and Food and Nutrition Security in Latin America and the Caribbean Lessons Learned and Experiences*. Available at:
<https://www.fao.org/in-action/program-brazil-fao/news/ver/en/c/335058/>

FAO. (2019a). *Nutrition guidelines and standards for school meals: a report from 33 low and middle-income countries*. Available at:
<https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/d3b90456-169c-4bca-a5a8-69c4fc3a4e9e/content>

- FAO.** (2019b). *The State of Food and Agriculture 2019*.
<https://doi.org/10.18356/32f21f8c-en>
- FAO.** (2020). *School-based food and nutrition education – A white paper on the current state, principles, challenges and recommendations for low- and middle-income countries*. <https://doi.org/10.4060/cb2064en>
- FAO.** (2021). *State of school-based food and nutrition education in 30 low- and middle-income countries: Survey report*. Available at: <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/81962f08-d695-406d-afaf-87b6c3b9161c/content>
- FAO.** (2022a). *School nutrition standards for safeguarding children's right to food*. Available at: <https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cb9128en>
- FAO.** (2022b). *The State of World Fisheries and Aquaculture 2022: Towards Blue Transformation*. FAO. <https://doi.org/10.4060/cc0461en>
- FAO, International, A. o. B., CIAT, & UFRGS., E. d.** (2021). *Public food procurement for sustainable food systems and healthy diets*. Available at: <https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cb7969en>
- FAO, & WFP.** (forthcoming). *Operationalizing school meal nutrition guidelines and standard through procurement: A guidance manual*.
- Foodlinks.** (2013). *Revaluing public sector food procurement in Europe: An action plan for sustainability*. Available at: https://base.socioeco.org/docs/foodlinks_report_low.pdf
- García-Herrero, L., De Menna, F., & Vittuari, M.** (2019). Food waste at school. The environmental and cost impact of a canteen meal. *Waste Management*, 100, 249-258. <https://doi.org/10.1016/j.wasman.2019.09.027>
- Gelli, A., Aurino, E., Folsom, G., Arhinful, D., Adamba, C., Osei-Akoto, I., Masset, E., Watkins, K., Fernandes, M., Drake, L., & Alderman, H.** (2019). A School Meals Program Implemented at Scale in Ghana Increases Height-for-Age during Midchildhood in Girls and in Children from Poor Households: A Cluster Randomized Trial. *J Nutr*, 149(8), 1434-1442. <https://doi.org/10.1093/jn/nxz079>
- Gelli, A., & Daryanani, R.** (2013). Are school feeding programs in low-income settings sustainable? Insights on the costs of school feeding compared with investments in primary education. *Food Nutr Bull*, 34(3), 310-317. <https://doi.org/10.1177/156482651303400303>

Gentilini, U. (2016). Revisiting the “Cash versus Food” Debate: New Evidence for an Old Puzzle? *The World Bank Research Observer*, 31(1), 135-167.

<http://www.jstor.org/stable/44650021>

Giunti, S., Aurino, E., Masset, E., & Prifti, E. (2022). *Impact evaluation of home-grown school feeding programmes- Methodological guidelines*.

Available at: <https://doi.org/10.4060/cb8970en>

Global Child and Nutrition Foundation (GCNF). (2022a). *Global Survey of School Meal Programs data set*. Available at:

<https://survey.gcnf.org/2021-global-survey/>

Global Child and Nutrition Foundation (GCNF). (2022b). *School Meal Programs Around the World: Results from the 2021 Global Survey of School Meal Programs*.

Available at:

<https://gcnf.org/wp-content/uploads/2023/02/Global-Survey-report-V1-1.12.pdf>

Global Child Nutrition Foundation (GCNF). (2024). *School Meal Programs Around the World: Results from the 2024 Global Survey of School Meal Programs*®.

Available at: <https://gcnf.org/wp-content/uploads/2025/02/GCNF-Global-Survey-Report-2024-V1.8.pdf>

Global Panel. (2015). *Healthy Meals in Schools: Policy Innovations Linking Agriculture, Food Systems and Nutrition* [Policy Brief]. Available at:

<https://www.glopan.org/sites/default/files/HealthyMealsBrief.pdf>

Global Panel on Agriculture and Food Systems for Nutrition. (2023). *Food Systems and Planetary Goals: Two Inseparable Policy Agendas*. In. London,UK: Global Panel on Agriculture and Food Systems for Nutrition. Available at:

<https://www.glopan.org/planetarygoals/>

Godfray, H. C. J., Aveyard, P., Garnett, T., Hall, J. W., Key, T. J., Lorimer, J., Pierrehumbert, R. T., Scarborough, P., Springmann, M., & Jebb, S. A. (2018). Meat consumption, health, and the environment. *Science*, 361(6399), eaam5324.

<https://doi.org/doi:10.1126/science.aam5324>

Grosh, M. E., Carlo, D. N., Emil, T., & Azedine, O. (2008). *For Protection and Promotion: The Design and Implementation of Effective Safety Nets*. Washington

DC, World Bank. Available at: <https://openknowledge.worldbank.org/entities/publication/0eb7f5f5-5ead-54a1-867c-a2741e22c864>

Hallström, E., Kristina, B., Kathleen, M., Robert, P., Peter, T., Max, T., & Friederike, Z. (2019). Combined climate and nutritional performance of seafoods. *Journal of Cleaner Production*, 230, 402-411.

<https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2019.04.229>

- Hernandez, K., Engler-Stringer, R., Kirk, S., Wittman, H., & McNicholl, S.** (2018). The case for a Canadian national school food program. 5(3), 208-229. Available at: <https://canadianfoodstudies.uwaterloo.ca/index.php/cfs/article/view/260>
- HPA.** (2011). *Landfill sites: impact on health from emissions*. Available at: <https://webarchive.nationalarchives.gov.uk/ukgwa/20230801001208/https://www.gov.uk/government/publications/landfill-sites-impact-on-health-from-emissions>
- Hunter, D., Borelli, T., Beltrame, D. M. O., Oliveira, C. N. S., Coradin, L., Wasike, V. W., Wasilwa, L., Mwai, J., Manjella, A., Samarasinghe, G. W. L., Madhujith, T., Nadeeshani, H. V. H., Tan, A., Ay, S. T., Güzelsoy, N., Lauridsen, N., Gee, E., & Tartanac, F.** (2019). The potential of neglected and underutilized species for improving diets and nutrition. *Planta*, 250(3), 709-729. <https://doi.org/10.1007/s00425-019-03169-4>
- Hunter, D., Monville-Oro, E., Burgos, B., Rogel, C. N., Calub, B., Gonsalves, J. F., & Lauridsen, N. O.** (2020). *Agrobiodiversity, school gardens and healthy diets: Promoting biodiversity, food and sustainable nutrition. Issues in Agricultural Biodiversity*. London (UK): Routledge. Available at: <https://cgspace.cgiar.org/handle/10568/107465>
- Hurley, G., & Martin, M.** (2024). *Debt Swaps for School Meals: Opportunities and Constraints*. Available at: <https://www.edc.org/sites/default/files/uploads/SFI-Innovative-Finance-Note-Debt-swaps-school-feeding.pdf>
- I-CAN, & GAIN.** (2023). *Accelerating action and opening opportunities: a closer integration of climate and nutrition. 2023 I-CAN Baseline Assessment*. Available at: <https://www.gainhealth.org/sites/default/files/publications/documents/Accelerating-Action-and-Opening-Opportunities-A-Closer-Integration-of-Climate-and-Nutrition.pdf>
- IFPRI.** (2023). Bringing back neglected crops: A food and climate solution for Africa. Available at: <https://www.ifpri.org/blog/bringing-back-neglected-crops-food-and-climate-solution-africa/>
- IIR.** (2021). The carbon footprint of the cold chain, 7th Informatory Note on Refrigeration and Food. Available at: <https://iifir.org/en/fridoc/the-carbon-footprint-of-the-cold-chain-7-lt-sup-gt-th-lt-sup-gt-informatory-143457>
- IIRR.** (2023). *Lighthouse Schools and Crop Museums in the Philippines (Research Brief 3)*. Available at: <https://cgspace.cgiar.org/items/abf500e4-96a2-4078-bee4-a631d5ea060a>

ILO. (2024). *World Social Protection Report 2024–26: Universal Social Protection for Climate Action and a Just Transition*. Available at: <https://www.ilo.org/publications/flagship-reports/world-social-protection-report-2024-26-universal-social-protection-climate>

IPCC. (2019). *IPCC Special Report on Climate Change, Desertification, Land Degradation, Sustainable Land Management, Food Security, and Greenhouse gas fluxes in Terrestrial Ecosystems Summary for Policymakers*, Intergovernmental Panel on Climate Change. Available at: www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2019/08/Edited-SPM_Approved_Microsite_FINAL.pdf

IPCC. (2020). *Summary for Policymakers*. In: *Climate Change and Land: an IPCC special report on climate change, desertification, land degradation, sustainable land management, food security, and greenhouse gas fluxes in terrestrial ecosystems*. Available at: https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/4/2020/02/SPM_Updated-Jan20.pdf

Jamison, D. T., Gelband, H., Horton, S., Jha, P., Laxminarayan, R., Mock, C. N., & Nugent, R. (2017). *Disease Control Priorities* (Third Edition ed., Vol. Volume 9. Improving Health and Reducing Poverty). Washington, DC: World Bank. <http://hdl.handle.net/10986/28877>

Kelly, S., & Swensson. (2017). *Leveraging institutional food procurement for linking small farmers to markets: findings from WFP's Purchase for Progress initiative and Brazil's food procurement programmes*. Available at: <https://openknowledge.fao.org/items/6ec72b6e-3a54-41b6-bd21-4fab209bf4fa>

Kristjansson, E. A., Robinson, V., Petticrew, M., MacDonald, B., Krasevec, J., Janzen, L., Greenhalgh, T., Wells, G., MacGowan, J., Farmer, A., Shea, B. J., Mayhew, A., & Tugwell, P. (2007). School feeding for improving the physical and psychosocial health of disadvantaged elementary school children. *Cochrane Database Syst Rev*(1), CD004676. <https://doi.org/10.1002/14651858.CD004676.pub2>

Lane, C., Glassman, A., & Smitham, E. (2021). *Using Health Taxes to Support Revenue: An Action Agenda for the IMF and World Bank* CGD Policy Paper 203, Washington, DC. Available at: <https://www.cgdev.org/publication/using-health-taxes-support-revenue-action-agenda-imf-and-world-bank>

- Leary, J., Scott, N., Leach, M., Sigvaldsen, M., Onjala, B., Ochieng, S., Sarin, S., Batchelor, S., Masibo, C., Scott, P., & Muthoni, M.** (2023). *Understanding the Impact of Electric Pressure Cookers (EPCS) in East Africa: A Synthesis of Data from Burn Manufacturing's Early Piloting*. Available at: <https://mecs.org.uk/wp-content/uploads/2024/03/Understanding-the-impact-of-Electric-Pressure-Cookers-EPCs-in-East-Africa-Summary-Report-FINAL-15-3-24.pdf>
- Lindström, H., Sofia, L., & Per-Olov, M.** (2020). How Green Public Procurement can drive conversion of farmland: An empirical analysis of an organic food policy. *Ecological Economics*, 172, 106622. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2020.106622>
- List, J. A.** (2022). *The voltage effect: How to make good ideas great and great ideas scale*. Crown Currency.
- Malefors, C., Sundin, N., Tromp, M., & Eriksson, M.** (2022). Testing interventions to reduce food waste in school catering. *Resources, Conservation and Recycling*, 177, 105997. <https://doi.org/10.1016/j.resconrec.2021.105997>
- Mazorra, J., Sánchez-Jacob, E., de la Sota, C., Fernández, L., & Lumbreras, J.** (2020). A comprehensive analysis of cooking solutions co-benefits at household level: Healthy lives and well-being, gender and climate change. *Science of The Total Environment*, 707, 135968. <https://doi.org/10.1016/j.scitotenv.2019.135968>
- Micha, R., Karageorgou, D., Bakogianni, I., Trichia, E., Whitsel, L. P., Story, M., Peñalvo, J. L., & Mozaffarian, D.** (2018). Effectiveness of school food environment policies on children's dietary behaviors: A systematic review and meta-analysis. *PLoS One*, 13(3), e0194555. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0194555>
- MUFPP.** (2024). *School meals: the transformative potential of urban food policies*. Available at: <https://www.milanurbanfoodpolicypact.org/resources/school-meals-the-transformative-potential-of-urban-food-policies/>
- Nsengiyaremye, J., & Yesmeen Khalifa (MECS programme).** (2023). *Large electric pressure cookers in schools: Evidence from Lesotho*. Available at: <https://mecs.org.uk/wp-content/uploads/2023/11/Large-electric-pressure-cookers-in-schools-evidence-from-Lesotho.pdf>

Oostindjer, M., Jessica, A.-W., Qing, W., Elisabeth, S. S., Bjørg, E., V., A. G., Alexander, S., C. P. M., Paul, R., Jarrett, S., Valerie, L. A., & and Van Kleef, E. (2017). Are school meals a viable and sustainable tool to improve the healthiness and sustainability of children ´s diet and food consumption? A cross-national comparative perspective. *Critical Reviews in Food Science and Nutrition*, 57(18), 3942-3958. <https://doi.org/10.1080/10408398.2016.1197180>

Oro, E., Agdeppa, I., Baguilat, I., Gonsalves, J., Capanzana, M., Anunciado, M. S., Sarmiento, I. K., Itliong, K., & de Castro, R. (2018). *Improving Food and Nutrition Security in the Philippines through School Interventions*. Available at: https://schoolnutritionphils.wordpress.com/wp-content/uploads/2018/10/school-nutrition-brief-final_soft-copy.pdf

Pastorino, S., Springmann, M., Backlund, U., Kaljonen, M., Singh, S. H., D , Vargas, M., Milani, P., Bellanca, R., Eustachio Colombo, P., Makowicz Bastos, D., Manjella, A., Wasilwa, L., Wasike, V., & Bundy, D. P. (2023). School meals and food systems: *Rethinking the consequences for climate. environment, biodiversity and food sovereignty*. Available at: <https://doi.org/10.17037/PUBS.04671492>

Petruzzelli, M., García-Herrero, L., De Menna, F., & Vittuari, M. (2023). Towards sustainable school meals: integrating environmental and cost implications for nutritious diets through optimisation modelling. *Sustainability Science*. <https://doi.org/10.1007/s11625-023-01346-9>

Prifti, E., & Grinspun, A. (2021). *Impact evaluation of the Home Grown School Feeding and Conservation Agriculture Scale-up programmes in Zambia*. <https://doi.org/10.4060/cb1841en>

Randrianatoandro, V. A., Sylvie, A., Christian, P., Charlotte, R., & and Trèche, S. (2010). Recipes and nutritional value of dishes prepared from green-leafy vegetables in an urban district of Antananarivo (Madagascar). *International Journal of Food Sciences and Nutrition*, 61(4), 404-416. <https://doi.org/10.3109/09637480903563345>

Research Consortium for School Health and Nutrition. (2024).

Value for Money of School Feeding Programmes in Malawi.

<https://acrobat.adobe.com/id/urn:aaid:sc:eu:8333cc14-1dfd-4003-9b8f-279496120015?viewer21megaVerb=group-discover>

Rosenthal, J., Quinn, A., Grieshop, A. P., Pillarisetti, A., & Glass, R. I. (2018).

Clean cooking and the SDGs: Integrated analytical approaches to guide energy interventions for health and environment goals. *Energy for Sustainable Development*, 42, 152-159. <https://doi.org/10.1016/j.esd.2017.11.003>

Sanfilippo, M., Neubourg, C. d., & Martorano, B. (2012). The Impact of Social

Protection on Children. *United Nations*. <https://doi.org/10.18356/e569c117-en>

Santacoloma, P., & Zárate, E. (2021). How can policy environments enhance small-scale farmers' participation in institutional food procurement for school feeding? emerging institutional innovations and challenges in Latin America *In Alliance of Bioversity International and CIAT and Editora da UFRGS* (Vol. 2). Public food procurement for sustainable food systems and healthy diets.

Schultz, L., Renaud, A., Bundy, D. A. P., Barry, F. B. M., Benveniste, L.,

Burbano de Lara, C., Lo, M. M., Neitzel, J., O'Grady, N., & Drake, L. (2024).

The SABER School Feeding policy tool: a 10-year analysis of its use by countries in developing policies for their national school meals programs. *Front Public Health*, 12, 1337600. <https://doi.org/10.3389/fpubh.2024.1337600>

Searchinger, T. D., Wiersenius, S., Beringer, T., & Dumas, P. (2018). Assessing

the efficiency of changes in land use for mitigating climate change. *Nature*, 564(7735), 249-253. <https://doi.org/10.1038/s41586-018-0757-z>

SF4C. (2021). *SchoolFood4Change* Available at: <https://schoolfood4change.eu/>

Singh, A., Park, A., & Dercon, S. (2014). School Meals as a Safety Net: An

Evaluation of the Midday Meal Scheme in India. *Economic Development and Cultural Change*, 62(2), 275-306. <https://doi.org/10.1086/674097>

Singh, S. (2021). Home-grown school feeding: promoting the diversification of local production systems through nutrition-sensitive demand for neglected and underutilized species. *In Public food procurement for sustainable food systems and healthy diets*. FAO. Available at: <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/3cd3e90a-4a17-4617-aa66-e631a976988c/content>

Soares, P., Martinelli, S. S., Davó-Blanes, M. C., Fabri, R. K., Clemente-

Gómez, V., & Cavalli, S. B. (2021). Government Policy for the Procurement of Food from Local Family Farming in Brazilian Public Institutions. *Foods*, 10(7), 1604. <https://doi.org/10.3390/foods10071604>

Stagnari, F., Maggio, A., Galieni, A., & Pisante, M. (2017). Multiple benefits of legumes for agriculture sustainability: an overview. *Chemical and Biological Technologies in Agriculture*, 4(1), 2. <https://doi.org/10.1186/s40538-016-0085-1>

Sustainable Financing Initiative (SFI) for School Health and Nutrition.

(2023). *School meal programmes: A missing link in food systems reform*. Available at: <https://learninggeneration.org/wp-content/uploads/2024/06/School-meals-Food-Systems.pdf>

Sustainable Financing Initiative for School Health and Nutrition. (2024a). *Climate finance*

Sustainable Financing Initiative for School Health and Nutrition. (2024b). *Hydrocarbon taxes*

Swedish Food Agency. (2020). *Handbook for reducing food waste*.

Retrieved from Available at: https://www.livsmedelsverket.se/globalassets/publikationsdatabas/handbocker-verktyg/handbook_for_reducing_food_waste.pdf

Swensson, L. F. J., Hunter, D., Schneider, S., & Tartanac, F. (2021). Public food procurement as a game changer for food system transformation. *The Lancet Planetary Health*, 5(8), e495-e496. [https://doi.org/10.1016/S2542-5196\(21\)00176-5](https://doi.org/10.1016/S2542-5196(21)00176-5)

Swensson, L. F. J., & Tartanac, F. (2020). Public food procurement for sustainable diets and food systems: The role of the regulatory framework. *Global Food Security*, 25, 100366. <https://doi.org/10.1016/j.gfs.2020.100366>

Tartanac, F., Swensson, L. F. J., Galante, A. P., & Hunter, D. (2021). Institutional food procurement for promoting sustainable diets. In B. Burlingame & S. Dernini (Eds.), *Sustainable diets: the transdisciplinary imperative* (pp. 206-220). CABI.

Toppe, J., Galante, A. P., Ahern, M. B., Avdalov, N., & Pereira, G. (2021). Development of Strategies For the Inclusion of Fish in School Feeding in Angola, Honduras and Peru. In *Public food procurement for sustainable food systems and healthy diets* (Vol. 2, pp. 330).

Tregear, A., Aničić, Z., Arfini, F., Biasini, B., Bituh, M., Bojović, R., Brečić, R., Brennan, M., Colić Barić, I., Del Rio, D., Donati, M., Filipović, J., Giopp, F., Ilić, A., Lanza, G., Mattas, K., Quarrie, S., Rosi, A., Sayed, M., Scazzina, F., Tsakiridou, E. (2022). Routes to sustainability in public food procurement: An investigation of different models in primary school catering. *Journal of Cleaner Production*, 338, 130604. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2022.130604>

UN. (2023). *The Sustainable Development Goals: Report 2023*. Available at: https://sdgs.un.org/sites/default/files/2023-07/The-Sustainable-Development-Goals-Report-2023_0.pdf

UNEP. (2024). *Food Waste Index Report 2024. Think Eat Save: Tracking Progress to Halve Global Food Waste*. Available at: <https://wedocs.unep.org/20.500.11822/45230>

UNESCO. (2014). *Monitoring and Evaluation Guidance for School Health Programs Thematic Indicators Supporting FRESH (Focusing Resources on Effective School Health)* Available at: <https://www.childhealthtaskforce.org/resources/guide/2014/fresh-monitoring-and-evaluation-guidance-school-health-programs>

UNESCO, UNICEF, & WFP. (2023). *Ready to learn and thrive: School health and nutrition around the world*. Available at: <https://www.wfp.org/publications/ready-learn-and-thrive-school-health-and-nutrition-around-world-2023>

UNICEF. (2021). *The Climate Crisis is a Child Rights Crisis: Introducing the Children's Climate Risk Index*. Available at: <https://www.unicef.org/reports/climate-crisis-child-rights-crisis>

UNICEF, & WFP. (2025). *Accelerating progress for schoolage children and adolescents through integrated school health and nutrition programming: A UNICEF-WFP collaboration in Eastern and Southern Africa* Available at: <https://www.unnnutrition.org/news/unicef-wfp-collaboration-accelerating-progress-school-age-children-and-adolescents-eastern-and>

Valencia, V., Wittman, H., & Blesh, J. (2019). Structuring Markets for Resilient Farming Systems. *Agronomy for Sustainable Development*, 39(2), 25. <https://doi.org/10.1007/s13593-019-0572-4>

Verguet, S., Gautam, P., Ali, I., Husain, A., Meyer, S., Carmen, B., Edward, L.-E., Margherita, C., Martin, M., Albert, S., Meseret, Z., Boitshepo Bibi, G., Zhihui, L., Agnes, E., Karen, H., Céline, G., Sylvie, A., Heli, K., Elizabeth, K., . . . Noam, A. (2023). Investing in school systems: conceptualising returns on investment across the health, education and social protection sectors. *BMJ Global Health*, 8(12), e012545. <https://doi.org/10.1136/bmjgh-2023-012545>

Verguet, S., Limasalle, P., Chakrabarti, A., Husain, A., Burbano, C., Drake, L., & Bundy, D. A. P. (2020). The Broader Economic Value of School Feeding Programs in Low- and Middle-Income Countries: Estimating the Multi-Sectoral Returns to Public Health, Human Capital, Social Protection, and the Local Economy. *Front Public Health*, 8, 587046. <https://doi.org/10.3389/fpubh.2020.587046>

- Watkins, K., Fiala, O., Haag, P., & Zubairi, A.** (2024). *School feeding and the Sustainable Development Goals: An agenda to combat child hunger, boost education, transform food systems and strengthen equity*. Available at: https://media.odi.org/documents/ODI_School_feeding_and_the_SDGs_Jan25.pdf
- WFP.** (2013). *State of School Feeding Worldwide 2013*. Rome (Italy), World Food Programme Available at: <https://reliefweb.int/report/world/state-school-feeding-worldwide-2013>
- WFP.** (2017). *Smart school meals - Nutrition-sensitive national programmes in Latin America and the Caribbean*. Available at: <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000019946/download/>
- WFP.** (2020a). *The impact of COVID-19 on school feeding around the world*. Available at: <https://www.wfp.org/publications/state-school-feeding-worldwide-2020>
- WFP.** (2020b). *State of School Feeding Worldwide 2020*. Rome (Italy). World Food Programme. Available at: <https://www.wfp.org/publications/state-school-feeding-worldwide-2020>
- WFP.** (2021). *Clean cooking in schools* Available at: <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000135946/download/?ga=2.64133674.449567611.1689170616-222920114.1678292370>
- WFP.** (2022). *State of School Feeding Worldwide 2022*. R. I. W. F. Programme. Available at: <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000147725/download/?ga=2.122787723.1835173318.1745315177-747751571.1696247664>
- WFP, FAO, IFAD, NEPAD, GCNF, & PCD.** (2018). *Home-Grown School Feeding: Resource Framework*. <http://www.fao.org/3/ca0957en/CA0957EN.pdf>
- WFP, & IDB.** (2023). *The State of School Feeding in Latin America and the Caribbean 2022*. Available at: <https://www.wfp.org/publications/state-school-feeding-latin-america-and-caribbean-2022>
- WHO.** (2022). *Household air pollution*. Available at: <https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/household-air-pollution-and-health>
- WHO and FAO.** (2006). *Guidelines on food fortification with micronutrients* (Lindsay Allen, Bruno de Benoist, & O. D. a. R. Hurrell, Eds.). WHO Library. <https://www.who.int/publications/i/item/9241594012>

Willett, W., Rockström, J., Loken, B., Springmann, M., Lang, T., Vermeulen, S., Garnett, T., Tilman, D., DeClerck, F., Wood, A., Jonell, M., Clark, M., Gordon, L. J., Fanzo, J., Hawkes, C., Zurayk, R., Rivera, J. A., De Vries, W., Majele Sibanda, L., . . . Murray, C. J. L. (2019). Food in the Anthropocene: the EAT–Lancet Commission on healthy diets from sustainable food systems. *The Lancet*, 393(10170), 447-492.

<https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/30660336/>

World Bank. (2012). *What Matters Most for School Health and School Feeding: A Framework Paper*. Washington DC Available at: <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/197681468331747243/what-matters-most-for-school-health-and-school-feeding-a-framework-paper>

World Bank. (2018). *The State of Social Safety Nets* Washington, DC: World Bank. © World Bank. Available at:

<https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/29115>

World Bank Group Education Global Practice. (2016). *SABER School Health and School Feeding*. Available at: <https://documents1.worldbank.org/curated/en/239141496301589942/pdf/Systems-Approach-for-Better-Education-Results-SABER-school-health-and-school-feeding.pdf>

WRAP. (2011). *Waste Resources and Allocation Programme*. Available at: <https://www.wrap.ngo/resources/report/food-waste-schools>

Zero Waste International Alliance. (2022). *Zero Waste Hierarchy of Highest and Best Use 8.0*. Available at: <https://zwia.org/zwh/>

Acronymes

ANASE	Association des nations du Sud-Est asiatique
AUDA-NEPAD	Agence de développement de l'Union africaine – Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
COP	Conférence des parties à la convention-cadre de l'ONU sur les changements climatiques
COVID-19	Maladie du coronavirus 2019
OSC	Organisation de la société civile
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
GAMA	Action mondiale pour la mesure de la santé des adolescents
GCNF	Fondation mondiale pour la nutrition infantile
LAYS	Années de scolarité ajustées en fonction de l'apprentissage
ONG	Organisation non gouvernementale
SABER	Approche systémique pour de meilleurs résultats dans le domaine de l'éducation
ODD	Objectif de développement durable
SMP PLUS	School Menu Planner Plus
R.-U.	Royaume-Uni
ONU	Organisation des Nations Unies
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USDA	Département de l'Agriculture des États-Unis
EAH	Eau, assainissement et hygiène
PAM	Programme alimentaire mondial
OMS	Organisation mondiale de la Santé

Glossaire

AGROBIODIVERSITÉ	La variété et la diversité des animaux, des plantes et des micro-organismes utilisés directement ou indirectement pour l'alimentation et l'agriculture, y compris les cultures, le bétail, la foresterie et la pêche.
AGROÉCOLOGIE	Une approche holistique et intégrée qui applique simultanément des concepts et principes écologiques et sociaux à la conception et à la gestion de systèmes agricoles et alimentaires durables. Elle vise à optimiser les interactions entre les plantes, les animaux, les êtres humains et l'environnement, tout en répondant à la nécessité de systèmes alimentaires socialement équitables dans lesquels les populations peuvent exercer leur liberté de choix concernant ce qu'elles consomment, comment et où cela est produit.
ÉCONOMIE CIRCULAIRE	Modèle économique durable dans lequel les produits et les matériaux sont conçus pour être réutilisés, remanufacturés, recyclés ou récupérés (principe des 4R), afin d'être conservés dans le système économique le plus longtemps possible, de même que les ressources utilisées pour leur fabrication. Ce modèle vise également à éviter ou réduire la production de déchets — en particulier dangereux — ainsi qu'à prévenir ou limiter les émissions de gaz à effet de serre.
SOLUTIONS DE CUISSON PROPRE	Combustibles, technologies et pratiques de cuisson propres atteignant les niveaux de particules fines (PM _{2,5}) et de monoxyde de carbone (CO) recommandés dans les <i>lignes directrices mondiales de l'OMS sur la qualité de l'air (2021)</i> .
COMMUNAUTÉ DE PRATIQUE	Un regroupement d'individus animés par le désir de franchir les frontières organisationnelles, d'interagir et de construire un corpus de connaissances actionnables à travers la coordination et la collaboration.
COÛTS	Le coût par enfant de l'alimentation scolaire est estimé en divisant les dépenses totales associées à l'alimentation scolaire par le nombre de bénéficiaires. Ce chiffre reflète les coûts liés à l'approvisionnement, au transport, au stockage et à la manutention des produits, ainsi qu'au personnel. Les contributions communautaires ne sont pas incluses (Gelli & Daryanani, 2013).
COUVERTURE	La proportion d'enfants scolarisés recevant une alimentation scolaire.
DÉPARASITAGE	Traitement permettant de contrôler les infections intestinales par les vers tels que les helminthes (ascaris, teigne et ankylostome) et la schistosomiase. L'OMS recommande l'administration d'albendazole ou de mébendazole pour traiter les helminthiases, et de praziquantel pour la schistosomiase.

**DIVERSITÉ
DES RÉGIMES
ALIMENTAIRES**

Consommation d'un bon équilibre de différents aliments fournissant tous les macronutriments et micronutriments nécessaires à une croissance saine et à une vie productive.

**FILETS DE SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE**

Catégorie d'interventions fournissant une aide alimentaire directe, régulière et prévisible aux personnes les plus vulnérables pour : (i) les empêcher de descendre en dessous d'un niveau minimal de sécurité alimentaire à la suite d'un choc ; (ii) augmenter leur résilience aux chocs ; et (iii) dans certains cas, promouvoir leur sécurité alimentaire (Grosh et al., 2008). La valeur au détail d'un transfert de nourriture sur le marché local est appelée transfert de revenu.

**SYSTÈMES
ALIMENTAIRES**

Réseaux interdépendants de relations englobant les fonctions et activités impliquées dans la production, la transformation, la commercialisation, la consommation et l'élimination des aliments provenant de l'agriculture, la sylviculture ou la pêche.

ENRICHISSEMENT

Pratique consistant à augmenter délibérément la teneur en micronutriments essentiels (tels que la vitamine A, le fer, l'iode ou le zinc) des aliments (WHO and FAO, 2006).

**ALIMENTATION
SCOLAIRE ISSUE
DE LA PRODUCTION
LOCALE**

Modèle d'alimentation scolaire conçu pour fournir aux enfants à l'école une alimentation sûre, diversifiée et nutritive, provenant de petits agriculteurs locaux.

INVESTISSEMENT

Budget total alloué à l'alimentation scolaire par le gouvernement ou le PAM, ou estimation de ce budget. Dans la présente publication, les budgets sont des estimations fondées sur des données secondaires et non sur les documents budgétaires nationaux officiels.

**PROGRAMME
NATIONAL
D'ALIMENTATION
SCOLAIRE**

Programme conçu, mis en œuvre, financé et/ou géré, en partie ou en totalité, par le gouvernement, parfois avec le soutien de partenaires, pour fournir régulièrement de la nourriture aux enfants scolarisés.

**PROGRAMME
TENANT COMPTE
DE LA NUTRITION**

Interventions qui s'attaquent aux causes profondes et sous-jacentes de la malnutrition : sécurité alimentaire, soins, accès aux services de santé, et environnement sûr et hygiénique. Les programmes tenant compte de la nutrition traitent également la question de l'environnement favorable par le biais d'une assistance technique aux gouvernements, y compris des conseils sur les politiques dans des secteurs complémentaires.

**AGRICULTURE
RÉGÉNÉRATRICE**

Systèmes agricoles holistiques qui, entre autres avantages, améliorent la qualité de l'eau et de l'air, renforcent la biodiversité des écosystèmes, produisent des aliments riches en nutriments et stockent du carbone pour atténuer les effets du changement climatique. Ces systèmes sont conçus pour fonctionner en harmonie avec la nature, tout en maintenant et en améliorant leur viabilité économique.

**FILET DE
PROTECTION
SOCIALE**

Ensemble de politiques et de programmes visant à aider les individus et les ménages à gérer les risques et l'instabilité, à les protéger contre la pauvreté et les inégalités, et à faciliter leur accès aux opportunités économiques. Ces programmes s'appuient sur les dispositifs nationaux de prestation (identification, versements, registres sociaux) pour garantir que les transferts du filet de protection sociale atteignent les bons bénéficiaires au bon moment.

**SANTÉ ET
NUTRITION
SCOLAIRES**

Programmes de santé et nutrition conçus pour les enfants d'âge scolaire et activités de sensibilisation étendant l'effet des programmes au sein des communautés et aux enfants non scolarisés. Les services fournis par le biais de la Santé et Nutrition scolaires vont au-delà de l'alimentation ; ils peuvent comprendre d'autres interventions telles que le déparasitage, la vaccination, le dépistage des troubles de la vue, l'éducation nutritionnelle, ainsi que l'eau, l'assainissement et l'hygiène (EAH).

**PROGRAMME
D'ALIMENTATION
SCOLAIRE**

Fourniture de nourriture aux enfants ou à leurs ménages par le biais de programmes scolaires. Ces programmes peuvent fournir des repas, des collations ou des transferts conditionnels aux ménages sous forme d'espèces, de bons ou de rations en nature à emporter.

PETIT AGRICULTEUR

Il n'existe pas de définition universelle et non ambiguë du terme petit agriculteur. La taille de l'exploitation, exprimée en superficie cultivée, est souvent utilisée comme critère de classification. Par exemple, on considère généralement qu'un petit agriculteur cultive moins de deux hectares. Cependant, même cette superficie peut être considérée comme « grande » dans certains pays ou certaines régions. C'est pourquoi d'autres paramètres sont parfois pris en compte, notamment le volume de production, l'origine et le volume de la main-d'œuvre mobilisée, ainsi que la valeur du capital et des intrants utilisés.

**PROTECTION
SOCIALE**

Ensemble de politiques et de programmes visant à prévenir ou à protéger tous les individus contre la pauvreté, la vulnérabilité et l'exclusion sociale tout au long de leur vie, en mettant particulièrement l'accent sur les groupes vulnérables.

Annexe I

Publications récentes du PAM et de ses partenaires

1. Publications du PAM

Politique d'alimentation scolaire actualisée

La politique d'alimentation scolaire actualisée du PAM met en évidence l'impact transformateur des programmes dirigés par les gouvernements nationaux pour améliorer la nutrition des enfants, l'éducation et le développement durable. Forte de 60 années d'expérience et de plus de 50 transitions nationales réussies, cette politique insiste sur le renforcement des partenariats avec les gouvernements, la conception adaptée au climat et le plaidoyer pour un financement durable. Elle soutient les objectifs de la Coalition pour l'alimentation scolaire, qui réunit plus de 100 pays et plus de 140 partenaires, afin de garantir qu'aucun enfant ne soit privé d'un repas quotidien d'ici 2030. Malgré les 418 millions d'enfants bénéficiaires entre 2020 et 2022 – dont 98 % grâce à un financement national – des lacunes importantes subsistent dans les pays à faible revenu, appelant à des financements innovants et à un renforcement ciblé des capacités.

PAM. 2024. *Politique d'alimentation scolaire*. Disponible sur : docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000163758/download/?ga=2.239026376.936834598.1747126119-1807880131.1696253541

Situation de l'alimentation scolaire dans le monde

La *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde* est le rapport biennal phare du PAM, offrant la vue d'ensemble la plus complète sur les programmes d'alimentation scolaire à l'échelle mondiale. Publié pour la première fois en 2013, en collaboration avec la Banque mondiale et le Partnership for Child Development, ce rapport a établi le PAM comme un chef de file mondial dans ce domaine. Les éditions suivantes de 2020 et 2022 ont mis en lumière l'évolution des programmes d'alimentation scolaire, leur intégration à la protection sociale, et l'impact de la pandémie de COVID-19. L'édition 2022 a montré une forte reprise après la pandémie, bien que les pays à faible revenu n'aient pas encore retrouvé les niveaux d'avant-crise. L'édition 2024 – la quatrième de la série – continue de renforcer la base de données probantes pour une mise en œuvre efficace et équitable de l'alimentation scolaire à l'échelle mondiale.

PAM. 2022. *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022*. Rome, Programme alimentaire mondial. Disponible sur : <https://fr.wfp.org/publications/situation-de-l'alimentation-scolaire-dans-le-monde-en-2022>

PAM. 2020. *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2020*. Rome, Programme alimentaire mondial. Disponible sur : <https://www.wfp.org/publications/state-school-feeding-worldwide-2020>

PAM. 2013. *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2013*. Rome, Programme alimentaire mondial. Disponible sur : <https://reliefweb.int/report/world/state-school-feeding-worldwide-2013>

A Chance for Every Schoolchild – WFP School Feeding Strategy 2020-2030

En 2020, le PAM a lancé une stratégie décennale visant à promouvoir l'investissement dans la santé et la nutrition des enfants et adolescents en âge scolaire. Cette stratégie met l'accent sur le rôle du PAM en tant que catalyseur de partenariats, acteur du plaidoyer à l'échelle mondiale et soutien aux pays pour combler les lacunes dans la mise à disposition d'une alimentation scolaire. Même si le PAM ne pilote pas chaque intervention, il mobilise ses plus de 60 ans d'expérience, sa présence dans plus de 100 pays et sa connaissance des populations vulnérables pour renforcer les programmes nationaux. En collaborant étroitement avec les parties prenantes et en s'appuyant sur son expertise technique, le PAM vise à faire des programmes d'alimentation scolaire un élément central des stratégies nationales de développement et de capital humain à long terme.

PAM. 2020. *A Chance for Every Schoolchild (Une chance pour chaque écolier) – Stratégie d'alimentation scolaire du PAM 2020-2030*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000112101/download/>

Analyse de la situation de l'alimentation scolaire – besoins et défis de la programmation du PAM

Ce document fait partie d'une analyse de situation plus large menée par le service des programmes en milieu scolaire du PAM, avec le soutien du Centre d'excellence du PAM, fin 2018. Il sert de référence pour la mise en œuvre de la Stratégie 2020–2030 sur l'alimentation scolaire, en identifiant les domaines clés d'action organisationnelle pour améliorer la mise en œuvre des programmes et l'assistance technique. L'analyse met l'accent sur six priorités : orientation stratégique, qualité des programmes, partenariats, capacités du personnel, systèmes de gestion et production de données probantes.

Ces éléments sont essentiels pour aider les pays à créer des programmes d'alimentation scolaire durables et efficaces qui répondent à leurs priorités nationales et améliorent les acquis scolaires, la nutrition et les résultats en matière de développement.

PAM. 2018. *School Feeding Situation Analysis – Needs and Challenges in WFP Programming*. Disponible sur :

<https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000112503/download/>

School Feeding in 2018 – Beyond the Annual Performance Report 2018 Series

Ce rapport thématique, élaboré par la Division de la gestion de la performance et des rapports du PAM, en collaboration avec le Service des programmes en milieu scolaire, rend compte des progrès réalisés par le PAM dans le domaine des programmes d'alimentation scolaire et propose une réflexion sur les enseignements tirés pour orienter les stratégies futures. Il passe en revue les réalisations de 2018 à 2019 en matière de soutien aux enfants, familles et communautés vulnérables à travers des interventions en milieu scolaire, en s'appuyant sur les rapports de performance annuels et nationaux.

Le rapport présente également des éléments inédits issus d'un exercice de bilan réalisé en 2018, comprenant des évaluations, des audits et des consultations aux niveaux national, régional et mondial. Ces constats ont directement contribué à l'élaboration de la nouvelle stratégie mondiale du PAM en matière d'alimentation scolaire, marquant une étape décisive dans l'orientation des programmes.

PAM. 2019. *School Feeding in Ghana - Investment Case - Cost Benefit Analysis Report (Alimentation scolaire au Ghana - Cas d'investissement : Rapport d'analyse coûts-avantages)*. Disponible sur :

<https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000108072/download/>

PAM. 2019. *Programme d'alimentation scolaire du Bénin : Analyse coût-bénéfice*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000114270/download/>

PAM. 2019. *School Feeding in 2018 – Beyond the Annual Performance Report 2018 Series (Alimentation scolaire en 2018 - Au-delà de la série de rapports annuels de performance 2018)*. Disponible sur :

<https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000110344/download/>

2. Orientation du programme et évaluations sélectionnées

PAM. 2020. *From the School Gate to Children's Plate: Golden Rules for Safer School Meals (De la grille de l'école à l'assiette des enfants : règles d'or pour des repas scolaires plus sûrs)*. Disponible sur :

<https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000105252/download/>

Les Lignes directrices sur la sécurité sanitaire et la qualité des aliments pour des repas scolaires plus sûrs désignent les responsables des programmes d'alimentation scolaire comme étant chargés de la qualité et de la sécurité globales des aliments fournis dans les écoles. Elles confient également aux personnes responsables de la conception des formations destinées aux cuisiniers et aux manutentionnaires scolaires la mission d'intégrer les principes de base de la sécurité sanitaire des aliments et les bonnes pratiques en matière de sélection, de stockage, de préparation et de service des aliments.

PAM, FAO, FIDA, NEPAD, GCNF et Partnership for Child Development. 2018.

Home-Grown School Feeding Resource Framework (Cadre de ressources pour l'alimentation scolaire à domicile). Technical Document. (Document technique)

Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000074274/download/>

Ce cadre de ressources est un outil d'orientation destiné aux parties prenantes impliquées dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale, ainsi que dans le cadre politique et institutionnel associé. Les parties prenantes peuvent inclure les gouvernements et les partenaires de développement fournissant une assistance technique et financière, ainsi que la société civile, les organisations communautaires et le secteur privé.

Banque mondiale. 2016. *Manual for SABER School Feeding Exercise* (Manuel pour l'exercice d'alimentation scolaire SABER). Disponible sur : <https://documents1.worldbank.org/curated/en/239141496301589942/pdf/Systems-Approach-for-Better-Education-Results-SABER-school-health-and-school-feeding.pdf>

Ce manuel, publié par le PAM et la Banque mondiale en 2016, est conçu pour aider les parties prenantes à planifier et à mettre en œuvre une évaluation de l'alimentation scolaire SABER au niveau des pays.

PAM. 2022. *Joint Evaluation of the Breaking Barriers for Girls' Education Programme in Chad and Niger (2019-2022)* (Évaluation conjointe du programme Éliminer les barrières d'accès à l'éducation des filles au Tchad et au Niger (2019-2022)). Disponible sur : <https://www.wfp.org/publications/joint-evaluation-breaking-barriers-girls-education-programme-chad-and-niger-2019-2022>

Ces évaluations décentralisées ont été commanditées par l'équipe des

programmes en milieu scolaire du PAM pour le programme « Breaking Barriers for Girls' Education » au Tchad et au Niger (2019–2022). Elles ont été menées conjointement par l'UNICEF, le FNUAP et le PAM en 2023.

PAM. 2025. *Evaluation of Joint Resilience Programme in South-Central Somalia 2018-2022* (Évaluation du programme conjoint de résilience dans le centre-sud de la Somalie 2018–2022). Disponible sur : <https://www.wfp.org/publications/evaluation-joint-resilience-programme-south-central-somalia-2018-2022>

Cette évaluation concerne le Joint Resilience Programme, mis en œuvre par l'UNICEF, le PAM et des partenaires locaux. Le programme visait à répondre aux vulnérabilités et à renforcer la résilience de plus de 3,8 millions de bénéficiaires dans les régions de Banadir, Gedo et Jubaland, avec un financement de 90,6 millions d'euros en deux phases. L'évaluation a été commanditée conjointement par les bureaux de pays du PAM et de l'UNICEF.

PAM. 2024. *Jordan, School Meal Programme: Impact Evaluation* (Programme de repas scolaires en Jordanie : évaluation de l'impact). Disponible sur : <https://www.wfp.org/publications/jordan-school-meal-programme-impact-evaluation>

Le PAM, en partenariat avec le gouvernement jordanien et la Banque mondiale, a mené un essai contrôlé randomisé pour évaluer l'impact d'un nouveau modèle de prestation de repas scolaires sur la nutrition, le comportement et l'éducation des enfants, ainsi que sur les conditions socio-économiques du personnel de cuisine.

PAM. 2024. *Summary of Evaluative Evidence: Home-Grown School Feeding* (Résumé des données d'évaluation : alimentation scolaire issue de la production locale.). Disponible sur : <https://www.wfp.org/publications/summary-evaluation-evidence-home-grown-school-feeding>

Ce résumé rassemble les preuves issues de 49 évaluations indépendantes commanditées par le PAM entre 2018 et 2023. Le résumé présente les enseignements tirés des programmes d'alimentation scolaire issue de la production locale du PAM afin d'éclairer les interventions en cours et à venir. Il couvre les opérations du PAM dans 45 pays à travers le monde.

PAM. 2023. *Lessons on School Feeding in West and Central Africa* (Enseignements sur l'alimentation scolaire en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale). Disponible sur : <https://www.wfp.org/publications/summary-evaluation-evidence-lessons-school-feeding-west-and-central-africa>

Le résumé met en lumière les enseignements tirés des programmes de Santé et Nutrition scolaires ainsi que de l'alimentation scolaire issue de la production locale, en partageant les bonnes pratiques d'Afrique de l'Ouest et du Centre afin d'alimenter les programmes mondiaux.

3. Études de cas par pays élaborées par le PAM et d'autres partenaires

BANGLADESH

PAM. 2018. *The Impact of School Feeding in Bangladesh (L'impact de l'alimentation scolaire au Bangladesh)*. Disponible sur :

<https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000105838/download/>

PAM. 2019. *The school feeding programme in Bangladesh – A Case Study (Le programme d'alimentation scolaire au Bangladesh – Une étude de cas)*. Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000112387/download/>

BÉNIN

Gouvernement du Bénin, PAM et Mastercard. 2019. *Programme d'alimentation scolaire du Bénin - Analyse Coût-Bénéfice*. Disponible sur :

<https://wfp.tind.io/record/129427?ln=fr>

BHOUTAN

PAM. 2018. *Home-grown School Feeding in Bhutan (Alimentation scolaire issue de la production locale au Bhoutan)*. Disponible sur :

<https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000105579/download/>

BOLIVIE

Sidaner, E. et Torres, S. 2014. *Bolivia's complementary school feeding: A case study (Alimentation scolaire complémentaire en Bolivie : une étude de cas)*. PAM.

Disponible sur : <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000020516/download>

COSTA RICA

Sidaner, E. et Montenegro, M.E. 2014. *Costa Rica's School Child and Adolescent Food and Nutrition Programme (Programme d'alimentation et de nutrition des enfants et adolescents scolarisés au Costa Rica)*. PAM. Disponible sur :

<https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000020537/download/>

ÉTHIOPIE

PAM. 2019. *Home-grown school feeding in Ethiopia (Alimentation scolaire issue de la production locale en Éthiopie)*. Disponible sur :

<https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-00000106647/download/>

GHANA

Dunaev, A. et Corona, F. 2018. *School Feeding in Ghana - Investment Case - Cost Benefit Analysis Report (Alimentation scolaire au Ghana - Cas d'investissement : Rapport d'analyse coûts-avantages)*. Gouvernement du Ghana, PAM et Mastercard. Disponible sur :

<https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000108072/download/>

PAM. 2018. *Home-grown school feeding in Ghana (Alimentation scolaire issue de la production locale au Ghana)*. Disponible sur :

<https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000105577/download/>

GUATEMALA

PAM. 2019. *Home-grown school feeding in Guatemala (Alimentation scolaire issue de la production locale au Guatemala)*. Disponible sur :

<https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000107060/download/>

HAÏTI

PAM. 2019. *Home-grown school feeding in Haiti (Alimentation scolaire issue de la production locale en Haïti)*. Disponible sur :

<https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000105582/download/>

INDONÉSIE

Gouvernement indonésien, PAM et Mastercard. 2018. *National school meals programme in Indonesia – Cost-benefit analysis (Programme national d'alimentation scolaire en Indonésie – Analyse coûts-avantages)*. Disponible sur :

<https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000103420/download/>

KENYA

PAM. 2016. *Using Local Cereals and Local Mills to Supply School Meals in Kenya's Kakuma Refugee Camp (Utilisation de céréales locales et de moulins locaux pour fournir des repas scolaires dans le camp de réfugiés de Kakuma au Kenya)*. Disponible sur :

<https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000117001/download/>

PAM. 2018. *Home-grown school feeding in Kenya (Alimentation scolaire issue de la production locale au Kenya)*. Disponible sur :

<https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000105578/download/>

RÉPUBLIQUE KIRGHIZE

PAM. 2018. *How WFP supported the government of the Kyrgyz Republic to optimize the national school meals programme: A case study on nutrition-sensitive programming in a lower-middle-income country (Comment le PAM a aidé le gouvernement de la République kirghize à optimiser le programme national d'alimentation scolaire : une étude de cas sur la programmation sensible à la nutrition dans un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure)*. Disponible sur :

<https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000073347/download/>

MADAGASCAR

Gouvernement de Madagascar, PAM et Mastercard. 2019. *L'analyse coût-bénéfice de l'alimentation scolaire à Madagascar*. Disponible sur :

<https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000115670/download/>

NIGER

PAM. 2017. *Results and lessons learned from WFP's efforts to support adolescent girls in Niger (Résultats et enseignements tirés des efforts du PAM pour soutenir les adolescentes au Niger)*. Disponible sur :

<https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000117053/download/>

RWANDA

PAM. 2019. *Home-grown school feeding in Rwanda (Alimentation scolaire issue de la production locale au Rwanda)*. Disponible sur :

<https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000106253/download/>

TUNISIE

PAM. 2018. *Home-grown school feeding in Tunisia (Alimentation scolaire issue de la production locale en Tunisie)*. Disponible sur :

<https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000105580/download/>

4. Ressources de partenariat sélectionnées

Akter, F., Chowdhury, M. A. et Shamim, A. A. 2025. School Meals Case Study: Bangladesh. Document de travail. London School of Hygiene and Tropical Medicine. <https://doi.org/10.17037/PUBS.04673392>

Alderman, H., Bundy, D. A. P. et Gelli, A. 2024. School Meals Are Evolving: Has the Evidence Kept Up? Observatoire de recherche de la Banque mondiale. <https://doi.org/10.1093/wbro/lkad012>

Amoussa Hounkpatin, W., Fanou Fogny, N., Bodjrenou, S., Koukou, E., Sossou, C., Assogba, E., Houndolo, M., Tossou, W., Boyiako, B., Ainin, A. et Saroumi, Y. 2024. Étude de cas sur l'alimentation scolaire : Bénin Document de travail – Français uniquement. London School of Hygiene and Tropical Medicine. <https://doi.org/10.17037/PUBS.04672261>

Angrist, N., Evans, D. K., Filmer, D., Glennerster, R., Rogers, H. et Sabarwal, S. 2025. How to improve education outcomes most efficiently? A review of the evidence using a unified metric. *J Dev Econ*, 172:103382. <https://doi.org/10.1016/j.jdeveco.2024.103382>

Avallone, S., Giner, C., Nicklaus, S. et Darmon N. 2023. School Meals Case Study: France. Document de travail. London School of Hygiene & Tropical Medicine. <https://doi.org/10.17037/PUBS.04671091>

Balaban, D., Beardmore, S., Burbano, C., Ahmed, M. A., Limongi, V., Senesi, M. G., Ehsani, M., Sahu, R., Milani, P., Kaur, S., Mwabe, J., Watkins, K., Bellinger, A., Halloran, A., Konradsen, F., Schultz, L. et Bundy, D. A. P. 2024. School Meals: A Unique Strategy for Fighting Inequality, Poverty, and Hunger and Achieving the SDGs. Note d'orientation du T20.

Bremner, M. et Defeyter, G. 2023. School Meals Case Study: England. Document de travail. London School of Hygiene and Tropical Medicine. <https://doi.org/10.17037/PUBS.04671121>

Bundy, D. A. P., Gentilini, U., Schultz, L., Bedasso, B., Singh, S., Okamura, Y., Iyengar, H. T. M. M. et Blakstad, M. M. 2024. School Meals, Social Protection and Human Development: Revisiting Global Trends, Evidence, and Practices with a Focus on South Asia. Social Protection & Jobs Paper No. 2401. Washington, DC, Banque mondiale.

Bundy, D. A. P., Schultz, L., Antoninis, M., Barry, F. B. M., Burbano, C., Croke, K., et al. 2023. A Positive Consequence of the COVID-19 Pandemic: How the Counterfactual Experience of School Closures is Accelerating a Multisectoral Response to the Treatment of Neglected Tropical Diseases. *Philosophical Transactions of the Royal Society B: Biological Sciences*, 378(1887). <https://doi.org/10.1098/rstb.2022.0282>

Équipe chargée de l'étude de Retour sur Investissement au Burundi. 2025. Étude de Retour sur Investissement des programmes d'alimentation scolaire au Burundi [Français]. Document de travail. London School of Hygiene & Tropical Medicine.

Cohen, J., Verguet, S., Giyose, B. B. et Bundy, D. A. P. 2023. Universal Free School Meals: The Future of School Meal Programs? *The Lancet*. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(23\)01516-7](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(23)01516-7)

Defeyter, M. A., Bundy, D. A. P., Bremner, M. et Page, A. 2024. Hunger in the UK Classroom. Paru dans *The Routledge International Handbook on Equity and Inclusion in Education*, Chapter 19. ISBN 9781003282921

Espinosa, F., Ferre, I., Gomiciaga, S., Ancira-Moreno, M., Hernandez-Cordero, S., Bahena, L., Ordaz, L., Hernandez-Palafox, C. et Valero, I. 2025. School Meals Case Study: Mexico. Document de travail. London School of Hygiene & Tropical Medicine. <https://doi.org/10.17037/PUBS.04673387>

Équipe chargée de l'étude de Retour sur Investissement en Éthiopie. 2024. Value for Money of School Feeding Programmes in Ethiopia. Document de travail. London School of Hygiene & Tropical Medicine.

Guthold, R., Newby, H., Keogh, S., Afifi, R. A., Austrian, K., Baird, S., Blum, R. W., Bundy, D. A. P., Deardorff, J., Engel, D., Klein, J. D., Kosteletzky, S. M., Mackworth-Young, C., Marquez, J., NicGabhainn, S., Requejo, J., Ross, D. A., Saewyc, E. et Mohan, A. 2023. Developing a Global Approach for Measurement of Adolescent Well-Being. *J Adolesc Health*, S1054-139X(23)00439-1. <https://doi.org/10.1016/j.jadohealth.2023.08.029>

Health Education and Shokuiku Division, Elementary and Secondary; Consumer Affairs and Shokuiku (Food and Nutrition Education) Div. School Meals Case Study: Japan. 2023. Document de travail. London School of Hygiene & Tropical Medicine. <https://doi.org/10.17037/PUBS.04671122>

Réseau parlementaire international pour l'éducation, Coalition pour l'alimentation scolaire, PAM et Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire. 2024. *School Meals: A Toolkit for Parliamentarians*. Disponible sur : [School+meals_A+toolkit+for+parliamentarians_Final.pdf](#)

Jamison, D. T., Summers, L. H., Chang, A. Y., et al. 2024. Global Health 2050: The Path to Halving Premature Death by Mid-century. *The Lancet*, 404(10462) : 1561–1614. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(24\)01439-9](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(24)01439-9)

Kamau, J., Wanjohi, M. et Raburu, P. 2024. School Meals Case Study: Kenya. Document de travail. London School of Hygiene and Tropical Medicine. <https://doi.org/10.17037/PUBS.04673394>

Kodjo, A., Alao, B. H., Lawson-Drackey, M. et Tiatou, S. 2024. Étude de cas sur l'alimentation scolaire : Togo Document de travail – Français uniquement. London School of Hygiene and Tropical Medicine. <https://doi.org/10.17037/PUBS.04672262>

Kuusipalo, H. et Manninen, M. School Meals Case Study: Finland. 2023. Document de travail. London School of Hygiene & Tropical Medicine. <https://doi.org/10.17037/PUBS.04671313>

Liboire, B., Ndayishime, D., Simbomana, C., Ndayishiye, N., Nyandwi, V., Nkezabahizi, F., Nimubona, A., Ntunzwenimana, M., Ndayitwayeko, W. M., Nkenguruste, J. et Ndereyimana, S. 2024. School Meals Case Study: Burundi. Document de travail. London School of Hygiene and Tropical Medicine. <https://doi.org/10.17037/PUBS.04672331>

Lu, X., Bundy, D. A. P., Burbano, C., Antoninis, M. et Verguet, S. 2024. Re-Estimating Global School Feeding Program Targets: How has the Size of the Global Population of Vulnerable School-age Children Changed Post COVID Pandemic. Document de travail du Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire de la Coalition pour l'alimentation scolaire.

Équipe chargée de l'étude de Retour sur Investissement au Malawi. 2024. Value for Money of School Feeding Programmes in Malawi. Document de travail. London School of Hygiene & Tropical Medicine.

Memirie, S. T. School Meals Case Study: Ethiopia. 2023. Document de travail. London School of Hygiene & Tropical Medicine. <https://doi.org/10.17037/PUBS.04671611>

Mikkelsen, B. E., Bergman Madsen, B., Loklindt, L., Madsen, C. et Chang, A. 2025. School Meals Case Study: Denmark. Document de travail. London School of Hygiene & Tropical Medicine. <https://doi.org/10.17037/PUBS.04672337>

Mounssif, A., Saidi, A. et Sektaoui, M. 2025. Étude de cas sur l'alimentation scolaire : Maroc Document de travail. London School of Hygiene & Tropical Medicine. <https://doi.org/10.17037/PUBS.04674456>

Équipe chargée de l'étude de Retour sur Investissement en Namibie. 2025. Value for Money of School Feeding Programmes in Namibia. Document de travail. London School of Hygiene & Tropical Medicine.

Ocaña Navas, J. A., Contreras Días, Y. J., Larenas, R., Guerrero Zurita, G. P., Sinchiguano Almeida, C. E., Zurita, M. G., et al. 2025. School Meals Case Study: Ecuador. London School of Hygiene & Tropical Medicine.

<https://doi.org/10.17037/PUBS.04673390>

Pastorino, S., Backlund, U., Bellanca, R., Hunter, D., Kaljonen, M., Singh, S., et al. 2024. Planet-Friendly School Meals: Opportunities to Improve Children's Health and Leverage Change in Food Systems. *Lancet Planet Health*.

Pastorino, S., Springmann, M., Backlund, U., Kaljonen, M., Singh, S., Hunter, D., Vargas, M., Milani, P., Bellanca, R., Eustachio Colombo, P., Makowicz, B., Deborah, M. A., Wasilwa, L., Wasike, V. et Bundy, D. A. P. 2023. School Meals and Food Systems: Rethinking the Consequences for Climate, Environment, Biodiversity, and Food Sovereignty. Document de discussion. London School of Hygiene & Tropical Medicine. <https://doi.org/10.17037/PUBS.04671492>

Ponprachanuvut, P., Srisangwan, N., Keeratichamroen, A., Chammari, K., Gowachirapant, S., Chittchang, U. et Srichamnong W. 2024. School Meals Case Study: Thailand. Document de travail. London School of Hygiene & Tropical Medicine. <https://doi.org/10.17037/PUBS.04673375>

Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire. Rapport en vue de la Première réunion globale de la Coalition pour l'alimentation scolaire. 2023. Document de travail. London School of Hygiene & Tropical Medicine. <https://doi.org/10.17037/PUBS.04671285>

Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire. 2024. Rapport annuel de recherche en vue de la Première réunion globale de la Coalition pour l'alimentation scolaire London School of Hygiene and Tropical Medicine. <https://doi.org/10.17037/PUBS.04674037>

Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire. 2024. School Meals: Multiplying Benefits for People and Planet. *Paru dans* F. Veras Soares et J. C. Jaramillo Mejia, éd. *Policy in Focus*, p. 46-48.

Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire. 2025. The Current State, Benefits, and Exemplary Models of School Meal Programmes in the European Union: A Report Following the 19th Meeting of Child Guarantee Coordinators on School Meals. Bruxelles, Belgique, Commission européenne.

Ruetz, A., Tasala, K., McKenna, M., Martin, A., Michnik, K., Edwards, G., Engler-Stringe, R., Everitt, T., Maximova, K., Mosby, I., Seko, Y. et Woodruff S. 2023. School Meals Case Study: Canada. Document de travail. London School of Hygiene and Tropical Medicine. <https://doi.org/10.17037/PUBS.04671115>

Schultz, L., Hangoma, P., Jamison, D. T. et Bundy, D. A. P., au nom du groupe d'auteurs. 2025. Cross-national Experiences on Child Health and Development during School-age and Adolescence: The Next 7,000 Days. *Paru dans* A. Alwan, M. K. Mirutse, O. F. Norheim et P. D. Twea, éd. *Disease Control Priorities*, 4ème éd. Washington, DC, Banque mondiale.

Schultz, L., Renaud, A., Bundy, D. A. P., Barry, F. B., Benveniste, L., Burbano, C., Lo, M. M., Neitzel, J., O'Grady, N. et Drake, L. 2024. The SABER School Feeding Policy Tool: a Ten-Year Analysis of its Use by Countries in Developing Policies for their National School Meals Programs. *Front Public Health*, 12(1337600):1–14. <https://doi.org/10.3389/fpubh.2024.1337600>

Seyi-Olajide, J., Ali, A., Powell Jr., W. F., Samad, L., Banu, T., Abdelhafeez, H., et al. 2024. Surgery and the First 8000 Days of Life: A Review. *Int Health*. <https://doi.org/10.1093/inthealth/ihae078>

Slater, B., Bicalho, D., Nogueira, R. M., Viana, R., Rissatto Teixeira, A. et Marchioni, D. 2025. School Meals Case Study: Brazil School Meals Case Study: Brazil. Document de travail. London School of Hygiene & Tropical Medicine. <https://doi.org/10.17037/PUBS.04673383>

Smith, E. R., Alayande, B., Ameh, E. A., Seyi-Olajide, J. O., Cotache-Condor, C., Espinoza, P., et al. 2024. Surgical Care is Critical for Advancing Adolescent Health in Low and Middle-income Countries. *World J Surg*, 1–3.

Stepanyak, O. et Sivak, D. 2024. School Meals Case Study: Ukraine. Document de travail. London School of Hygiene & Tropical Medicine. <https://doi.org/10.17037/PUBS.04672125>

Toossi, S., Cohen, J., Clift, J., Turner, L., Gosliner, W. et Schwartz, M. School Meals Case Study: United States of America. 2023. Document de travail. London School of Hygiene and Tropical Medicine. <https://doi.org/10.17037/PUBS.04671116>

Tounkara, S., Kebe, S., Hathie, I. et Tall, L. 2024. School Meals Case Study: Senegal. Document de travail. London School of Hygiene and Tropical Medicine. <https://doi.org/10.17037/PUBS.04672263>

Les indicateurs de santé des adolescents recommandés par l'Action mondiale pour la mesure de la santé des adolescents : orientations pour le suivi de la santé des adolescents aux niveaux national, régional et mondial. 2024, Genève, Organisation mondiale de la Santé. Licence : CC BY-NC-SA 3.0 IGO Disponible sur : [Les indicateurs de la santé des adolescents recommandés par le groupe consultatif de l'action mondiale pour évaluer la santé des adolescents](#)

UNESCO, Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire. 2025. *Éducation et nutrition: apprendre à bien manger*. Paris, UNESCO.

UNESCO. 2023. *Ready to Learn and Thrive: School Health and Nutrition around the World* (Prêt à apprendre et à s'épanouir : santé et nutrition scolaires dans le monde). Paris, UNESCO.

Verguet, S., Gautam, P., Ali, I., Husain, A., Meyer, S., Burbano, C., Lloyd-Evans, E., Coco, M., Mphangwe, M., Saka, A., Zelalem, M., Giyose, B., Li, Z., Erzse, A., Hofman, K., Giner, C., Avallone, S., Kuusipalo, H., Kristjansson, E., Schultz, L. et Bundy, D. A. P., au nom de la communauté de pratique Analyses et indicateurs du Consortium de recherche pour la santé et la nutrition en milieu scolaire. 2023. Investing in School Systems: Conceptualizing Returns on Investment across the Health, Education, and Social Protection Sectors. *BMJ Global Health*, 8: e012545. <https://10.1136/bmjgh-2023-012545>

Organisation mondiale de la Santé. 2024. Advances in Adolescent Health Measurement: Indicators Recommended by the Global Action for Measurement of Adolescent Health. Disponible sur : [Journal of Adolescent Health | Advances in Adolescent Health Measurement: Indicators Recommended by the Global Action For Measurement of Adolescent Health | ScienceDirect.com by Elsevier](#)

Organisation mondiale de la Santé. 2025. *Guidance for Countries to Assess Adolescent Health and Well-being*. Organisation mondiale de la Santé. <https://iris.who.int/handle/10665/381331>. Licence : CC BY-NC-SA 3.0 IGO

Annexe II

Méthodologie et sources utilisées pour calculer le nombre d'enfants recevant une alimentation scolaire, la portée et l'investissement

A2.1 Sources

Comme dans le rapport [*Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022*](#), cette publication s'appuie sur une combinaison de sources primaires et secondaires. Chaque source a été sélectionnée en fonction des critères suivants :

1. **Pertinence** : sources contenant des indicateurs standards sur l'alimentation scolaire.
2. **Crédibilité** : sources publiées par des institutions officielles et académiques.
3. **Disponibilité** : sources en accès libre et public.
4. **Actualité** : sources publiées récemment.

Les données brutes pour l'édition 2024 ont été tirées de deux sources principales :

- Des sources officielles, notamment des statistiques officielles issues de rapports gouvernementaux et de membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire.
- [*L'enquête mondiale sur les programmes d'alimentation scolaire*](#)[®] menée par le GCNF avec le soutien de l'USDA, publiée en 2024. The Global Survey of School Meal Programs[®] (Enquête mondiale sur les programmes d'alimentation scolaire) est la propriété de la GCNF et est protégée par le droit d'auteur, tous droits réservés. Elle ne peut être reproduite ni distribuée sans autorisation écrite préalable. Le financement de l'enquête la plus récente en 2023, ainsi que des enquêtes précédentes de 2021 et 2019, a été assuré en partie par l'USDA le numéro d'accord FX18TA-10960G002.

Lorsque les données n'étaient pas disponibles à partir des sources ci-dessus, d'autres sources utilisées dans les éditions précédentes (*Situation de l'alimentation scolaire dans le monde* 2020 et 2022) ont été mobilisées. Ces sources secondaires comprennent des rapports, des publications et des études de cas. Comme en 2022, lors de la sélection des sources secondaires, le principe fondamental était d'utiliser uniquement des sources publiées par des institutions officielles telles que des gouvernements, des organisations internationales et des établissements universitaires (articles scientifiques évalués par des pairs).

La liste suivante énumère l'ensemble des sources secondaires utilisées pour élaborer la présente publication :

1. Les rapports annuels par pays du PAM
2. Les estimations du PAM provenant des bureaux pays et bureaux régionaux
3. Le rapport *State of Social Safety Nets 2018* (World Bank, 2018) de la Banque mondiale
4. Le rapport du PAM *Smart School Meals in Latin America and the Caribbean* (WFP, 2017)

Certains pays étaient cités dans plus d'une de ces sources secondaires. Dans ce cas, un seul point de données a été utilisé pour chaque pays en fonction des critères suivants :

1. Si plusieurs sources fournissent des données pour un même pays, les sources primaires ont été privilégiées, notamment les sources officielles et la plus récente.
2. Lorsque plus d'une source d'information était disponible pour le même pays et la même année de référence, la source la plus complète a été utilisée – par exemple, une source peut couvrir un programme particulier, tandis que l'autre source couvre tous les programmes existants dans le même pays.

En raison de ces critères de sélection, le tableau A2.1 illustre le nombre de pays de chaque source utilisée dans la présente publication.

Figure A2.1
Répartition des pays par source de données (n=176)

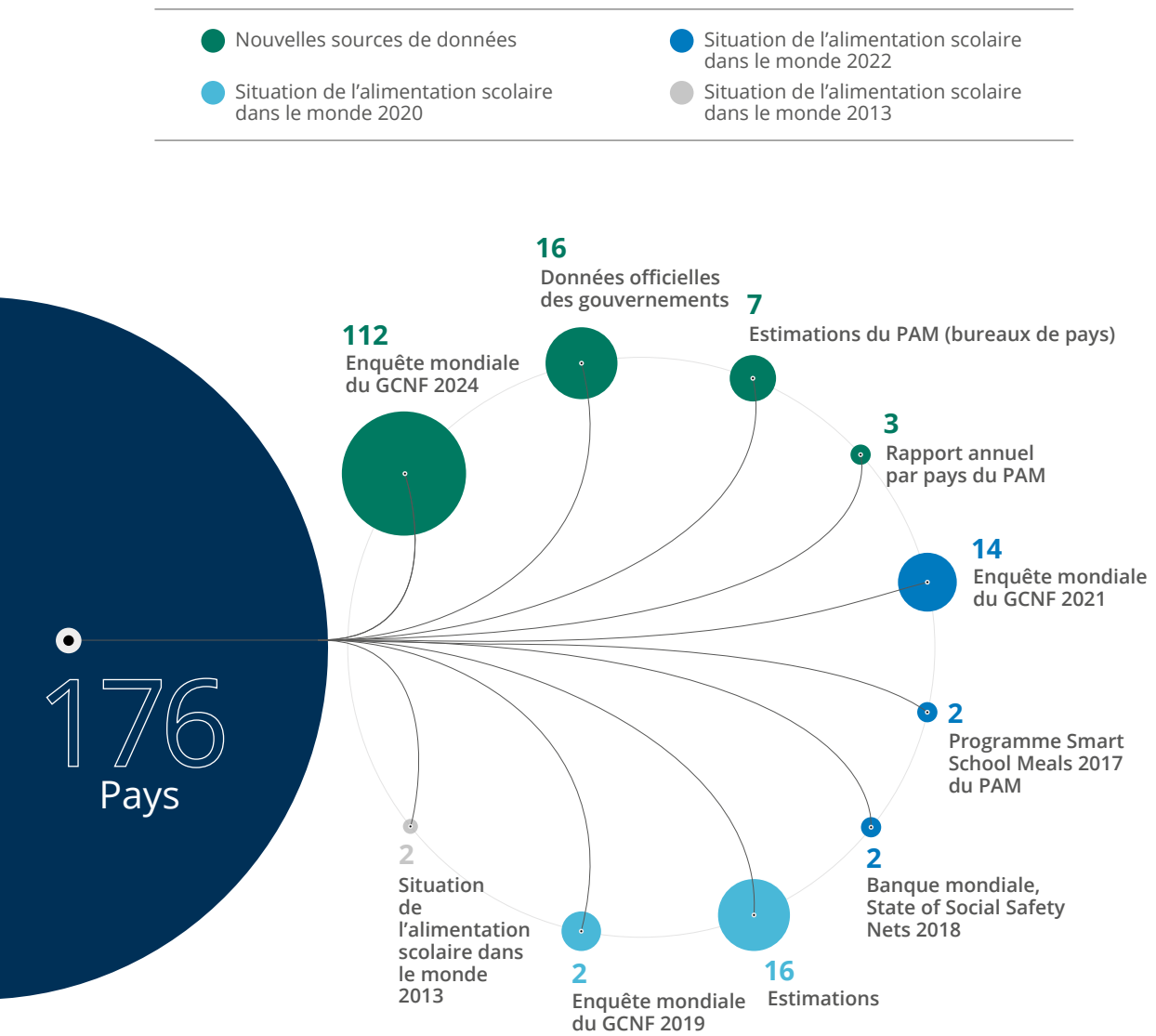


Tableau A2.1

Sources utilisées pour les données relatives à l'alimentation scolaire

Source	Symbole	Nombre de pays utilisés dans ce rapport	Noms de pays
Données officielles des gouvernements	OS	16	Belize, Brésil, Chine, Colombie, Cuba, Équateur, Fédération de Russie, Inde, Islande, Kenya, Maurice, Mexique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Ukraine, Uruguay.
Enquête mondiale sur l'alimentation scolaire de la GCNF 2024, parrainée par l'USDA	GCNF 2024	112	Afghanistan, Andorre, Angola, Arménie, Autriche, Bahamas, Bangladesh, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert, Cambodge, Cameroun, Canada, République centrafricaine, Chili, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Chypre, Tchéquie, République démocratique du Congo, Djibouti, Dominique, République dominicaine, Estonie, Eswatini, Éthiopie, Finlande, France, Gambie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Honduras, Irak, Irlande, Israël, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kirghizistan, République démocratique populaire lao, Lettonie, Lesotho, Libéria, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malawi, Malaisie, Mali, Malte, Îles Marshall, Mauritanie, Monaco, Mongolie, Maroc, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Pays-Bas (Royaume des), Nouvelle-Zélande, Niger, Nigéria, Macédoine du Nord, Palaos, Pérou, Pologne, République de Corée, République de Moldavie, Roumanie, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Saint-Marin, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Slovaquie, Slovénie, Afrique du Sud, Soudan du Sud, Espagne, Sri Lanka, Suède, Suisse, République arabe syrienne, Tadjikistan, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, États-Unis d'Amérique, Ouzbékistan, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.
Enquête mondiale sur l'alimentation scolaire 2021 de la GCNF, parrainée par l'USDA	GCNF 2021	14	Antigua-et-Barbuda, Argentine, Barbade, Brunéi Darussalam, Émirats arabes unis, Grenade, Guyana, Hongrie, Italie, Kiribati, Panama, Portugal, Soudan, Thaïlande.

Enquête mondiale sur l'alimentation scolaire 2019 de la GCNF, parrainée par l'USDA	GCNF 2019	2	Comores, Indonésie.
Estimations	Est.	16	Albanie, Bahreïn, Bélarus, Bermudes, République populaire démocratique de Corée, Fidji, Koweït, Nauru, Porto Rico, Qatar, Arabie saoudite, Serbie, Seychelles, Singapour, Tonga, Venezuela (République bolivarienne du).
Estimations du PAM	WFP Est.	7	Bolivie (État plurinational de), Égypte, Iran (République islamique d'), Liban, Pakistan, Philippines, Somalie.
Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2013	SOSF 2013	2	Australie, Hong Kong (Région administrative spéciale de Chine).
Banque mondiale, State of Social Safety Nets 2018	SSSN	2	État de Palestine, Türkiye.
Programme Smart School Meals 2017 du PAM	SSM	2	Nicaragua, Paraguay.
Rapports annuels par pays 2024 du PAM	WFP ACR	3	Algérie, Tchad, Libye.

A2.2 Limitations

Bien que l'ensemble de données contenu dans la présente publication ne repose que sur des sources fiables, il présente certaines limites. La multiplicité des sources se traduit par des différences méthodologiques : certaines sources rendent compte de tous les enfants bénéficiant d'une alimentation scolaire dans un pays donné, tandis que dans d'autres, seuls les enfants du primaire sont pris en compte.

Une autre limite est la quantité d'indicateurs fournis par chaque source : le nombre d'enfants est fourni dans toutes les sources, mais les données de portée, les données de financement et d'autres indicateurs n'étaient disponibles que pour un ensemble plus limité de pays. Les analyses contenues dans la présente publication spécifient systématiquement la taille de l'échantillon disponible pour chaque indicateur.

Par ailleurs, les données disponibles ne permettent pas de confirmer avec précision combien de repas par jour ou par semaine les enfants ont reçus, ni la nature exacte du repas (par exemple, une collation ou un repas complet).

L'écart entre les années de référence est une troisième limite de l'ensemble de données contenu dans la présente publication. Alors que certaines sources ont été publiées moins d'un an avant le présent rapport, d'autres sont plus anciennes ou se rapportent à des années scolaires antérieures.

Comme pour la *Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022*, afin de fournir une image complète des programmes d'alimentation scolaire dans le monde, cette publication combine des données nationales couvrant presque une décennie. Cette approche a été utilisée dans des rapports similaires, tels que le rapport *Situation des filets de protection sociale 2018* de la Banque mondiale, et offre un niveau de confiance satisfaisant pour une majorité de pays et pour les analyses et tendances transnationales. Son principal avantage est sa portée, puisqu'elle permet de maximiser le nombre de pays pour lesquels une donnée est disponible. Toutefois, l'exactitude potentiellement moindre de certaines données plus anciennes demeure une limite importante.

Enfin, en plus de l'étalement des données sur près de dix ans, l'année de référence utilisée pour calculer la couverture peut parfois ne pas correspondre entre le numérateur et le dénominateur (par exemple, les données sur le nombre d'enfants nourris dans les écoles primaires peuvent être disponibles, tandis que les données les plus récentes sur le nombre d'élèves inscrits dans le primaire pour ce pays peuvent remonter à l'année précédente).

A2.3 Enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire

Le nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire présenté dans cette publication correspond au total des enfants recevant une alimentation scolaire dans un pays donné.

Alors que la majorité des enfants recevant une alimentation scolaire sont pris en charge dans le cadre d'un programme d'alimentation scolaire dirigé et financé par le gouvernement, certains pays ont opté pour des programmes gérés localement et/ou financés en partie par des contributions des parents. Conformément à l'approche adoptée dans *La situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2022*, les bénéficiaires de l'alimentation scolaire doivent être compris comme « les enfants recevant des repas ou une autre forme de nourriture à l'école » (et non comme « les enfants bénéficiant d'une alimentation scolaire gratuite et financée par le gouvernement »).

Lorsqu'il existe plusieurs programmes d'alimentation scolaire dans un même pays, le chiffre présenté dans cette publication correspond au nombre total de bénéficiaires individuels, déductions faites d'éventuels chevauchements. Cette opération est généralement réalisée par les fournisseurs de données mentionnés à la section A2.1 de l'annexe II, et le total net correspond au chiffre déclaré par chacune de ces sources, mais il a été vérifié dans le cadre du processus de consolidation des données. Comme pour l'édition 2022, même dans ce rapport, trois configurations possibles ont été trouvées, comme décrit dans le tableau A2.3 ci-dessous.

Tableau A2.2
Configurations possibles des programmes d'alimentation scolaire aux fins du calcul du nombre total net d'enfants recevant une alimentation scolaire

Situation		Calcul du nombre total net d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire
1	Le pays ne compte qu'un seul programme d'alimentation scolaire	Le nombre total d'enfants bénéficiaires de l'alimentation scolaire correspond au nombre d'enfants bénéficiant de ce programme.
2	Le pays compte deux programmes d'alimentation scolaire ou plus	Les programmes se chevauchent : certains (ou tous) les enfants bénéficient des deux programmes. Le nombre de bénéficiaires ne s'additionne donc pas. Selon le cas, la taille du plus grand programme peut correspondre au total net.
3		Les programmes ne se chevauchent pas : chaque programme bénéficie à un groupe d'enfants distinct. Les nombres d'enfants s'additionnent : le total net correspond à la somme des bénéficiaires des différents programmes.

A2.4 Couverture

La couverture de l'alimentation scolaire dans un pays i (C_i) est définie comme le nombre d'enfants recevant des repas scolaires dans les écoles primaires au cours d'une année donnée (B_i) divisé par le nombre total d'enfants inscrits dans les écoles primaires la même année (P_i).

Le résultat est multiplié par 100 pour exprimer la couverture en pourcentage :

$$C_i = \frac{B_i}{P_i} * 100$$

Description des variables :

B_i : nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire dans l'enseignement primaire du pays i , pour une année donnée.

P_i : nombre total d'enfants inscrits dans l'enseignement primaire du pays i , pour la même année.

C_i : taux de couverture de l'alimentation scolaire dans l'enseignement primaire du pays.

Formule d'agrégation :

La formule suivante peut être appliquée pour calculer la couverture agrégée pour un groupe de pays x , tel qu'un groupe de revenu. Le résultat est multiplié par 100 pour exprimer la couverture en pourcentage :

$$C_x = \frac{\sum B_{i,x}}{\sum P_{i,x}} * 100$$

Pour chaque groupe de pays x , le nombre total d'enfants recevant une alimentation scolaire $\sum B_{i,x}$ est divisé par le nombre total d'enfants inscrits $\sum P_{i,x}$.

Interprétation :

- Les estimations de couverture varient entre 0 et 100 %.
- Une valeur élevée de l'indicateur indique qu'un nombre plus important d'enfants inscrits dans l'enseignement primaire bénéficient de l'alimentation scolaire à l'école.

A2.4.1 Couverture de l'alimentation scolaire dans les écoles publiques

L'intégration d'un indicateur de couverture de l'alimentation scolaire dans le cadre de l'ODD 4 constitue une avancée majeure, comblant une lacune de longue date dans les systèmes de suivi mondiaux, en permettant le suivi de la portée des programmes d'alimentation scolaire à l'échelle internationale. Pour la première fois, la communauté internationale peut s'appuyer sur une estimation normalisée et comparable à l'échelle mondiale de la proportion d'enfants d'âge scolaire primaire recevant des repas scolaires. Bien que cette approche garantisse une cohérence entre les pays, des analyses complémentaires permettent d'apporter une compréhension plus nuancée de la couverture et de ses implications en matière de politiques publiques.

Dans cette annexe, nous proposons une première analyse complémentaire pour un échantillon de pays, qui sera élargie dans les prochaines publications. Cette annexe présente un nouveau calcul de la couverture afin d'estimer l'ampleur des programmes gouvernementaux dans le seul système d'enseignement public. Cette analyse complémentaire repose sur le fait que, dans de nombreux pays, les politiques et programmes d'alimentation scolaire ainsi que les ressources allouées concernent uniquement les écoles publiques. Par ailleurs, il convient de noter l'absence de données sur la fourniture de l'alimentation scolaire dans les écoles privées.

L'analyse s'appuie sur les données de l'Institut de statistique de l'UNESCO concernant la part des inscriptions dans les établissements primaires privés. Ces données permettent d'estimer les effectifs d'élèves inscrits dans les écoles publiques et de calculer une couverture ajustée pour le secteur public selon la formule suivante :

$$\text{Couverture dans les écoles publiques (\%)} = \frac{\text{Nombre d'enfants du primaire recevant des repas}}{\text{Inscription totale dans l'enseignement primaire} \times (1 - \text{Part des inscriptions dans l'enseignement primaire dans les établissements privés})} \times 100$$

Le tableau A2.3 présente les estimations de la couverture de l'alimentation scolaire dans les écoles publiques pour certains pays de la région Amérique latine et Caraïbes (ALC) pour lesquels des données pertinentes étaient disponibles. Cette analyse complémentaire repose sur l'hypothèse que les chiffres déclarés par les gouvernements pour l'alimentation scolaire dans les pays de l'échantillon du tableau A2.3 ne concernent que les écoles publiques, tandis que les données sur les inscriptions incluent à la fois les établissements publics et privés.

Tableau A2.3
Estimations de la couverture dans les écoles publiques (pays sélectionnés de la région Amérique latine et Caraïbes)

	Nombre total d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire (tous niveaux)	Nombre total d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire (primaire)	Inscriptions (primaire) – UNESCO	Part des inscriptions dans des établissements primaires privés	Inscriptions (primaire) – public	Couverture (primaire) – méthodologie des ODD	Couverture dans les écoles publiques (primaire)
État plurinational de Bolivie	2 619 090	1 233 764	1 394 417	9,83 %	1 257 346	88 %	98 %
Chili	1 568 394	977 820	1 545 104	62,94 %	572 616	63 %	100 %
Colombie	5 904 785	2 826 401	4 140 463	19,32 %	3 340 526	68 %	85 %
République dominicaine	1 648 304	873 601	1 155 182	19,38 %	931 308	76 %	94 %
Guatemala	2 654 521	2 079 759	2 414 945	11,21 %	2 144 230	86 %	97 %
Honduras	1 218 072	1 039 026	1 074 043	11,69 %	948 487	97 %	100 %
Pérou	4 243 054	2 708 077	3 819 011	25,56 %	2 842 872	71 %	95 %

Cette méthode complète l'indicateur de l'ODD 4 en offrant aux gouvernements et à leurs partenaires un angle supplémentaire pour évaluer les progrès nationaux vers une couverture universelle de l'alimentation scolaire. Bien que cette analyse porte actuellement sur certains pays de la région Amérique latine et Caraïbes, elle constitue une première étape, avec pour objectif de l'étendre à d'autres régions du monde à mesure que les données seront disponibles.

Encadré A2.1

Classification des pays par niveau de revenu

La présente publication suit la classification de la Banque mondiale des pays par groupes de revenu. La classification retenue ici est celle de l'« exercice 2025 », fondée sur le revenu national brut (RNB) par habitant en 2023 ([méthode Atlas](#)), et calculée comme suit :

Catégorie de revenu	Seuils de RNB par habitant
Pays à faible revenu	1 145 dollars américains ou moins
Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	entre 1 146 et 4 515 dollars américains
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	entre 4 516 et 14 005 dollars américains
Pays à revenu élevé	au-dessus de 14 005 dollars américains

La liste complète des pays inclus dans chacun de ces groupes de revenu est disponible sur [le site web de la Banque mondiale](#) et figure à l'Annexe II de la présente publication.

À NOTER : Plusieurs pays ont modifié leur classification en fonction du niveau de revenu par rapport à l'édition précédente. Ces pays sont les suivants :

- Samoa américaines : d'intermédiaire de la tranche supérieure à élevé
- Bénin : de faible à intermédiaire de la tranche inférieure
- Bulgarie : d'intermédiaire de la tranche supérieure à élevé
- Guinée : de faible à intermédiaire de la tranche inférieure
- Guyane : d'intermédiaire de la tranche supérieure à élevé
- Haïti : de faible à intermédiaire de la tranche inférieure
- Indonésie : d'intermédiaire de la tranche inférieure à intermédiaire de la tranche supérieure
- Jordanie : d'intermédiaire de la tranche supérieure à intermédiaire de la tranche inférieure
- Liban : d'intermédiaire de la tranche supérieure à intermédiaire de la tranche inférieure
- Mongolie : d'intermédiaire de la tranche inférieure à intermédiaire de la tranche supérieure
- Nauru : d'intermédiaire de la tranche supérieure à élevé
- Népal : de faible à intermédiaire de la tranche inférieure

- République de Moldova : d'intermédiaire de la tranche inférieure à intermédiaire de la tranche supérieure
- Roumanie : d'intermédiaire de la tranche supérieure à élevé
- Fédération de Russie : d'intermédiaire de la tranche supérieure à élevé
- Samoa : d'intermédiaire de la tranche supérieure à intermédiaire de la tranche inférieure
- Sri Lanka : d'intermédiaire de la tranche supérieure à intermédiaire de la tranche inférieure
- Soudan : d'intermédiaire de la tranche inférieure à faible
- Tadjikistan : de faible à intermédiaire de la tranche inférieure
- Ukraine : d'intermédiaire de la tranche inférieure à intermédiaire de la tranche supérieure
- République-Unie de Tanzanie : de faible à intermédiaire de la tranche inférieure
- Venezuela : d'intermédiaire de la tranche supérieure à aucune classification.

Toutes les comparaisons fondées sur le revenu dans le présent rapport utilisent la classification par niveau de revenu de la Banque mondiale pour l'exercice 2025. Cela signifie que si la catégorie de revenu d'un pays a changé depuis l'édition précédente, il est analysé ici en fonction de la classification de la Banque mondiale pour l'exercice 2025.

Enfin, le Venezuela est exclu de toutes les analyses ventilées par niveau de revenu, car il ne dispose plus de classification officielle depuis l'exercice 2022.

A2.5 Investissement financier annuel dans l'alimentation scolaire

Les calculs relatifs à l'investissement financier annuel dans l'alimentation scolaire sont présentés dans le tableau A2.4. L'investissement est défini comme le budget total alloué à l'alimentation scolaire, ou une estimation de ce budget. Les informations sur les investissements des pays dans l'alimentation scolaire ne sont pas disponibles pour tous les pays, mais les données disponibles sont présentées dans la présente publication. Seuls les pays disposant d'un programme d'alimentation scolaire ont été inclus dans l'estimation de l'investissement.

Tableau A2. 4
Quatre estimations de l'investissement annuel total dans l'alimentation scolaire

Source	Nombre de pays	Nombre d'enfants	Valeur de l'investissement	Investissement mondial estimé (en dollars américains)
Coût réel rapporté uniquement	116	289,5 millions	Budget alloué	65,6 milliards
Estimations dérivées des coûts rapportés	116	289,5 millions	Coût moyen par groupe de revenus	65,6 milliards
Coût réel rapporté + estimations pour les autres pays	173	463,5 millions	Budget alloué pour 116 pays disposant de données ; coût moyen par groupe de revenu pour les 57 autres pays	84 milliards
Estimations (tous les pays)	173	463,5 millions	Coût moyen par groupe de revenus	84 milliards

Les méthodes suivantes ont été utilisées pour estimer l'investissement mondial dans les programmes d'alimentation scolaire, comme indiqué dans le tableau A2.4 :

- (1) Investissement mondial rapporté : **65,6 milliards de dollars américains**
Échantillon : **116 pays**

La première méthode, qui aboutit à un chiffre de 65,6 milliards de dollars américains, est fondée sur les budgets nationaux déclarés. Selon cette approche, l'investissement global $M_{(1)}$ est la somme de tous les budgets nationaux rapportés (G_i) dans ces 116 pays pour lesquels des données étaient disponibles :

$$M_{(1)} = \sum_{i=1}^{116} G_i$$

(2) Investissement mondial estimé : **65,6 milliards de dollars américains**
Échantillon : **116 pays**

La deuxième approche, qui a abouti à un chiffre de 65,6 milliards de dollars américains, est une estimation alternative à la première, pour le même échantillon de pays. Au lieu d'utiliser les chiffres budgétaires rapportés, l'investissement total $M_{(2)}$ a été estimé comme le coût moyen (AC) total du groupe de revenu (x) multiplié par le nombre de bénéficiaires (B) dans le pays (i) dans l'ensemble des 116 pays :

$$M_{(2)} = \sum_{x=1}^{116} (AC_x \times B_i)$$

Le tableau A2.5 présente le coût moyen par groupe de revenu utilisé pour ce calcul.

Tableau A2.5
Coût moyen par groupe de revenu utilisé pour estimer l'investissement mondial

Catégorie de revenu	Coût moyen utilisé pour les estimations
Pays à faible revenu	22,09 dollars américains
Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	23,89 dollars américains
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	84,18 dollars américains
Pays à revenu élevé	665,76 dollars américains

(3) Investissement mondial estimé : **84 milliards de dollars américains**
Échantillon : **173 pays**

La troisième méthode, qui a abouti à une estimation de 84 milliards de dollars américains, combine les deux méthodes précédemment décrites et les applique à un échantillon plus large, incluant à la fois les pays disposant de données sur les investissements (n = 116) et ceux n'en disposant pas, mais pour lesquels on connaît le nombre de bénéficiaires.

Aux 65,6 milliards de dollars estimés selon la méthode (1), s'ajoute une estimation selon la méthode (2) pour 57 pays supplémentaires qui disposent d'un programme national d'alimentation scolaire mais pour lesquels aucune donnée budgétaire n'est disponible. Le nombre d'enfants bénéficiant d'une alimentation scolaire, tel que rapporté dans cette publication, a été multiplié pour chaque pays par le coût moyen total correspondant à son groupe de revenu (tableau A2.5). Les valeurs ainsi obtenues ont été additionnées pour l'ensemble des 57 pays, puis ajoutées à l'estimation obtenue selon la méthode 1 ($M_{(1)}$). Le calcul complet correspondant à la méthode 3 ($M_{(3)}$) est décrit comme suit :

$$M_{(3)} = M_{(1)} + \sum_{i=1}^{57} (AC_x \times B_i)$$

(4) Investissement mondial estimé : **84 milliards de dollars américains**
Échantillon : **173 pays**

La quatrième méthode ($M_{(4)}$), qui donne également une estimation de 84 milliards de dollars américains, reprend la méthode 2, mais cette fois en l'appliquant à l'ensemble des 173 pays pour lesquels des données sont disponibles sur le nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire. Comme décrit ci-dessus, le nombre d'enfants, tel que rapporté dans la présente publication, a été multiplié par le coût moyen total par groupe de revenu pour chaque pays, et ces valeurs ont été additionnées pour l'ensemble des 173 pays. Ce calcul peut être résumé par l'équation ci-dessous :

$$M_{(4)} = \sum_{i=1}^{173} (AC_x \times B_i)$$

Annexe III

Afin de permettre la comparabilité entre les pays, les estimations de la couverture présentées dans cette annexe suivent la méthodologie de l'ODD 4, qui se base sur le nombre total d'inscriptions dans les écoles primaires (publiques et privées). Cependant, certains pays peuvent afficher des taux de couverture plus élevés dans les écoles publiques, voire une couverture universelle, comme le montre l'annexe A2.4.1 pour certains pays d'Amérique latine.

PAYS	Niveau de revenu	SOSF 2020				SOSF 2022				SOSF 2024			
		Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée
Afghanistan	L	2018	1,341,812	Est		2018	1,341,812	Est		2022	911,741	GCNF 2024	
Albanie	UM	2018	99,041	Est		2018	99,041	Est		2018	99,041	Est	
Algérie**	UM	2019	39,632	WFP ACR	1%	2019	39,632	WFP ACR	1%	2023	40,196	WFP ACR	
Samoa américaines	H												
Andorre	H					2020-2021	1,334	GCNF 2021	13%	2022-2023	1,345	GCNF 2024	13%
Angola	LM	2017	1,516,133	AUSSF	27%	2017	1,516,133	AUSSF	27%	2022-2023	1,890,610	GCNF 2024	33%*
Antigua-et-Barbuda	H	2018	8,560	Est		2020-2021	6,951	GCNF 2021	68%	2020-2021	6,951	GCNF 2021	
Argentine	UM	2015	1,687,785	SSSN	36%	2020	2,810,772	GCNF 2021	44%	2020	2,810,772	GCNF 2021	
Arménie	UM	2018	103,101	Est	65%	2020-2021	105,630	GCNF 2021	66%	2022-2023	116,262	GCNF 2024	65%
Aruba	H												
Australie	H	2012	4,800	SOSF 2013	0%	2012	4,800	SOSF 2013	0%	2012	4,800	SOSF 2013	
Autriche	H					2020-2021	475,738	GCNF 2021	59%	2022-2023	476,801	GCNF 2024	60%*
Azerbaïdjan	UM												
Bahamas	H					2020-2021	6,000	GCNF 2021	12%	2022-2023	6,673	GCNF 2024	18%

PAYS	Niveau de revenu	SOSF 2020				SOSF 2022				SOSF 2024			
		Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée
Bahreïn	H	2018	96,300	Est		2018	96,300	Est		2018	96,300	Est	
Bangladesh	LM	2018	2,964,528	Est	15%	2020	2,971,370	GCNF 2021	15%	2022	2,947,899	GCNF 2024	14%
Barbade	H	2018	17,097	Est		2020-2021	25,645	GCNF 2021	100%	2020-2021	25,645	GCNF 2021	
Biélorussie	UM	2018	247,949	Est		2018	247,949	Est		2018	247,949	Est	
Belgique	H					2020-2021	287,151	GCNF 2021	23%	2022-2023	486,479	GCNF 2024	39%*
Belize	UM	2018	29,426	Est		2020-2021	0	GCNF 2021		2024	7,633	OS	11%*
Bénin	LM	2018	460,063	Est	21%	2020-2021	835,453	GCNF 2021	38%	2022-2023	1,267,366	GCNF 2024	52%*
Bermudes	H	2018	3,507	Est		2018	3,507	Est		2018	3,507	Est	
Bhoutan	LM	2018	74,726	GCNF 2019	19%	2021	101,762	GCNF 2021	33%	2022	98,133	GCNF 2024	38%
Bolivie (État plurinational de)	LM	2013	2,383,408	SSM	100%	2013	2,383,408	SSM	100%	2024	2,619,090	WFP Est	88%*
Bosnie-Herzégovine	UM	2018	92,386	Est		2020-2021	27,698	GCNF 2021		2022-2023	66,262	GCNF 2024	19%
Botswana	UM	2018	358,854	GCNF 2019	100%	2020	569,514	GCNF 2021	100%	2022	364,859	GCNF 2024	96%
Brésil	UM	2019	40,197,071	OS	100%	2020	40,200,000	Est	100%	2024	38,531,387	OS	100%*
Îles Vierges britanniques	H												
Brunei Darussalam	H					2021	34,669	GCNF 2021	73%	2021	34,669	GCNF 2021	
Bulgarie	H	2018	151,852	Est		2020-2021	432,749	GCNF 2021	93%	2022-2023	420,993	GCNF 2024	97%*
Burkina Faso	L	2018	3,863,926	Est	100%	2020-2021	3,689,774	GCNF 2021	100%	2022-2023	4,449,106	GCNF 2024	100%
Burundi	L	2019	613,452	WFP ACR	28%	2020-2021	520,613	GCNF 2021	23%	2022-2023	743,570	GCNF 2024	
Cap-Vert	LM	2015	3,168	SSSN	5%	2020-2021	85,117	GCNF 2021	100%	2022-2023	90,754	GCNF 2024	
Cambodge	LM	2019	281,385	WFP ACR	13%	2020-2021	277,881	GCNF 2021	12%	2022-2023	299,366	GCNF 2024	12%

PAYS	Niveau de revenu	SOSF 2020				SOSF 2022				SOSF 2024			
		Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée
Cameroun	LM	2018	18,315	GCNF 2019	0%	2020-2021	195,042	GCNF 2021	4%	2022-2023	174,408	GCNF 2024	3%
Canada	H	2012	292,645	SOSF 2013	12%	2012	292,645	SOSF 2013	12%	2022-2023	1,173,731	GCNF 2024	
Îles Caïmans	H												
République centrafricaine	L	2019	241,957	WFP ACR	30%	2020-2021	215,411	GCNF 2021	26%	2022-2023	173,212	GCNF 2024	
Tchad	L	2019	138,078	WFP ACR	6%	2020-2021	122,251	GCNF 2021	5%	2023	342,000	WFP ACR	8%
Îles Chanel	H												
Chili	H	2015	1,828,556	SSSN	100%	2020	2,029,882	GCNF 2021	100%	2022	1,568,394	GCNF 2024	63%
Chine	UM	2019	40,000,000	OS	39%	2020-2021	37,000,000	GCNF 2021	25%	2023	34,570,000	OS	22%
Chine, la région administrative spéciale de Hong Kong	H	2008	243,984	SOSF 2013	67%	2008	243,984	SOSF 2013	67%	2008	243,984	SOSF 2013	
Chine, la région administrative spéciale de Macao	H												
Chine, Taiwan, province de Chine	H												
Colombie	UM	2018	5,387,504	Est	63%	2018	5,387,504	Est	65%	2023	5,904,785	OS	68%*
Comores	LM												
Congo	LM	2019	141,961	WFP ACR		2020-2021	142,450	GCNF 2021		2022-2023	178,219	GCNF 2024	20%
Costa Rica	UM	2014	691,294	SSSN	100%	2014	691,294	SSSN	100%	2022	830,688	GCNF 2024	100%
Côte d'Ivoire	LM	2018	976,443	Est	25%	2020-2021	1,024,401	GCNF 2021	25%	2022-2023	977,631	GCNF 2024	21%
Croatie	H	2012	151,514	SOSF 2013	93%	2020-2021	405,136	GCNF 2021	100%	2022-2023	422,728	GCNF 2024	100%*

PAYS	Niveau de revenu	SOSF 2020				SOSF 2022				SOSF 2024			
		Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée
Cuba	UM	2015	827,070	SSM	100%	2015	827,070	SSM	100%	2024-2025	849,274	OS	
Curaçao	H												
Chypre	H	2019	14,717	Est	14%	2020-2021	13,263	GCNF 2021	10%	2022-2023	14,502	GCNF 2024	11%*
Tchéquie	H	2019	1,351,000	Est	100%	2020-2021	1,444,077	GCNF 2021	100%	2022-2023	1,243,429	GCNF 2024	92%*
République populaire démocratique de Corée	L	2018	318,168	Est		2018	318,168	Est		2018	318,168	Est	
République démocratique du Congo	L	2019	124,485	WFP ACR	1%	2020-2021	165,000	GCNF 2021	1%	2022-2023	222,800	GCNF 2024	1%
Danemark	H												
Djibouti	LM	2019	19,590	WFP ACR	29%	2019	19,590	WFP ACR	28%	2022-2023	24,590	GCNF 2024	23%
Dominique	UM	2018	4,245	Est		2018	4,245	Est		2022-2023	3,442	GCNF 2024	36%
République dominicaine	UM	2016	1,739,355	SSM	100%	2016	1,739,355	SSM	100%	2022	1,648,304	GCNF 2024	76%
Équateur	UM	2015	2,873,148	SSM	100%	2020-2021	2,941,952	GCNF 2021	84%	2023	2,862,662	OS	98%
Égypte	LM	2018	11,201,245	Est	77%	2018	11,201,245	Est	73%	2024	13,700,000	WFP Est	85%*
El Salvador	UM												
Guinée équatoriale	UM												
Érythrée	L												
Estonie	H	2018	72,402	Est		2020-2021	221,479	GCNF 2021	99%	2022-2023	233,774	GCNF 2024	100%*
Eswatini	LM	2018	365,089	GCNF 2019	100%	2020	379,336	GCNF 2021	100%	2022	353,546	GCNF 2024	
Éthiopie	L	2018	2,539,286	GCNF 2019	16%	2020-2021	1,676,452	GCNF 2021	8%	2022-2023	6,911,733	GCNF 2024	44%
Îles Féroé	H												
Fidji	UM	2018	40,078	Est	19%	2018	40,078	Est	18%	2018	40,078	Est	

PAYS	Niveau de revenu	SOSF 2020				SOSF 2022				SOSF 2024			
		Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée
Finlande	H	2018	840,000	Est	99%	2020-2021	920,700	GCNF 2021	100%	2022-2023	1,056,288	GCNF 2024	99%*
France	H	2015	6,000,000	OS	70%	2020-2021	9,294,500	GCNF 2021	76%	2022-2023	9,563,276	GCNF 2024	87%*
Polynésie française	H												
Gabon	UM												
Gambie	L	2018	165,422	GCNF 2019	41%	2020-2021	261,231	GCNF 2021	47%	2022-2023	268,514	GCNF 2024	47%
Géorgie	UM												
Allemagne	H												
Ghana	LM	2017	1,700,000	AUSSF	39%	2020-2021	3,448,065	GCNF 2021	55%	2022	3,600,000	GCNF 2024	76%
Gibraltar	H												
Grèce	H	2018	6,130	Est	0%	2020-2021	4,870	GCNF 2021	0%	2022-2023	157,181	GCNF 2024	26%*
Groenland	H												
Grenade	UM	2012	7,051	SSSN	53%	2020-2021	6,000	GCNF 2021	53%	2020-2021	6,000	GCNF 2021	
Guam	H												
Guatemala	UM	2018	2,459,053	Est	84%	2020	2,526,650	GCNF 2021	87%	2022	2,654,521	GCNF 2024	86%
Guinée	LM	2018	374,885	Est		2020-2021	218,714	GCNF 2021	10%	2022-2023	172,527	GCNF 2024	
Guinée-Bissau	L	2019	178,083	WFP ACR		2020-2021	224,986	GCNF 2021		2022-2023	267,799	GCNF 2024	
Guyane	H	2019	13,539	GCNF 2019		2020-2021	81,712	GCNF 2021		2020-2021	81,712	GCNF 2021	
Haïti	LM	2016	876,000	SSM		2020-2021	857,350	GCNF 2021		2022-2023	1,130,978	GCNF 2024	
Honduras	LM	2018	1,300,000	Est	80%	2020	1,256,227	GCNF 2021	100%	2022-2023	1,218,072	GCNF 2024	97%
Hongrie	H	2019	1,004,376	Est	100%	2020-2021	989,550	GCNF 2021	100%	2020-2021	989,550	GCNF 2021	
Islande	H					2020-2021	83,845	GCNF 2021	100%	2024	66,592	OS	

PAYS	Niveau de revenu	SOSF 2020				SOSF 2022				SOSF 2024			
		Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée
Inde	LM	2019	90,414,539	OS	63%	2020-2021	106,000,000	Est	55%	2023	118,000,000	OS	
Indonésie	UM	2018	100,136	GCNF 2019	0%	2018	100,136	GCNF 2019	0%	2018	100,136	GCNF 2019	
Iran (République islamique d')	UM	2012	2,812	SOSF 2013	0%	2012	2,812	SOSF 2013	0%	2024	8,727	WFP Est	
Irak	UM	2019	633,351	Est		2020-2021	350,000	GCNF 2021		2022-2023	450,000	GCNF 2024	
Irlande	H	2008	91,152	SOSF 2013	16%	2020-2021	219,487	GCNF 2021	26%	2022-2023	261,005	GCNF 2024	30%*
Île de Man	H												
Israël	H	2018	775,557	Est		2020-2021	448,530	GCNF 2021	18%	2022-2023	481,813	GCNF 2024	24%*
Italie	H	2018	2,454,385	Est		2020-2021	1,402,235	GCNF 2021	21%	2020-2021	1,402,235	GCNF 2021	
Jamaïque	UM	2012	311,000	SOSF 2013	100%	2020-2021	131,663	GCNF 2021	33%	2022-2023	103,879	GCNF 2024	21%
Japon	H	2018	8,863,908	OS	96%	2018	8,863,908	OS	96%	2022-2023	9,258,701	GCNF 2024	99%*
Jordanie	LM	2019	419,327	WFP ACR	37%	2019	419,327	WFP ACR	37%	2022-2023	490,000	GCNF 2024	40%
Kazakhstan	UM	2019	3,058,747	GCNF 2019	95%	2020-2021	3,058,747	GCNF 2021	88%	2022-2023	2,470,282	GCNF 2024	68%
Kenya	LM	2018	1,754,000	Est	21%	2020-2021	1,800,000	GCNF 2021	22%	2024	2,600,000	OS	
Kiribati	LM					2020	3,000	GCNF 2021		2020	3,000	GCNF 2021	
Kosovo	UM												
Koweït	H	2018	236,744	Est		2018	236,744	Est	85%	2018	236,744	Est	
Kirghizistan	LM	2018	595,000	GCNF 2019	100%	2020-2021	66,443	GCNF 2021	12%	2022-2023	545,114	GCNF 2024	89%
République démocratique populaire lao	LM	2018	195,546	Est	21%	2020-2021	183,529	GCNF 2021	21%	2022-2023	240,000	GCNF 2024	28%
Lettonie	H	2018	102,751	Est		2020-2021	264,551	GCNF 2021	100%	2022-2023	276,963	GCNF 2024	100%*
Liban	LM	2019	31,929	WFP ACR	6%	2019	31,929	WFP ACR	6%	2024	126,329	WFP Est	

PAYS	Niveau de revenu	SOSF 2020				SOSF 2022				SOSF 2024			
		Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée
Lesotho	LM	2018	386,923	Est	90%	2020	363,461	GCNF 2021	85%	2022	302,983	GCNF 2024	80%
Libéria	L	2019	287,456	Est	24%	2020-2021	278,043	GCNF 2021	26%	2022-2023	517,076	GCNF 2024	47%*
Libye	UM	2019	20,754	WFP ACR		2020-2021	18,000	GCNF 2021		2023	61,709	WFP ACR	
Liechtenstein	H												
Lituanie	H	2016	635,500	SSSN	100%	2020-2021	317,087	GCNF 2021	100%	2022-2023	251,748	GCNF 2024	100%*
Luxembourg	H	2018	31,671	Est		2020-2021	104,702	GCNF 2021	99%	2022-2023	109,323	GCNF 2024	97%*
Madagascar	L	2018	567,763	Est	12%	2020-2021	366,693	GCNF 2021	8%	2022-2023	1,074,166	GCNF 2024	18%
Malawi	L	2018	2,936,455	Est	65%	2021	2,803,891	Est	60%	2022-2023	2,607,267	GCNF 2024	48%
Malaisie	UM	2018	500,000	GCNF 2019	16%	2020	1,022,628	GCNF 2021	15%	2022	1,008,794	GCNF 2024	25%
Maldives	UM												
Mali	L	2018	514,842	GCNF 2019	19%	2020-2021	581,014	GCNF 2021	20%	2022-2023	658,172	GCNF 2024	19%
Malte	H	2018	21,291	Est		2020-2021	21,162	GCNF 2021	79%	2022-2023	9,370	GCNF 2024	35%*
Îles Marshall	UM	2018	4,603	Est		2018	4,603	Est		2022-2023	12,282	GCNF 2024	100%*
Mauritanie	LM	2019	51,917	WFP ACR	8%	2020-2021	172,905	GCNF 2021	26%	2022-2023	322,884	GCNF 2024	37%
Maurice	UM	2011	75,000	SSSN	84%	2011	75,000	SSSN	91%	2024	70,332	OS	79%*
Mexique	UM	2015	6,357,712	SSM	45%	2020-2021	6,518,168	GCNF 2021	47%	2022-2023	6,117,617	OS	29%*
Micronésie (États fédérés de)	LM												
Monaco	H					2020-2021	6,071	GCNF 2021	99%	2022-2023	4,220	GCNF 2024	66%
Mongolie	UM	2018	309,355	GCNF 2019	99%	2020-2021	371,480	GCNF 2021	100%	2022-2023	382,002	GCNF 2024	100%
Monténégro	UM												

PAYS	Niveau de revenu	SOSF 2020				SOSF 2022				SOSF 2024			
		Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée
Maroc	LM	2014	1,267,109	SSSN	29%	2014	1,267,109	SSSN	28%	2022-2023	1,442,797	GCNF 2024	26%
Mozambique	L	2019	200,302	WFP ACR	3%	2021	304,819	GCNF 2021	4%	2022	554,962	GCNF 2024	7%
Myanmar	LM	2019	353,144	WFP ACR	7%	2019	353,144	WFP ACR	7%	2022-2023	1,500,000	GCNF 2024	
Namibie	UM	2018	365,854	GCNF 2019	75%	2020	398,100	GCNF 2021	67%	2022-2023	518,829	GCNF 2024	84%*
Nauru	H	2018	3,233	Est	100%	2018	3,233	Est	100%	2018	3,233	Est	
Népal	LM	2018	636,000	Est	12%	2020-2021	3,240,128	GCNF 2021	76%	2022-2023	4,819,028	GCNF 2024	100%
Pays-Bas (Royaume des)	H					2020-2021	476,143	GCNF 2021	41%	2022-2023	514,980	GCNF 2024	40%*
Nouvelle-Calédonie	H												
Nouvelle-Zélande	H					2020	42,000	GCNF 2021	11%	2022	226,100	GCNF 2024	40%
Nicaragua	LM	2015	1,200,000	SSM		2015	1,200,000	SSM		2015	1,200,000	SSM	
Niger	L	2018	193,301	GCNF 2019	5%	2020-2021	612,713	GCNF 2021	17%	2022-2023	597,387	GCNF 2024	16%
Nigeria	LM	2019	9,829,603	GCNF 2019	38%	2020-2021	9,887,000	GCNF 2021	39%	2022-2023	9,990,862	GCNF 2024	
Macédoine du Nord	UM					2020-2021	42,233	GCNF 2021	12%	2022-2023	48,865	GCNF 2024	12%*
Îles Mariannes du Nord	H												
Norvège	H												
Oman	H												
Pakistan	LM	2018	10,405,277	Est		2018	10,405,277	Est		2024	10,041,132	WFP Est	
Palau	H	2019	2,264	GCNF 2019	100%	2020-2021	2,259	GCNF 2021	100%	2022-2023	2,216	GCNF 2024	100%
Panama	H	2018	463,172	Est	95%	2020	385,340	GCNF 2021	71%	2020	385,340	GCNF 2021	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	LM												

PAYS	Niveau de revenu	SOSF 2020				SOSF 2022				SOSF 2024			
		Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée
Paraguay	UM	2014	1,085,942	SSM	100%	2014	1,085,942	SSM	100%	2014	1,085,942	SSM	
Pérou	UM	2015	2,398,480	SSSN	67%	2020	4,199,532	GCNF 2021	71%	2022	4,243,054	GCNF 2024	71%
Philippines	LM	2019	2,299,766	Est	16%	2020-2021	3,526,589	GCNF 2021	27%	2022-2023	3,651,028	WFP Est	28%
Pologne	H	2011	730,000	SSSN	32%	2020-2021	1,826,050	GCNF 2021	75%	2022-2023	1,951,891	GCNF 2024	100%*
Portugal	H	2018	1,317,306	GCNF 2019	100%	2020-2021	1,135,742	GCNF 2021	50%	2020-2021	1,135,742	GCNF 2021	
Porto Rico	H	2018	192,425	Est		2018	192,425	Est		2018	192,425	Est	
Qatar	H	2018	130,152	Est		2018	130,152	Est		2018	130,152	Est	
République de Corée	H									2022-2023	6,307,298	GCNF 2024	100%*
République de Moldavie	UM	2018	305,300	Est	98%	2018	305,300	Est	99%	2022-2023	271,820	GCNF 2024	99%
Roumanie	H					2020-2021	1,905,735	GCNF 2021	96%	2022-2023	1,672,561	GCNF 2024	88%*
Fédération de Russie	H	2019	8,286,908	OS	100%	2020	13,957,969	OS	100%	2023	18,049,000	OS	96%
Rwanda	L	2018	724,059	OS	7%	2018	724,059	OS	7%	2022-2023	3,908,597	OS	92%
Saint-Kitts-et-Nevis	H	2018	4,610	Est		2020-2021	3,406	GCNF 2021	56%	2022-2023	4,077	GCNF 2024	
Sainte-Lucie	UM	2019	6,824	GCNF 2019	41%	2020-2021	7,700	GCNF 2021	45%	2022-2023	8,157	GCNF 2024	49%
Saint-Martin (partie française)	H												
Saint-Vincent-et-les Grenadines	UM	2018	7,650	Est		2020-2021	10,231	GCNF 2021	59%	2022-2023	7,500	GCNF 2024	62%
Samoa	LM												
Saint-Marin	H					2020-2021	2,431	GCNF 2021	97%	2022-2023	2,191	GCNF 2024	100%
Sao Tomé-et-Principe	LM	2018	46,766	GCNF 2019	99%	2020-2021	47,550	GCNF 2021	100%	2022-2023	48,763	GCNF 2024	

PAYS	Niveau de revenu	SOSF 2020				SOSF 2022				SOSF 2024			
		Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée
Arabie saoudite	H	2018	2,789,606	Est		2018	2,789,606	Est		2018	2,789,606	Est	
Sénégal	LM	2018	587,810	Est	18%	2018	587,810	Est	17%	2022-2023	369,053	GCNF 2024	14%
Serbie	UM	2018	154,629	Est		2018	154,629	Est	60%	2018	154,629	Est	
Seychelles	H	2018	7,829	Est		2018	7,829	Est		2018	7,829	Est	
Sierra Leone	L	2018	836,000	Est	61%	2020-2021	485,674	GCNF 2021	28%	2022-2023	654,961	GCNF 2024	32%
Singapour	H	2018	198,433	Est		2018	198,433	Est		2018	198,433	Est	
Sint Maarten (partie néerlandaise)	H												
Slovaquie	H	2018	190,631	Est		2020-2021	631,493	GCNF 2021	100%	2022-2023	775,045	GCNF 2024	100%*
Slovénie	H	2018	104,858	Est		2020-2021	167,228	GCNF 2021	100%	2022-2023	178,205	GCNF 2024	100%*
Îles Salomon	LM												
Somalie	L	2019	164,708	WFP ACR		2020-2021	170,796	GCNF 2021		2023	197,000	WFP Est	42%
Afrique du Sud	UM	2018	9,200,000	Est	80%	2020	9,613,630	GCNF 2021	87%	2022-2023	9,322,860	GCNF 2024	78%*
Soudan du Sud	L	2019	460,413	WFP ACR	36%	2020	338,243	GCNF 2021	26%	2022	583,584	GCNF 2024	34%*
Espagne	H	2016	1,759,394	OS	28%	2020-2021	1,769,394	GCNF 2021	28%	2022-2023	1,985,686	GCNF 2024	35%*
Sri Lanka	LM	2018	1,467,465	GCNF 2019	84%	2020	1,067,243	GCNF 2021	62%	2022	1,077,911	GCNF 2024	66%
État de Palestine	LM	2014	65,000	SSSN	13%	2014	65,000	SSSN	13%	2014	65,000	SSSN	
Soudan	L	2019	1,361,789	Est	27%	2020-2021	1,890,277	GCNF 2021	39%	2020-2021	1,890,277	GCNF 2021	
Suriname	UM												
Suède	H	2012	1,180,947	SOSF 2013	100%	2020-2021	2,177,882	GCNF 2021	100%	2022-2023	2,132,504	GCNF 2024	100%*
Suisse	H	2018	81,000	GCNF 2019	13%	2020-2021	83,544	GCNF 2021	13%	2022-2023	390,442	GCNF 2024	39%*

PAYS	Niveau de revenu	SOSF 2020				SOSF 2022				SOSF 2024			
		Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée
République arabe syrienne	L	2018	1,308,648	Est	63%	2020-2021	651,728	GCNF 2021	42%	2022-2023	706,792	GCNF 2024	33%
Tadjikistan	LM	2019	416,899	WFP ACR	54%	2020-2021	433,000	GCNF 2021	56%	2022-2023	657,721	GCNF 2024	56%
Thaïlande	UM	2019	4,081,643	GCNF 2019	82%	2020-2021	3,939,102	GCNF 2021	63%	2020-2021	3,939,102	GCNF 2021	
Timor-Leste	LM	2018	302,447	GCNF 2019	100%	2020	323,846	GCNF 2021	100%	2022	272,563	GCNF 2024	100%
Togo	L	2018	91,319	Est	6%	2020-2021	133,008	GCNF 2021	8%	2022-2023	218,567	GCNF 2024	11%
Tonga	UM	2018	9,844	Est		2018	9,844	Est		2018	9,844	Est	
Trinité-et-Tobago	H	2019	141,484	Est		2020-2021	25,524	GCNF 2021	17%	2022-2023	74,287	GCNF 2024	41%
Tunisie	LM	2018	360,000	GCNF 2019	22%	2020-2021	350,000	GCNF 2021	20%	2022-2023	390,000	GCNF 2024	22%
Turquie	UM	2013	6,182,368	SSSN	100%	2013	6,182,368	SSSN	100%	2013	6,182,368	SSSN	
Turkménistan	UM												
Îles Turques-et-Caïques	H												
Tuvalu	UM												
Ouganda	L	2018	3,651,225	GCNF 2019	34%	2020-2021	1,452,717	Est	11%	2022	1,216,700	GCNF 2024	
Ukraine	UM	2018	762,256	Est		2018	762,256	Est		2024	1,965,671	OS	68%*
Émirats arabes unis	H	2019	821,236	Est	85%	2020-2021	288,795	GCNF 2021	18%	2020-2021	288,795	GCNF 2021	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	H	2019	1,275,318	OS	17%	2019	1,275,318	OS	17%	2019	1,275,318	OS	
République-Unie de Tanzanie	LM	2017	28,000	AUSSF	0%	2017	28,000	AUSSF	0%	2022	6,883,911	GCNF 2024	53%
États-Unis d'Amérique	H	2018	30,000,000	GCNF 2019	100%	2020-2021	28,000,000	GCNF 2021	65%	2022-2023	30,100,000	GCNF 2024	74%*
Îles Vierges américaines	H												

PAYS	Niveau de revenu	SOSF 2020				SOSF 2022				SOSF 2024			
		Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée	Année de référence	Nombre d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire	Source	Couverture estimée
Uruguay	H	2018	273,732	Est	66%	2021	208,176	GCNF 2021	69%	2024	201,415	OS	
Ouzbékistan	LM	2018	1,129,906	Est		2018	1,129,906	Est		2022-2023	289,219	GCNF 2024	11%
Vanuatu	LM												
Venezuela (République bolivarienne du)	NA	2018	1,904,346	Est		2018	1,904,346	Est		2018	1,904,346	Est	
Vietnam	LM												
Yémen	L	2019	680,000	WFP ACR	17%	2019	680,000	WFP ACR	17%	2022-2023	1,864,000	GCNF 2024	
Zambie	LM	2018	1,193,996	Est	31%	2020	2,075,631	GCNF 2021	57%	2022	2,361,020	GCNF 2024	
Zimbabwe	LM	2018	3,218,924	GCNF 2019	100%	2020	2,489,909	GCNF 2021	64%	2022	1,413,095	GCNF 2024	48%

* Estimations de la couverture calculées à partir des chiffres d'inscription de l'année précédente, en raison de l'indisponibilité des données pour la même période de référence que le nombre déclaré d'enfants bénéficiant de l'alimentation scolaire.

** L'estimation pour l'Algérie ne reflète que le programme soutenu par le PAM dans les camps de réfugiés.

Situation de l'alimentation scolaire dans le monde 2024

Les programmes d'alimentation scolaire offrent la possibilité d'assurer l'avenir des enfants du monde tout en apportant des avantages concrets aux économies et aux systèmes alimentaires locaux. À ce moment particulier de l'histoire, les acteurs internationaux du développement et de l'aide humanitaire sont confrontés à une profonde évolution de paradigme et à une diminution des ressources disponibles. Cette transition marque la nécessité de passer, dans la mesure du possible, à une appropriation nationale totale des programmes d'alimentation scolaire et de continuer à donner la priorité aux pays à faible revenu et aux contextes fragiles pour l'aide extérieure.

Cette publication du Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies sur la situation de l'alimentation scolaire dans le monde marque une expansion sans précédent de la couverture des programmes d'alimentation scolaire à travers le monde. Quatre ans après la création de la Coalition pour l'alimentation scolaire, le véritable potentiel transformateur de cette initiative est désormais évident. Les membres de la Coalition ont intensifié leurs efforts pour étendre et améliorer les programmes nationaux d'alimentation scolaire, tout en modifiant la perception mondiale de l'alimentation scolaire pour en faire un puissant levier politique national, quels que soient le niveau de revenu et le contexte du pays.

Quatrième d'une série de rapports réguliers que le PAM s'est engagé à publier, la Situation de l'alimentation scolaire dans le monde permet d'avoir un aperçu continu des programmes d'alimentation scolaire dans le monde entier, en se concentrant sur les programmes nationaux mis en œuvre par les gouvernements. Chaque rapport ultérieur conservera un format et une structure similaires, et s'appuiera sur les sources de données les plus récentes et les plus fiables disponibles pour décrire l'échelle et la couverture des programmes d'alimentation scolaire. Cette série ne vise pas à fournir un aperçu exhaustif de tous les progrès réalisés dans le domaine de l'alimentation scolaire, mais plutôt à faire le point et à résumer les avancées en matière de recherche et de pratique. Il ne s'agit pas d'un rapport sur les activités du PAM dans le domaine de l'alimentation scolaire, mais d'un aperçu de l'ensemble des travaux menés à l'échelle mondiale dans ce domaine, axé sur les réalisations des acteurs nationaux et infranationaux et sur le soutien de tous les partenaires et parties prenantes.

La publication complète est disponible en ligne
à l'adresse suivante : **www.wfp.org**



Via Cesare Giulio Viola 68/70
00148 Rome, Italie - T +39 06 65131 **fr.wfp.org**

 @WorldFoodProgramme
 @WFP
 @WorldFoodProgramme

